

L'URSS entre Bagdad et Téhéran

La visite que le président irakien, M. Saddam Hussein, effectue depuis lundi 16 décembre à Moscou illustre l'ambiguïté des positions soviétiques à l'égard de l'interminable conflit du Golfe. En principe, l'URSS affiche une stricte neutralité, se refusant à « choisir » entre l'Irak et l'Iran. C'est ce que M. Andreï Gromyko a rappelé lundi soir, à l'occasion d'un dîner donné au Kremlin en l'honneur de M. Saddam Hussein, dont c'est la première visite à Moscou depuis sept ans et le premier séjour à l'étranger depuis trois ans. Les conversations ont été qualifiées de « franches, réalistes et amicales » par l'agence Tass, formule qui témoigne d'une bonne dose de désaccord entre les deux parties. Cela n'a rien de vraiment étonnant, car, au nom de cette « neutralité » qui devrait se traduire par un refus de toute ingérence, le Kremlin accorde en fait un soutien militaire très ferme à l'Irak mais, semble-t-il, développe également depuis quelque temps une coopération militaire de plus en plus étroite avec l'Iran.

Lorsque les Irakiens déclenchent le conflit, en septembre 1980, l'URSS condamne Bagdad. Elle suspend ses livraisons d'armes à l'Irak, pays dont elle est le principal fournisseur et avec lequel les Soviétiques ont pourtant conclu en 1972 un « traité d'amitié et de coopération ». La situation va changer en 1983. Crainte de la contagion dans les Républiques musulmanes d'une « révolution islamique » qui n'a jamais vraiment rassuré Moscou ? Désir de ne pas s'aliéner définitivement l'Irak ? Toujours est-il que les livraisons d'armes soviétiques à Bagdad reprennent et qu'elles n'ont jamais cessé depuis.

Toutefois, les deux principaux alliés de l'URSS au Proche-Orient, la Syrie et la Libye, ont, eux, choisi de soutenir sans réserve l'Iran dans le conflit du Golfe. C'est par leur intermédiaire, laisse-t-on entendre à Bagdad, que d'importantes quantités d'armements soviétiques viendraient approvisionner une armée iranienne coupée de ses anciens fournisseurs occidentaux. Une coopération militaire directe entre l'URSS et l'Iran se développerait même depuis quelques mois - au moins à en croire l'hebdomadaire spécialisé « Jane's ». Comme si le Kremlin voulait menacer l'Irak, dont l'importance stratégique est pour l'URSS au moins aussi grande, sinon plus, que celle de l'Irak. Pour M. Saddam Hussein, ce sont là autant de sujets de mécontentement qui ont dû être abordés largement lors des entretiens de Moscou, auxquels ont participé les ministres de la défense des deux pays, le général Abdel Jaber Choukri et le maréchal Sergueï Sokolov, et ceux des affaires étrangères, MM. Tarek Aziz et Edouard Chevardnadze.

Cette visite inopinée - elle n'a été annoncée qu'après le départ de Bagdad du président Saddam Hussein - a peut-être aussi été provoquée par les informations faisant état d'un renforcement des troupes iraniennes à la frontière et de l'imminence d'une nouvelle offensive. Pour faire pression sur l'Irak, l'Irak compterait sur l'URSS, qui, pas plus que les États-Unis, ne souhaite la victoire de l'un des deux belligérants. Car, depuis près de six ans, ce sanglant conflit a deux caractéristiques principales. L'existence exorbitante de l'Irak d'obtenir la chute et le « châtiment » de M. Saddam Hussein bloque tout règlement négocié. La nature et le théâtre de cet affrontement dans l'une des régions les plus sensibles du monde n'incitent d'autre part aucun des Deux Grands à trancher en faveur d'un des adversaires, tout « dérapage » pouvant avoir des conséquences incalculables.

UN ENTRETIEN AVEC M. PAUL KILÈS

La défense spatiale ne rend pas caduque l'arme nucléaire

La coopération européenne en matière de défense devait être évoquée, ce mardi 17 décembre, à l'Elysée par M. Mitterrand et le chancelier Kohl, réticent face à deux projets français, la navette spatiale Hermès et le satellite d'observation. Dans un entretien avec le Monde, M. Kilès estime que l'Europe doit être présente dans l'espace à des fins civiles et que la défense spatiale ne rend pas caduque l'arme nucléaire.

« Vous rentrez de votre premier voyage officiel aux États-Unis. L'initiative de défense stratégique (IDS) a été au centre de vos entretiens. Quelle impression d'ensemble en retirez-vous ?

« L'impression dominante porte sur les hommes qui ont la charge de ce dossier : j'ai été frappé par la force de leur conviction, leur enthousiasme et leur détermination. Du foisonnement d'idées, qu'ils brassent, émergent un certain nombre de lignes directrices. Bien que les points de vue soient parfois divergents, j'ai distingué trois types d'approche.

« Pour le long terme, au-delà de 2015-2020, le discours m'est

apparu essentiellement politique. On propose au peuple américain le moyen de le débarrasser à tout jamais de la menace de l'apocalypse nucléaire.

« Pour le moyen terme, les propositions sont essentiellement d'ordre militaire. Il s'agit de proposer des solutions au maintien de la capacité de représailles des missiles américains, dans le cadre de la doctrine actuelle.

« Je perçois enfin un troisième type de discours technologique et industriel.

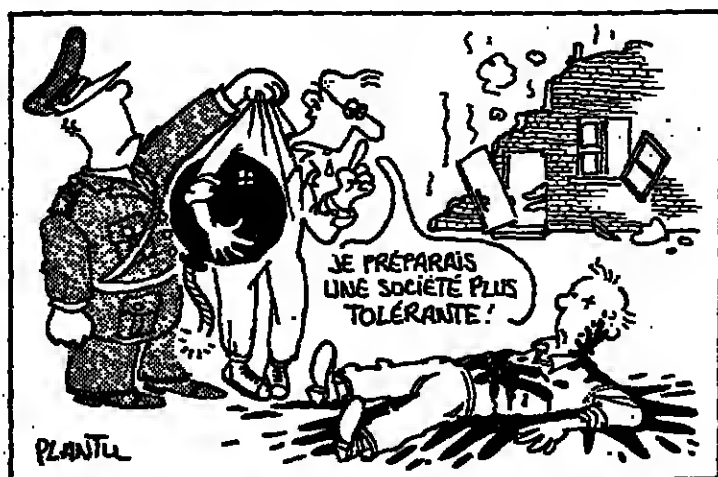
Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 6.)

ARRESTATIONS DE TERRORISTES A NAMUR

La piste belge pourrait conduire à Action directe

La police belge a réussi, le lundi 16 décembre, un important coup de filet dans les milieux terroristes avec l'arrestation à Namur de quatre personnes, parmi lesquelles Pierre Carrette, « patron » présumé des Cellules communistes combattantes. Selon les enquêteurs, les CCC ont des liens étroits avec le groupe terroriste français Action directe et ses chefs principaux, Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon.



(Lire nos informations page 36 et, page 7, la fin de notre enquête : « La montée du terrorisme en Belgique »)

UN CHOC PÉTROLIER A L'ENVERS

Et si le prix du baril baissait de 20 %...

L'année 1986 s'annonce meilleure que 1985. Elle pourrait être franchement bonne si les prix du pétrole brut baissaient de façon importante au cours des semaines ou des mois à venir.

Alors que les pays occidentaux avaient subi en 1974 et en 1979 deux chocs pétroliers qui les avaient appauvris et déstabilisés, une baisse du brut provoquerait un choc inverse, bénéfique pour la France et, plus généralement, pour les pays industrialisés. Seule la Grande-Bretagne, qui produit du pétrole brut en quantité importante, connaîtrait de sérieuses difficultés.

Que va-t-il se passer ? A court terme, beaucoup de bonnes choses assurément si le pétrole brut baisse progressivement - comme on peut le prévoir - de quelque 20 % au cours des mois à venir. L'effet le plus clair pour la France serait un ralentissement de la hausse des prix de détail encore plus important qu'il n'était prévu et des excédents quasi miraculeux du commerce extérieur, miraculeux parce qu'on n'en attendait

pas tant il y a quelques mois ni même quelques semaines.

Les prix d'abord. Les prévisions officielles tablent pour 1986 sur une hausse de 2,9 % entre le début et la fin de l'année. Ces prévisions gouvernementales tenaient compte déjà d'une baisse du brut de 4 % l'année prochaine. C'est donc une baisse de 16 % qu'il faudrait envisager pour apprécier le freinage supplémentaire de notre taux d'inflation. A la pompe, le litre de super perdrait 25 à 30 centimes seulement - soit environ 5 %, - une partie importante de son coût étant constituée par une taxe (la TIEP) qui, elle, ne baisse pas.

Peu à peu, à ces effets directs pour les consommateurs, s'ajouteraient des effets indirects, les coûts d'approvisionnement de l'industrie se réduisant. Tous comptes faits, les calculs (1) aboutissent à un freinage supplémentaire d'environ un point du taux d'inflation l'année prochaine. Il est donc possible d'envisager - à politique économique inchan-

gée, et cette précision a son importance en année électorale - une hausse des prix limitée à 2 %. On a peine à le croire puisque, même durant cette période exceptionnelle que furent les années 1965, 1966, 1967, les prix avaient augmenté de 2,5 % l'an. Mais les chiffres sont les chiffres. Il est d'ailleurs plus que probable que les prix baisseraient dans le même temps - et là de manière absolue - en RFA, aux Pays-Bas, au Japon. Le problème de notre écart d'inflation avec la RFA n'en serait donc pas pour autant résolu.

Si les salaires augmentaient comme prévu d'environ 3 %, le pouvoir d'achat recommencerait à croître. L'hypothèse la plus vraisemblable qu'on puisse faire est que les entreprises, dont les résultats se sont nettement améliorés, auraient plutôt tendance à « lâcher » un peu sur les rémunérations. L'amélioration du pouvoir d'achat qui en résulterait serait d'autant plus sensible qu'en 1986 la pression fiscale diminuera probablement, même si le gouverne-

ment doit rétablir la contribution de 1 % sur les revenus pour rééquilibrer la Sécurité sociale.

Quoi qu'il en soit, le taux d'épargne remontera un peu (de quelques dixièmes de point) à partir des niveaux exceptionnels atteints fin 1985. Cela n'empêchera pas la consommation des ménages de s'accroître plus que prévu (peut-être d'un demi-point), ce qui donnerait une progression de plus de 2 % en volume en 1986, largement supérieure à celle de cette année (+1,3 %). Une accélération dont profitera pleinement le commerce qui, après plusieurs années de vaches maigres, devrait retrouver de beaux jours.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 31.)

(1) Les estimations chiffrées contenues dans cet article ont été recoupées de différentes manières et notamment par comparaison avec l'étude publiée par l'Institut des prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises (IPECODE) dans son dernier numéro de décembre 1985.

L'AFFLUX DE RÉFUGIÉS EN AFRIQUE DU SUD

Fuir les guérilleros du Mozambique

Alors que la tension monte entre Pretoria et Harare, à la suite de l'attentat dont ont été victimes six Blancs à la frontière de Zambabwe (le Monde du 17 décembre), les autorités sud-africaines commencent à s'alarmer du déferlement de réfugiés mozambicains fuyant les atrocités perpétrées par la rébellion armée contre le régime de Maputo.

De notre envoyé spécial

Acornhoek. - Les Mozambicains fuient leur pays pour échapper à la guerre civile et à la mort. Ils quittent leurs biens, leur maison, leur bétail pour se réfugier en Afrique du Sud où ils espèrent trouver la tranquillité.

Chaque jour, ils franchissent la frontière pour rejoindre de l'autre côté leurs frères tribaux, les Shangaans. Mais l'aventure est parsemée d'embûches. Tous n'arrivent pas au terme du voyage dans le Homeland de Gazankulu qui borde le Kruger Park.

La route est longue, six à sept jours de marche, pieds nus, à travers la brousse, quelquefois plus. Ils évitent les pistes et voyagent la nuit, quand il n'y a plus de soleil et pour que les rangers sud-africains ne les repèrent pas et ne les réexpédient pas là où ils viennent. Ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de revenir en franchissant la frontière à un autre endroit. Les dangers sont multiples : les guérilleros de la RNM (Résistance nationale de Mozambique) qui contrôlent toute cette zone frontalière, les mines, puis les animaux sauvages du Kruger Park.

John Matumbo vient d'arriver dans l'un des camps d'accueil près de Lilydale. Il porte au front de profondes cicatrices, témoignage des coups de machette donnés par un maquisard de la RNM qui l'avait laissé pour mort sur le terrain. Sa femme est là aussi avec ses trois enfants sous cette immense tente bleue et blanche, l'air apaisé.

Le reste de sa famille, huit personnes, a été massacrée sous ses yeux. Ils sont partis car, comme le dit John Matumbo : « La chose la plus importante, c'est la vie. » Ils ont tout quitté, parce que, là-bas, au Mozambique, il est de plus en plus difficile de survivre dans les campagnes livrées à ceux que le régime de Maputo appelle les « bandits armés », ces rebelles de la RNM qui pillent les villages, les brûlent, violent les femmes.

Tous les témoignages concordent sur les atrocités qui se produisent sur cette terre d'insécurité qu'est devenu le Mozambique. Les paysans sont obligés de dormir dans la brousse, fuyant leurs maisons pendant la nuit de crainte des attaques. Ils reviennent dans la journée pour prendre de la nourriture et repartent se cacher avant la fin de l'après-midi, moment auquel les hommes de la RNM arrivent habituellement.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 6.)

Un message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand

Selon M. Mermaz, en visite à Moscou, il concerne l'Afghanistan.

PAGE 3

Accord de paix en Ouganda

Le Conseil militaire et l'Armée nationale de résistance se sont réconciliés.

PAGE 4

Un rapport dans le tiroir

Demandé par M. Fabius, il recommande la suppression du ministère de la recherche.

PAGE 10

La « gaffe » de M. Rocard

En annonçant qu'il ne croyait pas à la victoire de la gauche en 1986, il a choqué les socialistes.

PAGE 8

Rétrospective Jacques Becker

Le réalisateur de « Casque d'or » vedette du Festival d'automne.

PAGE 13

Le Monde MÉDECINE

Comportementalisme : la carotte sans le bâton. Les hôpitaux français à la diète.

Pages 11 et 12

Débats : Fonction publique (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (8 et 9) • Société (10) • Culture (13) • Communication (16) • Sports (20) • Economie (30 à 35)

Programmes des spectacles (14 et 15) • Radio-télévision (15) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (29) • Carnet (16) • Annonces classées (22 à 28)

DELEUZE

CINEMA 2

L'image-temps



MENUIT

دعوات الى العمل

débats

FONCTION PUBLIQUE

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale se réunit le 18 décembre, et son président, M. Pierre Tabanou, expose ici ses vues sur les projets de statuts concernant quelque huit cent mille agents. De son côté, M. Bruno Bourg-Broc demande que l'on change les pratiques de désignation des hauts fonctionnaires.

Allier modernisation et rigueur républicaine

La faveur du prince ou l'allégeance à un parti ne doivent pas être les modes d'accès naturels à la haute administration

« Le système actuel n'est pas sans parenté avec le Second Empire : accaparement de l'Etat par une famille, un clan, une caste, police des consciences et des cœurs. Une démocratie est à construire : une administration transparente, une information libre et contradictoire, un apprentissage généralisé des responsabilités. »

Dans ces lignes écrites (dans le Point) le 2 mai 1981, François Mitterrand exprimait sa volonté d'instaurer une véritable transparence ainsi qu'une authentique neutralité dans le fonctionnement de l'Etat, en bref de renouer avec des principes posés par les pères fondateurs de la République.

Or ces principes, invoqués par François Mitterrand lorsqu'il était encore candidat à la présidence de la République, semblent depuis avoir été perdus de vue et même détournés par le président de la République, pourtant en charge de la continuité et de l'autorité de l'Etat.

Il a non seulement procédé depuis mai 1981 à un changement systématique des titulaires des principaux postes de direction de l'administration, de l'audiovisuel et du secteur nationalisé, mais entrepris également d'installer de manière durable ses partisans à tous les niveaux d'encadrement de l'Etat.

Le corps préfectoral a constitué, dès 1982, le premier d'essai de cette singulière politique de la fonction publique. Alors qu'un décret, pris sous le premier septennat du général de Gaulle en 1964, organisait la professionnalisation de ce corps en assurant près de la moitié de son recrutement parmi les anciens élèves de l'ENA, cette proportion n'est plus que du quart depuis 1982.

Des mécanismes similaires ont été appliqués au corps diplomatique, avec notamment l'entrée en application d'un décret du 18 janvier 1984, autorisant le gouvernement à nommer au tour extérieur, des ministres plénipotentiaires, sans autre condition que celle de l'âge!

Depuis un an, le mouvement s'accroît. Une loi du 13 septembre 1984 prévoit d'abaisser à soixante-cinq ans l'âge de la retraite de certains corps de hauts fonctionnaires. Cette loi, dont le

par BRUNO BOURG-BROC (*)

principe n'est pas contestable, permettra de « libérer » à brève échéance, plus de cinq cents emplois de conseillers d'Etat, de conseillers maîtres à la Cour des comptes, d'inspecteurs généraux et de professeurs d'université.

Un décret du 18 mars 1985 rend possibles ces nominations au tour extérieur pour l'ensemble des corps d'inspection générale. Depuis lors, chaque conseil des ministres apporte son lot de nominations. Le flot monte, mais cela ne suffit pas : deux décrets, des 24 juillet et 6 août 1985, réservent à la signature du président de la République, et donc à son pouvoir d'appréciation discrétionnaire, éventuellement de blocage, une liste accrue de postes de direction au sein de l'Etat et du secteur public.

Une rupture

Si l'on ajoute à cela l'analyse qui peut être faite, avec le recul du temps, de la troisième voie d'accès à l'ENA, instituée en 1982 qui, selon les statistiques publiées récemment par le secrétaire d'Etat à la fonction publique, donne deux fois plus de chances d'accès à ses candidats qu'à ceux qui prennent la peine de préparer le concours étudiant ou le concours interne, il n'est pas exagéré d'écrire qu'une rupture s'est produite dans l'application des principes républicains d'égalité d'accès aux emplois publics.

Désormais, la faveur du prince ou l'allégeance à un parti, ou mieux à une fraction de parti devient, au détriment du mérite et de la compétence, le mode d'accès naturel aux responsabilités au sein de l'Etat.

L'esprit même du service public est dénaturé à tous les échelons de l'administration. La rigueur morale, l'indépendance d'esprit et la compétence peuvent être des handicaps aux postes de responsabilité. Il devient plus difficile de faire monter la série des promotions internes, qui consacrent habituellement la fidélité au service public et la compétence bâtie sur l'expérience.

(*) Député RPR de la Marne.

De toutes les réformes réalisées depuis le début du septennat de François Mitterrand, il en est une dont l'ampleur ne doit pas se mesurer dans le seul court terme mais également dans ses effets à moyen

terme. Il s'agit de la décentralisation, qui a pour objet de faire des communes, départements et régions, des institutions majeures, libres et responsables. C'est notamment le mérite du gouvernement de Pierre Mauroy et des partis de gauche d'avoir, dans le même mouvement, posé les fondements de la décentralisation, prévu les transferts de compétences qui en résultent et donné à ces mêmes collectivités les moyens sans lesquels la décentralisation ne serait qu'un leurre.

Que vaudrait en effet l'autonomie des collectivités décentralisées et quel usage pourraient bien faire ces dernières de leurs nouvelles compétences si les élus ne disposaient pas des ressources nécessaires et des collaborateurs compétents?

Il faut ainsi mettre au crédit des partis de gauche et du gouvernement d'avoir compris que la réussite de la décentralisation passait par la création d'une véritable fonction publique territoriale et d'avoir voulu que les agents des collectivités locales bénéficient également des avancées sociales depuis longtemps accordées à leurs homologues de l'Etat.

Si la question des finances locales alimente de nombreux débats et se trouve souvent évoquée par la grande presse, il n'en est pas de même en ce qui concerne le statut des personnels. L'Etat que je suis ne peut que s'étonner du peu d'attention accordée à la création et à l'organisation d'une fonction publique territoriale à part entière, égale à la fonction publique de l'Etat mais conservant son identité propre.

Si nos concitoyens se trouvent ainsi régulièrement et abondamment informés des effets de la décentralisation sur les finances locales, combien d'entre eux connaissent les enjeux de la loi du 26 janvier 1984 que j'ai eu l'honneur de rapporter devant l'Assemblée nationale?

Aujourd'hui, l'important travail réalisé par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, installé en juillet 1984, a permis de tracer l'essentiel du cadre de la nouvelle fonction territoriale (centres de gestion et de formation, comités techniques paritaires, commissions administratives paritaires, comités d'hygiène et de sécurité, droits syndicaux) et d'amorcer très lar-

Décentralisation: quels collaborateurs pour les élus?

Les fonctionnaires territoriaux ne doivent pas être des parents pauvres

par PIERRE TABANOU (*)

La compétence et la loyauté de ces fonctionnaires ne sont pas en cause. Mais le degré d'autonomie des collectivités décentralisées est strictement subordonné au nombre et à la qualité des fonctionnaires territoriaux, recrutés et formés selon des critères définis par référence au caractère propre et à la mission des pouvoirs décentralisés.

Permettre aux collectivités locales de disposer de corps de fonctionnaires qui leur soient propres est une exigence première de la décentralisation. Parce que les missions territoriales sont désormais de même valeur que celles de l'Etat, ces corps doivent offrir le même niveau de compétences que les corps de fonctionnaires de l'Etat. Le succès de la décentralisation est à ce prix.

Seuls des corps structurés, aux perspectives de carrière équivalentes à celles offertes à l'Etat, permettront aux collectivités de discuter à égalité d'autorité avec l'Etat comme avec tout autre partenaire (entreprises privées notamment). Les corps offrent en effet la possibilité d'une gestion à la fois individuelle et collective des compétences, d'une transmission et d'une confrontation des savoirs et de l'expérience permet-

(*) Maire de L'Hay-les-Roses, député socialiste du Val-de-Marne, président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, président du Centre de formation des personnels communaux.

tant la constitution d'une mémoire et, donc, d'une identité territoriale. Ils doivent également permettre, par l'attractivité des carrières et à tous les niveaux, les recrutements de qualité que les nouvelles missions territoriales imposent.

Tout cela suppose un important travail d'élaboration : réglementation en matière de recrutement, d'avancement et de promotion, de rémunération, de mobilité, etc.

Préalablement doit être définie, pour chaque catégorie hiérarchique, une architecture de corps permettant d'organiser, de manière satisfaisante pour les personnels et les élus, l'ensemble des professions et des spécialités indispensables à l'accomplissement des missions territoriales. Il faut également définir le niveau - en termes de recrutement et de rémunération notamment - et l'organisation interne de chaque corps.

Usant du pouvoir qui lui est confié par la loi, le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, composé exclusivement d'élus et de représentants syndicaux, a fait des propositions sur ces différents points au gouvernement, afin que les premiers projets de statuts territoriaux soient prêts d'ici à la fin de la présente année.

C'est le mérite de la gauche d'avoir lié la question de la fin et celle des moyens. Ce sera le mérite de la gauche de publier au moins les premiers statuts des principaux corps de la nouvelle fonction publique territoriale. Il y a eu, sans doute, depuis 1981, des tâches et des réformes plus exaltantes. Il n'y en aura pas en de plus nécessaires.

Une exigence première

Permettre aux collectivités locales de disposer de corps de fonctionnaires qui leur soient propres est une exigence première de la décentralisation. Parce que les missions territoriales sont désormais de même valeur que celles de l'Etat, ces corps doivent offrir le même niveau de compétences que les corps de fonctionnaires de l'Etat. Le succès de la décentralisation est à ce prix.

Seuls des corps structurés, aux perspectives de carrière équivalentes à celles offertes à l'Etat, permettront aux collectivités de discuter à égalité d'autorité avec l'Etat comme avec tout autre partenaire (entreprises privées notamment). Les corps offrent en effet la possibilité d'une gestion à la fois individuelle et collective des compétences, d'une transmission et d'une confrontation des savoirs et de l'expérience permet-

(*) Maire de L'Hay-les-Roses, député socialiste du Val-de-Marne, président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, président du Centre de formation des personnels communaux.

tant la constitution d'une mémoire et, donc, d'une identité territoriale. Ils doivent également permettre, par l'attractivité des carrières et à tous les niveaux, les recrutements de qualité que les nouvelles missions territoriales imposent.

Tout cela suppose un important travail d'élaboration : réglementation en matière de recrutement, d'avancement et de promotion, de rémunération, de mobilité, etc.

Préalablement doit être définie, pour chaque catégorie hiérarchique, une architecture de corps permettant d'organiser, de manière satisfaisante pour les personnels et les élus, l'ensemble des professions et des spécialités indispensables à l'accomplissement des missions territoriales. Il faut également définir le niveau - en termes de recrutement et de rémunération notamment - et l'organisation interne de chaque corps.

Usant du pouvoir qui lui est confié par la loi, le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, composé exclusivement d'élus et de représentants syndicaux, a fait des propositions sur ces différents points au gouvernement, afin que les premiers projets de statuts territoriaux soient prêts d'ici à la fin de la présente année.

C'est le mérite de la gauche d'avoir lié la question de la fin et celle des moyens. Ce sera le mérite de la gauche de publier au moins les premiers statuts des principaux corps de la nouvelle fonction publique territoriale. Il y a eu, sans doute, depuis 1981, des tâches et des réformes plus exaltantes. Il n'y en aura pas en de plus nécessaires.

LU

« COMORES: QUATRE ILES ENTRE PIRATES ET PLANTEURS », de Jean Martin

Une histoire mouvementée

SPECIALISTE d'histoire maritime et coloniale, Jean Martin raconte la fabuleuse histoire de cet archipel qui aurait pu être un paradis terrestre. Mais il se situe au milieu du canal de Mozambique, sur les routes des pirates et des conquérants. Les quatre îles - les anciens sultanats de Grande-Comore, d'Anjouan et de Mohéli, et l'île de Mayotte - ont connu successivement les levées et les fureurs tropicales, ne font donc illusion que le temps d'un coucher de soleil. Cet archipel, aujourd'hui l'un des plus pauvres de la planète, a connu une histoire mouvementée, razzias malgaches et rivalités internationales en fournaissant le terrain jusqu'à l'établissement d'un protectorat français dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle.

Jean Martin reprend cette histoire vers la fin du dix-huitième siècle et la raconte, par le menu, jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Son récit, le fruit d'une thèse de doctorat d'Etat, constitue la contribution la plus importante à la connaissance d'un archipel dont le public français entend de temps à autre parler, encore de nos jours, quand il s'agit du statut de Mayotte, dont le sort n'a toujours pas été fixé.

Les Comores auraient pu devenir un havre pour touristes. Le travail de Jean Martin montre à quel point ces îles ont été quelque chose de mauvais. En 1912, l'annexion des trois dernières îles par la France - Mayotte étant déjà française depuis des décennies - a mis fin sans doute, pour un demi-siècle, à ces abus les plus scandaleux. Mais les Français n'ont guère investi sur place et, depuis leur départ, l'histoire dégage.

J.-C. POMONTI.
A Deux tomes, L'Harmattan, 611 p. et 477 p., 230 F. et 215 F.

COURRIER DES LECTEURS

Commerce et service militaire

Certains jeunes diplômés font leur service militaire au titre de la coopération. Ne pourrait-on suggérer au ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur d'organiser des stages dans les représentations françaises à l'étranger pour les élèves des écoles de commerce? Ce serait une manière à la fois d'utiliser leurs compétences et d'accroître une vision exportatrice dont notre industrie semble avoir bien besoin.

R. CORNU
(Saint-André-de-Nice).

Terre d'accueil!

Heureuse, j'envois à dix jours un faire-part d'arrivée chez nous d'un petit Corten, Emmanuel, âgé de sept ans.

Je regus d'une personne (marqué à un Polonais depuis bientôt quarante ans) un mot de « félicitation » dans lequel elle me parle de la France « terre d'accueil, qui ne voit pas être un dépôt » (sic). Mais

Joëlle Granmusset, mère de quatre enfants dont deux Corten adoptés, mère d'accueil d'une trentaine de sans-citoyens (Saint-Etienne).

Jusqu'où le désespoir?

A propos de la lettre désespérée de Christiane Gernon (Le Monde du 10 décembre), est-on certain qu'à l'instar de ce qui se passe ailleurs jamais en France nous ne verrons la mise à sac de grandes surfaces par des chômeurs totalement désemparés et désespérés?

Bien sûr, vous entendrez alors la vieille rengaine - « Mais comment en sommes-nous arrivés là? » - chantée par tous ceux qui, à longueur de journée, ne nous parlent plus que de la Pologne et de Sakharov et qui pensent occulter au profit d'une propagande partisane aussi haineuse qu'imbécile le problème le plus angissant que connaissent présentement nos concitoyens : le chômage.

ROGER LUGAN
(Vigneux-sur-Seine).

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'aux TOURISTES ÉTRANGERS!

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

42-61-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél: MONDIPAR 650572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81
Tél: (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant: André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la société: cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 500 000 F

Principaux associés de la société: Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur: Bernard Wozniak

Rédacteur en chef: Daniel Vernet

Cordateur en chef: Claude Sales

ABONNEMENTS BP 507 69 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat postal)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 464 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: définitifs ou provisoires (deux semaines au plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les vases propres en capitales d'imprimerie.

Impression: J. L. du halles PARIS 13

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 9 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 7,50 kr.; Espagne, 120 pes.; États-Unis, 1,25 \$; Grèce, 30 dr.; Irlande, 35 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,250 DL; Luxembourg, 30 F.; Norvège, 9 kr.; Pays-Bas, 2,5 fl.; Portugal, 100 esc.; Suède, 336 F CFA; Suisse, 9 fr.; Suisse, 1,80 L.; Yougoslavie, 110 din.

étranger

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE DAKAR

La candidature de M. Georges Fillioud au secrétariat général de l'Agence de coopération francophone suscite des remous

La conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), qui regroupe trente-neuf pays utilisant le français, s'est ouverte au niveau ministériel, à Dakar, le lundi 16 décembre. Elle doit durer trois jours et se conclure par l'élection du secrétaire général qui succédera à M. François Owono-Ngomo, ancien ministre gabonais - dont le mandat ne devrait pas être renouvelé.

De notre envoyé spécial

Dakar. - Enfin un peu de piment dans une conférence francophone ! Certes, l'Agence de coopération avait déjà connu, depuis sa création il y a quinze ans, des successions passablement agitées. Mais, selon des experts de francophonie, jamais les débats n'avaient été aussi vifs que ceux suscités par la candidature de M. Fillioud au secrétariat général. « Certes, nous n'avons rien contre le secrétaire d'Etat chargé

des techniques de la communication, et la France a bien le droit d'occuper à son tour le poste-clé de secrétaire général de l'Agence. Mais à l'heure où Paris assure vouloir enfin donner une véritable impulsion politique à la francophonie, tant qu'à faire nous aurions préféré une personnalité française, disons, de plus gros calibre », nous assure-t-il à quelques jours en France, un ministre africain qui résumait un sentiment assez répandu au sud du Sahara.

En outre, nombre de membres de l'Agence craignent qu'après mars 1986 un gouvernement de droite ne boide une organisation dirigée par un ancien responsable de l'appareil socialiste. Qui plus est, certains dirigeants francophones se disent froissés que l'on ait pensé à M. Fillioud pour l'Agence, à partir du moment où son parti ne lui avait trouvé aucun poste de député ou de sénateur.

Il y a quelques mois, lorsque le bruit s'était répandu que l'Elysée ne verrait pas d'un mauvais œil M. Michel Jobert prendre la direction de l'Agence, les réactions avaient été différentes : le panache de l'ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand, ses professions de foi francophones, sa distance à l'égard des partis, avaient séduit d'entre.

Le discours du président Diouf

M. Fillioud n'a guère à son actif, en matière de francophonie, que sa proposition faite en février au Caire, à la première conférence des ministres de la communication d'expression française, de « donner un temps d'antenne à l'Agence de coopération, sur le satellite de télévision que la France doit lancer en 1986 » (le Monde du 9 février).

Baroud d'honneur ou volonté réelle de barrer la route au secrétaire d'Etat français ? Lundi, pendant que le chef de l'Etat s'entretenait avec le représentant libanais assant de définitions de la franco-

phonie, « dernier ordre de chevalerie », ou « humanisme des différences », en coulisses les candidatures se multipliaient, depuis un Djiboutien jusqu'à un nouveau Gabonais (« Le président Bongo y tient beaucoup et a fait ce qu'il faut pour que ça se sache », se passant par un Luxembourgeois. Le plus sérieux d'entre elle semble un moment être celle de M. Hassan Rifati, juriste réputé et musulman sunnite libanais. Mais, pour d'obscures raisons, « les Africains nous ne veulent pas, pour le moment, d'un Arabe à la tête de l'ACCT ».

Cependant, le discours, devant la conférence, du président sénégalais, M. Abdou Diouf, dans lequel il a, d'une manière assez inattendue, longuement insisté sur la nécessité de mettre la francophonie « à l'heure des techniques de communication », a fait faire, lundi soir, grise mine aux adversaires du candidat français, constatant que « l'Afrique se rallie ».

Tout sourire, alors que, selon ses partisans, il ne devait se manifester qu'après son élection, M. Fillioud était arrivé à temps à Dakar, au beau milieu d'une réception belge, et y avait rejoint son collègue de la coopération, M. Naudin, présent au Sénégal depuis la veille.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

■ **ERRATUM** : Plusieurs erreurs se sont glissées dans l'information publiée dans nos éditions datées mardi 17 décembre sur le sommet des pays francophones prévu du 17 au 19 février à Paris. Le Canada sera représenté par M. Brian Mulroney, premier ministre, et le Québec par son nouveau chef de gouvernement, M. Bourassa, et non par leurs ministres des relations extérieures ou internationales. D'autre part, la province du Nouveau-Brunswick aura, à cette conférence, sous la conduite de M. Hatfield, premier ministre, une délégation propre - et non fusionnée avec celle du Canada, - au même titre que la province du Québec.

A BRUXELLES

Laborieuses tractations entre les ministres européens pour la mise en forme de l'accord de Luxembourg

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - Sauver la face au Parlement européen et lui permettre ainsi de se rallier à l'accord sur la régence de la Communauté auquel les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix sont parvenus le 2 décembre à Luxembourg, tel est l'exercice, tout en dentelle, auquel se livrent les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis lundi et mardi à Bruxelles. Au soir de la première journée, M. Catherine Lalumière, le secrétaire d'Etat français, convaincu que « nous voulons aboutir », se montrait optimiste quant à l'issue des débats.

L'accord de Luxembourg ébauche un programme d'actions prioritaires pour la Communauté au cours des années à venir, à savoir, essentiellement, l'établissement d'un « espace sans frontière » d'ici à 1992. Pour y parvenir, il élargit le champ d'application de la règle de la majorité qualifiée et associe davantage que dans le passé le Parlement européen au processus de décision. Mercredi dernier, celui-ci, réuni en session plénière à Strasbourg, avait jugé ce compromis insuffisant, notamment en ce qui concerne le renforcement de ses pouvoirs.

La fronde du Parlement allait-elle remettre en cause la tentative de relance ? On pouvait le redouter, car le gouvernement danois, soumis à la pression critique de son Parlement, amoncelait qu'il ne disposait d'aucune marge de manœuvre pour écarter des conclusions de Luxembourg. Les Italiens, au contraire, répétaient qu'ils ne signaient pas le nouveau traité que s'il recueillait l'assentiment du Parlement européen. On sait, en effet, que l'entrepris actuelle, engagée en large partie sur l'initiative de l'Italie lors du conseil européen de Milan, doit se traduire par une révision de plusieurs articles du traité.

■ **Il faut souligner l'esprit constructif de la délégation italienne**, commentait, lundi soir,

M. Lalumière. Le Royaume-Uni, la RFA et quelques autres pays venaient d'indiquer plus discrètement qu'ils ne voulaient pas s'écarter de l'accord de Luxembourg ; les Danois confirmaient qu'ils ne le pouvaient absolument pas. Dans ces conditions, sauf à saboter l'exercice qu'ils avaient eux-mêmes mis en route, les Italiens étaient obligés d'admettre que les concessions susceptibles d'être faites au Parlement ne pouvaient être que largement formelles. De fait, les solutions vers lesquelles on s'orientait ajoutaient guère aux pouvoirs nouveaux reconnus à l'Assemblée européenne par l'accord de Luxembourg.

Cette mise en forme de l'accord ne se limitait pas aux pouvoirs du Parlement. S'agissait du programme visant à établir un grand marché d'ici à 1992, on retiendra que la France, qui maintenait une réserve, a finalement accepté que l'article 84 du traité concernant les transports, et qui devrait donc servir de point d'appui à une politique de libéralisation dans ce secteur, figure sur la liste des articles à modifier, de telle sorte que la règle de la majorité remplace l'obligation d'unanimité.

Un « acte unique »

Les Dix ont approuvé le texte de l'« acte unique », qui regroupe le traité de Rome révisé, le traité codifiant la coopération politique, enfin un préambule indiquant la volonté collective des Douze de se diriger vers l'Union européenne. La France avait proposé que l'« acte unique » institue l'Union européenne, que le conseil européen - baptisé conseil de l'Union - en devienne l'organe suprême et qu'il soit doté d'un secrétaire général de l'Union. Ce montage compliqué avait été mal accueilli, car plusieurs gouvernements soupçonnaient qu'il déplaçait, probablement à tort, des attributions contre la Communauté telle qu'elle existe, et surtout contre la Commission européenne. Il n'en reste rien ou presque.

Si les Dix confirment l'accord de Luxembourg, autrement dit si les réserves maintenues alors sont levées, il restera à procéder à la signature des nouveaux traités. En principe, cette cérémonie pourrait

avoir lieu dans des délais rapprochés. En janvier, le Parlement européen aura à se prononcer sur le résultat final de l'entreprise. Il est souhaitable qu'une majorité s'y déclare favorable. Les nouveaux traités ne pourront, en effet, entrer formellement en vigueur qu'après ratification par les Parlements nationaux, et celui de Rome a annoncé qu'il ne donnerait pas son aval à un accord qui ne conviendrait pas à l'Assemblée de Strasbourg.

Qui aurait pu s'opposer à l'initiative française, émise par M. François Mitterrand à Luxembourg, de lancer un plan européen de lutte contre le cancer ? Il a donc été décidé, lundi, de créer un comité d'experts chargés de recommander ce qui pourrait être accompli au niveau de l'Europe pour mieux coordonner et renforcer les efforts entrepris contre la maladie. Certains, dont les Britanniques, se montraient sceptiques quant à l'efficacité d'une action communautaire venant se superposer à ce qui est fait sur le plan national et international.

Le scepticisme s'est fait goguenard lorsque la France a proposé de créer un comité d'historiens européens chargés d'approfondir les conditions dans lesquelles s'est perpétré le génocide des Arméniens en 1915. Pourquoi un tel comité ? Pourquoi en 1985 ? L'initiative, opportune ou pas, a été interprétée par tous, du moins dans les commentaires de couloir, comme témoignant de l'intérêt électoral porté par le gouvernement à la communauté arménienne française.

PHILIPPE LEMAITRE.

■ **Prochain conseil européen le 26 juin**. - Le prochain conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement aura lieu les 26 et 27 juin prochains à La Haye, apprenait-on à Bruxelles, en marge de la réunion des ministres des affaires étrangères des Dix. Il a été décidé en effet de tenir en 1986 deux conseils européens seulement, au lieu de trois jusqu'à présent, ce qui a conduit à supprimer la réunion prévue pour mars. Les Pays-Bas assurent la présidence de la Communauté du 1^{er} janvier au 30 juin 1986. - (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

BANGLADESH

Manifestations et affrontements à Dacca

Dacca. - Près de trente mille personnes ont manifesté, lundi 16 décembre à Dacca, à l'appel de vingt-trois partis d'opposition, pour réclamer la fin du régime militaire du président Ershad et le rétablissement de la démocratie. Une vingtaine de personnes ont été blessées au cours d'affrontements entre les forces de l'ordre et plusieurs centaines de gens qui tentaient d'assister à un défilé militaire organisé pour le quarantième anniversaire de la guerre de libération du Bangladesh contre le Pakistan. Plusieurs milliers d'opposants ont ensuite violé la loi martiale en défilant dans les rues de la ville. Dans une allocution diffusée la veille, (le Monde du 17 décembre), le chef de l'Etat avait promis la levée de l'interdiction de toute activité politique à partir du 1^{er} janvier et s'était engagé à restaurer la démocratie, mais il n'avait pas fixé la date de nouvelles élections. L'opposition exige la levée immédiate de la loi martiale, la fixation d'une date ferme pour la tenue des élections législatives et la constitution d'un gouvernement provisoire chargé de les superviser. - (AFP, Reuters.)

ROUMANIE

Impôt alourdi pour les couples sans enfant

Le bureau politique du parti roumain a décidé d'augmenter la taxe qui frappe les couples sans enfant. L'agence officielle Agerpres ne précise pas le montant de cette augmentation. La taxe, instituée en 1963, atteignait jusqu'à présent environ 10 % du salaire moyen. Dans le même temps, les allocations familiales seront augmentées, sans qu'on sache dans quelle proportion. Le bureau politique a également résolu de « renforcer la responsabilité du personnel de santé en vue d'assurer la croissance du taux de natalité ». Les avortements, sauf cas exceptionnels, sont interdits en Roumanie, et il serait question d'examiner rigoureusement les femmes pour déterminer si elles sont enceintes (selon plusieurs témoignages, de tels examens ont déjà été pratiqués dans certaines entreprises). Le taux de naissances était tombé à 14,3 pour mille en 1983 et il est remonté, selon les données officielles, à 15,6 l'an dernier. M. Ceausescu estime que ce progrès « ne peut être considéré comme satisfaisant ». La Roumanie a le niveau de vie le plus bas de tous les pays socialistes est-européens. - (AFP, AP.)

TCHAD

Deux Américains enlevés puis libérés

Washington. - Deux ressortissants américains, qui avaient été enlevés le 23 novembre par des commandos (r codes) du sud du Tchad, ont été libérés le 8 décembre à la suite d'un raid des forces armées nationales tchadiennes (FANT), a annoncé, lundi 16 décembre, le département d'Etat américain. Le porte-parole, M. Charles Redman, a indiqué que ces deux hommes, employés par la société pétrolière Esso, étaient en mission de prospection dans le sud du pays lorsque leur véhicule a été attaqué par des « r codes » en lutte contre le régime de N'Djamena. Lundi, à Brazzaville, le colonel Kamougue, président du Mouvement révolutionnaire du peuple tchadien (MRP), avait annoncé que les deux Américains, MM. Philip N. Goss et Douglas A. Broussard, étaient des « mercenaires » combattant dans l'armée tchadienne, faits prisonniers avec « leur matériel » (une jeep équipée de matériel de transmission) et des armes. A Paris, au siège de Esso SAF, on confirme l'enlèvement et la libération de ces deux ressortissants américains. - (AFP.)

M. Mermaz rapporte de Moscou

un message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand concernant l'Afghanistan

De notre correspondant

Moscou. - M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale française, devait achever, ce mardi 17 décembre, une visite de cinq jours en URSS, au cours de laquelle il a reçu l'assurance de M. Gorbatchev que les relations avec Paris constitueraient désormais une « priorité » de la politique étrangère soviétique. Le secrétaire général a employé à deux reprises cette expression, a confié M. Mermaz avant de regagner Paris. M. Gorbatchev s'est d'autre part réjoui d'avoir pu parler « sans tabous » avec son interlocuteur.

Le président de l'Assemblée nationale est porteur d'un message oral de M. Gorbatchev destiné au président Mitterrand à propos de l'Afghanistan. M. Mermaz n'a pas voulu révéler la teneur de cette proposition, dont il souhaite réserver la primauté au président de la République. Il semble cependant que M. Gorbatchev reprenne l'idée d'un règlement politique du problème afghan sous l'égide de l'ONU. Le secrétaire général serait désireux d'aller relativement vite et d'utiliser éventuellement les bons offices de Paris.

Cette initiative pourrait prendre un tour plus concret à l'occasion de la visite que M. Mitterrand doit faire en URSS, vraisemblablement avant le second sommet entre MM. Gorbatchev et Reagan aux Etats-Unis en juin prochain. La logique voudrait, en effet, que M. Gorbatchev revioie le président français avant de retrouver le chef de l'Etat américain, comme il l'avait fait à l'automne dernier.

Utilisant un terme gaullien - « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », - M. Mermaz a souhaité renouer avec la « tradition » des bons rapports franco-soviétiques. Le recours à cette formule, qui, comme l'a reconnu le président de l'Assemblée nationale, « sert à chacun à exprimer ses rêves », était aussi destiné à éviter un parallélisme trop frappant avec les relations de type privilégié entretenues avec Moscou par Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing. L'idée nettement exprimée par M. Mermaz d'un « retour à la détente des années 70 » consistait bien pourtant en cela.

De notre correspondant

M. Gorbatchev a fait part à M. Mermaz de ses ambitions après le sommet de Genève. Il lui a indiqué que « peu de choses concrètes » avaient été obtenues à cette occasion, et qu'il était donc nécessaire que le prochain sommet aux Etats-Unis débouche sur des résultats plus tangibles en matière de lutte contre la course aux armements. Le dirigeant soviétique a insisté de nouveau sur le caractère dangereux de l'IDS américaine : nous n'avons pas peur de l'IDS, mais il nous faudra réagir, a-t-il dit en substance.

M. Mermaz s'est fait l'avocat de la construction européenne. M. Gorbatchev lui a réitéré l'intérêt des Soviétiques à propos de « l'Europe en train de se faire », mais, en même temps, l'inquiétude que suscitent les aspects militaires que pourrait comporter cette construction. L'URSS ne sait pas si ce processus d'unification européenne constitue un élément de détente ou peut aboutir à un accroissement des stocks d'armes dans cette partie du monde.

M. Mermaz a enfin « évoqué globalement » avec M. Gorbatchev le problème des droits de l'homme, et il a notamment cité à cette occasion le nom du professeur Sakharov. Il a insisté sur l'importance de ce problème aux yeux de Paris pour un retour à la détente. Il a cependant souhaité être « discret » pour être efficace, et a reconnu, mis à part le cas Sakharov, n'être pas entré dans l'examen des « situations individuelles ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

■ **La fin de la session de l'Assemblée générale des Nations unies**. - L'Assemblée générale de l'ONU, dont la session doit s'achever mercredi 18 décembre, a décidé à l'unanimité, lundi 16 décembre, de convoquer en juillet prochain à Paris une conférence internationale sur le thème « Désarmement et développement ». Ce projet résulte d'une initiative lancée il y a deux ans par M. Mitterrand. D'autre part, les Etats-Unis ont demandé et obtenu qu'une réunion du Conseil de sécurité se tienne prochainement pour examiner le problème des prises d'otages. C'est la première fois que le Conseil, qui devait commencer ses consultations ce mardi, est saisi d'une telle question. - (AFP.)

EN VISITE A BUDAPEST

M. Shultz a rendu hommage à la « grande sagesse » de M. Kadar

Budapest (AFP). - Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a en, lundi 16 décembre, un entretien d'environ deux heures avec le numéro un hongrois, M. János Kadar, qui lui a fait, a-t-il déclaré, d'« intéressantes observations » sur les relations Est-Ouest. M. Shultz, qui a déclaré avoir trouvé chez son interlocuteur « une grande sagesse », a également évoqué avec lui les relations bilatérales, qu'il considère « sans problème majeur ». Les Etats-Unis souhaitent un accroissement du commerce entre les deux pays, qualifié de « significatif, mais faible ». Ils ont exporté l'année dernière 201 millions de dollars de marchandises en Hongrie, et ce pays 248 millions de dollars aux Etats-Unis. Toutefois, Washington n'envisage pas de changer la loi américaine

pour que la clause de la nation la plus favorisée soit accordée à la Hongrie pour une durée de plus d'un an. Les Hongrois se plaignent que ce renouvellement annuel les empêche de planifier la production à long terme dans leurs entreprises. M. Shultz a jugé « compréhensible » cette attitude.

Le secrétaire d'Etat a réaffirmé que la division de l'Europe n'était « pas naturelle », soulignant, notamment, les restrictions de mouvements de personnes entre l'Est et l'Ouest. Il a cité comme contre-exemple le fait qu'il n'y ait « pas de problème du tout pour les personnes qui veulent traverser la frontière austro-hongroise ».

Le secrétaire d'Etat a quitté mardi matin Budapest pour Belgrade, dernière étape de sa tournée en Europe.

Force 10
la mer a ses diamants.

Fred, homme de la mer et joaillier, transforme un câble marin en bijoux d'or, de diamants et d'acier.

FRED
JOAILLER

4, rue Royale, Paris. Tél. 42.60.30.45 - Le Cluzel, 74, Champs-Élysées - Hôtel Mervin, Paris.
Aéroport d'Orly - 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Royal, Monte-Carlo.
20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Hollywood - New York.

سكيا من الالاحل

EUROPE

RFA

CANDIDAT A LA CHANCELLERIE

M. Rau annonce un recentrage du Parti social-démocrate pour les élections de 1987

De notre correspondant

Bonn. — Le progrès ou, la paix ou, l'écologie ou, mais sans brûler les étapes : le candidat social-démocrate à la chancellerie, Johannes Rau, a prononcé lundi 16 décembre à Ahlen un discours-programme qui le démarque de la gauche de son parti sur à peu près tous les thèmes en jeu ces dernières années. Face au chancelier Kohl, qu'il affrontera en janvier 1987 lors des prochaines élections législatives ouest-allemandes, le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie se présente comme un recours pour retrouver le chemin d'un consensus social. Il se propose comme un rassembleur que n'effraient pas les nouveaux défis posés aux sociétés modernes mais qu'il y trouve une réponse ou personnel, ou puisse avoir le sentiment d'être laissé pour compte.

Organisé par les dirigeants du parti pour lancer officiellement sa candidature, la rencontre d'Ahlen tenait d'avantage d'une cérémonie de famille que d'un grand événement public, comme s'il s'agissait d'abord de démontrer l'unité du parti. L'assistance, venue par train spécial de toutes les villes du bassin rhénan puis de la Ruhr, de Cologne, jusqu'à Ahlen, était composée essentiellement de responsables et d'élus du SPD. On a célébré la grand-

messe social-démocrate aux accents d'une traditionnelle fanfare de la mine. Et c'est le vieux Herbert Weber, vétéran de toutes les luttes du parti, qui est venu lui-même, au nom de tous, donner une chaleureuse accolade au candidat.

Les grandes lignes de la campagne sont claires. Elles feront grincer des dents ici ou là parmi les militants restés accrochés aux wagons du train pacifiste ou écologiste. Mais Willy Brandt avait mis en garde la veille tous ceux qui rendraient inutilement difficile la tâche du candidat Rau. « Celui qui est prêt se heurterait au président du parti », avait-il averti.

Pas de retour au passé

En matière de politique étrangère et de sécurité, le ministre-président de Rhénanie du Nord-Westphalie s'est engagé à promouvoir « une deuxième phase de la politique de détente ». Mais il a également insisté sur la place de l'Allemagne fédérale dans l'OTAN et s'est prononcé contre un retrait unilatéral des missiles à moyenne portée américains déployés depuis 1984 en RFA. « Les Pershing et les missiles de croisière doivent être éliminés par une négociation, tout comme leur contrepartie soviétique. »

Violentement attaqué pour avoir autorisé le mois dernier la mise en

service en Rhénanie-Westphalie de la centrale électrique d'Ibbenbüren, qui rejette, au moins pendant ses deux premières années, des quantités considérables de dioxyde d'azote dans l'atmosphère, Johannes Rau a vivement contre-attaqué : « L'emploi et l'environnement, et si dit, ne doivent pas être joués l'un contre l'autre. Personne ne doit se tromper, le renouveau écologique de notre société industrielle ne va pas se passer du jour au lendemain. Il ne s'agit pas d'un retour au passé. »

Sur le plan économique, le ministre-président — qui avait fait une gaffe de taille en promettant à la rentrée de revenir sur tous les programmes sociaux supprimés par l'actuel gouvernement — est resté, cette fois, prudent. Le programme économique du SPD pour la campagne, qui ne cesse d'être remis sur le métier, ne sera pas prêt avant le milieu de 1986. Prenant la défense des syndicats face aux tentatives de l'actuelle majorité de rogner leurs pouvoirs, il a réaffirmé la priorité à la lutte contre le chômage en estimant qu'il serait illusoire de vouloir fonder l'avenir d'une société moderne sur le désespoir des uns et le retour des femmes à leur foyer. Il s'est prononcé pour une réduction du temps de travail et a défendu lui-même le principe d'une diminution de la fiscalité pour les plus bas revenus et les classes moyennes.

HENRI DE BRESSON.

Autriche

L'élection présidentielle se prépare dans un climat difficile pour les socialistes

De notre correspondant

Vienne. — Le chancelier Fred Sinowatz a procédé, lundi 16 décembre, à un léger remaniement de son gouvernement en nommant M. Franz Kreuzer ministre de la santé et de l'environnement, en remplacement de M. Kurt Steyrer, et M. Franz Loschnig ministre à la chancellerie, chargé de la fonction publique. M. Kreuzer n'est rédacteur en chef de l'organe du Parti socialiste, *Arbeiterzeitung*, et, depuis 1984, directeur de l'information à la radio-télévision autrichienne.

M. Steyrer, candidat socialiste à l'élection présidentielle qui nura lieu en mai 1986, a fait valoir que la campagne électorale ne lui laisserait pas suffisamment de temps pour diriger son ministère. Il semble que le Parti socialiste ait voulu surtout à quelques mois du duel qui opposera M. Steyrer à M. Waldheim, candidat populiste et ancien secrétaire général de l'ÖNÖ, — placer son candidat à l'abri des aléas de la politique gouvernementale. Déjà l'opposition souligne le silence du ministre à propos du projet de construction de la centrale de Hainburg sur le Danube. M. Steyrer s'était gardé d'intervenir lorsque les mouvements écologistes se sont mobilisés contre ce projet du gouvernement qui aurait demandé la destruction de plusieurs hectares de forêts uniques en Europe.

Ce retrait du front politique du candidat socialiste à la présidence paraît d'autant plus prudent que le dernier des scandales qui ont secoué l'Autriche depuis le début de l'année, celui de la Vost-Alpine, risque d'avoir des répercussions défavorables sur le climat politique inté-

rieur. Le parti d'opposition (GEVP) a le vent en poupe et se demande d'anticiper les élections législatives (prévues pour 1987) est plus en plus soutenue dans l'opinion publique. Les grandes entreprises industrielles sont toutes nationalisées en Autriche. La population est scandalisée par les pertes de la Vost-Alpine de l'ordre de quelque 6 milliards de schillings en 1985, dont la moitié environ est due à des spéculations hasardeuses sur le marché pétrolier.

Déficit

Ce qui a particulièrement choqué la population, c'est l'insouciance avec laquelle on a spéculé avec l'argent du contribuable — le secteur étatisé n'a reçu environ 35 milliards de schillings de subventions au cours des cinq dernières années — mais aussi l'incompétence évidente des dirigeants économiques et politiques du secteur nationalisé qui ont tous affirmé n'avoir pas été au courant du volume des spéculations. Une véritable vague de lettres de lecteurs déferle sur les journaux et les réactions vont de l'appel à la grève des contribuables (des millions de contribuables ont renvoyé leur feuille d'impôt au fisc) à l'action en justice : plusieurs particuliers ont porté plainte contre les directeurs démissionnaires de la Vost-Alpine.

Pour l'opposition, la crise actuelle de la Vost-Alpine n'est pas celle d'une entreprise qui a du mal à se restructurer mais la crise d'un système économique et social où l'Etat est prédominant. Pour M. Franz Vranitzky, ministre des finances, et M. Ferdinand Laczma, ministre des transports et du secteur nationalisé, l'octroi de nouvelles subventions publiques n'est plus possible : le déficit budgétaire est évalué à environ 106 milliards de schillings pour l'année prochaine. Les deux ministres n'ont pas caché leur point de vue, pen oribondos pour les socialistes autrichiens habitués au slogan de l'ancien chancelier Bruno Kreisky : « Mieux vaut avoir plus de dettes que plus de chômeurs ».

MM. Vranitzky et Laczma sont plutôt favorables à la fermeture des entreprises qui ne seront pas sortées du « rouge » dans un délai déterminé. L'aile gauche du Parti socialiste leur reproche d'ores et déjà de vouloir « gérer le secteur nationalisé comme une banque ».

Pour l'opposition, la solution réside dans une nouvelle politique économique et budgétaire qui consisterait à diminuer les subventions directes ou indirectes et à reprivatiser une partie de l'économie pour encourager l'initiative privée. L'GEVP, qui a toujours critiqué la coalition des socialistes avec le petit Parti libéral (qui ne représente que 3,5 % des électeurs), évoque l'idée d'un retour à la grande coalition entre socialistes et populistes pour mieux maîtriser les grands problèmes de l'avenir.

WALTRAUD BARYLI.

Hongrie

« Mort du ministre de la défense. — Le général István Oltai, ministre hongrois de la défense, est mort subitement dimanche 15 décembre à la suite d'une défaillance cardiaque, à l'âge de cinquante-neuf ans, a annoncé la radio hongroise.

Militaire de carrière depuis 1945, il était devenu ministre de la défense en décembre 1984, succédant au général Lajos Czinege, nommé vice-président du conseil.

Diplômé des académies militaires hongroise et soviétique, il avait auparavant été nommé vice-ministre de la défense, chargé de la formation militaire, en 1966, et chef d'état-major en janvier 1973.

Pologne

Nouvelles menaces sur l'édition

De nouvelles menaces pèsent sur l'édition polonaise, où les effets de la « normalisation » ne se font pas suffisamment sentir au gré des gouvernants. Le chef du département de la culture du comité central du parti, M. Witold Nawrocki, s'est récemment adressé aux secrétaires des cellules du parti dans les maisons d'édition, ainsi qu'aux responsables des nouveaux syndicats mis en place par le pouvoir, pour leur donner instruction de « réviser, d'ici au 15 janvier prochain, les plans et les programmes des éditions pour 1986 ». Il s'agit d'un particulier d'expurger ces programmes « tous les écrits qui sortiraient du cadre de l'idéologie socialiste ».

Il est inadmissible qu'un écrivain ayant des connexions avec l'opposition antisocialiste et cléricale ait été à Solidarité puisse propager des points de vue hostiles au socialisme dans des livres imprimés dans des maisons d'édition d'Etat », a déclaré le responsable, dont les propos sont parvenus à la connaissance de l'AFP à Varsovie. M. Nawrocki a vivement reproché aux directeurs des maisons d'édition de « favoriser » des écrivains « hostiles à la Pologne populaire » au détriment des membres de la nouvelle Association des écrivains (ZLP) créée par les autorités.

Goûts du public

Les récriminations de M. Nawrocki prouvent que les avertissements similaires déjà donnés au printemps 1984 par un autre responsable du comité central n'ont guère eu d'effet. Les responsables des maisons d'édition sont en effet contraints de tenir compte au moins partiellement des goûts du public, d'autant que la plupart des meilleures signatures de la littérature polonaise refusent toujours d'adhérer à la nouvelle Association des écrivains.

A Gdansk, lundi 16 décembre, jour anniversaire du point culminant des émeutes ouvrières de 1970 sur le littoral, d'importantes forces de police en tenue de combat ont interdict, comme la veille, les abords du monument érigé à la mémoire des victimes. Une foule d'environ mille personnes qui tentaient de s'en approcher, sont heurtées à un barrage de police, qui ne s'est finalement ouvert que pour M. Lech Walesa et un garde du corps, qui ont pu déposer des fleurs. En 1970, j'ai essayé de prendre la tête d'un mouvement de protestation, et je suis devenu en quelque sorte responsable de la défaite et des morts, et j'ai donc une responsabilité spéciale pour que le sang versé ne s'ait pas été en vain », avait déclaré quelques heures plus tôt M. Walesa à l'agence AP.

A Katowice, en Silésie, la milice a appréhendé quatre militants connus de Solidarité dans une foule de cinq cents personnes qui étaient venues rendre hommage aux neuf mineurs tués par la police après la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981.

Philippines

M^{me} Aquino s'engage, si elle est élue à la présidence, à faire juger M. Marcos pour le meurtre de son mari

Le président Marcos s'est lancé sans ménagement dans la campagne électorale présidentielle, multipliant les allégations : les plus désobligeantes à l'encontre de ses principaux adversaires, M^{me} Corason Aquino, candidate de l'opposition et son collègue, l'ancien sénateur Salvador Laurel, candidat à la vice-présidence. Au cours d'un rassemblement, le week-end dernier, au sud de Manille, il a notamment accusé ses opposants de « coucher avec les communistes » et de pousser les Etats-Unis à réduire leur soutien et leur aide à son régime. M. Marcos a estimé que « la candidature d'une femme n'augure rien de bon », qu'il s'agit, en fait, d'une « plaisanterie » et que son père lui avait appris « à ne jamais discuter avec une femme ». Le président et son entourage démentent péle-mêle les soutiens étrangers au tandem Aquino-Laurel : ceux des Etats-Unis — et tout particulièrement de la CIA, — des Européens, des communistes.

De notre envoyé spécial

Manille. — La campagne pour l'élection présidentielle, prévue le 7 février, a commencé sous le signe de l'insécurité. Cette élection peut, en effet, être annulée à tout moment par la Cour suprême pour inconstitutionnalité. La plus haute juridiction des Philippines a d'ailleurs commencé, ce mardi 17 décembre, l'examen des onze demandes d'annulation qui lui ont été soumises dernièrement.

Du point de vue du droit, il ne fait guère de doute que cette élection ne correspond pas aux stipulations de la Constitution : celle-ci prévoit qu'il ne peut y avoir d'élection présidentielle anticipée qu'en cas de vacance du pouvoir en raison du décès, de l'incapacité ou de la démission du président. La question est, au fait, d'ordre politique. Si M. Marcos veut vraiment ces élections, il peut soit démissionner, soit amener la Constitution, ce qui serait aisément réalisable compte tenu de la majorité parlementaire dont dispose son parti, le KBL.

Mais la volonté de M. Marcos d'affronter les électeurs est, désormais, rien moins que sûre. C'est, en effet, un *separatista*, comme on dit aux Philippines : il ne joue que gagnant. Or la partie s'annonce mal. L'opposition ne pouvait présenter un meilleur tandem contre M. Marcos : les candidatures conjointes de

M^{me} Aquino et du sénateur laurel réalisent l'union des forces politiques traditionnelles (fondées sur les fiefs électoraux et les clientèles) et, partiellement, celle des mouvements à tendance plus ou moins populiste, nés de la vague d'indignation que suscita l'assassinat, en août 1983, de Benigno Aquino.

M. Marcos, en lançant l'idée d'une élection présidentielle anticipée, espérait consolider son pouvoir et désamorcer les critiques des Etats-Unis, qui le pressent de procéder à des réformes. Il comptait aussi, par cette victoire, compenser le recul que son parti risque d'enregistrer lors des élections locales de mai 1986. Un nouveau mandat populaire devait lui permettre en outre de mettre fin, par la force s'il le fallait, à trente mois de protestations et de troubles. Décidant inopinément des élections, il espérait prendre de court une opposition traditionnellement divisée.

Des observateurs américains

Ces calculs ne se sont pas avérés. Non seulement l'opposition a réussi in-extremis à s'unir, mais encore elle paraît en mesure de menacer sérieusement le pouvoir. Certes, M. Marcos dispose de fonds considérables pour sa campagne électorale, ainsi que de l'appareil d'Etat. Mais l'opposition s'appuie, elle, sur l'Eglise, seule force sociale que le régime n'a pu circonvenir. Les prêtres peuvent être d'efficaces « propagandistes » de la cause de M^{me} Aquino. Ils peuvent surtout rappeler, comme ils l'ont fait lors des élections générales de 1984, que ce n'est pas un péché de recevoir de l'argent pour participer à des meetings, à condition de voter selon sa conscience. L'opposition bénéficie, en outre, sur le plan financier, du soutien d'une partie des milieux d'affaires, les de la domination des « barons » du régime, qui ruinent le pays à leur profit.

Selon les sondages faits par l'opposition au début de cette semaine, M. Marcos ne devrait recueillir que 40 % des suffrages. Sans doute le pouvoir peut-il recourir aux pratiques de fraude électorale qui lui sont coutumières. Mais, là encore, M. Marcos a été pris à son propre jeu : dans un geste destiné à convaincre les Etats-Unis du carac-

tere ouvert qu'il entend donner aux élections, il a proposé aux Américains d'envoyer des observateurs pour surveiller le vote. Le Congrès américain a saisi la balle au bond et enverra des équipes d'observateurs au moment des élections. Leur présence n'est certes pas une garantie contre la fraude, mais elle la rend plus difficile et surtout plus risquée.

Pour la première fois depuis qu'il a accédé au pouvoir, M. Marcos risque de perdre l'équilibre. Il a, certes, plusieurs solutions pour sortir de l'impasse, mais aucune ne lui assure la victoire. S'il fait annuler l'élection (nul ne doute à Manille que la Cour suprême décidera ce que souhaite le président) qui ne soumette un projet de loi que qu'il risque le discrédit. S'il décide d'affronter les électeurs et qu'il gagne plus un moins légitimement mais par une faible majorité, il sera accusé d'avoir triché. S'il gagne en trichant, il encourra les critiques, cette victoire ne rehaussera pas son image aux Etats-Unis mais incitera peut-être, au contraire, Washington à prendre encore plus de distance par rapport à son régime.

Quelle que soit la tactique qu'adoptera M. Marcos dans les semaines qui viennent, les Philippines ne sont certaines que d'une chose : il ne quittera pas le pouvoir chassé par un verdict populaire — encore moins pour laisser la place à la veuve de celui qui fut son adversaire le plus acharné.

PHILIPPE PONS.



Helmut Newton
lit Globe.

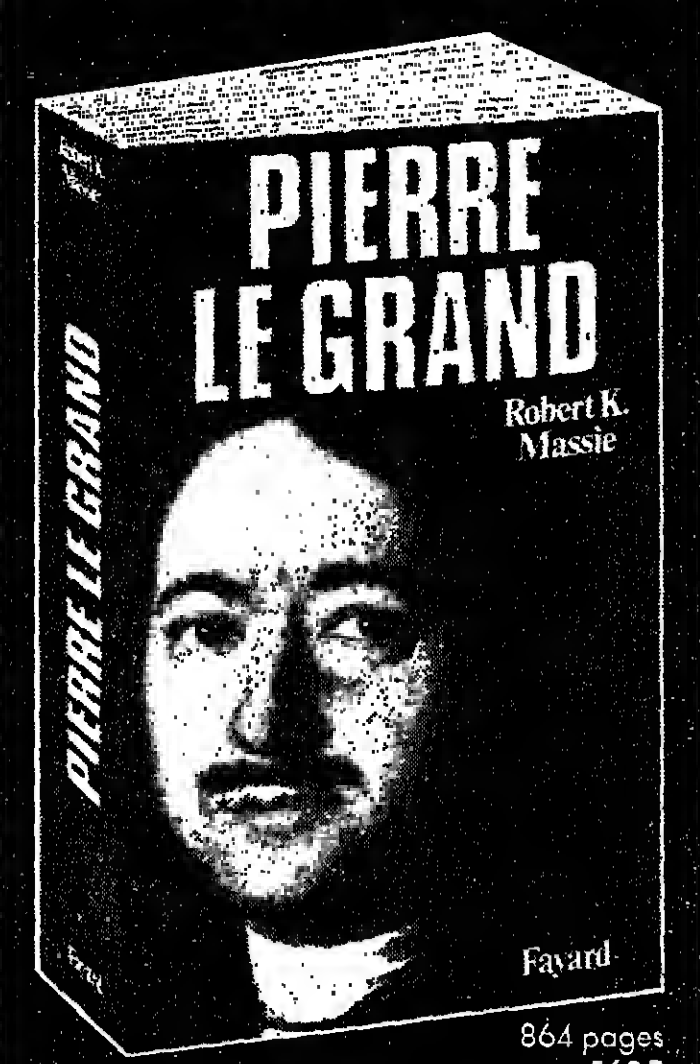
NUMERO 2 EN KIOSQUE



R. Billeldoux
lit Globe.

NUMERO 2 EN KIOSQUE

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



864 pages
160F.

Outre sa taille (près de deux mètres), ses appétits, son extraordinaire puissance de travail et sa prodigieuse soif de connaître, Pierre I^{er} Alexévitch avait une passion : les bateaux - et c'est grâce à cette passion que la Russie devait, à l'aube du XVIII^e siècle, sortir tout à la fois de son isolement et de sa « barbarie ».

A ce personnage hors du commun, Robert K. Massie a consacré une biographie dont on ne sait ce qu'il faut admirer le plus, du souffle épique ou de l'érudition.

سكنا من الامل

DÉFENSE



DESSIN DE SZLAKMANN.

(Suite de la première page.)

Dans l'échelle de temps, ces préoccupations ont un caractère presque immédiat : l'IDS apparaît alors comme un programme de recherche à cinq ans, qui, pour certains aspects, est déjà entré dans la phase de la recherche-développement.

— Les discours à long terme des responsables annoncent, à une échéance non précisée, la disparition des armes nucléaires rendues inutiles par l'IDS. Cela vous paraît-il crédible ?

Pas de miracles scientifiques

— Sur le plan scientifique, où en est-on actuellement ? Trois expériences ont été réalisées par les Américains : la destruction d'une ogive entrant dans l'atmosphère par un missile tiré du sol ; la destruction d'un satellite par un petit missile lancé d'un avion ; la destruction par un laser au sol d'un étage d'une vieille fusée posée à terre à 1 kilomètre devant lui.

— La première expérience est classique et relève d'un concept bien connu : celui des défenses terminales grâce à des missiles antibalistiques. De tels dispositifs existent déjà en URSS et nous savons déjà comment nous en procurer. La deuxième expérience prouve paradoxalement la grande fragilité d'un système de défense spatiale. Enfin, la troisième laisse perplexes : quel rapport y a-t-il entre un laser au sol tirant sur une cible proche et fixe à terre et un laser dans l'espace devant détruire un missile à plusieurs milliers de kilomètres et se déplaçant à très grande vitesse ? Actuellement, les lasers de puissance ont la taille d'un immeuble et, pour l'instant du moins, personne ne sait mettre dans un satellite de tels volumes et de telles charges.

— Je ne conteste pas que de très grands progrès puissent être réalisés au cours des trente prochaines années. Mais rappelons quelques données sur ce que représenterait la réalisation intégrale du projet :

1) Il faudrait lancer plusieurs

— La présentation de l'IDS par les Américains, c'est un peu le poids des mots, le choc des images.

— Le poids des mots : on a utilisé successivement des formules très différentes pour qualifier le projet : « Initiative de défense stratégique », tout d'abord, mais ce terme trop complexe pour les opinions publiques a été remplacé par celui de « guerre des étoiles ». Cependant, ce qualificatif a fini par inquiéter ceux qui se proposent d'abolir la guerre grâce à l'IDS. On a alors parlé de « défense spatiale », puis de « bouclier de la paix ». Certains évoquent maintenant l'idée d'une « bulle » protectrice au-dessus des États-Unis ou d'un « dôme » placé au-dessus de l'Union soviétique.

— Le choc des images : je suis frappé de l'importance prise sur les écrans du monde entier par des croquis multicolores et des dessins animés très évocateurs incluant des morceaux de films relatifs à des expériences réelles, réalisées à terre ou dans l'espace. Cela fait penser à certaines séquences de grands films, tels que *War Games* ou *2001, Odyssée de l'espace*.

Un entretien avec M. Paul Quilès

m'amène à penser qu'on est en présence d'un projet à finalité plus politique que militaire. En effet, sur le plan de la stratégie militaire, je constate que de nombreux problèmes ne sont pas encore résolus :

1) Le système apparaît fragile. Les Américains, comme les Soviétiques, ont déjà démontré leur capacité à détruire des satellites. *A fortiori*, on imagine, dans dix à quinze ans, les capacités qu'auront les deux Grands, voire nous-mêmes, à percer un ensemble de défense militaire dans l'espace. Le coût d'un projet permettant la destruction du système de bouclier spatial est infiniment plus faible que le prix de réalisation de celui-ci.

2) Nous savons déjà protéger les têtes des missiles contre les agressions externes. Elles résistent aux effets des explosions nucléaires. Demain, le corps même des missiles pourra être lui aussi rendu invulnérable.

3) Il est aisé de leurrer le système avec un très grand nombre de missiles sans tête nucléaire — et donc bon marché — ou de le saturer en tirant en un seul coup un nombre important de fusées.

4) Il existe déjà des armes nucléaires qui ne sont pas transportées hors de l'atmosphère et

qui sont donc à l'abri du bouclier spatial (missiles de croisière, bombardiers « invisibles », artillerie nucléaire, torpilles nucléaires, etc.).

5) On oublie la formidable disproportion des arsenaux classiques : il est bien clair que la dissuasion nucléaire a pu être aidée à ce que, malgré ce déséquilibre, l'Europe n'ait pas connu la guerre depuis quarante ans.

La finalité réelle de l'IDS me semble être de créer un consensus au sein de la société américaine. Grâce à ce projet, le président Reagan rassemble la plupart des courants de l'opinion de son pays. L'IDS répond d'abord à une attente du peuple américain, pour lequel la seule menace réelle est constituée par les missiles intercontinentaux soviétiques. Elle satisfait les mouvements pacifistes et les Églises, qui s'élèvent contre le fait nucléaire, tout en étant profondément attachées à leur pays. Elle correspond aux vœux des militaires et des industriels de renforcer l'effort de défense américain et l'image de grande puissance des États-Unis. Elle propose enfin un défi du type « nouvelle frontière » ou « conquête de la Lune ». Autant de thèmes susceptibles de rassembler et de mobiliser la société américaine.

L'Europe n'est pas passive

— Et le troisième discours sur les retombées technologiques a court terme, y croyez-vous ?

— L'IDS est, pour l'instant, un programme de recherches destiné à acquiescer les technologies nécessaires au bouclier spatial. Parmi celles-ci :

— les armes à énergie dirigée (lasers, faisceaux de particules) pour lesquelles on cherche à obtenir la plus grande puissance possible et la miniaturisation pour les placer sur un satellite ;

— le développement de technologies optiques (infrarouge) et radar pour détecter, discriminer les fausses alertes et déterminer la trajectoire des missiles ;

— le développement de technologies optiques (miroirs pour orienter les faisceaux lasers) ;

— le développement de moyens de calcul puissants pour gérer la bataille (calculateurs, logiciels, etc.).

Une déstabilisation conceptuelle

— Pourriez-vous nous indiquer les réserves de la France ? Vos doutes sur la crédibilité du système sont-ils la seule explication ?

— Si nous avons émis de sérieuses réserves à l'égard du projet d'un « bouclier » c'est parce que nous doutons qu'il soit réalisable et parce qu'il nous semble présenter des risques.

Pourquoi ? D'abord l'IDS relancerait probablement la course aux armements. Aucune des deux grandes puissances ne peut admettre une infériorité stratégique. Puisque les systèmes offensifs — missiles balistiques ou armes antissatellites — seront moins coûteux que le système défensif, la réponse à l'IDS sera un nouvel accroissement des arsenaux offensifs. Une défense spatiale risque alors d'être une nouvelle ligne Maginot, dont le coût dépassera celui de tous les projets militaires précédents. Or les ressources financières ne sont pas extensibles, même pour les grandes puissances !

Par ailleurs, ce projet crée ce que j'appellerai une déstabilisation conceptuelle, qui peut remettre en cause rapidement les politiques de défense du monde occidental, alors même que rien n'est prêt pour s'y substituer. Je crains que l'IDS ne suscite dans un premier temps des fausses espérances, ce qui pourrait cesser en France le consensus autour de la dissuasion nucléaire.

Enfin, ce projet n'apporte pas la réponse appropriée aux problèmes de la confrontation Est-Ouest en Europe. Ce ne sont pas les satellites de l'IDS qui permettront d'endiguer les forces du pacte de Varsovie. La première conséquence de l'IDS serait l'apparition de zones de sécurité inégales : d'un côté, les grandes puissances, de l'autre, l'Europe, où les opinions publiques risquent de se scinder entre celles qui remettent leur destin entre les mains des grandes puissances et celles qui se réfugient dans le neutralisme et le pacifisme.

En conclusion, l'IDS peut

bouleverser le concept stratégique sur lequel reposait la paix depuis la dernière guerre. L'enjeu est que ce projet ne le remplace que par un objectif lointain et pour le moins incertain.

Peut-on améliorer la défense de l'Europe avec l'IDS ? Le gouvernement français peut-il prendre l'initiative de proposer à ses partenaires européens d'édifier un bouclier spatial adapté à leurs besoins (SS-20, missiles de croisière) ?

Le bouclier spatial envisagé dans le projet IDS est adapté aux missiles de longue portée et de portée intermédiaire. Celui-ci devrait donc être en mesure d'intercepter des missiles SS-20. En revanche, il est inefficace contre les missiles balistiques de courte portée (les SS-21, SS-22, SS-23), sans parler des avions et missiles de croisière qui restent tout au long de leur vol dans l'atmosphère.

Par conséquent, si un bouclier spatial correspond parfaitement au besoin de protection des États-Unis face à la menace balistique intercontinentale, sa contribution à la protection de l'Europe

sera très limitée et entièrement dépendante de l'autorité politique qui le contrôlerait.

Pour l'Europe, seule une défense au sol est envisageable. Mais un nombre exorbitant de systèmes serait nécessaire pour protéger les populations. En réalité, un système propre à l'Europe ne pourrait avoir pour vocation que la défense d'objectifs militaires.

C'est par mimétisme avec l'IDS qu'a été suggérée l'idée d'une initiative de défense européenne (IDE). Elle a été évoquée par certains par les Allemands. M. Weisberger l'a récemment qualifiée de « problématique », tant financièrement que politiquement, préférant pour sa part un programme IDE commun à l'atlantique.

La politique de défense de notre pays s'appuie sur la dissuasion nucléaire. Nous disposons pour cela de moyens dont nous nous efforçons d'assurer l'invulnérabilité. Un dispositif de défense du type de l'IDE n'apporterait pas de garantie supplémentaire au fonctionnement de notre dissuasion.

La paix des étoiles

— La participation française à l'espace : se limitera-t-elle pour l'instant à lancer, avec ou sans ses alliés européens, des satellites d'observation (Hélios) et des satellites de communication (Syrtac), à l'exclusion de tout satellite armé ?

— La France est pour une utilisation pacifique de l'espace. Recherchant une plus grande stabilité stratégique dans le monde, elle refuse toute arme dans l'espace ou à terre qui menacerait les moyens spatiaux.

Quels sont les grands axes d'une telle politique qui veut « la paix des étoiles » ? Ce sont essentiellement : communiquer, voir et écouter. Communiquer d'abord, car c'est la condition essentielle à la prévention et à la gestion des crises qui nous concernent. Voir et écouter, ce sont les compléments naturels.

Les programmes militaires s'appuient sur les activités civiles (soit douze mille personnes et 40 % des effectifs européens). Ainsi, notre ministère a financé pour 800 millions de francs le programme de satellite d'observation civil Spot.

Concernant les télécommunications par satellite, la défense dispose dès à présent du système Syracuse, qui permet de couvrir l'Europe, la Méditerranée, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et une partie de l'Océan Indien. Un système plus élaboré, assurant une meilleure protection contre le brouillage et les agressions (Syracuse II), doit prendre la suite en 1992.

Les premiers financements pour le satellite d'observation militaire Hélios sont prévus au budget 1986. Le premier satellite de ce type devrait être lancé en 1992.

De manière générale, le groupe d'études spatiales de mon ministère analyse les besoins de la défense dans de nombreux domaines comme la surveillance des océans, le renseignement électromagnétique général, les futures générations de satellites d'observation (radar, infrarouge).

Comment la France maintiendra-t-elle à moyen et long terme la crédibilité de sa dissuasion nucléaire ?

Les efforts techniques et financiers pour maintenir crédible la menace nucléaire sont sans commune mesure avec les investissements colossaux d'une défense stratégique. Je suis convaincu à cet égard que la France aura toujours les moyens d'une dissuasion du faible au fort. C'est dans ce but que j'ai pris récemment des décisions impor-

tautes en matière de programmes stratégiques.

La menace la plus probable et la plus immédiate est le renforcement des systèmes classiques de défense antimissiles balistiques ABM mis en œuvre par les Soviétiques. Aussi ai-je lancé un programme destiné à développer des moyens qui permettraient de saturer ce type de défense en augmentant le nombre d'objets assaillants et en les rendant quasiment indétectables.

À plus long terme, de nombreuses actions ont été engagées dans des domaines clés tels que les lasers, les faisceaux de particules, l'optique et l'informatique. C'est un montant de 600 millions de francs qui leur est consacré en 1986, preuve de tout l'intérêt que nous portons à ces recherches.

L'IDS vous paraît-elle de nature à faire évoluer la posture de la France sur le désarmement ?

La tradition de la France est celle de la paix et du désarmement. Comment ne pas constater aujourd'hui que les dépenses militaires se traduisent — comme jamais on ne l'a vu à travers les siècles — par une énorme ponction financière sur la richesse des pays. Il y a là matière à réflexion au moment où tant de peuples du tiers-monde auraient besoin d'une aide précieuse pour leur survie. Notre pays s'est toujours fait l'avocat d'une limitation des armes et des menaces et nous souhaitons que l'équilibre des forces s'établisse au niveau le plus bas possible. Aux pays les plus armés de donner l'exemple ! Dans cet esprit, la France s'est également prononcée sans ambiguïté pour une dénucléarisation de l'espace ; elle a fait des propositions dans ce sens à la conférence du désarmement à Genève.

Aussi, je voudrais dire ma crainte de voir se développer une course aux armes antimissiles qui, inéluctablement, s'accompagnerait d'une course aux systèmes offensifs permettant de mieux traverser les dispositifs défensifs. Chacun sait que, dans l'histoire de l'homme, l'épée a toujours vaincu le bouclier. Chacun sait aussi que l'apparition d'armes nouvelles n'a pas toujours comme conséquence de faire disparaître les précédentes. Il est certain que la dissuasion nucléaire n'est pas près de céder le pas. Certes, elle représente l'expression d'une certaine forme d'équilibre de la terreur, à laquelle il serait dangereux de s'habituer. Il n'empêche que c'est à partir de cette situation que peut le mieux s'amorcer un processus de désarmement.

Propos recueillis par MICHELE BERNARD.

(Publicité)

Mural N° 1 c'est Artirec

+ Moq. Coordonnées

TISSUS MURAUX sur papier, 6 F le m² (au même prix que le papier peint) : Imitat. Daim, 10 F le m² ; Faïte Chinoise, le rouleau 72,50 ; Toile lin ou ent. (x 2,60 m) : 29,50 le m. lin. ; 10. gds larg. sur mousse, 33 F le m² ; Artirec — Spécialité tissu sans couture, colé-tendu ; Miroirs collants, 8 à 11 F l'élément 15x30 cm ; Liège, 10 à 64 F le m² ; Rideaux ; Voilages ; Moquettes Laine Woolmark ; synthétique ; antitaches ; anti-usage ; anti-bruit ; anti-électricité statique... Tous accessoires pose, shampooing, etc. • Tout à prix « défilant » dit Marg. S. de Neuilly, avec choix ride, conseils décor. gratuits • Artirec, 4, bd Bessière, 12 (43.40.72.72). Cher ce journal, svp.

LA CLUSAZ s'agrandit

La Croix-Fry + La Clusaz = 56 remontées avec le même forfait. 120 kilomètres de pistes sur cinq massifs. Skis aux pieds.

HAUTE-SAVOIE
la Clusaz
Maison du Tourisme 00.02.60.92

L'armée américaine en Europe sera équipée de missiles antiaériens franco-allemands

Le consortium Euromissile vient de signer les contrats portant sur la fourniture de postes de tir et de missiles sol-air Roland destinés à la protection des bases américaines et ouest-allemandes de l'OTAN situées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne. Cet accord commercial est l'officialisation d'un protocole conclu en juillet 1984 entre les pays intéressés et la France, dont l'industrie participe à la construction du missile Roland.

Capable d'intercepter par tous les temps les avions et les hélicoptères à moyenne et à basse altitude, le système d'arme Roland est produit et commercialisé par Euromissile, groupement d'intérêt économique franco-allemand dont les partenaires sont les sociétés Aérospatiale (France) et Messerschmitt-Bölkow-Blohm (RFA). Il est également fabriqué sous licence par Hughes Aircraft et Hocking Aerospace, aux États-Unis, où il équipe la garde nationale du Nouveau-Mexique (unité d'intervention rapide).

Le Roland a déjà été choisi par neuf pays, dont quatre membres de l'OTAN, qui ont acheté à ce jour plus de 600 postes de tir et quelque 25 000 missiles.

Le nouveau contrat représente 115 postes de tir et 4 000 missiles supplémentaires, pour un montant d'environ 700 millions de dollars (soit 5,6 milliards de francs). L'accord prévoit que les Allemands fourniront les missiles et leurs servants aux bases américaines de l'OTAN sur leur territoire, en échange de la livraison de missiles sol-air Patriot à courte portée par les Américains aux forces onco-

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AVEC

GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS

- ENA - ENM
- Banque de France :

Janvier à Mai + Août

Adresse : 148, rue de la Harpe 75013 Paris Tél. : 42.24.10.72

La mort

Portrait of Michel Bourot, a man with glasses and a mustache.

Portrait of Jacques Car, a man with a mustache.

Portrait of Michel Bourot, a man with glasses and a mustache.

Portrait of Jacques Car, a man with a mustache.

Portrait of Michel Bourot, a man with glasses and a mustache.

Portrait of Jacques Car, a man with a mustache.

Portrait of Michel Bourot, a man with glasses and a mustache.

politique

LES DÉCLARATIONS DE M. ROCARD A «NEWSWEEK»

Compagnons d'infortune

M. Laurent Fabius avait invité les socialistes, au congrès de Toulouse, en octobre dernier, à se battre pour la victoire en mars 1986 plutôt que de préparer un beau commentaire sur la défaite. L'illusion à la cédille de M. Michel Rocard, se proposant, au soir du second tour des élections de mars 1978, de mettre fin à la «châtaine de l'échec» qui pesait sur la gauche, était évidente. Ainsi provoqué, M. Rocard n'aura mis que deux mois pour justifier le propos de son rival. En se surpassant. Voilà qu'il commente la défaite sans attendre que les électeurs aient voté et au moment même où les socialistes entrent véritablement en campagne.

Certes, on peut dire, comme l'a fait le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne — dont on comprend l'embarras dès lors qu'il reconnaît sans détour, dans l'Express de cette semaine, l'existence d'un «axe Jospin-Rocard», — que l'entretien accordé par l'ancien ministre de l'Agriculture à l'hebdomadaire américain Newswest n'a pas la signification qu'on lui a donnée. Mais M. Queyranne fait contre mauvaise fortune bon cœur.

Il est permis de penser de la dernière glissade de M. Rocard bien autre chose que ce que le porte-parole du PS doit en dire. Comment un candidat du Parti socialiste à l'élection pré-

dentelle, reconnu comme tel par le premier secrétaire de son parti, délégué — le président de la République — de la contrainte d'un programme qui contreditait ses thèses, soulagé — grâce à M. Chirac, puis à M. Jospin — de la concurrence d'un jeune premier ministre qui lui disputait son «crésu» d'opinion, a-t-il pu se détourner, par quelques mots, du boulevard qui était ainsi ouvert devant ses pas ?

« 1986 n'est pas vraiment mon affaire », semble dire M. Rocard. Puisque les élections de mars seront, selon l'ancien ministre de l'Agriculture, la sanction d'une politique contre laquelle il avait mis les socialistes en garde dès 1978, sans être écouté, il peut paraître logique qu'il anticipe sur le verdict des électeurs et qu'il tente, ce faisant, de s'en exempter.

En obéissant à cette logique, M. Rocard s'expose à une autre sanction : celle qui vise l'impudence, avec circonstance aggravée, l'incohérence, l'impudence d'une sorte de Cassandre sur laquelle se cristalliseraient les déceptions d'une partie de l'opinion sans qu'elle se transforme jamais en perspective politique. Incohérence d'un éternel candidat qui prétendrait conduire à la victoire ceux qu'il refusait d'accompagner dans la défaite.

Le premier ministre, qui peut se dire que le vent de l'inspiration

malheureuse ne souffle pas forcément d'un seul côté, a récemment éprouvé qu'on ne peut, dans sa fonction, se démarquer impunément du président. La leçon n'aura pas servi à M. Rocard, qui, d'un coup, se dissocie de la campagne, lancée à la fois par son parti et par le comité directeur du Parti socialiste à M. Fabius, le 14 décembre, avait été froid. A quoi M. Rocard doit-il s'attendre lors de sa prochaine apparition devant les socialistes ?

PATRICK JARREAU.

M. QUEYRANNE : l'espoir de la victoire

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, le lundi 16 décembre, que «certains dirigeants du PS devraient se garder de cultiver le pessimisme» et «s'inspirer de l'esprit combatif qu'a manifesté François Mitterrand».

Il a atténué la portée des propos de M. Rocard dans son interview à Newswest, «révisée», a-t-il dit, à plus de 6000 kilomètres et en anglais. Selon M. Queyranne, M. Rocard «espère la victoire», et «ne sera pas sur la réserve pendant la campagne. En tout cas, les électeurs de gauche et les socialistes ne le comprendront pas».

M. Charrier (PCF) élu maire de Vaulx-en-Velin. — M. Maurice Charrier, membre du PCF, âgé de trente-six ans, a été élu, lundi 16 décembre, maire de Vaulx-en-Velin (Rhône). Premier adjoint au maire depuis 1983, M. Charrier a été élu en remplacement de l'ancien maire communiste, M. Jean Capévic, qui a démissionné le 5 décembre (Le Monde du 10 décembre).

SITUATIONS 86

GIRONDE : crise chez les socialistes

De notre correspondant

Bordeaux. — Rien ne va plus chez les socialistes girondins. La désignation des candidats aux élections de mars prochain, par l'appareil girondin, représente plus du quart des militants.

Les faillies ont été impossibles à cacher lorsqu'il s'est agi de désigner les candidats aux élections de mars prochain. La première coupure s'est produite à l'extérieur du courant A (mitterrandiste) entre, d'un côté, les partisans de M. Lalumière et de M. Gilbert Mitterrand, et, de l'autre, ceux de M. Philippe Madrelle, chacun revendiquant pour les siens les têtes de liste comme le contrôle de la fédération.

Les partisans du camp Gilbert Mitterrand-Catherine Lalumière se gênent pas pour dire que M. Philippe Madrelle a eu des années pour montrer ce dont il était capable. Ils versent à son passif le fiasco des cantonales et surtout la maladresse qui a permis à M. Jacques Chaban-Delmas de retrouver la présidence de la région Aquitaine en avril dernier.

Part de plusieurs années de direction départementale et régionale, M. Philippe Madrelle réclame l'arbitrage des militants. Il était d'autant plus sûr de son affaire, disaient ses adversaires, qu'il comptait toucher les dirigeants d'un département qui lui-même n'avait jamais cherché à cacher. M. Philippe Madrelle s'attendait à un vote d'autant plus dur contre M. Gilbert Mitterrand et M. Lalumière qu'il contrôlait une grande partie de l'appareil et les sections les plus puissantes. Il n'a été suivi que par les rocardiens et il a perdu, après un jeu politique d'une grande habileté qui ne peut pas ne pas laisser de profondes cicatrices.

Condamnés à s'entendre

Finalement, une liste concoctée par les socialistes a été proposée aux militants, qui l'ont approuvée du bout des lèvres. Figurent en tête les députés sortants, à l'exception de M. Bernard Madrelle, frère de Philippe, qui a préféré se retirer plutôt que de ne pas figurer en place d'honneur (les sondages les plus optimistes pour mars 1986 ne donnent à la liste socialiste que quatre sièges sur onze dans la nouvelle assemblée). Sont proposés, dans l'ordre, M. Catherine Lalumière, M. Saint-Martin, Pierre Garçon.

M. Garaud a constitué sa liste à Paris

M. Marie-France Garaud, ancienne députée de la région de la Gironde, a constitué sa liste à Paris, pour les élections législatives, une liste qu'elle a baptisée La France entée. Elle présente celle-ci, M. Garaud, qui avait obtenu 1,70 % des voix dans la capitale à l'élection présidentielle de 1981, a indiqué qu'elle se situait «réellement dans l'opposition au collectivisme, à l'Étatisme et à l'infiltration de l'idéologie marxiste», mais qu'elle «acceptait pas que dans cette opposition la vie politique soit confisquée par les partis».

Dernière M. Garaud, figurent dans l'ordre : M. Gilbert Beaux, administrateur-directeur général de la Générale d'Assurances et de divers organismes financiers privés ; M. François Lhermitte, professeur de médecine, membre de l'Institut ; Pierre Gallois, général en retraite ; Claude Parent, architecte ; M. Francine Leclerc, professeur de médecine ; M. Paul-Marc Henry.

VAL-DE-MARNE. — M. Robert-André Vivien, député sortant RPR du Val-de-Marne, a présenté la liste de douze candidats qu'il conduira dans ce département et sur laquelle figurent dans l'ordre : M. Nungesser, député sortant, maire de Nogent-sur-Marne ; M. Christiane Pappas, présidente nationale de Femmes-Avenir ; M. Richard Dell'Agola, maire de Thiais ; Roger Fontanille, maire de La Queue-en-Brie ; François Bidet.

Le maire (PS) de Fougères retire sa démission à l'un de ses adjoints communistes. — M. Jacques Faucheur, maire socialiste de Fougères (Ille-et-Vilaine) a annoncé le 16 décembre qu'il retirait sa démission à l'un de ses deux adjoints communistes, M. Jean-Claude Guillerm.

«Manque de solidarité envers l'équipe municipale». M. Faucheur reproche à son adjoint, chargé de l'urbanisme, son attitude, lors de l'inculpation, début décembre, pour détournement de fonds et abus de biens sociaux, de quatre dirigeants de l'Entreprise internationale cotennaise. Les militants communistes de Fougères avaient alors accusé le maire d'avoir «donné sa bénédiction» à ceux qui après avoir repris l'usine en 1984, étaient à présent «sous les verrous». Au cours de l'explication qui s'est suivie au

ancien ambassadeur de France au Liban ; M. Jean-François Fossols, ingénieur-conseil ; M. Yves Bellet, informaticien ; M. Dominique Verdier, pilote de ligne à l'UTA ; M. Jean-Pierre Cochard, avocat général à la Cour de cassation, ancien directeur de la gendarmerie ; M. Marie Boussière, industrielle ; M. Jean Delfosse, PDG de Modisystem (PME) ; Maurice Sendek, avocat à la cour d'appel de Paris ; M. Marie-Josée Leclerc, institutrice ; M. François-Guillaume Bertrand, professeur de droit ; M. Marie-France de Chabonneix, dirigeante d'entreprise (PME) ; M. Jean-Claude Rouffaut, vétérinaire ; M. Brigitte Friang, journaliste ; M. Claude Brusaïre, professeur de philosophie à la Sorbonne ; Pierre Julliet, ancien chargé de mission auprès de Georges Pompidou et de Jacques Chirac.

Suppléants : Martine Kempf, étudiante en astronomie (inventeur du Katalavox) ; Frédéric Zagury, ancien élève de Normale supérieure, directeur adjoint du cabinet de M. Michel Garaud, sénateur, président du conseil régional d'Ille-de-France qui conduira la liste régionale dans ce département. Tous les intervenants dans une conférence de presse ont insisté sur le problème de la fraude électorale. M. Nungesser a demandé que pour «les villes à hauts risques» désignées par le Conseil d'État, les bureaux de vote soient présidés par un magistrat.

conseil municipal, M. Guillerm avait été le seul élu à ne pas condamner les propos des militants communistes.

«La France en élections». — Comme chaque année, depuis 1975, l'Institut d'études politiques de Paris, organise, dans le cadre de ses activités de formation continue, un cycle de conférences consacré à la «vie politique». Le thème retenu pour l'année 1986 est «la France en élections». Vingt conférences, sous la conduite de M. Alfred Grosser, auront lieu le lundi et le jeudi du 13 janvier au 10 avril, de 18 h 30 à 20 h 30, dans les locaux de l'Institut, 27, rue Saint-Guillaume à Paris. Renseignements : Institut d'études politiques de Paris — Service de formation continue — 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 42-60-59-60.

BAS-RHIN : guerre ouverte au RPR

(De notre correspondant)

Strasbourg. — C'est à une guerre ouverte que se livrent actuellement catholiques et dissidents du RPR du Bas-Rhin. Une conférence de presse répond à un communiqué du RPR et ce journal régional a recueilli la publicité des deux groupes. Le Rassemblement pour la région Alsace (RPR-A), lancé à Niederbrunn-le-Bain le 23 novembre dernier, plaide la cause d'un RPR «un peu plus alsacien», tandis que le RPR appelle «à l'unité et au rassemblement». Les deux camps s'interrogent sur le poids respectif des deux groupes.

L'association des secrétaires généraux du RPR, M. Jacques Toubert, les trois élus dissidents (MM. Robert Grossmann, Jean-Claude Burchel et Gérard Schmalz) a obligé chacun à choisir son camp. Ainsi dix conseillers municipaux de Strasbourg ont-ils apporté leur soutien aux exclus. Au total, la dissidence revendique donc treize conseillers gaullistes sur cinquante, une courte majorité du groupe qui comptait vingt-cinq élus.

C'est surtout la présence de M. André Bord, ancien ministre, actuel président du Racing Club de Strasbourg, en troisième position sur la liste officielle du RPR pour les législatives, qui a cristallisé les mécontentements.

Même le chef de file de la liste officielle, M. André Durr, député sortant, maire d'Ilkirech-Griffenstaden, reconnaît que «la position partisane n'a pas été administrée avec une particulière douceur» quand M. Jacques Chirac a touché dans le vif en boudant la liste législative. Mais M. Durr reproche aux dissidents d'être «des amis sur la route de l'erreur» et de «tirer à bout portant sur leurs propres compagnons».

La dissidence du Rassemblement pour la région Alsace n'a pas encore annoncé de liste précise. Mais d'ores et déjà le RPR officiel n'a que de son empreinte sa liste régionale : elle sera conduite par le secrétaire départemental, M. Bernard Schreiner, et M. Jean Waline, universitaire et fidèle d'André Bord sera deuxième de liste. Au point que les scrutins de mars apparaissent comme une tentative de l'ancien ministre de prouver sa popularité.

JACQUES FORTIER.

MESSIEURS
ne perdez plus vos cheveux
Le centre de régénération cellulaire
DOMINIQUE LAVIGNE
vous apporte la solution

NEUTRAL TECHNIQUE CELLULAIRE 121, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris. 01-40-86-30-22
Séances de 15 à 20 minutes. De 10 h à 19 h. Mardi et samedi arrêtés.

L'ARDEUR NOUVELLE

Patriote sans complexe, libéral sans faiblesse, gaulliste avant tout. Charles Pasqua attaque 86 avec une solide envie de remettre la France à sa place et le socialisme à la sienne.

L'ARDEUR NOUVELLE

CHARLES PASQUA

L'ARDEUR NOUVELLE

Albin Michel

socialiste

AU SÉNAT

Cumul emploi-retraite, lois Auroux et protection du littoral

Le Sénat a examiné, le lundi 16 décembre, trois projets de loi. Comme ils l'avaient fait en première lecture (le Monde daté 17-18 novembre), les sénateurs de l'opposition, majoritaire au palais du Luxembourg, ont rejeté le projet de loi augmentant la limite du cumul emploi-retraite par l'abaissement de la contribution versée par les « cumulards » et par leurs employeurs au régime d'indemnisation des chômeurs. Cette contribution a été instaurée par l'ordonnance du 30 mars 1982. Tout en observant qu'après l'échec de la commission mixte paritaire l'Assemblée nationale avait « estimé » la rigueur du texte initial en majorant de 25 % par personne à charge le plafond au-delà duquel la cotisation de solidarité passe de 10 à 50 %, et stipulant que le taux de la contribution de solidarité qui sera applicable aux artistes salariés ne pourra excéder 10 % du montant de l'assiette de la cotisation, la majorité sénatoriale a approuvé la question préalable proposée par la commission des affaires sociales, ce qui équivaut à un rejet du texte.

Tout en jugeant modeste la portée du projet de loi qui vise à pérenniser le volet des lois Auroux consacrant le droit d'expression des salariés, la majorité sénatoriale a suivi le rapporteur de la commission des affaires sociales M. André Bohl (Un. cent., Moselle), qui lui proposait d'en minimiser l'application.

Ainsi la majorité sénatoriale a refusé d'étendre aux entreprises de plus de cinquante salariés le bénéfice de la loi en vigueur pour les entreprises de plus de deux cents salariés. Elle a porté de un à deux ans le délai laissé à l'employeur pour engager une nouvelle négociation en l'absence d'accord sur le droit d'expression, en arguant de la coïncidence de cette période de négociation avec celle du renouvellement des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Après avoir supprimé l'article du projet qui prévoyait des peines pour l'employeur

qui refuserait de négocier l'accord sur le droit d'expression dans son entreprise, elle a prorogé la phase « expérimentale » de ces dispositions jusqu'au 31 décembre 1988.

L'ensemble « dénature », les sénateurs communistes, qui avaient en vain tenté d'accroître la portée du projet, et ceux du PS, qui constataient que l'« essentiel » (l'abaissement du seuil de deux cents à cinquante salariés) avait « disparu », ont voté contre le texte ainsi modifié.

Protéger le littoral est un objectif sur lequel, au-delà des clivages partisans, les sénateurs pouvaient se retrouver. Si les modifications apportées au projet de loi approuvé par l'Assemblée nationale (le Monde daté 24-25 novembre) ont conduit les sénateurs communistes à s'abstenir (d'autant que toutes leurs propositions avaient été repoussées), en revanche elles n'ont pas dissuadé les socialistes de voter le texte modifié en quasi-totalité par les amendements défendus par M. Joselin de Rohan (RPR, Morbihan).

Pour M. Guy Longagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, le texte répond à cinq « mots-clés » : c'est-à-dire « clarification, protection, développement, transparence, ouverture à tous ». M. de Rohan reconnaît certes que l'accumulation des lois, décrets et circulaires particulières, et la définition d'une action d'ensemble dans une seule directive n'impliquent ni impérative ni indicative, appellent une clarification des normes. Cette loi est également d'autant plus indispensable que la décentralisation confiée aux maires des compétences étendues en matière d'urbanisme, avec notamment la délivrance des permis de construire. M. de Rohan s'est employé, par voie d'amendements, à gommer les risques éventuels encourus par les intérêts des propriétaires privés et à renforcer les pouvoirs des collectivités locales.

A. Ch.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Trois projets de loi définitivement adoptés

L'Assemblée nationale a définitivement approuvé, lundi 16 décembre, trois projets de loi sur lesquels sénateurs et députés n'avaient pu se mettre d'accord.

• Programme de développement de l'enseignement technologique et professionnel. — C'est la concrétisation d'un engagement pris le 22 mai dernier, à la télévision, par M. Fabius. Pour faciliter le développement économique, le gouvernement a jugé indispensable de revaloriser considérablement la place de l'enseignement technique en France en lui demandant de concourir à son objectif de mener 60 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat en l'an 2000. Dans ce but, le texte préparé par M. Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, crée, notamment, de nouveaux baccalauréats technologiques ou professionnels et des enseignements supérieurs de mêmes spécialités (le Monde des 24, 25 et 26 mai, 22 juin, 5 juillet, 9 et 10 octobre). La majorité sénatoriale, si elle n'avait pas contesté la finalité, en avait critiqué les moyens. En deuxième lecture, le 12 décembre, elle avait donc repris les amendements importants que les députés avaient déjà adoptés (le Monde du 12 décembre). Aussi, en troisième

et dernière lecture, par 282 voix (PS) contre 202 (RPR, UDF, PC), l'Assemblée a repris sa version précédente en ne conservant que des modifications apportées par le Sénat : les entreprises qui mettront des salariés à la disposition de l'enseignement public technologique et professionnel pourront recevoir des contreparties financières ; les établissements supérieurs créés par cette loi s'appelleront bien « universités de technologie », comme le souhaitait le premier ministre, ce titre ayant disparu à la suite d'une fausse manœuvre gouvernementale en deuxième lecture.

• Plan régional pour la recherche. — Là encore, il s'agit d'un projet voulu personnellement par M. Fabius puisque ce fut le seul qu'il était venu présenter lui-même lors de la session de printemps. Prenant la suite de la loi programme que M. Jean-Pierre Chevènement avait fait voter en 1982, il se fixe comme objectif de mener la dépense de recherche et de développement à 3 % du produit intérieur brut à la fin de la décennie, et cela notamment grâce à la création d'emplois de chercheurs, à l'amélioration de la mobilité entre les entreprises et les centres publics de recherche et par de nouveaux avantages fiscaux aux sociétés qui investissent dans la recherche (le Monde du 16 mai, 7, 27, 29 et 30). La majorité sénatoriale n'avait pas contesté non plus le financement de ce projet mais simplement ses modalités. Aussi, au cours des deux premières lectures, les deux chambres avaient pour l'essentiel (le Monde des 14 octobre et daté 14-2 et 15 et 16 décembre) maintenu leur désaccord. En troisième et dernière lecture, les députés socialistes (ceux du PC votant contre, ceux du RPR et de l'UDF ne prenant pas part au vote) ont confirmé leur position précédente en ne retenant des amendements sénatoriaux que celui qui, dans le rapport annexé, a rangé parmi les programmes devant faire l'objet d'une attention particulière, celui sur « le dépeuplement des

forêts attribué à la pollution atmosphérique ».

• Développement de la concurrence. — Ce projet voulu par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, libéralise les négociations commerciales en assouplissant notamment l'interdiction de refus de vente, en supprimant l'interdiction de pratiques commerciales discriminatoires, en plaçant les activités bancaires sous le contrôle de la commission de la concurrence. Mais, en revanche, en interdisant le contrôle des concentrations (le Monde des 9, 15 juin et 4 octobre).

Cette fois, le désaccord était bien fondamental avec la majorité sénatoriale, puisque celle-ci voulait profiter de l'occasion pour supprimer totalement les ordonnances de 1945, qui permettent à l'Etat de contrôler les prix. (Le Monde du 14 novembre).

En deuxième lecture, le 6 décembre, l'Assemblée nationale avait repris le texte précédemment adopté par elle, si ce n'est qu'elle était revenue sur son souhait de voir le gouvernement lié par l'avis de la commission de la concurrence, lorsqu'elle fixe par arrêté les règles que doivent observer les accords de distribution sélective, ou de distribution exclusive. Elle avait aussi accepté un amendement du gouvernement, donnant une définition plus simple de la concentration, en faisant disparaître les notions de jouissance ou d'influence, directe ou indirecte.

Surtout, les députés avaient voulu profiter de l'occasion pour moderniser la loi de 1946, sur la profession de géomètre expert. Les sénateurs l'avaient acceptée (le Monde daté 15-16 décembre), sauf la partie de la nouvelle réglementation qui, d'après le rapporteur de la commission de la production de l'Assemblée nationale, M. Robert Malgouyres (PS, Moselle), vise à corriger dans le sens souhaité par le médiateur « une erreur matérielle » commise en 1946. Erreur qui tendait

à donner aux géomètres experts le monopole des opérations visant « à lever et dresser, à toute échelle, les documents topographiques ou les plans des biens fonciers ; à procéder à toute opération technique ou étude s'y rapportant, ou en découlant ».

La crise économique aidant, de nombreux conflits étaient apparus avec les quelque deux mille topographes, qui risquaient, si cette législa-

TROIS PETITS TOURS ET PUIS S'EN VA...

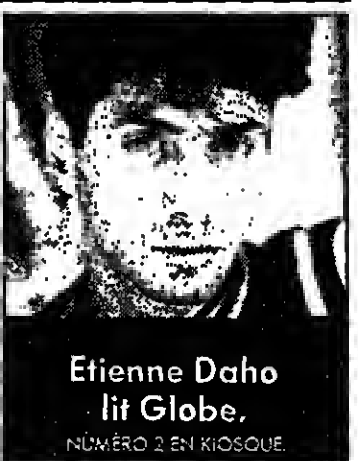
Il pourra mettre sur sa carte de visite « ancien député ». Combien d'hommes (et de femmes) ont bataillé ferme pour obtenir cet honneur suprême ? Lui s'est contenté d'attendre ce que tous les aspirants ministres n'espèrent plus : un remaniement ministériel. En devenant secrétaire d'Etat aux transports, le 15 novembre, M. Charles Josselin a laissé sa place de député des Côtes-du-Nord à son suppléant, M. Jean Gaubert, un agriculteur né le 3 mars 1947 à Plouvara dans les Côtes-du-Nord, et qui n'était jusqu'alors que maire de Plouvara, dans le même département, et conseiller régional de Bretagne.

Une fois achevé le débat d'un mois pendant lequel un député, devenu ministre, peut préférer conserver son mandat plutôt que sa nouvelle fonction, l'Assemblée nationale a pris acte, le 16 décembre, de l'entrée en son sein de M. Gaubert. Sans tarder, le nouveau membre de la représentation nationale, guiné par un de ses collègues finistériens et par un huisserie, est venu assister, dans l'hémicycle, à la fin de la séance. Il a tout juste appris à tourner les clefs du vote électronique. Cela lui sera bien suffisant pour accomplir la fin de son mandat. Car, même s'il y a une session extraordinaire, il n'aura que peu de jours pour harter les couloirs du Palais-Bourbon.

tion restait en vigueur, de perdre une grande partie de leur activité. D'où le souhait des députés socialistes, un accord n'ayant pas été possible entre géomètres experts et topographes, de supprimer légalement ce monopole, malgré l'opposition de la droite qui craint que la solution retenue n'accorde un autre monopole aux géomètres experts, cette fois au détriment des experts ruraux, et des agents immobiliers.

C'est ce qu'ils ont fait en troisième et dernière lecture, en même temps qu'ils ont confirmé le texte approuvé en deuxième lecture, par 279 voix (PS) contre 154 (RPR et UDF), le PC ne prenant pas part au vote.

Th. B.



Etienne Daho
lit Globe.
NUMÉRO 2 EN KIOSQUE



1986 : 100 millions pour les collèges des Hauts-de-Seine

L'AVENIR, NOUS LUI PREPARONS LE TERRAIN.

1^{er} janvier 1986 : le fonctionnement matériel, l'entretien et la construction des collèges des Hauts-de-Seine passent de la responsabilité de l'Etat à celle du Conseil Général du département.

19 décembre 1985 : le Conseil Général se propose d'inscrire un budget de modernisation et de rénovation de 100 millions de Francs, soit 5 fois plus que ce que l'Etat accordait aux collèges des Hauts-de-Seine en 1985.

Dans les Hauts-de-Seine, le Conseil Général a décidé d'assumer pleinement les responsabilités de la décentralisation, au bénéfice des 50 000 jeunes scolarisés du département.



CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE HOTEL DU DÉPARTEMENT
246, BOULEVARD SOUFFLOT 92015 NANTERRE CEDEX

Propos et débats

M. Poniatowski : les fusibles ont sauté

M. Michel Poniatowski, membre du bureau politique du Parti républicain, a déclaré, le lundi 16 décembre, sur Radio-Montecarlo, que « tous les fusibles de protection du président de la République ont sauté : M. Fabius a disparu, M. Henu a disparu, également, avec l'affaire Grunewald, et (...) le PS, très divisé, est pratiquement impuissant ». Selon l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Mitterrand « devient le chef de la faction socialiste, la campagne, qu'on le veuille ou non, va se faire contre lui, et, avant même qu'il ne prenne en charge une nouvelle majorité, il est en situation conflictuelle avec elle ».

M. Méhaignerie : dérisoire

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré, le lundi 16 décembre, au sujet des propos tenus par le président de la République, la veille, sur TF1, qu'« aucun homme politique, aujourd'hui, n'aurait, sans se ridiculiser, repris les slogans de la gauche en 1981 ». « Et pourtant », a observé M. Méhaignerie, « ceux que l'on entend aujourd'hui de la part du président de la République, sur le niveau du chômage ou sur les acquis, sont dérisoires par rapport aux enjeux véritables des prochaines années, tant en matière de chômage que de protection sociale ».

M. Le Pen : M. Mitterrand met son poste en jeu

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, le lundi 16 décembre, à Lescar (Nord), au terme d'une visite d'une journée dans le Nord-Pas-de-Calais : « M. Mitterrand a montré qu'il est le général en chef des troupes du PS, et il est clair qu'il met son poste en jeu ». « Quand on se comporte ainsi, on est créés des victoires, mais on doit subir les conséquences de ses défaites », a ajouté M. Le Pen. Le président du Front national avait, cependant, déclaré auparavant à Fribourg (Pse-de-Caleis) que M. Mitterrand est « assez souple pour s'adapter à n'importe quelle situation, pourvu qu'elle soit conforme à ses intérêts ».

(Publicité)

86: HALLEY, LA GAUCHE!

« La comète approche, la victoire est proche » : notre Grand Jeu civique et cosmique s'affiche dans 86 villes. Pour en savoir plus, appelez-nous!



Priorité à Gauche tél. : 45.62.56.98

P.A.G. Ça agit! Mon Aussi...

- ☐ Je mets 86 F à gauche et je reçois un cadeau 86.
- ☐ Je mets 198,60 F à gauche et je reçois ma carte personnalisée.
- ☐ Je mets 1986 F à gauche. Le Président de P.A.G. me contacte personnellement.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____ Tél. _____

Chèques à libeller à l'ordre de Priorité à Gauche, 1, rue Paul Boudry 75008 PARIS

سكيا من الالاحل

société

SPORTS

Caron à plein régime

Le Français Stephan Caron a quitté la ville néerlandaise de Den Bosch, où se sont disputées, les 14 et 15 décembre, les finales de Coupe d'Europe de natation avec deux titres : 100 m et 200 m nage libre. Encouragé par l'absence de l'Allemand de l'Ouest Michael Gross, Caron a donné toute la mesure de son talent dans les deux épreuves de sprint qui sont sa spécialité, remportant les 100 m samedi en 45 secondes et les 200 m en 1 minute 48 secondes 10 centièmes. Autre performance remarquable : celle du Soviétique Vladimir Salnikov, qui est revenu en force pour s'octroyer la victoire aux 400 m et 1 500 m nage libre. Salnikov, triple champion olympique en 1980, et vainqueur depuis huit ans sur 1 500 m, avait été contraint, pour des raisons de santé, de s'absenter de la compétition depuis deux saisons, et certains prédisaient qu'à vingt-cinq ans sa carrière était finie.

PARIS

Sous les pavés, le pétrole

Trois compagnies pétrolières associées, Elf-Aquitaine, Total et la filiale française de BP ont chargé la Compagnie générale de géophysique d'entreprendre sur Paris et l'île-de-France une série de reconnaissances. La première campagne s'est déroulée il y a trois semaines entre la porte de Pantin et la banlieue sud. Par l'intermédiaire d'une plaque métallique, un camion-laboratoire envoie des vibrations dans le sol durant douze secondes. Les ondes qui reviennent en écho sont écoutées et enregistrées par des géophones pendant dix secondes. Puis le véhicule s'en va à quelques dizaines de mètres de là recommencer la même opération. Le temps de stationnement n'exclut pas dix minutes, et les vibrations ressenties par les riverains sont inférieures à celles du métro.

Ces travaux de reconnaissance continuent actuellement à Lagry (Seine-et-Marne) et devraient se prolonger durant deux mois, en 1986, dans le sud de Paris, dans la région comprise entre le périphérique et Longjumeau.

JUSTICE

Point de vue

LA 17^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE DE PARIS

Serviles ou indépendants ?

Un collectif de juristes - qui désirent conserver l'anonymat - nous a adressé ce point de vue sur la récente décision de la cour d'appel de Paris à propos d'un jugement prononcé par la dix-septième chambre correctionnelle :

Le journal Le Monde a publié, le 11 décembre, un article relatant une audience de la onzième chambre de la cour d'appel de Paris consacrée à l'affaire Tjebou et rapportant, dans le détail, les réquisitions de l'avocat général. Cette affaire, engagée par le gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie, a été jugée, le 24 mai 1985, en première instance, à un jugement de la dix-septième chambre correctionnelle présidée par M. Emile Cabé, condamnant M. Tjebou pour le délit d'atteinte à l'intégrité du territoire ou à l'autorité de la France qui lui était reproché par la partie civile, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende.

Appel de cette décision a été interjeté par le parquet, comme celui-ci avait le droit. Ce jugement, qu'il estimait juridiquement contestable, il aurait pu le critiquer en exposant de manière sévère et objective les raisons de son désaccord et les éléments fondant sa conviction. Il aurait pu critiquer la teneur du jugement, selon une pratique qui fait de la cour d'appel une instance détentrice nécessairement d'une vérité supérieure à la première instance, une instance juridique, du moins une juridiction qui a cette chance, cette latitude de pouvoir, si elle le souhaite, d'apprécier autrement une espèce qui a déjà été jugée.

Le jugement pouvait - devait, selon le parquet - être critiqué, mais pas les magistrats, qui l'ont rendu sur un mode qui faisait de l'examen de l'affaire un simple prétexte pour régler des comptes personnels. En effet, comment interpréter, sinon par une hostilité intrinsèque, les accusations de « partialité », de « partialité judiciaire » comme s'il fallait bayer tous les obstacles pour rendre le jugement que vous

savez », de « servilité » à l'égard de la thèse de la partie civile ? En quoi cet acte, d'une violence rare, surprenante dans le cadre d'une pareille instance concernée-elle les problèmes juridiques posés par le jugement dont il a été fait appel ? En quoi relèvent-elles d'une volonté de justice, d'une exigence de vérité, alors qu'elles ne visent qu'à discréditer un tribunal correctionnel qu'un se plaie, par une ironie suprême, à qualifier de « servile », alors qu'en réalité, on lui reproche aujourd'hui son indépendance, comme hier, on lui a reproché la liberté de ses décisions, notamment dans toutes les affaires Le Pen et dans celle qui oppose M. Chirac à M. Gaston Defferre ?

Ces réquisitions, d'une force, d'une acrimonie inhabituelles, ne sont-elles pas destinées - après tant de polémiques personnelles dont le tribunal présidé par M. Cabé a été victime (intervention de M. Le Pen, appréciation de M. Forni, notamment) et qui n'ont jamais suscité, de la hiérarchie judiciaire, le secours et la défense qui seraient apparus légitimes à beaucoup de magistrats - à faire perdre leur crédibilité aux décisions d'un tribunal correctionnel dont le seul tort est d'interdire, de refuser et de juger dans le rayon de tous les conformismes ?

Il me semble qu'au-delà des jugements dont chacun peut apprécier la validité, demeurent certains éléments, au sujet desquels un consensus judiciaire devrait exister. Au premier rang de ceux-ci : l'indépendance d'un tribunal correctionnel. Cette indépendance ne mériterait vraiment pas de telles réquisitions.

UN COLLECTIF DE JURISTES.

DOMINIQUE PRIEUR ET ALAIN MAFART : PAS DE POSSIBILITÉ DE TRANSFÈREMENT

Le transfert dans une prison française de Dominique Prieur et Alain Mafart, les deux agents secrets français condamnés à dix ans de prison pour le sabotage du Rainbow Warrior est impossible, car il n'existe actuellement aucune convention de transfert des prisonniers entre la France et la Nouvelle-Zélande.

Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, avait déclaré à Wellington (le Monde du 17 décembre) que son pays pourrait envisager de libérer les deux agents secrets, s'il obtenait des garanties qu'ils seraient emprisonnés en France. Dans les milieux proches du ministère français de la justice, on précise qu'une telle solution est impossible, tant qu'une convention *hac hoc* n'est pas conclue entre Paris et Wellington, ce qui paraît, pour l'instant, improbable.

A Paris UN SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF DÉTOURNE 2 MILLIONS DE FRANCS AU PRÉJUDICE DE LA DDASS

Pour avoir détourné, en trois ans, deux millions de francs au préjudice de la DDASS de Paris (direction départementale des affaires sanitaires et sociales) sous le couvert d'associations fictives d'hébergement d'enfants, un secrétaire administratif, M. Abdoul Aziz Médina, âgé de trente ans, père de trois enfants, a été écroué à la prison de la Santé après avoir été inculpé d'escroquerie et de tentatives d'escroquerie par M. Christian Perr, juge d'instruction à Paris.

Ce trafic, qui a été découvert récemment, avait permis à M. Médina de faire des travaux importants d'aménagement de sa résidence principale dans l'Oise. Les gardes ont découvert chez lui environ 70 000 F en espèces. Il a remis d'autre part à la justice des chèques non encaissés d'une valeur de 180 000 F.

SCIENCES

UN RAPPORT DANS UN TIROIR

Contre la « stratégie de l'arsenal »

Supprimer le ministère de la recherche, réduire les grands programmes technologiques, réformer le système éducatif : ce sont les propositions provocantes de M. Jean-Jacques Salomon.

Qu'est-il advenu du dossier n° 61 du Centre d'évaluation et de prospective ? Pourquoi ce rapport sur la politique française de la technologie, demandé en mai 1984 par M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, est-il resté lettre morte ? En fait, ce rapport de son style souvent provocant, de son contenu parfois dérangeant, que ce texte de 160 pages de M. Jean-Jacques Salomon (1), intitulé *Le Gaulois, le Cow-boy et le Samouraï*, a fait l'objet d'un tel peu de publicité, exception faite, toutefois, d'un écho publié dans la revue britannique *Nature* ? Sans doute. Mais peut-être aussi en raison des critiques formulées à l'encontre du ministre de la Recherche auquel ce rapport était destiné.

Il est vrai que M. Salomon n'hésite pas à s'attaquer aux bastilles de l'administration et des grandes écoles, bousculant péle-mêle les structures de l'Etat, la manière dont il dispense parfois ses aides, la stratégie des grands programmes technologiques, les industries et le système éducatif français. Certes, il reconnaît volontiers que la technologie française peut s'enorgueillir de grandes réussites - armement, TGV, fusée Ariane, centrales

nucléaires et Airbus - nées de la mise en place de ces grands programmes, mais liés pour beaucoup « à des marchés captifs, ou à des commandes d'Etat à l'Etat ». Pour un Airbus conçu en fonction du marché, remarque-t-il, combien de fusées commerciales, du plan-calcule des années 60 aux multiples plans actuels de l'informatique, de l'électronique... en passant par le Concorde et la cytarène Scania ? C'est pourquoi, cette « stratégie de l'arsenal » ne saurait fonctionner dans les secteurs qui font l'objet d'une véritable concurrence : ceux des biens d'équipement et des produits grand public.

Le mal, il est vrai, ne date pas d'hier. L'effort fait par la France pour la recherche et le développement - avant et après 1981 - a tou-

jours été conditionné, remarque M. Salomon, par le poids des dépenses consacrées aux trois priorités de la défense, de l'espace et de l'énergie, alors que les pays qui ont connu, depuis vingt ans, les taux de croissance, d'innovation technique et de compétitivité les plus élevés « sont précisément ceux dont les programmes de recherche militaire ont représenté moins d'un quart des dépenses publiques en recherche et développement ».

Bureaucratie et cloisonnements

« Aucun Etat moderne, si peu socialiste ou social-démocrate qu'il soit, ne se prive aujourd'hui d'aider les industries de haute technologie », dit M. Salomon. Mais, alors qu'Américains et Japonais « ne jouent de cette association que pour mieux favoriser l'essor du secteur privé concurrentiel, la politique française doit essentiellement s'appuyer, par défaut de l'initiative privée, sur les entreprises publiques ». Bref, dans la pratique et la tradition françaises, « l'Etat se veut à la fois client et fournisseur, banquier et entrepreneur, administrateur et exécutant dans des opérations où, trop souvent, les succès scientifiques et techniques sont condamnés à être sans lendemain industriels ».

Des exemples ? M. Salomon en puise dans certains des grands programmes technologiques. Ainsi en va-t-il des quatre plans-calcules (1966-1981) dont le seul effet positif - et tout à fait intentionnel - a été de développer l'industrie des logiciels et des sociétés de services. Ces mésaventures, comme celles que le développement du Minutal a entraînées, montrent bien, note M. Salomon, « comment certaines stratégies cohérentes apparemment d'un maître le service public ont servi d'une politique industrielle et reviennent en fait à punir l'industrie au service du service public ».

Certes, ces exemples appartiennent désormais au passé, mais en ont-ils autrui, demande l'auteur du rapport, dans des secteurs où n'est vraiment joué comme celui des biotechnologies ? La « stratégie de l'arsenal », lui paraît dans ce cas particulièrement inopportune, même si le retard pris dans ce domaine par une industrie frileuse a rendu nécessaire l'intervention de l'Etat. A cela, reprend M. Salomon, il y a trois raisons, qui illustrent le mal français : la première est la tentation irrésistible d'investir en place des « structures lourdes, bureaucratiques et cloisonnées », et, dit-il, nous ne pouvons pas nous en passer, les spécialistes qui requièrent le développement de recherches dans ce domaine ; la deuxième, enfin, tient à ce qu'« agir sur l'industrie ne signifie pas nécessairement agir sur le marché ».

Les pouvoirs publics, souligne l'auteur du rapport, doivent plutôt agir sur les secteurs qui relèvent directement de sa compétence : l'éducation et la recherche ; le domaine réglementaire ; le système des brevets. Ce n'est qu'un exemple, mais il n'est pas unique. Aussi, M. Salomon, dans l'hypothèse d'une action à long terme, propose-t-il un certain nombre de recommandations

« dans l'espoir de changer les choses. Tout d'abord mettre en place, le plus près possible du premier ministre, une structure de consultation et de décision, sans aucune responsabilité opérationnelle de gestion, pour aider au développement, à l'exploitation et à la diffusion des nouvelles technologies. Car si M. Salomon est en faveur d'« un ministre représentant la recherche scientifique », il s'interroge en revanche sur la nécessité d'un ministre, arguant du fait que le système actuel a engendré « une infatigable bureaucratie et un pouvoir grandissant des administratifs aux dépens des experts ».

Discuter sans confisquer

Enfin, aménager, sinon réduire la part des grands programmes dans l'effort national de recherche pour aider à l'émergence des nouvelles technologies, tout en poussant les grandes entreprises à définir leur stratégie indépendamment de la tutelle et de la censure de l'Etat. Mais cette mesure doit s'accompagner d'une réévaluation des aides fiscales et directes aux entreprises, d'une association plus étroite entre industriels et laboratoires publics. Enfin, il faut, selon M. Salomon, repenser le système éducatif, renverser le déséquilibre qui existe entre l'enseignement général et la formation professionnelle. Peu de chose a changé, remarque-t-il, pour la culture technique, parent pauvre de l'éducation, qu'il est indispensable « non pas de révaloriser, mais de pleinement reconnaître, d'intégrer et de valoriser » comme cela se fait en Allemagne, au Japon et en Suède.

D'une manière générale, « l'enseignement court ne prépare à rien, l'enseignement long n'est pas fait pour la masse d'élèves qu'on prétend lui faire absorber », dit M. Salomon, qui constate que notre système éducatif, moins bien que d'autres, ne réussit pas, parce qu'il essaie de concilier l'impossible : « l'individualisme inscrit comme des gènes dans la nature française, et l'égalitarisme revendiqué avec la passion d'un dogme ». Quant à nos grandes écoles, « elles forment d'abord des fonctionnaires et des mandarins de l'Empire du Milieu, c'est-à-dire une corporation de « lettrés », dotés à vie des privilèges de l'élite appelée à gouverner les hommes ». Et pourtant, tout le monde s'accroche à cette situation qui fait l'objet d'un consensus de la langue de bois. Reste un cinquième facteur, qui ne dépend pas entièrement de nous, mais qui est néanmoins « la seule réponse proportionnée à nos ambitions technologiques : la dimension européenne ».

Que ce rapport agisse, soit. Mais les propos tenus ne sont pas aussi sulfureux que certains voudraient le faire croire, dans la mesure où une partie de ces idées ont déjà été présentées dans le passé. Reste que les discours n'est guère tendre, en particulier pour les structures du ministère de la Recherche et de la Technologie, même si le rapport s'arrête dans son analyse au moment où M. Curien est arrivé à sa tête. Ces raisons sont-elles suffisantes pour entretenir le dossier ? M. Jean-Jacques Salomon estime que non en faisant remarquer que « chez nous, en général, les rapports commandés par le ministre sont discutés plutôt que confisqués, même ceux que l'administration entend se réserver ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU, ELISABETH BORDON.

(1) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, membre du Centre de recherche « Science, technologie et société ».

DÉJÀ CONDAMNÉ POUR VIOLS

Un détenu avoue le meurtre d'une fillette disparue en 1982

Robert Guinet, quarante-quatre ans, actuellement détenu à Bayonne, a avoué qu'il avait tenté de violer, puis finalement tué Valérie Anes, une fillette de onze ans disparue le 6 mars 1982 à Lalanque (Landes). Le corps n'a toujours pas été retrouvé. Il a été inculpé par un juge d'instruction de Dax, à préciser, lundi 16 décembre, un communiqué du parquet.

Multirécidiviste, Robert Guinet doit être jugé au printemps prochain par la cour d'assises du Lot-et-Garonne pour le viol et le meurtre d'une autre fillette de treize ans, Magali Forbosc, calvère sur le

chemin de l'école à Colayrac-Saint-Cirq (Lot-et-Garonne) le 27 janvier 1984 et retrouvée dix-sept jours plus tard dans un puits désaffecté d'un cimetière en ruine près d'Agnes. En 1967, Robert Guinet avait été condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour le viol d'une fillette de treize ans en Meurthe-et-Moselle. Libéré par anticipation en 1981, il est de nouveau arrêté en 1984 et condamné à quarante ans de réclusion, le 6 décembre dernier, pour avoir violé la fille, âgée de sa compagnie. C'est pendant sa détention qu'il avoua le meurtre de Magali Forbosc.

Plainte contre un institut pour handicapés pour mauvais traitements

Une dizaine de parents ont porté plainte pour « non-assistance à personnes en danger, incitation à la débauche, coups et blessures » contre l'institut médico-éducatif Les Bionis à Tonnerre (Yonne), qui accueille soixante-quinze handicapés mentaux des deux sexes, âgés de sept à vingt et un ans.

La plupart des accusations proviennent d'éducateurs, notamment

de M. Pierre Elbachir, qui a été licencié. M. Jacques Migonin, directeur de l'établissement, a déclaré que les faits rapportés avaient été « sortis de leur contexte », citant notamment le cas d'un « enfant attaché à un établi », parce qu'il était « un psychotique dangereux pour ses camarades et pour lui-même ».

La police est de la revue

Avec sa dernière livraison (n° 123, novembre 1985), la *Revue de la police nationale* change de formule. Editée par le ministère de l'Intérieur, sur papier glacé et en quadrin, elle paraît irrégulièrement, cette publication pechait par conformisme, plus attachée à vanter les réalisations policières qu'à analyser ou les décrire. Plus documentée plus austère - aucune illustration et l'apparence d'une revue de sciences humaines - la nouvelle formule semble plus informative. De moins, avec ce premier numéro consacré à la police, la revue 1985-1990 de l'Instruction policière.

Qu'on approuve l'évolution de la police, qu'on veuille la discuter, la critiquer ou, tout simplement, la connaître, de cahier de 127 pages offre une documentation de référence.

Outre le rapport annexé à la loi de modernisation, il réunit des discours peu connus de M. Pierre Joxe - notamment devant le Syndicat des commissaires de police et devant les gardiens de la paix de la Fédération nationale (FNAJ) - ainsi que plusieurs contributions inédites de hauts fonctionnaires.

A citer notamment les articles de MM. Christophe Lannelongue, conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, et Jacques Genthial, sous-directeur de la police scientifique et technique de la police judiciaire. M. Lannelongue offre une analyse des contradictions propres au métier policier et du projet, sous-jacent à la loi de modernisation, qu'« au-delà de l'opportunité, tend à dégrader un maximum de gains de productivité » dans un service public d'ordinaire mesuré aux seules

jauges politiques ou judiciaires. L'évolution des services territoriaux des policiers actifs et la simplification de l'architecture des corps sont examinées.

M. Genthial offre, chiffres et détails à l'appui, un réquisitoire sur l'état de la police scientifique et technique (laboratoires, identité judiciaire, grands fichiers). On apprend au passage qu'en leur état actuel les services de l'identité judiciaire ne se déplacent que sur 10 % des cambriolages. L'ancien patron de la brigade criminelle du quai des Orfèvres décrit ensuite la reconstruction et le redressement de ces services permis par le plan de modernisation.

Pour autant cette livraison ne se contente pas d'un regard de l'intérieur sur le ministère du même nom. Une contribution de M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance, invite la police à un effort de communication et de concertation avec « tous les professionnels de la vie sociale ».

E. P.

* *Revue de la police nationale*, n° 123, novembre 1985. Le numéro 15 francs ; abonnements (4 numéros) 50 francs, 1 h. 16, place des Saussaies, 75008 Paris.

« Prison de la Talauderie » : la police intervient. - Une cinquantaine de policiers sont intervenus dans la soirée du lundi 16 décembre à l'intérieur de la prison de la Talauderie, près de Saint-Etienne, pour faire réintégrer par la force leurs cellules à environ soixante-dix détenus qui réclamaient l'installation immédiate de postes de télévisions individuels.

Les détenus avaient refusé, vers 18 h 30, de quitter la cour où ils s'étaient groupés pour jouer à la pétanque et avaient allumé un feu à l'aide de journaux. Après une heure et demie de vaines discussions avec les responsables pénitentiaires, la police a été appelée.

Les cas de SIDA en Europe ont triplé en un an

Mille cinq cent soixante-trois cas de SIDA avaient été enregistrés en Europe au 30 septembre 1985, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). On en comptait 559 le 15 octobre 1984. Cette augmentation de 160 % en un an a été la plus marquée en RFA et en France (5 à 6 nouveaux cas par semaine). Si l'on prend comme critère le taux de cas de SIDA par million d'habitants, les pays les plus touchés sont la Suisse (11,8), le Danemark (11,2) et la France (8,5). Des taux faibles comparés à celui des USA (60). Sur les 1 573 personnes atteintes de SIDA, 792 sont décédées.

Parmi les Européens, 77,5 % des personnes atteintes sont homosexuelles ou bisexuelles, 7 % sont toxicomanes, 1,5 % toxicomanes et homosexuelles, et 4 % hémophiles. Dans 2 % des cas, le seul facteur de risque retrouvé a été une transfusion sanguine. Pour dépister la maladie parmi les donneurs de sang, une recherche systématique des anticorps anti-LAV est devenue effective dans seize pays sur les vingt et un que compte le centre collaborateur européen de l'OMS sur le SIDA. Ce dépistage est obligatoire dans douze pays et simplement

recommandé dans quatre autres (Autriche, Italie, Pays-Bas, Suède). Seul le Portugal a organisé un registre nominatif national des séropositifs. Des spécialistes de l'OMS s'inquiètent de l'accroissement notable des cas survenus chez les toxicomanes, ajoutant que « plusieurs études réalisées en 1985 dans différents pays européens ont rapporté une fréquence très élevée (de 20 à 50 %) de marqueurs sérologiques de l'infection par le virus LAV chez des toxicomanes ».

D'autre part, toujours selon l'OMS, 19 451 cas de SIDA ont été recensés dans soixante-trois pays. Sur ce nombre, 16 544 cas ont été signalés aux Etats-Unis, 466 en France, 322 au Canada et 295 en RFA.

Enfin, selon le professeur Jean-Claude Chermann (Institut Pasteur de Paris), le représentant soviétique a déclaré, lors d'une réunion de l'OMS à Genève, que l'URSS avait enregistré deux cas de SIDA chez des ressortissants africains actuellement présents en Union soviétique. Des tests ont été effectués sur 20 000 donneurs de sang et ont été tous négatifs, a-t-il ajouté.

Comi

Clos M.

Le Monde MEDECINE

Comportementalisme : la carotte sans le bâton

Aux thérapies dites « aversives » héritées de Pavlov, les comportementalistes préfèrent aujourd'hui le « connais-toi toi-même » de la philosophie grecque.

« NOUS sommes des praticiens scientifiques », dit le docteur Patrick Légeron, secrétaire général de l'Association française de thérapie comportementale, qui vient de tenir son congrès à Paris. En somme, les comportementalistes s'intéressent davantage « à ce qui est observable qu'à ce qui est supposé », ce qui les distingue radicalement des autres thérapies de l'esprit, notamment des psychanalystes.

Ce qui est observable, chez un patient, ce sont ses comportements compris comme « l'ensemble des moyens d'adaptation d'un organisme à son environnement ».

Certains de ces moyens sont physiques, comme les sautes de cœur ou de la respiration dans une situation de stress ou d'agressivité. D'autres sont psychologiques, comme les réactions de découragement, de fuite, de peur ou, au contraire, d'affrontement constructif ou de combativité excessive face aux aléas de la vie.

La plupart de ces réactions, estiment les comportementalistes, ne sont en fait que le résultat d'apprentissages qui se sont effectués tout au long de l'existence. Il en est ainsi, par exemple, du crâneur privilégié de ces thérapies particulières, les troubles anxieux (les phobies), qui peuvent conduire à de véritables invalidités, à une exclusion sociale ou familiale complète, à la destruction et à la désinsertion d'un individu.

Certains agoraphobes (qui terrifient la rue, la foule, la place) se trouvent peu à peu en état de complète élimination, n'osant plus passer la porte de leur logement, pris de palpitations, de sautes de cœur, voire d'évanouissements lorsqu'ils posent le pied au dehors. Certains claustrophobes ont la terreur des lieux fermés, au point qu'il leur est impossible de travailler dans un bureau, de prendre un ascenseur, un métro ou un avion, jusqu'à ce qu'une mise en invalidité les condamne à rester figés derrière une fenêtre, en l'attente anxieuse et qu'ils pensent incontrôlable de l'invisible ennemi.

D'autres encore, que les cardiologues ont particulièrement étudiés, vivent dans un état de « compétition » permanente,

d'hyperactivité, ne cherchant, par une lutte fiévreuse contre le temps, qu'à le vaincre et à se surpasser, dans l'urgence d'une réussite sociale ou professionnelle.

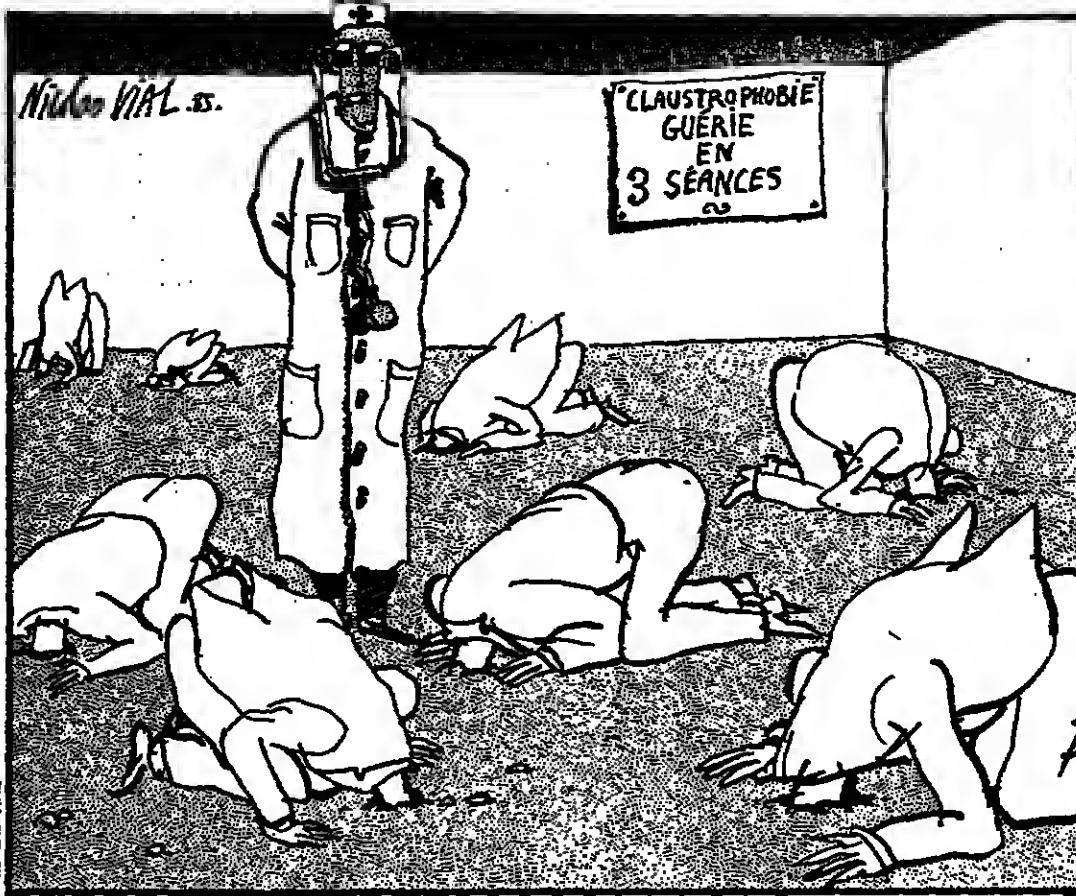
De multiples enquêtes épidémiologiques (1) ont montré que ce comportement, dit « de type A », les prédispose hautement à la pathologie coronarienne, de l'angine de poitrine à l'infarctus du myocarde.

Vaincre le temps et rompre le cœur

Des études biologiques ont été conduites chez ces sujets (15 % de la population, 40 % de ceux qui ont une affection cardiaque vasculaire) que l'on identifie par des examens psychologiques (entretiens dirigés, réponses au questionnaire dit « de Bortner », enregistrement vidéo des comportements pendant ces entretiens). Les dosages du taux d'adrénaline dans le sang montrent que ce taux s'élève lors d'un stress mental quelconque trois fois plus chez les personnes appartenant au type A que chez les autres. Un mode de réaction psychologique aux événements du monde extérieur a donc pour effet une perturbation neuro-hormonale hautement nocive pour le système cardio-vasculaire, puisqu'elle fait le lit de l'athérosclérose, des spasmes artériels, de l'hypertension et de leur corollaire : la maladie coronarienne.

Dès lors que le lien entre « comportement de type A » et infarctus du myocarde était aussi clairement établi par les cardiologues, il devenait tentant de confier ces sujets menacés (et dont beaucoup avaient déjà souffert d'un infarctus) à des comportementalistes afin de voir dans quelle mesure il était possible de modifier les comportements destructeurs, et si une telle modification pouvait entraîner une diminution significative des troubles cardiaques.

Ce qui fut fait, par l'application de thérapies comportementales de groupe visant, en douze à quinze séances, à faire prendre conscience au sujet de la démesure de ses réactions, à lui permettre d'évaluer concrètement ses réelles possibilités et le remodelage de ses attitudes, à lui ensei-



gnier des techniques de relaxation mentale et musculaire et à suggérer une modification des rythmes de vie par le développement d'occasions de détente (sport, amitiés, violons d'Ingres). « La réduction du type dit « A » est possible grâce à une thérapie comportementale, et elle s'accompagne d'une réduction hautement significative des récurrences chez les sujets atteints d'infarctus du myocarde », concluent ces travaux, américains à l'origine (professeur M. Friedman), largement admis grâce à une méthodologie rigoureuse et répandus à présent en Europe, notamment par l'équipe du professeur André Jouve (Marseille).

L'« audit » thérapeutique

L'exemple du comportement A est très significatif de ce que sont et de ce que font les comportementalistes : ils posent d'abord le problème de leur patient en termes concrets (l'hypertension, l'acclémentation cardiaque, etc.). Ils définissent ensuite la relation de cause à effet et la font percevoir à leur malade (dans l'exemple choisi, l'agressivité et la lutte contre le temps comme facteurs d'infarctus). Ils agissent ensuite en manipulant les variables environnementales, et en utilisant tous les registres dits « du renforcement positif », tant par une programmation d'activités que par l'étude des interactions professionnelles ou familiales et par des entretiens directs.

Enfin vient l'étape de l'évaluation des résultats, par laquelle le comportementaliste compare, avec des groupes de sujets soumis à diverses modalités thérapeutiques, ou livrés à eux-mêmes, le bien-fondé de ses techniques, ou des autres méthodes disponibles.

Il paraît vraisemblable que la totalité des psychothérapeutes devront tenter, autant que faire se peut, une démarche semblable, et fournir aux autorités de santé ou d'assurance maladie des moyens d'évaluer la justesse de leur action, qu'elle soit ou non d'inspiration psychanalytique ou comportementale. Les demandes de ces autorités sont devenues pressantes outre-Atlantique, où l'on soumet à présent l'éligibilité au remboursement par des fonds publics ou d'inspiration mutualiste de toutes les thérapies à visée psychiatrique à une justification concrète et comparative de leur efficacité.

Le professeur J. Cottraux, président de l'Association française de thérapie comportementale, et son équipe de l'hôpital neurologique de Lyon ont conduit, sur plusieurs centaines de malades, de semblables « audits », qui montrent plus de 90 % d'amélioration pour les névroses (anxiété phobique), les dépressions, les troubles sexuels, certaines psychoses limitées, les affections psychosomatiques.

Un an après l'interruption du traitement (treize séances en moyenne), 66 % des malades

« cognitiviste » de leur éventail thérapeutique.

Il s'agit, par une prise de conscience directive, de modifier la représentation que l'être humain se fait de lui-même et du monde qui l'entoure, et de reprogrammer ensuite son comportement en fonction de données positives.

Le discours que se tient à lui-même un dépressif est profondément négatif et dévalorisant, comme l'est d'ailleurs sa représentation du monde extérieur, de la société, de ses proches et de l'avenir.

Les comportementalistes ont montré que l'on pouvait aborder ces données, et qu'elles étaient soumises au renforcement. Une étude récente de l'Américain Beck vient même d'indiquer que les thérapies cognitives peuvent être aussi efficaces - à elles seules et dans certains cas - que la chimiothérapie tricyclique pour les cures des dépressions simples. Les anti-dépresseurs (ou les tranquillisants) n'excluent d'ailleurs nullement la mise en œuvre d'une thérapie comportementale qui se trouve, par définition et dans son orientation actuelle, étroitement imbriquée à la psychiatrie biologique, dont elle se veut complémentaires.

Le traitement le plus efficace des troubles anxieux avec phobies et crises de panique s'est révélé être l'association de molécules chimiques précisément adaptées (en l'occurrence aux anxiolytiques, mais certains antidépres-

seurs (2) et d'une thérapie de comportement qui vise à « désensibiliser » le patient, à le confronter progressivement à ce qu'il redoute, à lui faire comprendre que ses réactions d'angoisse « incoercibles » et ses malaises physiques ne sont que le résultat d'un auto-apprentissage nocif qu'il peut maîtriser.

Après la compréhension, l'évaluation, la désensibilisation, l'immersion, le renforcement et la cognition, c'est bien évidemment vers la médecine psychosomatique que s'orientent les comportementalistes, et tout prête à penser que la décision à venir permettra d'éclairer par leurs travaux une part du mystère qui régit encore l'étrange imbrication du corps et de l'esprit.

Lorsque est née leur association, en 1971, les comportementalistes français n'étaient qu'une dizaine. Ils sont quatre cents aujourd'hui, dont les deux tiers formés durant ces cinq dernières années. Une bonne dizaine d'universités (dont quatre à Paris) enseignent leur discipline (3).

Une discipline qui a plus grand-chose de commun avec ses fondements historiques. « Sa préhistoire », comme ils disent lorsqu'ils évoquent le conditionnement de Pavlov sur ses chiens salivants, le dressage opérant de Skinner sur ses pigeons, ou les thèses de Bandura sur l'apprentissage social.

Les critiques adressées aux comportementalistes dont on entend dire ici ou là qu'ils tiennent leurs malades pour de simples objets, qu'ils les manipulent, qu'ils les conditionnent en brisant leur personnalité et qu'ils ne s'intéressent en fin de compte qu'à leurs symptômes, ces critiques leur paraissent aberrantes. « Ne voit-on pas que c'est, bien au contraire, une liberté plus grande que nous offrons à ceux qui se confient à nous ? Cette liberté qui surgit d'une meilleure connaissance de soi et de l'apprentissage d'une maîtrise permettant d'échapper à la prison de la souffrance et des hostilités morales ».

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.

(1) Notamment, à Marseille, l'équipe du professeur André Jouve au Centre de dépression et de prévention des maladies cardio-vasculaires, qui a présenté tout récemment à l'Académie de médecine les résultats d'une enquête sur près de 2 000 personnes, enquête qui se poursuit sur plus de 10 000 agents municipaux.

(2) Le Monde du 24 avril 1985.

(3) Lire à ce sujet l'excellent ouvrage du professeur J. Cottraux, *Thérapies comportementales, stratégies du changement*, Masson éditeur.

• L'Association française de thérapie comportementale, qui groupe la quasi-totalité des comportementalistes français, a son siège à l'hôpital Sainte-Anne, 100, rue de la Santé, 75014 Paris. Son secrétaire général est le Docteur Patrick Légeron, Centre hospitalier, 40, allée de la Source, 94190 Villeneuve-Saint-Georges.

Clos par nécessité

M... cinquante-huit ans (1), est pris d'une sensation intolérable d'étouffement dès qu'il se trouve dans un espace confiné ou mal éclairé (tunnel, autobus, ascenseur, restaurant). Il transpire, ne peut plus respirer et a le sentiment qu'il va s'évanouir. Il ne peut plus se rendre dans les grands magasins ni au cinéma, encore moins dans un restaurant. Sa crainte des embouteillages ou des pannes lui interdit l'usage de la voiture. Il lui est totalement impossible d'emprunter un ascenseur.

Cette situation le conduit à une désinsertion professionnelle rapide, et l'oblige à vivre confiné, dans un état d'appréhension permanente. Un thérapeute comportementaliste le prend en charge, à la demande de son médecin traitant. Les cinq premières séances sont consacrées à l'apprentissage de la relaxation puis à sa mise en œuvre dans toutes les situations énumérées comme étiologiques.

L'évacuation de ces situations est d'abord imaginaire (la désensibilisation), puis le patient doit passer aux actes et à l'habitude, peu à peu, à fréquenter tous les lieux tarifants pour

lui (cinéma, restaurant, etc.) avec son thérapeute. L'ascenseur reste néanmoins inaccessible, et son accès nécessite des séances d'exposition (ou d'immersion) où le thérapeute accompagne son patient, ou l'enferme dans des pièces étroites, pour lui faire peu à peu comprendre l'insanité de ses appréhensions et le fait que son angoisse diminue, pour disparaître après dix à quinze minutes d'enfermement.

Au bout de quinze séances (deux séances par semaine), M. A... peut se rendre à son travail sans problème, en passant par le tunnel jadis si redouté. Il va au cinéma, emprunte les ascenseurs et domine, par la relaxation, la crainte auto-entretenue que suscitaient les espaces clos. Ces résultats sont maintenus à l'identique deux ans après la fin du traitement, et M. A... ne prend plus aucun des tranquillisants ou autres médicaments qu'il absorbait régulièrement auparavant.

(1) Malade de M = E. Mollard, hôpital neurologique, service du professeur Guyot, Lyon. Publié dans le numéro spécial des *Cahiers médicaux* consacré à un dossier sur les thérapies comportementales (6 avril 1981).

Le profil du comportement « A »

Jamais en retard
Compétitif
Anticope dans la conversation
Toujours pressé
Impatient
S'engage à fond
Hyperactif
S'exprime avec énergie
Obtient l'approbation sociale
Rapide
Exigeant pour lui-même
Démonstratif
A peu d'intérêt en dehors de son travail
Ambitieux

avaient conservé l'amélioration de leur état et aucun ne présentait ce que redoutent souvent les psychothérapeutes « classiques » : les symptômes de conversion. C'est-à-dire, par exemple, l'apparition d'un état obsessionnel phobique ou anxieux, se substituant à une phobie quelconque maîtrisée par le traitement.

« Pourquoi d'ailleurs, disent les comportementalistes, nos malades verraient-ils surgir d'autres symptômes exprimant un déséquilibre psychologique puisque nous leur avons enseigné une technique globale de résolution des conflits, d'affirmation de soi, de compréhension et d'adaptation de leur comportement ? »

La représentation de soi et les dépressions

La prise en charge des dépressions simples (non psychotiques) par les comportementalistes, illustre bien l'objectif visant à l'affirmation de soi, par l'application d'un courant plus récent, dit

Pour chaque jour, un guide et un recours !

286 F. seulement !

1985, 5^e édition augmentée, 1728 pages, couverture souple.
Collection des Dictionnaires Pratiques
* Prix public TTC au 15.11.85
Devenir en vente en librairie ou par correspondance à la Maison du Livre Spécialisé.

BON DE COMMANDE

Je retourne à la Maison du Livre Spécialisé, 81, 38 - 41533 Vireuil
la somme de 286 F. + participation aux frais de port 11 F. (ISBN 2-251-00217-1).

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

82.2.100

صلى الله عليه وسلم

Les hôpitaux français à la diète

Depuis quelques années, le gouvernement freine sérieusement l'évolution des dépenses hospitalières. 1986 verra le mouvement s'accroître. Après les médecins, les directeurs des hôpitaux s'inquiètent.

C'ÉTAIT il y a quelques jours. Lors de la séance officielle d'ouverture des onzièmes Assises nationales de l'hospitalisation publique, porte de Versailles à Paris. On venait de remettre à l'ambassadeur du Mexique en France une salle d'opération pour remplacer celle détruite lors du récent séisme de Mexico. M. Pierre Raynaud, président de la Fédération hospitalière de France, achevait devant une salle comble - plus de mille cinq cents personnes - un long discours académique évoquant le passé, le présent et l'avenir de l'hôpital et de sa fédération. M^{me} Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, allait prendre la parole.

Alors, lentement, la moitié de l'assemblée composée de cadres administratifs et de directeurs d'hôpitaux quitta la salle derrière M. Gérard Vincent, président du Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH). Il ne restait plus à M^{me} Dufour qu'à regretter l'incident, à vanter une nouvelle fois les vertus du dialogue et de la concertation et à critiquer verbalement la démarche « peu digne » de ce syndicat coupable à ses yeux d'avoir attiré par voie publique - dans le monde - l'attention des Français sur la dégradation des hôpitaux publics.

Manifestation corporatiste et catégorielle ? En partie sans doute : les directeurs des hôpitaux, profession en complète mutation, vont être dotés d'un nouveau statut. Ils entendent, entre autres, faire valoir leurs droits à un véritable plan de carrière (lire le point de vue ci-contre de M^{me} Faillat et Vincent). L'affaire pourtant ne se limite pas

là : la grogne des directeurs des hôpitaux trouve aussi son origine dans les restrictions budgétaires auxquelles sont soumis leurs établissements. Des restrictions qui, schématiquement, se résument à des pourcentages : ceux des augmentations annuelles des taux directs, pourcentages qui portent aujourd'hui sur plus de 110 milliards de francs.

Après, comme dans d'autres domaines de la vie économique, une période d'euphorie idéaliste (+ 12,3 % en 1981 avec budget supplémentaire de 2,7 %, puis + 13,4 % en 1982), on est ensuite rapidement revenu après le départ de M. Ralite, ministre communiste de la santé, à la raison, c'est-à-dire à la rigueur : + 9 % en 1983, + 6,6 % en 1984, + 5 % en 1985 et + 3,4 % en 1986 (1).

Naufrage ?

« Un tel taux, explique-t-on au SNCH, est inférieur à l'inflation, qui sera vraisemblablement constatée l'année prochaine. Il hypothèque gravement l'avenir proche des établissements hospitaliers. Une telle rigueur dans le financement des hôpitaux condamne l'application du progrès médical : les médecins ont raison lorsqu'ils dénoncent l'atteinte à la qualité des soins. » La critique est d'autant plus surprenante qu'elle émane d'un syndicat qui s'était jusqu'ici tellement associé à l'ensemble des réformes mises en chantier à l'hôpital depuis 1981.

Alors ? Le temps n'est plus - c'était le 6 mai 1981 - où M. François Mitterrand écrivait au président du SNCH : « Je

résume depuis qu'elle a été éditée la règle du parallélisme d'évolution des budgets hospitaliers et du produit intérieur brut [...] La seule logique d'évolution admissible des dépenses hospitalières est celle des besoins. » Si aucune atteinte directe ou spectaculaire à la qualité des soins n'est à noter, il n'en est pas moins vrai que l'hôpital fait depuis quelques années l'objet d'une série de réformes et de restrictions qui inquiètent souvent légitimement à la fois le corps médical et, aujourd'hui, l'encadrement administratif.

Problème immédiat d'abord : le versement de l'enveloppe de décembre 1985. Depuis la mise en place du budget global, les hôpitaux publics reçoivent par douzièmes mensuels une somme nécessaire à leur activité. Or, la dotation de décembre 1985 sera pour partie versée... en janvier 1986. Un artifice classique, bien évidemment destiné à soulager la trésorerie des caisses de Sécurité sociale et qui fait, ici et là, planer la menace d'un non-versement au personnel de ses primes de fin d'année.

A moyen terme, c'est le blocage des investissements qui inquiète les responsables hospitaliers. « En autorisations de programme, explique M. Philippe Cadène, délégué général de la Fédération hospitalière de France, les subventions de l'Etat ont diminué de 27 % en 1983. Elles diminueront encore de 16 % l'an prochain. Autant dire que l'on ne pourra ni améliorer l'hygiène des hôpitaux, ni développer les alternatives à l'hospitalisation. On prépare le naufrage de l'hôpital. »

L'évolution des effectifs des personnels hospitaliers non médicaux (qui absorbent environ les trois quarts des dépenses hospitalières) témoigne aussi de l'accélération, plus de la volonté de contrôle par le gouvernement, de cette sphère d'activité. D'environ trois cent quatre-vingt-cinq mille personnes en 1976, on était à fin 1984 à cent quatre-vingt-cinq mille en



1981, à cinq cent neuf mille en 1983 puis revenu à cinq cent un mille cette année (enquels il faut toutefois ajouter quarante et un mille temps partiels) (1).

Entre-temps, souligne un directeur d'hôpital, on a instauré les trente-neuf heures hebdomadaires et pris diverses mesures sociales. Cette stagnation des effectifs a aussi coïncidé avec une diminution notable de la durée moyenne de séjour qui, par la rotation accélérée des malades qu'elle impose, accroît la charge de travail du personnel. « Chaque vendredi soir, confie le directeur d'un grand hôpital parisien, nous devons téléphoner à une dizaine d'infirmières pour leur demander, à cause de problèmes d'effectifs, de ne pas prendre, comme c'était prévu, leur week-end. »

Les redéploiements d'effectifs, les transferts d'activité ou l'augmentation de la productivité finissent par trouver leurs

limites », nous écrit, d'autre part, le directeur d'un établissement hospitalier lyonnais.

Des problèmes particuliers se posent au corps médical soucieux de développer de nouvelles activités. « Nous voulons réaliser des transplantations rénales chez nos malades actuellement sous rein artificiel, confie, par exemple, le chef de service d'urologie d'un grand centre hospitalier régional du centre de la France. Le directeur a répondu que ce n'était pas possible dans le cadre du budget global de l'établissement. Même réponse quand je lui ai demandé d'acheter un lithotripteur, ce nouvel appareil qui permet de traiter sans intervention chirurgicale les calculs rénaux. Si aucun accord n'est possible, même à l'initiative des locaux à l'hôpital, c'est au sein du service une association loi de 1901, autonome, avec son propre personnel. Et nous ferons fonctionner le tout avec l'argent de la Sécurité sociale. C'est tout à fait réalisable. Je suis sûr que c'est une véritable riposte mais s'il n'y a pas d'autres solutions... » Autant d'exemples qui illustrent les effets pervers induits autant par la restriction centralisée des budgets hospitaliers que par une absence de définition claire des objectifs et des impératifs de santé publique.

Transparence

Côté gouvernemental, on ne nie pas l'existence de quelques cas « difficiles » (150 millions de francs de dérogations ont été accordés en 1985). On estime toutefois que « la politique de rigueur est tout à fait tenable dans certains hôpitaux ». On souligne surtout l'intérêt à venir des dispositifs progressivement mis en place par la direction des hôpitaux qui vise à mieux connaître le coût des différentes activités et des services. Un dispositif fondé sur une nouvelle « comptabilité

analytique » des « résumés standardisés de séjour » et des « groupes homogènes de malades » (2).

Dans trois ans - estimation de M. Jean de Kervadoul, directeur des hôpitaux - l'activité des établissements publics devrait commencer à devenir « transparente ». En d'autres termes, on devrait commencer alors à savoir « qui fait quoi » et combien coûte chacun. Les choix, dès lors, pourraient ne plus être le résultat de l'arbitraire obscur ou prévalant le plus souvent actuellement. Trois ans pendant lesquels les départements hospitaliers (le nouveau statut les concernant a enfin été publié en *Journal officiel* du 10 décembre) devraient, dans la meilleure des hypothèses, progressivement mettre en place et compléter une stratégie qui, au total, bouleversera profondément le paysage et la dynamique hospitaliers.

A moins que les pesanteurs institutionnelles ou les bouleversements politiques aient pu bloquer la mise en œuvre de cet ensemble de réformes. A cet égard, il ne sera pas sans intérêt d'observer comment le pouvoir politique en place cherchera à maîtriser l'évolution des autres dépenses de santé - non soumises au budget global central - des médecins libéraux et des cliniques privées.

JEAN-YVES NAU

(1) Chiffres publiés dans le numéro de décembre 1985 d'*Informations hospitalières*. Ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.
(2) Un arrêté daté du 3 octobre et une circulaire du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ont, à compter du 1^{er} janvier prochain, dans les hôpitaux publics, « un traitement automatisé d'informations nominatives dont l'objet est la production de résumés de sortie standardisés permettant de décrire les groupes homogènes de malades ».

Les mots guérissent

par le docteur STÉPHANE GEIER (*)

Le débat passionné qui oppose psychanalyse et biologie dans le traitement des maladies mentales a fait jusqu'à présent l'économie d'un préalable : la parole a-t-elle une action thérapeutique au même titre que les médicaments ? Une réponse négative clôt ce débat avant même qu'il ne soit commencé. Or, admettons que la parole a une action thérapeutique par elle-même. La parole est un son dont l'existence est tout aussi matérielle que celle des médicaments.

Si les actions de la parole et des médicaments sont identiques, on constate qu'il est plus simple d'avaler régulièrement un comprimé que d'aller parler à un spécialiste pendant des heures et des jours. Si, par contre, elles sont distinctes, leur complémentarité et leurs incompatibilités. Pour ma part, je pense que parole et médicament ont surtout des caractéristiques différentes. A titre d'exemple, j'en citerai trois : le *personnalisme* de l'action thérapeutique, son *interactivité*, son caractère *très sélectif*.

Le personnalisme

Le traitement biologique médicamenteux a un caractère universel, il est applicable aux grands nombres. Au milieu du dix-neuvième siècle, la biologie a transformé le malade en sujet atteint d'une maladie : chacun gardait son individualité, mais sa maladie était identique à celle du voisin. Ainsi se trouvait constitué

un objet maladie, a-personnalisé, dont le traitement était impersonnel.

L'efficacité de ce modèle a été et reste très grande, mais certains cas exigent un traitement strictement individuel.

L'étude comparative de la parole et des médicaments est ici l'étude des indications des traitements personnalisés ou standardisés. Elle doit s'accompagner d'une recherche sur le caractère universel ou singulier de la maladie. Les indéniables succès des médicaments démontrent que la maladie est un objet standard. Mais elle n'est pas que cela.

L'interactivité

Le concept d'interactivité se définit comme l'adaptation permanente du traitement aux besoins du malade. Ces besoins sont soit relativement stables, variant sur des rythmes de plusieurs heures à plusieurs jours, soit beaucoup plus fluctuants, nécessitant alors leur connaissance quasi permanente. Les médicaments répondent bien aux besoins stables. Un certain degré d'interactivité existe même, mais celle-ci est nettement plus développée entre un patient et un psychologue.

Si la parole a une action thérapeutique, elle ne l'acquiert que dans des conditions bien particulières. Du côté du psychologue, le savoir et la technique nécessaires ne suffisent pas. Une formation personnelle supplémentaire est indispensable. L'ensemble s'apprend, s'entretient, se per-

fectionne et se transmet : il ne suffit pas de parler pour soigner. Du côté du patient, la participation active définit le travail psychique accompli par le malade, ce qui s'oppose à la participation passive nécessaire dans tout un secteur thérapeutique biologique. C'est dans cette participation active que réside la liberté individuelle du sujet, sans laquelle il n'y a pas de psychiatrie moderne respectueuse du patient.

Parole et médicament s'excluent-ils ? Le problème est de savoir si un patient a besoin d'une thérapeutique standard ou personnalisée, stable ou interactive, globale ou sélective, ou de chacune des deux.

La psychanalyse ne peut évidemment être réduite à une simple action thérapeutique de la parole. Elle est beaucoup plus que cela, son domaine s'étend au-delà et en dehors de la maladie. Il faut seulement remarquer qu'elle a produit, outre l'œuvre considérable de son inventeur Freud, beaucoup de travaux de recherche, depuis longtemps, dans des pays très différents. Elle fait l'objet de multiples réunions de travail, séminaires et congrès. A ces divers titres, elle n'a guère d'équivalent dans le secteur des thérapeutiques à médiation verbale.

Cette discussion se joue sur l'action thérapeutique éventuelle de la parole, au même titre que celle des médicaments psychotropes. A ceux qui doutent de cette action et qui font valoir le considérable développement des thérapeutiques psychopharmacologiques depuis trente-trois ans, il faut signaler la non moins considérable explosion des psychotropes pendant la même période. Comme si l'une et l'autre étaient liées.

Si la parole a une action thérapeutique, elle ne l'acquiert que dans des conditions bien particulières. Du côté du psychologue, le savoir et la technique nécessaires ne suffisent pas. Une formation personnelle supplémentaire est indispensable. L'ensemble s'apprend, s'entretient, se per-

(*) Secrétaire général du Syndicat des psychologues français, 23, rue Pradier, 92410 Ville-d'Avray.

fectionne et se transmet : il ne suffit pas de parler pour soigner.

Parole et médicament s'excluent-ils ? Le problème est de savoir si un patient a besoin d'une thérapeutique standard ou personnalisée, stable ou interactive, globale ou sélective, ou de chacune des deux.

La psychanalyse ne peut évidemment être réduite à une simple action thérapeutique de la parole. Elle est beaucoup plus que cela, son domaine s'étend au-delà et en dehors de la maladie. Il faut seulement remarquer qu'elle a produit, outre l'œuvre considérable de son inventeur Freud, beaucoup de travaux de recherche, depuis longtemps, dans des pays très différents. Elle fait l'objet de multiples réunions de travail, séminaires et congrès. A ces divers titres, elle n'a guère d'équivalent dans le secteur des thérapeutiques à médiation verbale.

Cette discussion se joue sur l'action thérapeutique éventuelle de la parole, au même titre que celle des médicaments psychotropes. A ceux qui doutent de cette action et qui font valoir le considérable développement des thérapeutiques psychopharmacologiques depuis trente-trois ans, il faut signaler la non moins considérable explosion des psychotropes pendant la même période. Comme si l'une et l'autre étaient liées.

Recadrage

L'HÔPITAL public est bien une entreprise, même s'il s'agit d'une entreprise particulière, hors des règles du marché, et dont la production s'inscrit dans le cadre d'un service public. Comme, dans toute entreprise, la place et le rôle des cadres sont à l'hôpital déterminants. Le corps médical, bien sûr, y occupe une place éminente : sans lui, le progrès médical et donc l'hôpital n'existerait pas ; sans sa participation active à un projet collectif, la gestion hospitalière serait impossible. Les pouvoirs publics l'ont bien compris, qui, après avoir agrippé les médecins, essaient de rétablir le calme au sein de leurs rangs.

Comme toute entreprise, l'hôpital ne fonctionne et progresse que parce qu'il rassemble un ensemble de cadres ayant des spécialités et des vocations qui se complètent. Quel que soit leur grade, ils sont des rouages indispensables du fonctionnement des établissements et, au-delà, de l'équilibre institutionnel de notre système de protection sociale. Leur mission est triple : impulser, coordonner, gérer. Elle leur confère un rôle primordial dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'indispensable projet d'entreprise.

Malgré cette évidence, les pouvoirs publics n'ont en rien influencé leur attitude : ils ont purement et simplement négligé le sort des cadres hospitaliers non médicaux en faisant fi des nombreuses promesses qu'ils avaient formulées.

Le statut social des cadres n'a jamais été revu et le renouveau de l'hôpital des salaires a largement contribué à leur démotivation.

La fonctionnarisation des directeurs d'hôpitaux par le biais de leur inclusion dans le titre IV du Code de la fonction publique va à l'encontre de l'évolution indispensable de leur statut vers celui des chefs d'entreprise publique. Les conséquences d'une telle mesure, évaluée à terme des établissements, et transformation des hôpitaux en services administratifs des ministères de tutelle sont totalement négatives pour la collectivité.

La formation initiale et permanente des cadres hospitaliers est, soit insuffisante, soit déformée. Les volontés de réformes, clairement affichées à maintes reprises, sont, à nos yeux, lettres mortes. Il est urgent de « décanclaver » l'école nationale de la santé publique de Rennes en créant une agence parisienne, seule à même de lui donner un souffle nouveau et salutaire.

Ces exemples suffisent à montrer l'extrême négligence des pouvoirs publics à l'égard des cadres hospitaliers, négligence qui confine au mépris. Les revendications de ces responsables sont légitimes. Leur aspect catégoriel ne doit pas masquer l'intérêt que l'hôpital public et la collectivité nationale tout entière peuvent tirer de leur satisfaction. Aucun gouvernement ne résoudra une politique de maltraitance de l'évolution de l'hôpital sans s'appuyer sur l'ensemble de ses cadres.

DOMINIQUE PALLÉ, directeur d'hôpital, délégué permanent du Syndicat national des cadres hospitaliers.

GERARD VINCENT, président du Syndicat national des cadres hospitaliers, directeur de l'Hôtel-Dieu de Paris.

SCLEROSE EN PLAQUES

cherche d'autres S.E.P. pour établir fichier national et former réseau Paris et autres villes.
ASSOCIATION SEP - SOS
40, rue de Berri - 75008 Paris

XI^e Journée nationale de rééducation par le karaté médical et la sophrologie

organisée par le Dr J.-P. Guyonnaud, le 8 décembre 1985 de 9 h à 19 h, au Grand-Hôtel, rue Scribe, Paris.
Sous la présidence du Dr Henri Faure et du Dr Roland Cohen.
Renseignements : 42-04-34-77 (de 14 h à 17 h 30, sauf mercredi)

A la recherche du 3^e âge

éléments de gérontologie sociale

MAXIMILIENE LEVET-GAUTRAY

Un regard neuf, informatif, rassurant sur la vieillesse et la place du 3^e âge dans nos sociétés industrielles

68 F

ARMAND COLIN

Sur le thème très actuel des facteurs immuno-dépresseurs (virus du SIDA, cyclosporine, mais aussi stress, tabac, alcool, etc.) et de leurs conséquences cliniques et thérapeutiques.

L'Association générale de pathologie et de thérapeutique et la revue « Immunologie médicale » organisent pour les médecins et les pharmaciens une journée d'information avec des personnalités scientifiques qualifiées.

LE SAMEDI 25 JANVIER 1986
A L'AMPHITHÉÂTRE RICHET
15, rue de l'École-de-Médecine - 75006 Paris
Participation aux frais : 300 F. Déjeuner. Pause-café
Renseignements et inscription :
47, rue de Charonne - 75011 Paris. Tél. : 48-06-84-66

(Publié)

CONCOURS

INSERM

Ministère de la Santé et de la Famille

Ouverture de 40 POSTES DE DIRECTEURS DE RECHERCHE pour les candidats extérieurs à l'INSERM et les chargés de recherche de l'organisme.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 3 FÉVRIER 1986

Pour retirer les dossiers de candidature, à partir du 6 janvier 1986, et connaître la répartition par disciplines des postes vacants, s'adresser au bureau des personnels chercheurs.

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
101, rue de Tolbiac, 75013 PARIS CEDEX 13
Téléphone : 11 45-84-41

culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

1 POURQUOI DES PHILOSOPHES ?

Je ne sais plus depuis combien de temps le *Magazine littéraire* existe. Quand on jette un coup d'œil sur le sommaire, ce n'est pas indiqué. D'après le nombre de numéros déjà publiés (225), on ne sera pas loin de la vérité en disant entre dix-huit et vingt ans. Ça colle avec mes souvenirs : quelques choses d'après 60 - Pompidou était déjà premier ministre - et d'un peu avant 68. Je dirais 65, mais sans mettre ma tête sur le billot. Vingt ans, pour une revue c'est beaucoup, ça s'écroule ! Il est vrai que son directeur est depuis longtemps Jean-Claude Fasquelle, qui a du bien et des références sur la place de Paris. Et chacun sait que son rédacteur en chef est l'intrépide Jean-Jacques Brochier, qui après avoir pourfendu, neuf ans après sa mort, Camus, n'hésite pas aujourd'hui, à l'approche de la cinquantaine, à publier d'excellents papiers sur les livres dans le *Figaro Magazine*.

Quand j'étais de la rue des Saints-Pères où j'ai eu un merveilleux et un éditeur, j'ai rencontré quelques fois Brochier, qui m'impressionnait avec sa barbe et sa tignasse et ses jugements tranchants. Pendant qu'il me parlait chez Tiburce (le petit restaurant de la rue du Dragon, connu pour l'amabilité de sa patronne et ses œufs en meurette), je l'imaginai commissaire du peuple à la guerre faisant fusiller généraux incapables et fonctionnaires prévaricateurs.

L'idée de génie du *Magazine littéraire*, dont J.-J. B. est l'âme impérieuse, c'est d'avoir su flatter chez son public ce goût du dossier. L'amateur de littérature a soif de respectabilité. Il voudrait se constituer un solide portefeuille d'écrivains dont il soit aussi sûr que le philatéliste l'est de sa collection de timbres, et le conservateur du musée des tableaux de ses galeries.

Nous aimerions savoir ce que vaut Diderot ou La Bruyère sur le marché. On Gracq, ou Drieu, ou Proust, ou Chautau, ou Musil, ou Boris Vian, ou Péguy, ou Morand et tant d'autres. Si c'est le moment de la vente ou d'en acheter. Le *Magazine littéraire*, qui joue pour les écrivains le rôle que joue la *Cote Desjardins* pour la Bourse, a compris notre souci de sécurité. Cette revue nous permet, en effet, de tenir nos hommes de lettres à jour, de compléter notre collection et même de la reléver.

Le numéro de décembre est particulièrement riche pour le spéculateur. Il s'attaque à un terrain mouvant où le non-initié risquerait de se perdre : dix ans de philosophie en France. Y a-t-il sur ce vaste marché des occasions intéressantes ? Des philosophes encore vus qui ne sont pas à leur apogée et qu'il y a intérêt à garder en cave pendant quelques années ? Dominique-Antoine Grissoni, qui a voyagé dans toutes nos provinces, qui a testé pratiquement tous les crûs nouveaux ou plus anciens du savoir, revient rassuré de son ardu voyage et affirme : « Aujourd'hui en France la philosophie est de retour (...). Les philosophes sont désormais partout, sur tout, dans tout. Cherchant, fouillant, gênant et perturbant. »

La philosophie française, il y a quelques décennies, on n'en aurait pas donné cher. Des pucerons parasites piquaient une à une les racines de la pensée. D'horribles nodosités surgissaient entraînant la mort du discours. Dominique-Antoine Grissoni nomme sans blâmer ces sinistres phylloxères de notre philosophie : « Il y avait eu le trio infernal : Marx, Nietzsche et Freud. Avec eux la rationalité occidentale passait sur le gril (...). Trois attaques en face desquelles la philosophie a vacillé. D'autant plus rudement que dans la foulée, à l'aurore de notre propre siècle, elle est encore à essayer un quatrième assaut : la formidable et brutale expansion des sciences humaines (...). Ce fut trop, beaucoup trop. La philosophie n'y a pas résisté. » Ce qui l'a tout de même sauvée ?

Je ne peux que vous renvoyer à cet attachant numéro. Disons pour les personnes anxieuses, qui donnent facilement leur langue au chat : Sartre. Oui, je dis bien Sartre. Sartre tel qu'il est vu par Grissoni se métamorphose sous nos yeux ébahis en poète qui du fond de sa tranchée se battra jusqu'au bout. Les Huns, lui vivant, ne s'empareront pas de Verdun. Un fort tombera, et puis un autre, mais les morts resteront debout. Avec son paquet de gris, sa balayette, son livre de gros rouge qui tache, le soldat de seconde classe Sartre tiendra le temps qu'il faut pour que les secours arrivent et que la route sacrée de la philosophie soit dégagée.

La citation de Grissoni à l'ordre de Platon et Hegel réunit en superbe et claque comme un drapeau. « Sartre... présence massive... penseur

gigantesque... entièrement à demeurer philosophe... le seul à persévérer dans le concept... »

Ce territorial a su donner une leçon à nos jeunes recrues : « Quand les générations nouvelles s'engagent d'un même pas dans les sciences humaines, s'abandonnent aux troubles fascinations de leurs promesses, et surtout, de leur prétendue scientificité... » Sartre donc, et Mai 68, on peut en rire, s'en moquer, s'empêcher que « ce mois a représenté un moment décisif : celui où s'est produite l'éclosion de ce qui germe depuis des années ». Mai 68 « a balayé la positivité de l'histoire » et bien d'autres saloperies de cette espèce, comme la croix et les goussets d'ail font reculer démons et vampires. Maintenant tout va bien. Et le *Magazine littéraire* peut avancer une première liste de soixante-trois philosophes qui ne demandent vraiment rien à personne : d'Alquié (Fernand) à Vuillemin (Jules) en passant par Chatelet (François) et Pucelle (Jean), autre philosophie se porte comme elle ne s'est jamais portée. Sur tous les terrains, nos philosophes avancent au coude à coude. Que ce soit du côté du désir (Deleuze, Lyotard), de l'herméneutique (Derrida, Ricoeur), de l'existentialisme (Deleuze, encore, Revault d'Allones), de la morale (avec Jankélévitch nous avons cent ans d'avance, de la métaphysique (Kahnowski, Bouanga, Claude Brasseur, Jambet et Lardreau), ou du sacré (relisons René Girard et Maurice Clavel), le drapeau tricolore flotte partout. A lire cet exaltant numéro, nous ne pouvons que répéter ce que disait déjà devant une Chambre électrisée le maréchal Lebeuf en 1870, et le général Weygand à Lille en 1939 : Messieurs, il ne manque pas un seul bouton de gilet à notre philosophie. Elle est la première du monde !

2 L'ÉVENTAIL

LA Belgique cosue, plus flamande que wallonne, plus Bruges que Charleroi, a décidé de nous donner une leçon de maintien. Et pour ce faire, elle vient d'introduire sur notre marché sa vieille revue de luxe, *L'Éventail*, qui faisait jusqu'ici les délices de la bonne société du plat pays voisin. N'ayant jamais lu dans le texte cette publication, je ne peux pas vous dire ce qui distingue l'édition française de la belge. Il me faut prendre ce premier numéro - tiré, me dit-on, à 80 000 exemplaires - comme un premier numéro, et non pas me demander irraisonnément si les équivalents belges de Maurice Rheims et de Michel Déon, qui assurent tous les deux la permanence de service, l'emportent ou non sur leurs confrères de l'Académie française.

Ce qui m'a le plus intéressé à la lecture, ce ne sont pas les chroniques si courantes soient-elles - et pourtant quel sommaire ! Outre les deux académiciens déjà cités, j'ai remarqué au passage la présence de Jean-Edern Hallier, grisé en conseiller littéraire, de Fernand de Saint-Simon (conseiller historique), de Philippe Sollers (qui déconforte savamment les trois éventails de Mallarmé), de Jean-Paul Aron, qui a failli s'endormir à la représentation des *Apparences* trompeuses de Thomas Bernhard, etc. - mais les quatorze pages si joliment illustrées où André de Villemorin raconte Verrières-le-Buisson. Du talent de sa grande sœur Louise, il a attrapé quelque chose. Ce qu'il dit de Malraux par exemple m'a fait rire même quand ce n'est pas vraiment drôle. Même si ce n'est pas tout à fait vrai. Quand après le départ de son appartement de fonction et que Malraux refuse net : « Mais il était sûr le sable, n'ayant pas 50 m où loger sa solitude. Louise lui dit alors : « Mai, je peux vous offrir un appartement à Verrières où vous aurez votre petit déjeuner et le brouet noir des Spartiates ! » « Bano ! » qu'il dit. Ce n'est pas difficile, il n'avait rien ! Six tableaux, dix têtes bouddhistes ou khmères et le costume qu'il avait sur le dos. » On apprend également qu'après la mort de Louise, le suicide de Montherlant a donné des idées à Malraux : « André s'est dit : Bingo ! c'est la solution à tout. Par conséquent il avait trois revolvers et six fioles de poison ! Adieu André ! »

Heureusement, André de Villemorin était là pour le raisonner et Malraux n'a plus rebu une demi-goutte d'alcool et a écrit *Lazare* et le *Miroir des limbes*. Un autre charme de *L'Éventail*, ce sont ses « femmes actuelles ». Finalement ces photos de jeunes filles ou de jeunes femmes de « bonnes familles », c'est mille fois plus troublant que les nus de Playboy ! Ah ! si j'avais vingt ans, Sybille de Margerie, qui fait la couverture malgré ses 1,80 mètre et ses épaules de nageuse, ne pourrait plus sortir qu'accompagnée des six membres de sa famille !

LES TRANS MUSICALES DE RENNES. - Traditionnellement au fin d'année les Trans Musicales sont données en rendez-vous unique au son des groupes de nationalités et de styles différents se retrouvant sur une scène et

improvisant à l'occasion des échanges. Toujours aux aguets, avec une programmation pointue, la septième édition de ces rencontres européennes a lieu du 17 au 20 décembre dans la salle de la cité de Rennes. Vingt et un

groupes sont attendus parmi lesquels : Fine Young Cannibals, Jeffrey Lee Pierce, Vendetta Palace, les Beatles, The Bonapartes, Redskins, The Screaming Blue Messiahs. (Prix d'entrée : 60 F par soir, et 200 F l'abonnement).

CINÉMA

RÉTROSPECTIVE INTÉGRALE AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Jacques Becker a réponse à tout

Un bout de miroir, une lime, un moûtant métallique rebouffonné après usage, cela suffit pour organiser une évocation. Encore faut-il savoir où mener le trou que l'on creuse. Encore faut-il déjouer la surveillance des gardiens lorsque deux prisonniers, la nuit, désertent la cellule. Et inventer une réponse si l'on se fait prendre avec du sable dans la poche. Quand il agresse les engrenages de son dernier film, *Le Trou*, Jacques Becker a réponse à tout.

La rétrospective qui lui est consacrée au Festival d'automne est un délicieux rendez-vous avec l'imagination. Le scénariste a toujours une astuce pour tirer ses personnages d'affaire, le cinéaste a toujours une trouvaille pour raccourcir ou dilater le temps de leur action. S'il y avait cette malice, déjà Becker serait plaisant. Mais elle ne lui suffit pas. Il s'ennuie à en faire le sujet même d'un film : de son *Arène Lupin* (1956) ne subsiste que le charme barbaque, restitué par une splendide copie neuve.

Rédire Becker à sa virtuosité technique serait considérer que le *Trou* raconte le triomphe du système D, et que le film est la métaphore du cinéaste artisan, aussi habile à modeler ses plans qu'un prisonnier à peaufiner un passe-partout. *Le Trou* est bien une métaphore, mais elle renvoie à un art, à un effort de rigueur, qui passe par le génie d'un seul et la solidarité de tous. Becker réussit à empêcher de cinéastes avec son minutieux savoir-faire, mais surtout avec sa science des êtres. Dans leur cellule, les deux principaux acteurs de l'évasion ne se comportent pas autrement.

« Je pense (...) qu'il vaut mieux ne pas filmer avant d'avoir connu l'amour et qu'il faut aussi prendre un peu le temps de regarder vivre les autres », écrit Becker trois mois avant sa mort. Lui qui s'exprime peu et que la modestie a empêché d'être un théoricien a pris la plume pour répondre à un réquisitoire de Michel Audiart contre la nouvelle vague. Il a intitulé son article « Le cinéma a besoin d'amants ». Et dans les entretiens (pas bavards) qu'il a accordés, on voit bien ce qui le guide et nous séduit : une indéfectible passion pour les gens, ceux de la vie, ceux de ses films.

Les personnages de Becker, paysans, ouvriers ou bourgeois, avec une préférence pour la jeunesse (Daniel Gélin, Maurice Rono, Micheline Presle...), ont une façon de dire « je m'excuse, quoi ! », qui les date mais ne les démode pas. Le défilé et l'amour, la jalousie et les

broilles, les espoirs et les déceptions, le ridicule et la méchanceté, ça traverse les âges. Il n'y a pas que l'après-guerre pour avoir ses sautes et ses jeunes impatiences.

Bien sûr, tout le soin apporté par Becker à l'environnement de ses héros est un bon passeport pour arriver jusqu'à nous. Les prolétaires d'*Antoine et Antoinette* (1946) ont été à l'époque jugés à l'aune du réalisme : on ne va pas aujourd'hui chipoter sur leur mansarde. Le décor est quand même instructif, et les détails irrésistibles, quand ils ont trait, par exemple, aux Photomaton de l'époque.

Qu'est-ce qui fait de Becker un grand cinéaste ? Pas seulement son goût de la psychologie qui joue des tours pervers, pas seulement sa manie de mettre les objets à leur juste place. C'est sa façon d'organiser un univers pour que la mise en scène (montage compris), joue un rôle égal aux acteurs, aux dialogues.

Eduard et Caroline (1951), c'est un vrai théâtre de la chamaille. Une chambre et un salon, quelques scènes en coulisses. Edouard se retrouve en face d'un auditoire dont Becker exagère une pelature d'ensemble du plus bel effet, et l'on change d'angle, et les situations se retournent.

Deux billets de loterie apparaissent et disparaissent dans la vie d'Antoine et Antoinette. Echange de livres, circulation des poires et des tickets de pain, va-et-vient dans le métro et dans les escaliers, le

mouvement est incessant. L'ennemi est le suspense de *Le Trou*, lent, précis, désespéré comme les coups de ceux qui croissent. Fluide est *Falbalas*, et fascinant comme Clarence, le grand couturier qui taille ses robes comme Becker sa pellicule.

Dernier Atout, le premier film, *Rue de l'Estrapade*, le plus moderne. *Casque d'or*, le chef-d'œuvre... Dans *Rendez-vous de juillet*, les jeunes Français d'avant 1950 reconnaissent leur envie de partir pour des ailleurs aussi chimériques que lointains, mais aujourd'hui le film a perdu sa nouveauté. En revanche, *Montparnasse 19*, ressemblait naguère comme un magistral échec, peut être mieux compris.

A son habitude, Becker a mis là des personnages qu'il aime, qu'il aime. La concubine réléuse ne monte pas pour réclamer son loyer mais pour apporter une chemise propre, le souteneur se révèle grave type, la protectrice désastreuse (formidable Lilli Palmer) a du cœur. Modigliani n'est pas seul. Simplement, le génie surnommé Modigliani est condamné et Gérard Philipe, quand il ne cherche pas à jouer, a une magnifique présence de maudit. Avec un sujet aussi dégoûté, le film ne pouvait qu'être, lui aussi, maudit.

CLAIRE DEVARREUX.

* Rétrospective intégrale, Festival d'automne. A l'UGC Marbeuf jusqu'au 24 décembre. Du 25 décembre au 7 janvier au 14-Juillet-Parcasse.

(1) Article des *Novelles littéraires* du 18 novembre 1959, repris par l'*hebdomadaire Cinéma* (n° 333).



« DIE NACHT », de Syberberg

Edith Clever, femme secrète

Les Cahiers du cinéma ont choisi d'inaugurer leur « semaine » avec *Die Nacht* (1), le film de Hans Jürgen Syberberg, dont la première étape a été le spectacle que le Festival d'automne, déjà, présentait l'an dernier à Nanterre : dans un espace dessiné par les lumières, c'était, à travers des textes, des lectures, des poèmes, la mise en théâtre d'une femme, Edith Clever.

La biographie professionnelle d'Edith Clever - se confond, dit-elle avec celle de la Schaubühne - prestigieuse théâtre berlinois que Peter Stein a dirigé. Edith Clever était de tous les spectacles qui sont venus à Paris, le *Prince de Hombourg* en 1972, les *Estivants* en 1976, *Grands et petits* en 1979, *L'Oreste* en 1980, où elle était Clytemnestre, calmant meurtrière macabre de sang. Au cinéma, elle a été la *Femme gauchère*, de Peter Handke, la *Marquise d'O*, d'Eric Rohmer, et elle a participé au *Paradis* de Syberberg, qui, après *Die Nacht*, a tourné le monde que *Molly Bloom* en vidéo avec elle, et chez elle parce que « dans un studio, avec ces mots, affronter les hommes derrière les cabines de verre, c'était trop pénible. »

Edith Clever, femme secrète, cache son corps sous un long manteau. Un front lisse, des pommettes larges, sculptées. Derrière cette statue vit quelque chose de terrible. La voix feutrée laisse sourde des dangers inouïs. Edith Clever pourrait être une pythie.

« Au fil des soirs de *Nous les magnifiques*, un autre phénomène se produit : Michel Bonjenah coupe les ponts avec Tunis et prend le large. Car Bonjenah a d'abord le cœur, la grâce, l'innocence d'un clown. Comme lui, il peut oublier sa propre identité et entrer dans l'irréel. Comme lui, il est illusionniste, il joue avec les mots, avec les questions sans réponse. »

Suivant le chemin pris par d'autres caricaturistes avant lui, Michel Bonjenah privilégie la comédie avec le spectateur, partage avec celui-ci le rire au lieu de le confisquer à son profit. Aussi aime-t-il les digressions et les interpellations au public. Aussi se roule-t-il avec volutes dans les espaces de liberté de plus en plus larges : entre deux sketches, ou même au milieu d'un sketch où que la folie de l'improvisation trouve une ouverture. Dans ces séquences de libre parole où tout paraît spontané, l'humour, ici, n'est ni grignoté ni féroce. Le clown n'est pas destructeur. Avec Michel Bonjenah, il se pare de gentillesse, de tendresse. Et d'une vivacité méditerranéenne.

CLAUDE FLEOUTER.

* Olympia, jusqu'au 22 décembre, 20 h 45.

Dans l'après-68, il fallait que le théâtre aide à la transformation du monde. Moi, déjà, j'insistais sur la nécessité de ce que l'on appelle « faire de l'art ». Je n'appartiens à aucune église, mais je suis empreinte de religiosité, et je travaille à la Schaubühne se limite à la vision critique du réel. Montrer du doigt les faiblesses ne me suffit pas. Syberberg a rendu possible une perception globale du monde dans le présent et dans son histoire. Il enseigne une autre façon d'y pénétrer, une autre façon de valir, qui conserve l'intégrité de l'être humain, sa dignité, quels que soient ses défauts. Rohmer, dans certains films, semble l'avoir compris : il parcourt la réalité d'un regard rapide, qui se fixe sur un moment, un point au-delà de ce qu'il voit. »

En tournant *Paradis*, Edith Clever a trouvé, dit-elle, la dimension spirituelle vers quoi elle tendait. « J'ai travaillé dans une contrainte absolue, je devais m'inscrire au son du playback. D'un autre côté, j'ai dépassé d'une extrême liberté, j'étais entraînée très loin de la petite vérité psychologique. Il s'est passé pour moi quelque chose de nouveau, de décisif, quelque chose qui m'a mis en accord avec moi-même. Syberberg m'a permis de me servir de mes contradictions, de pouvoir les concilier sans les dissoudre... l'espère que c'est visible... » dit-elle presque unidimensionnel.

Elle est calme, d'une démesure réfléchie. Paisiblement, elle parle de Syberberg, comme s'il l'avait délivrée de ses peurs. Elle s'exalte en disant ce qu'elle se veut donner au film comme *Die Nacht* au monde d'aujourd'hui qui aime seulement consommer des images à la *Paris Texas* - manifestement, elle n'apprécie pas le film de Wim Wenders. « Réaliser *Die Nacht*, c'est se condamner à la solitude. »

COLETTE GODARD.

(1) *Die Nacht* est projeté en vidéo à l'Institut Goethe, le 20 décembre à 15 heures. D'autre part, il est possible en téléphonant au 47-23-61-21 de se faire projeter la vidéo, isolément ou en groupe.

سكرا من الامال

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

ESCALIER C (Fr.) : Clichés Saint-

Gernain, 6 (46-33-10-82).

L'ÉVÈLE DU PONT DE L'ALMA

(Fr.) : République, 11 (48-05-51-33).

EXTERMINATOR II (A., v.l.)

Gallé Boulevard, 2 (42-33-67-06).

FLECH AUZ TROUSSES (A., v.l.)

George-V, 8 (45-62-41-46) ; V.F. ;

Gallé Boulevard, 2 (42-33-67-06) ;

Parmentier Opéra, 9 (47-70-72-66).

LA FORÊT D'ÉBÉRAUDE (A., v.l.)

Lucernette, 6 (45-44-57-34).

LES GOONIES (A., v.l.) : Forum, 1

(42-97-51-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ;

Hamfouille, 6 (46-33-79-38) ; Parmentier

Odéon, 6 (42-55-59-63) ; V.F. ;

Marignan, 6 (43-59-92-82) ; V.F. ;

Parmentier Opéra, 9 (47-70-72-66) ;

Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; V.F. ;

Richelieu, 2 (42-33-56-70) ;

Parmentier Opéra, 9 (47-70-72-66) ;

Nation, 12 (43-43-04-67) ;

Fénelon, 13 (43-31-60-74) ; Parmentier

Odéon, 6 (42-55-59-63) ; Mistinguo, 14

(45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14

(43-20-12-06) ; Bessonneau Montpar-

nasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont

Convention, 15 (48-22-42-27) ; Para-

mont Maitre, 17 (47-58-24-24) ; Pathé

Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Gambetta,

25 (46-36-10-96).

CEYSTEOR, L'ÉCROU DE TAR-

zou, 1 (42-96-62-56).

HAÏREM (Fr., v. angl.) : Ciné Beaubourg,

3 (42-71-52-36) ; UGC Champs-

Élysées, 6 (45-42-20-40) ; 14-Juillet

Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; V.F. ;

Reiz, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6

(42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6

(45-74-04-04) ; UGC Rostand, 6

(44-94-94) ; UGC Boulevard, 9 (45-74-

95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-

01-59) ; UGC Gobelin, 13

(45-36-23-44) ; Mistinguo, 14 (45-36-

52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-

93-40).

HOLD UP (Fr.) : Ambassade, 6 (34-59-

19-08) ; Mistinguo, 14 (42-30-89-52).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE

(Fr.) : République, 11 (48-05-51-33).

L'HOMME AUX YEUX D'ARGENT

(Fr.) : Parmentier Opéra, 9 (45-62-

45-76) ; Parmentier Opéra, 9 (47-42-

56-31).

LES POURS ET LES NUITS DE

CHAMPAGNE (A., v.l.) : Studio

Galande (h. sp.), 5 (43-54-72-71) ;

Saint-Ambroise 11 (47-00-89-16).

LUNE DE MIEL (Fr.) : Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

(42-33-56-70) ; Richelieu, 2

SANS TOUT NI LOI (Fr.) : Gaumont

Halle, 1 (42-97-49-70) ; Gaumont

Opéra (ex-Berlitz), 2 (47-42-60-33) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

14-Juillet Beaugrenelle, 15 (4

Maitrise de l'ENERGIE

LETTRE D'INFORMATION DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

NUMÉRO 26 • DÉCEMBRE 1985

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée périodiquement sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

AU REVOIR

Ce numéro de Maitrise de l'énergie est le dernier de l'année 1985, mais aussi le dernier numéro de la formule. Depuis mai 1983 paraissent donc régulièrement, dans le journal Le Monde, ces quatre pages d'informations prodiguées par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Les lettres que je recevais après la parution de chacun des numéros, provenant de tous les coins de France mais aussi d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, de Luxembourg...

montraient que nous étions lu et attendu. Preuve de cet attachement quand, en ce début d'année, nous avons paru en janvier puis en mars, des lecteurs nous ont écrit, pensant avoir par inadvertance laissé échapper le numéro de février.

Mais tout change et tout évolue. Le paysage énergétique s'est modifié durant ces trois années et, du coup, l'environnement de l'Agence aussi, amenant une nouvelle façon de voir les choses, et puis, nous disaient, l'actuelle formule avait vieilli.

Bref ! En 1986, l'AFME sera toujours présente dans le journal Le Monde, mais sous une autre forme, une autre pagination, une autre présentation.

Pour ce qui me concerne, appelé, comme on dit, à d'autres tâches, j'assume pour la dernière fois la responsabilité de cette publication.

Alors, je voudrais tout simplement dire à tous ceux qui nous ont lu, à tous ceux qui m'ont fait l'honneur et le plaisir de m'écrire : au revoir et merci !

Roger-Pierre Bonneau
rédacteur en chef de
Maitrise de l'énergie

Vivre la régionalisation

Le décret du 13 mai 1982, portant création de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, prévoit la possibilité de mise en place de délégations régionales et de comités financiers régionaux réunissant, sous la présidence des délégués régionaux « ardonateurs secondaires », les principaux services de l'Etat intéressés au domaine de l'énergie.

1983

8 conventions régionales,
120 millions de francs engagés.

Utilisant cette possibilité, l'AFME s'est lancée dans la régionalisation dès fin 1982. Tout était à inventer, mais le but était clair : il ne s'agissait pas de procéder à une déconcentration mais de mettre en place une véritable décentralisation. C'est pourquoi nous avons, d'entrée de jeu, fixé quelques règles, dont la première est que les délégations régionales jouissent d'une large délégation de pouvoir et de responsabilité. Chaque délégué dispose en effet de budgets de fonctionnement, d'intervention et de soutien, dont il use librement dans le cadre du fonctionnement général. Point de passage obligé des interventions de l'AFME en région, la délégation se voit également confier la co-instruction, avec les services techniques du siège, des dossiers relatifs aux opérations de démonstration et d'innovation.

1984

11 contrats de plan particuliers,
2 conventions hors CPP,
210 millions de francs

Jouer à fond cette carte de la régionalisation, aller vite, cela ne pouvait réussir que si l'on s'appuyait sur des équipes motivées et dynamiques, disposées à prendre des responsabilités et non entravées par des rigidités organisationnelles. Aussi n'y a-t-il pas d'organigramme type pour nos délégations, mais une répartition des tâches déterminée par le délégué après concertation.

La formation de base, l'âge et l'acti-

tivité précédente ne sont que des éléments d'appréciation sans primat d'un quelconque de ces facteurs, et notre recrutement reflète donc une large diversité d'origine. Les gens sont jeunes : 35 ans de moyenne d'âge (41 ans pour les délégués), et 40% d'entre eux ont un niveau de formation correspondant à bac + 5. C'est également à 40% que s'élève la proportion des femmes dans le total des 190 personnes actuellement sur le terrain, et dont plus de la moitié est employée à des tâches techniques. A noter que nous bénéficions de mises à disposition ou de détachements (40 actuellement) venant des entreprises productrices d'énergie (EDF, Charbonnages), des services de l'Etat (ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports, Education nationale, Trésor, etc.) ou des organismes de recherche (CNRS, CEA, centres techniques).

DOM-TOM

Les cinq départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon) ont signé avec la métropole des contrats de plan globaux au sein desquels une somme précise est affectée à la maîtrise de l'énergie.

Pour ce qui concerne les territoires, Wallis-et-Futuna sont dans la même situation que les DOM, le contrat de plan Polynésie est en cours de signature, le contrat Calédonie en cours d'élaboration.

Les montants prévus sur la durée du Plan (dont convention annuelle 1985) sont les suivants : Martinique, 27,8 MF (4,9 MF) ; Guadeloupe, 24,5 MF (4,4 MF) ; Réunion, 32 MF (6 MF) ; Guyane, 11,3 MF (1,4 MF) ; Nouvelle-Calédonie, 20,6 MF (5,4 MF) ; Polynésie, 35 MF (7,7 MF) ; Saint-Pierre-et-Miquelon, 7,3 MF (0,8 MF) ; Wallis-et-Futuna, 3 MF (0,6 MF). Au total, 161 MF (31,2 MF).

C'est donc grâce à ces équipes présentes, autonomes et efficaces que l'AFME s'est lancée dans la négociation avec les Régions, recherchant avec elles la signature d'accords contractuels pour des actions programmées. Lancée dans cette démarche dès fin 1982, elle s'est ensuite tout naturellement inscrite dans la procédure de planification contractuelle Etat-Région instaurée par le IX^e Plan et mise en place en 1984.

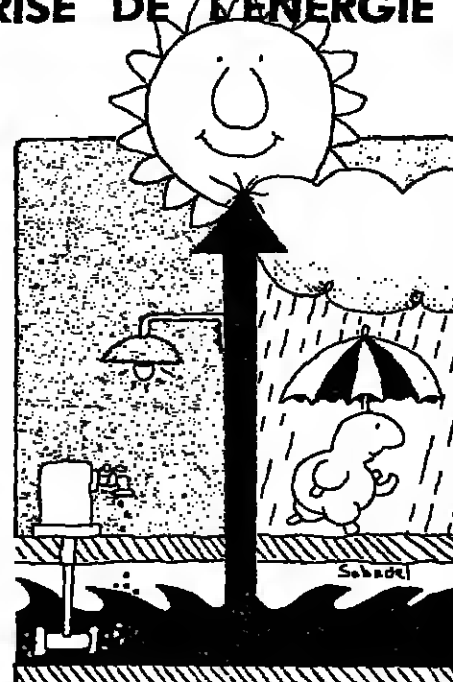
1985

15 contrats de plan particuliers,
4 conventions hors CPP,
263 millions de francs
(en comptant l'action dans les DOM-TOM)

La négociation de ces contrats constitue une étape essentielle de discussion et de concertation directe entre les délégués régionaux et les conseils régionaux. La conduite du Fonds régional de maîtrise de l'énergie qui en découle nécessite une collaboration étroite et permanente reposant sur un cofinancement à parité (50% Région, 50% AFME), une co-instruction des dossiers menés en commun, une codécision d'engagements et une cogestion du Fonds, les actions mises en œuvre passant par un comité de gestion où les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Le bilan que l'on peut tirer de cette innovation est largement positif. Au plan des chiffres d'abord, puisqu'ainsi 1,3 milliard de francs ont été engagés sur la durée du Plan, dont, pour la seule année 1985, 135 millions provenant des régions et 135 millions provenant de l'AFME (voir détail, Région par Région, dans Maitrise de l'énergie, n° 25, de novembre 1985). Mais aussi, et plus fondamentalement, parce qu'une dynamique nouvelle s'est créée à travers un système complexe mais aujourd'hui admis visant à allier les tendances centrifuges entre offres et demandes d'énergie, enjeu de la maîtrise de l'énergie et planification porteuse de normes, la diversité des régions jouant un rôle démultiplier.

Pour ce qui la concerne, l'Agence française pour la maîtrise de l'éner-



SOLEILS MOUILLÉS

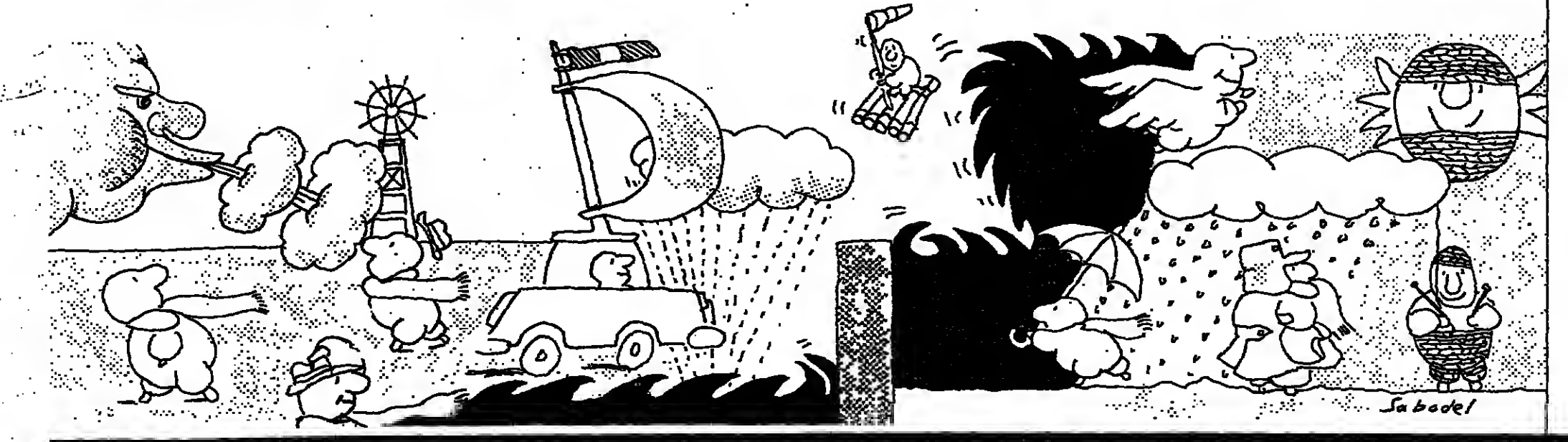
S'il y a de l'eau dans le sous-sol, c'est parce qu'il y a du soleil. Tout le monde sait cela. Evaporation, condensation, précipitations, absorption. Le cycle naturel qui va de la mer à la nappe souterraine doit tout à la chaleur solaire. Entre la nappe et la surface, il y avait un chaînon manquant. L'homme l'a créé : c'est la pompe solaire. Converti en électricité, le rayonnement solaire va chercher l'eau du sous-sol et redonne la vie à la surface (page 3). Mais cette eau-là, parfois, trouve seule son chemin vers la lumière. Elle devient source, rivière... et nous redonne de l'électricité (page 4).

DOSSIER

De l'eau sous le soleil du Sahel
LIRE PAGE 3

gie — convaincue, je l'ai dit, de l'importance du processus de décentralisation — s'est engagée complètement dans cette politique de contractualisation régionale qui, en 1986, devrait porter sur la quasi-totalité de son budget propre de diffusion. Elle est la seule, parmi les établissements publics nationaux, à mener une telle politique.

Roland Lagarde, directeur de l'Action régionale à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie



NOUVELLES

CEE

Un nouveau succès pour les projets français de démonstration

Tous les ans, depuis 1979, la CEE lance un appel d'offres permettant aux entreprises des dix pays membres d'obtenir d'importantes aides financières pour réaliser des projets de démonstration dans le secteur de la maîtrise de l'énergie. Les résultats de l'appel d'offres 1985 sont aujourd'hui connus, et ils se caractérisent, comme en 1984, par d'excellents résultats pour la France qui obtient 121,3 millions de francs, soit environ 27,7% du total des aides attribuées à l'ensemble des Dix.

Au niveau communautaire comme au niveau national, les projets de démonstration présentent un intérêt majeur pour le développement de la maîtrise de l'énergie. Ils correspondent en effet à un moment charnière dans le long et difficile cheminement qui sépare la découverte d'un chercheur scientifique, ou la bonne idée d'un ingénieur, de la réalisation susceptible d'être diffusée largement et donc d'avoir un impact énergétique réel. Mais, par définition, une telle opération de démonstration comporte des incertitudes techniques et financières importantes puisqu'il s'agit d'une « première », et que ni les industriels ni les utilisateurs ne peuvent s'appuyer sur un précédent leur permettant d'être sûrs de la validité de leur choix. Dans ces conditions, on comprend qu'ils hésitent à se lancer seuls dans un investissement aussi risqué. L'objectif de la Communauté est donc d'apporter l'aide financière (jusqu'à 40% de l'investissement correspondant à la partie innovante du projet) nécessaire pour tester en vraie grandeur — c'est-à-dire en taille industrielle — la viabilité technique et l'intérêt économique du projet que les promoteurs souhaitent mettre en œuvre.

Les entreprises françaises sont désormais familiarisées — grâce notamment à l'action d'information de l'AFME — avec cette procédure de la CEE. Cela est indispensable pour réussir car, si l'aide financière de la CEE est décisive, il faut pour l'obtenir non seulement se plier à une procédure administrative bruxelloise assez lourde et contraignante, mais aussi présenter des dossiers suffisamment convaincants pour remporter l'opinion compétitive à laquelle participent des centaines de promoteurs des dix pays membres. Il faut savoir en effet qu'un

projet seulement sur trois obtient finalement un soutien financier.

Cette année, 59 projets français sur les 152 présentés vont se partager les 121,3 MF obtenus par notre pays sur les 438,3 MF distribués par la CEE. Ces 121,3 MF se répartissent de la façon suivante :

• Economies d'énergie : 13,33 MF pour les transports sur une enveloppe totale de 27,85 MF, soit 48% ; 44,56 MF sur 139,9 pour l'industrie, soit 32% ; 1,8 MF sur 7,4 pour le bâtiment, soit 24% ; 8,30 MF sur 34,9 pour l'électricité-chauffage, soit 23,8%.

• Energies nouvelles : 20,49 MF sur 67,4 pour la biomasse, soit 30,4% ; 10 MF sur 40,8 pour la géothermie, soit 24,5% ; 8,6 MF sur 36,6 pour la mini-hydraulique, soit 23,5% ; 9,69 MF sur 46,3 pour le solaire, soit 21% ; 4 MF sur 37 pour l'éolien, soit 11%.

L'ampleur du soutien ainsi obtenu par les entreprises françaises prouve une fois de plus que celles-ci ont bien compris l'intérêt que représente le label CEE. Intérêt financier, tout d'abord : l'aide de 40% de l'investissement permet de lancer des opérations qui, sans un tel soutien, ne se réaliseraient pas. En outre, cette aide vient actuellement à point nommé dans le contexte budgétaire français particulièrement difficile.

Intérêt industriel et commercial : le fait que la France réussisse à dominer cette compétition par rapport à ses partenaires prouve l'efficacité du système d'information et de soutien mis en place par l'AFME, mais surtout la vigueur et la qualité de nos industriels. Compte tenu de la large publicité que la CEE assure aux opérations de démonstration, il est certain qu'une telle réussite permet de



mieux faire connaître les capacités françaises et donc, à terme, de mieux vendre, aussi bien au niveau national qu'à l'exportation. Une fois de plus, le lien étroit entre les actions menées au niveau national et au niveau international apparaît donc évident.

Autre point positif : la France, contrairement à d'autres pays, a réussi à maintenir son rang par rapport à l'an dernier. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne par exemple qui, après avoir l'an passé totalisé la France en seconde position en obtenant 25,4% du total des aides accordées, passe en 1985 en troisième position avec 13% des aides.

En revanche, il faut souligner la remarquable percée de pays comme l'Italie et les Pays-Bas, qui obtiennent respectivement environ 16 et 12% des aides communautaires.

Reste évidemment à la France à confirmer en 1986 sa première place. Cela supposera des efforts d'autant plus importants que l'Espagne et le Portugal vont désormais être également sur les rangs. Le nouvel appel d'offres sera publié d'ici la fin de l'année. L'AFME en précisera les modalités et indiquera les secteurs concernés.

FORMATION

Une action exemplaire en direction des coopératives agricoles

Maîtriser l'énergie dans les entreprises industrielles suppose un important effort de formation permanente : l'une des missions de l'AFME consiste donc à la fois à faire émerger une offre de formation adaptée à ses objectifs, mais aussi... à en susciter la demande. Or, pour que les dirigeants et les salariés d'une entreprise expriment des besoins en la matière, il faut qu'ils soient sensibilisés à l'intérêt que présente un accroissement de leurs compétences dans ce domaine, tant dans leur intérêt personnel que dans celui de leur entreprise. C'est pour sortir de ce cercle vicieux que le Fonds d'assurance formation des coopératives agricoles et l'AFME ont mené une action commune originale.

Dans un premier temps, on a mené une enquête auprès d'une soixantaine de coopératives pour savoir dans quelle mesure la maîtrise de l'énergie était prise en compte dans les demandes de formation et quelles étaient les possibilités d'y répondre.

Une seconde étape a permis de mener un certain nombre d'actions pour lever les obstacles : journées d'information ; élaboration de nouvelles formations ; mise en place de stages-tests.

Ces études ont duré deux ans et, aujourd'hui, l'ensemble de ce travail débouche sur la réalisation d'une brochure diffusée à la fois aux directions des quelque 1 000 coopératives recensées et aux comités d'entreprise qui représentent les 120 000 salariés.

Cette brochure répond à trois objectifs complémentaires :

- répertorier les formations existantes ;
- sélectionner les parcours de formation à privilégier pour chaque catégorie de personnel et inciter les entreprises à préparer de véritables plans de formation,

ce qui implique, par exemple, la mise en place et le suivi d'un tableau de bord de la gestion de l'énergie dans la coopérative ;

• sensibiliser le personnel de ces entreprises aux problèmes de maîtrise de l'énergie dans la vie quotidienne (habitat et transports, en particulier).

Une démarche exemplaire qui, du point de vue de l'AFME, pourrait être reproduite avec d'autres secteurs industriels, et du point de vue du Fofa, avec d'autres partenaires que l'AFME.

Cette brochure est disponible sur demande à l'AFME, 27, rue Louis-Victor, 75013 Paris.

POITOU-CHARENTES

Premier bilan du FRME

Il y a en France vingt-deux Régions. Lisant dans notre dernier numéro la liste des relations contractuelles passées entre les Régions et l'AFME, nos lecteurs auront eu la surprise de n'en compter que vingt et une, et nos lecteurs charentais et poitevins celle de constater que c'était leur Région qui manquait à l'appel.

Pas de doute, ce sont bien toujours les cordonniers qui sont les plus mal chaussés, puisque le conseil régional Poitou-Charentes a été le premier à signer une convention avec l'AFME, et ce dès le 8 décembre 1982. Il récidivait ensuite en signant le premier Contrat de plan particulier avec convention annuelle d'application le 18 mai 1984, pour un montant total sur la durée du Plan de 60 millions de francs, soit 12 millions de francs par an.

A l'issue du dernier comité de gestion du Fonds régional pour la maîtrise de l'énergie, l'intégralité des fonds de 1985 a été affectée. 174 dossiers ont été traités, permettant d'économiser ou de substituer 5 295 tep et de produire 3 745 tep de biomasse.

BRÈVES

ENERGIE ET COLLECTIVITES LOCALES : UN COLLOQUE A GRENOBLE

Le Centre de formation des élus locaux organise à Grenoble, les 17 et 18 janvier, un colloque sur les collectivités locales et l'énergie, sous la présidence d'Alain Carignon, maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère.

Destiné avant tout aux élus locaux, ce colloque s'articulera autour de trois thèmes principaux : connaître les consommations des collectivités locales ; prendre en compte ces enjeux dans l'aménagement de l'habitat existant et dans la conception des bâtiments neufs ; connaître les possibilités économiques pour les collectivités locales des choix énergétiques. De nombreux experts participent aux débats, ainsi que le délégué régional de l'AFME et son président, Michel Rioult.

Pour tous renseignements complémentaires : Joël Broquet, Café, 28, rue Vercors, 75007 Paris.

LES RENDEZ-VOUS DU CSTB

Le CSTB organise en 1986 sept « rendez-vous », dont plusieurs concernent les problèmes énergétiques du bâtiment. En voici le calendrier :

Mardi 16 mars, perspectives de la construction et de l'habitat.

Jeudi 24 avril, les vibrations dans le bâtiment.

Jeudi 13 mai, l'énergie solaire.

Mardi 3 juin, les conduits de fumée.

Jeudi 16 octobre, les exemples de solutions de la réglementation thermique du tertiaire.

Jeudi 13 novembre, aménagement extérieur.

Mardi 9 décembre, sécurité incendie.

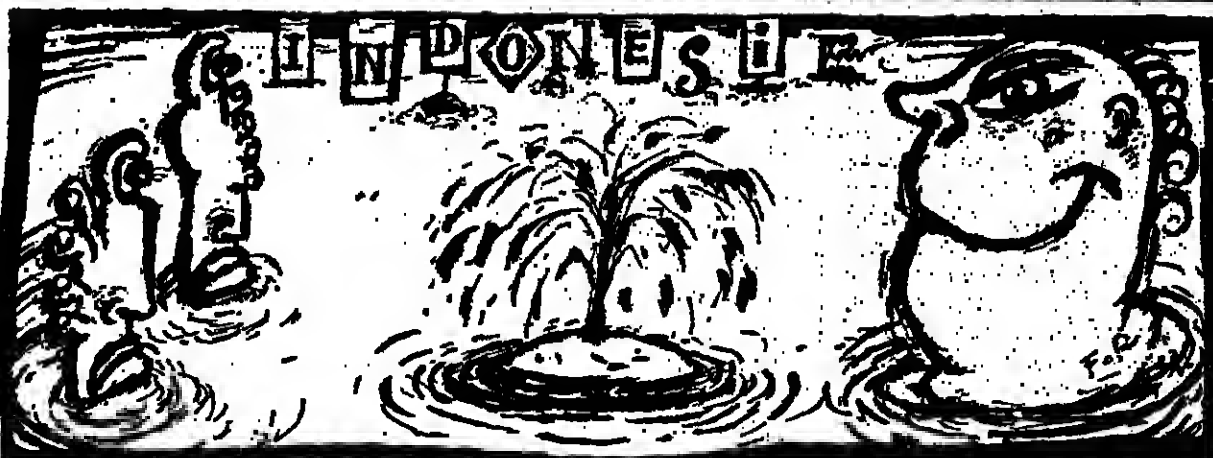
Organisés depuis 1983 à l'intention des professionnels du bâtiment, les rendez-vous du CSTB sont des journées d'information technique. Il s'agit de faire le point, en une journée, sur un sujet d'actualité pour un public plus nombreux que celui pouvant être accueilli dans le cadre d'un stage de formation.

Ces rendez-vous permettent au CSTB de diffuser le savoir acquis au cours de ses travaux de recherche (60% de son activité), qui portent surtout sur les phénomènes auxquels est soumis un bâtiment que sur le comportement des ouvrages sous l'effet de ces phénomènes, sur les nouvelles familles de produits pour la construction, l'économie ou les comportements humains.

De larges débats permettent de confronter les points de vue avec la table et de répondre aux questions des participants.

Pour plus d'informations, s'adresser à Michelle Héron, CSTB, 4, avenue du Recteur-Polignac, 75782 Paris cedex 16. Tél. 43.24.43.02.

L'ENERGIE CHEZ LES AUTRES



Le boomerang indonésien

Les hausses du pétrole avaient mis au jour la vulnérabilité des pays importateurs, la crise pétrolière à l'envers qui sévit depuis 1981 aura révélé une autre évidence : rien ne sert de marchander au prix fort si le marché vous file entre les doigts. C'est ainsi que l'Indonésie s'est retrouvée singulièrement exposée : après une décennie de croissance vive, gagée sur le pétrole (+ 8% par an), les exportations d'huile ont reculé d'un tiers en quatre ans tandis que le prix du baril chutait de 20%. La hausse du dollar n'y a rien fait : l'effet boomerang est bel et bien là (+ 2,5% de croissance en 1982-1984), et il n'est pas certain que les exportations puissent, pour autant, compenser les pertes subies, surtout si le manque à gagner. En l'absence d'une reprise mondiale durable, l'Indonésie ne peut, au mieux, qu'espérer retrouver son niveau d'exportations de 1978 à la fin de la décennie actuellement (480 millions de barils, pétrole et gaz inclus).

Or, même avec une croissance économique plus réduite, la demande interne d'hydrocarbures pourrait passer de 180 millions de barils en 1983 à 500 millions de barils à la fin du siècle. Pour faire face à une telle pression tout en assurant ses recettes d'exportation, l'Indonésie doit d'ici là multiplier par quatre ses investissements d'exploration-exploitation. Au-delà, les perspectives sont dans le flou. Une seule certitude : la production de pétrole plafonnera autour de l'an 2000.

En réponse, le gouvernement indonésien a opté pour une rigoureuse politique de substitution du pétrole sur le marché national, afin de protéger les exportations d'huile vitales pour l'économie du pays : électrification du gaz naturel dans l'industrie (plus marginalement dans le secteur résidentiel urbain), rigoureux programme d'électrification qui portera le

taux de raccordement de 14% à 45% des logements à la fin du siècle. Au total, l'électricité et le gaz naturel pourraient couvrir 30% des besoins (12% actuellement), permettant une économie de pétrole de l'ordre de 100 millions de barils par an à l'horizon 2000.

En fait cette politique de l'offre ambitieuse reste suspendue à de nombreux points d'ombre. Même si la concentration d'une majorité de la population et des activités à Java et Sumatra favorise l'extension d'un réseau interconnecté, personne n'ignore le poids des investissements impliqués. L'Indonésie devra ainsi consacrer chaque année à l'électricité un effort financier équivalent au programme actuel d'EDF (45 milliards de francs par an), pour un PIB environ six fois inférieur à celui de la France, d'où vraisemblablement un recours massif à l'endettement.

Or, dans le même temps, les prévisions sur la demande interne d'énergie demeurent incertaines. Trois exemples illustrent notre propos.

• La réussite du programme d'électrification suppose, à terme, une pénétration rapide dans les campagnes. Certes il existe une importante demande latente (seulement 4% des ménages ruraux électrifiés), mais on ignore combien de ménages accèderont réellement à l'électricité, étant donné la charge des achats d'équipement et du paiement des factures. En outre, l'électrification n'apporte aucune solution au problème majeur de la satisfaction des besoins de cuisson, qui restent entièrement tributaires du bois de feu (le plus en plus rare à Java) et du pétrole lampant ;

• La compagnie nationale PLN mise sur une pénétration massive de l'électricité de réseau dans l'industrie. Or les plus grandes entreprises ont choisi depuis longtemps de produire leur propre courant électrique, en raison de

leur isolement ou des défaillances chroniques du réseau. Cette tendance pourra-t-elle vraiment être renversée rapidement, et quel sera le prix pour la collectivité d'une tarification qui doit permettre à l'électricité d'être compétitive avec le gaz et le fuel ?

• Enfin, la maîtrise de la consommation interne de produits pétroliers s'avère difficile. Chasser le pétrole de la production d'électricité et de l'industrie revient à jeter sur le marché d'importantes quantités de fuel qui trouveront difficilement preneur à l'exportation. A l'inverse, à moins d'une rigoureuse politique d'économies d'énergie, rien n'indique que les consommations de carburants et de pétrole lampant soient appelées à fléchir. Cela peut impliquer une certaine restriction du secteur du raffinage.

Après l'explosion du boom pétrolier, l'Indonésie se trouve ainsi confrontée à des choix délicats. Or, même si le gouvernement mise d'abord sur une politique de l'offre relayée par des financements internationaux, ce n'est pas un hasard si la préoccupation d'une meilleure prévision et gestion de la demande commence à poindre. Un test décisif sera ici le développement de la révision des prix intérieurs de l'énergie, nettement orientée à la hausse depuis 1983, et à engager les premiers programmes d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Payer au prix fort la croissance de demain, épargner les exportations vitales de pétrole, garantir la paix sociale : l'équation du développement énergétique est décidément bien difficile à poser en Indonésie. Le retournement des quatre dernières années aura en un mois le mérite d'aider ce pays à reconnaître la politique de ses moyens. Reste à préciser les moyens de cette politique.

Laurent Durlot

EXPOSITION

Recherche et photopiles à La Villette

Présente au Festival de l'Industrie et de la technologie qui se tient à La Villette jusqu'au 20 janvier, l'AFME a choisi d'illustrer le thème de l'énergie photovoltaïque ou électricité solaire. Le photovoltaïque est en effet une technologie de pointe dont les performances et les coûts s'améliorent chaque année. Filière énergétique privilégiée chaque fois que les sources d'énergie conventionnelles sont inutilisables, le photovoltaïque a vu son marché international passer entre 1981 et 1984 de 6 à 30 MW.

Différents types de générateurs sont exposés au public, notamment des cellules carrées de 20 cm de côté au silicium amorphe, l'une des techniques les plus intéressantes de la filière. Un audiovisuel sur la fabrication et le marché des photopiles, ainsi que deux jeux vidéo complètent l'animation du stand. L'un de ces jeux, intitulé « Du bon usage des photopiles », incite au « meilleur » choix énergétique en fonction de multiples paramètres qui permettent l'élaboration de plus de quatre-vingts scénarios.

Parallèlement à cette exposition, cinq journées « maîtrise de l'énergie et recherche », organisées entre le 3 et le 11 décembre, ont permis aux participants d'aborder les différents domaines de recherche suivis par l'AFME : le bois, la biomasse, l'habitat, la géothermie et le stockage de la chaleur, l'industrie, le charbon, les autres énergies nouvelles.

L'isolation thermique à la Maison de l'énergie

L'exposition sur l'isolation thermique dans l'habitat se poursuit dans les locaux de la Maison de l'énergie, 15, rue du Louvre, à Paris (1^{er} arrondissement). Dans une première partie, on y fait le point sur les techniques, les matériaux, les règles à appliquer en construction neuve. Dans une seconde partie, les principaux fabricants exposent leurs procédés et matériaux la présentation avec notamment de quelques échantillons.

Ouverte fin septembre, cette exposition devrait se prolonger jusqu'à la fin mars.

POUR EN
Le système de
pays en developp
ment, AMI, AFME
Le passage à
l'énergie AFME
Acres de la zone
la conduite des
photovoltaïque
1981, AFME, a pr

L'AFME a rassemblé, au cours d'une récente «journée professionnelle» des fabricants de pompes solaires, des spécialistes du développement, des hydrauliciens, des utilisateurs. Ce fut l'occasion de faire le point sur cette technologie et sur ses conditions optimales d'emploi. L'occasion aussi de constater que nous avons en France un savoir-faire ne demandant qu'à être valorisé. Nous donnons en encadré un bon exemple des opportunités de programme qui existent à l'heure actuelle. Il faut savoir qu'il y en a bien d'autres.

Les images de la sécheresse nous sont familières : bêtes mourantes, hommes, femmes et enfants à bout de force, d'espoir... N'insistons pas. Il est des images moins connues, non moins dérangeantes : celle d'un cadavre de pompe Diesel sur un point d'eau abandonné faute de moyens de puiser l'eau, par exemple. Voici bientôt dix ans que des énergéticiens ont pour la première fois rapproché ces deux images et proposé de recourir à l'énergie solaire pour pomper l'eau dont le sous-sol sahélien est riche. Avec plus ou moins de bonheur au début.

L'EXPERIENCE DE MALI AQUA VIVA

L'une des plus significatives est sans conteste celle qu'a menée au Mali le père Bernard Verspien, dans le cadre du projet Mali Aqua Viva, dont il est le fondateur. Cet ancien père-blanc à la vocation d'entrepreneur chevronné au corps à corps, autour de son gros bourg rural situé à quelque 500 km au nord-est de Bamako, plus d'un millier de forages, dont une cinquantaine ont été équipés de pompes solaires, les autres de pompes à main. Collectant inlassablement des fonds auprès de l'aide internationale, tant publique que non gouvernementale, le père Verspien, avec l'appui de l'AFME, s'est attaché à installer sur place une solide structure d'entretien et de gestion de ce parc de pompes solaires. Cela a permis à l'AFME d'évaluer très précisément la portée de son expérience et d'en dégager de multiples enseignements sur le coût réel d'un programme, les structures à mettre en place localement pour sa réussite, et sur l'effort de formation nécessaire. Dans le même temps, le matériel a connu une notable évolution : les fabricants qui proposent des pompes solaires disposent aujourd'hui d'une technologie extrêmement bien adaptée aux conditions de fonctionnement exigeantes des pays du Sahel. Simplification des installations et de l'entretien, spécificité des matériels et notamment de l'électronique, fiabilité et durabilité ont été les principaux critères auxquels a obéi cette évolution.

Les pompes photovoltaïques disponibles pour le vaste marché de la petite hydraulique sont aujourd'hui des matériels éprouvés ; l'époque des prototypes orphelins est révolue. Si l'on fait donc le bilan des cinq dernières années dans le petit monde des photovoltaïques, des hydrauliciens, des spécialistes du développement, des bailleurs de fonds d'organisations non gouvernementales, de l'AFME, on aboutit à une double constatation : on sait quel matériel utiliser, on sait sur quels créneaux

DE L'EAU SOUS LE SOLEIL DU SAHEL

l'utiliser de façon rationnelle et pour des usages parfois solvables. Alors, demandera-t-on, pourquoi des expériences comme celle de Mali Aqua Viva restent-elles si limitées ? Est-ce une question de financement ? Une étude menée à partir de l'entreprise du père Verspien aboutit aux conditions suivantes : le coût d'un programme de 60 pompes incluant l'installation de la station de pompage avec ses aménagements, un stock de pièces détachées, la création et le fonctionnement d'une équipe d'entretien, la prise en charge (en début de programme) d'une équipe d'animation aboutit à 15 millions de francs pour quatre ans, soit 250 000 francs par pompe en comptant un débit quotidien compris entre 40 et 60 m³, une profondeur d'une vingtaine de mètres, soit une puissance de 1,4 kilowatt-crête. Est-ce beaucoup ? Est-ce peu ? Une remarque préalable : ce sont là des chiffres nettement orientés à la baisse, en fonction notamment des progrès technologiques qui sont intervenus ces dernières années. Au regard du volume total de l'aide internationale, toutes origines confondues, c'est fort peu de chose ; le seul budget de la Banque mondiale s'évalue en milliards de dollars ! Seulement ce ne sont pas les énergéticiens qui décident des programmes, chose d'ailleurs heureuse : la politique de l'offre, en la matière, a maintes fois prouvé ses limites ! Mais lorsqu'un spécialiste du développement rural en zone tropicale s'achève spécifiquement une demande d'équipement en hydraulique villageoise, pastorale ou maraîchère, il lui arrive souvent de spéculer dans le même temps beaucoup plus habilement la technologie à

mettre en place. De la sorte, on se bombarde à penser «pompe à main» lorsqu'il s'agit de satisfaire une demande n'excédant pas 20 m³ d'eau par jour, et «diesel» au-delà. Or, si la limite supérieure de l'emploi des pompes à main est simple à évaluer, il n'en va pas de même avec la limite inférieure de l'emploi des pompes Diesel. Et c'est justement entre ces deux technologies que le solaire trouve son meilleur créneau. Avec l'emploi du diesel, on se situe dans une problématique bien connue : celle des économies d'échelle. Plus l'installation est

puissante, moins elle coûte cher en investissement par kilowatt installé. Avec le solaire, c'est l'inverse : limiter la puissance des générateurs reste un impératif économique constant. On a donc déterminé une sorte de créneau idéal pour les pompes solaires : situons-le entre 0,2 et 2 kW de puissance maximale, voire plus dans certains cas. A condition de reconnaître tout aussitôt que, sur le terrain, la réalité commande de nuancer sérieusement ce raisonnement car, si tout décideur compare soigneusement les coûts d'investissement, qu'en est-il des frais récur-

rents ? Quel est, par exemple, le prix du fioul pris en considération dans l'évaluation du coût du fonctionnement d'un groupe diesel ? Tous les praticiens savent que ce prix varie considérablement avec l'éloignement, et que plus le fioul est rare... plus il est apprécié sur le marché noir !

UN COÛT A LA PORTEE DE L'AIDE INTERNATIONALE

Un autre argument doit être pris en considération : si le raisonnement conduit à réserver au diesel les installations de forte puissance, donc une certaine concentration des moyens dans une zone déterminée, ce mouvement va-t-il dans le sens recherché ? Autant de questions que la communauté internationale doit se poser lorsqu'elle se mobilise. C'est dans ce but que l'AFME et le Comité d'action pour le solaire (1) ont décidé d'organiser, en mai prochain, à Sophia-Antipolis, un colloque avec des représentants des bailleurs de fonds de l'aide internationale sur le financement des énergies nouvelles. Cette manifestation sera suivie début juin d'un séminaire organisé par les Nations unies sur les aspects économiques des énergies nouvelles, auquel devraient participer de nombreux représentants des pays en développement. Ces rencontres permettront d'échanger du savoir-faire et apporteront une meilleure connaissance des matériels qui peuvent être proposés dans le cadre des programmes d'hydraulique villageoise ou pastorale.

Michaël Gheerbrant

(1) Comité d'action pour le solaire, 8, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. 42.96.24.77.



Un exemple de programme possible Les routes d'élevage au Soudan

• Dominique Mary, présidente de l'association Ingénieurs sans frontières, s'est rendue au Soudan, dans le cadre d'un groupe d'experts de la CEE chargé d'étudier la situation des régions sahéliennes de ce vaste pays. Travaillant avec l'AFME, elle a présenté, au cours de la «journée professionnelle» consacrée au pompage de l'eau, un rapport sur cette mission, dont nous publions ci-dessous un bref résumé.

Bordé par la mer Rouge, limité au nord par l'Egypte et s'étendant au sud jusqu'à l'Ouganda, le Soudan est un pays cinq fois grand comme la France, peuplé de vingt millions d'habitants, de culture arabe au nord, noire au sud. Sa vocation première est essentiellement agricole. Désertique au nord mais verdoyant au sud, il pourrait sans difficultés subvenir aux besoins de sa population s'il n'avait à affronter deux problèmes majeurs : un conflit nord-sud latent, des voies de communication inexistantes, et un pétrole rare et cher. Lorsqu'à cette extrême difficulté de circulation, permanente, sont venus s'ajouter les effets de périodes conjoncturelles de sécheresse, le pays a connu par endroits des famines qui ont alerté l'aide internationale. C'est ainsi qu'un groupe d'experts de la CEE a pu se rendre dans les régions sahéliennes du Darfour et du Kordofan, deux provinces grandes comme la France, peuplées de six millions d'habitants, importantes zones d'élevage. Il s'agit là d'une activité traditionnelle qui n'en est pas pour autant tournée vers la seule autoconsommation : ovins, bovins et chameaux originaires de cette région sont appréciés jusque dans la péninsule arabique.

La vulnérabilité des pompes diesel

Depuis 1917, les routes traditionnelles que suit le bétail en direction de la mer Rouge ont été équipées de points d'eau permanents, soit forages profonds munis de groupes Diesel, soit grands réservoirs des eaux de ruissel-

lement. Ces points d'eau avaient progressivement amenés les éleveurs à évoluer vers un mode de vie semi-sédentaire entraînant un développement de l'agriculture. Depuis une dizaine d'années, cette situation s'est considérablement dégradée, à la suite notamment de difficultés d'approvisionnement en diesel et pièces détachées. Lorsqu'en 1982-1983 des experts se sont rendus sur place, ils ont pu dénombrer par endroits jusqu'à 60% de points d'eau en panne. La population, qui s'était largement sédentarisée pendant soixante ans autour de ces points d'eau fixes, était obligée de revenir à des formes oubliées de nomadisme à la recherche d'eau, alors que, par ailleurs, avec l'introduction des services de santé, leur nombre et surtout celui de leur cheptel s'étaient considérablement accrus. Autour des points d'eau subsistants en état de fonctionnement, l'agglomération massive des hommes et de leurs troupeaux entraînait une rapide désertification devenue dramatique avec deux années consécutives de sécheresse. Pour pallier les effets de cette situation, la mission de la CEE a proposé deux lignes directrices : intensifier les efforts de réhabilitation de points d'eau existants ; multiplier de points d'eau dans des zones reconnues fertiles ou fertilisables pour éviter la concentration de population et les dégradations qui concourent à la désertification. Parmi les projets concrets qui s'inscrivent dans la ligne de ces directives, on note celui des routes d'élevage. Un organisme soudanais privé (de type «chambre syndicale»), la LMMC, a constaté l'écart de plus en plus rap-

pant entre l'accroissement des troupeaux et la stagnation du commerce de bétail (due aux difficultés de communication). En effet, lorsque le bétail arrive dans la capitale après un voyage de 1 000 à 2 000 kilomètres le long de routes touchées par la désertification, il est épuisé, affamé, et se vend très mal.

Routes plus nombreuses puits moins profonds

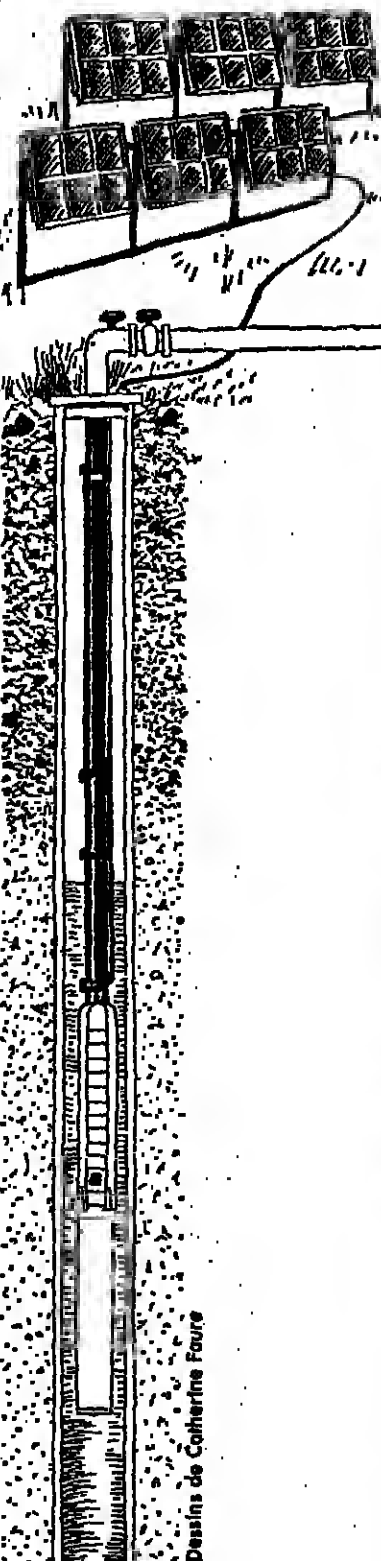
L'idée est donc d'aménager en points d'eau de nouvelles routes d'élevage, dans des zones plus «vertes» (plus au sud), et d'accompagner ces installations de systèmes vétérinaires et de communications permettant une meilleure «rationalisation» du commerce du bétail. Intéressée par ce projet ambitieux mais réaliste, l'AFME est en contact avec la LMMC pour introduire progressivement l'idée d'indépendance énergétique locale et proposer des solutions alternatives au projet. D'une façon plus générale, la grande profondeur de la nappe dans le Sahel soudanais (100 à 150 mètres) ne permet pas d'envisager une campagne systématique de solarisation des équipements existants. Toutefois, l'extrême rareté et la cherté du combustible Diesel actuellement utilisé sur la plupart des forages doit inciter, chaque fois que l'existence de poches d'eau moins profondes (40 à 60 mètres) est connue ou que les besoins sont différents (pompes pour systèmes de purification), à proposer et faire connaître l'existence de systèmes alternatifs qui permettraient au pays de progresser dans la voie de son développement malgré les contraintes actuelles qui pèsent sur lui.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ Systèmes photovoltaïques pour les pays en développement, Théodore Fogelmann, AMM, AFME/INEE.

■ Le pompage photovoltaïque, Jérôme Billerey, AFME/GRET/GREES, février 1984.

■ Actes de la journée professionnelle sur la conduite des programmes de pompage photovoltaïque (Paris, 20 novembre 1985), AFME, à paraître.



Dessin de Catherine Fouré

سكيا من الالاهل

صلى الله عليه وسلم

LE DÉVELOPPEMENT DE LA MINIHYDRAULIQUE

Petits watts, petits poissons, grand marché

Du 1^{er} au 4 octobre s'est déroulé à Sophia-Antipolis un important colloque consacré au développement de la petite hydraulique. Pendant quatre jours, participants et critiques de ce développement ont pu réfléchir ensemble. L'AFME, à l'origine de cette rencontre, en tire des enseignements.

La France dispose d'un potentiel hydraulique important, d'une solide tradition en matière de houille blanche, de fabricants de turbines parmi les plus réputés dans le monde et d'électriciens dont la compétence n'est plus à démontrer. Après le premier choc pétrolier, il est normal que l'on ait pensé à élargir le domaine de l'hydraulique en l'envoyant sous l'angle des installations de petite puissance.

Dix ans plus tard, le problème du développement de la petite hydraulique se pose dans des termes bien différents. Le spectre d'une rupture brutale des approvisionnements en énergie s'est bien éloigné et, surtout, les capacités de production d'électricité, à l'échelon national, sont excédentaires.

En outre, on s'est vite aperçu que la construction d'un barrage, quelle qu'en soit la taille, n'était pas un acte anodin, dépourvu d'impact sur l'environnement.

petite centrale doit se concevoir et se réaliser dans un strict respect de l'environnement : les dispositions des lois de protection de la nature de 1976 et 1977, ainsi que de la loi de 1984 sur la pêche, sont à cet égard particulièrement contraignantes. Des solutions existent pourtant, comme les « échelles » qui permettent aux poissons migrateurs de franchir les barrages en remontant les cours d'eau. Elles devront désormais être systématiquement intégrées aux ouvrages, même si elles en augmentent un peu le coût.

Deuxième contrainte : le prix de vente de l'électricité. Conséquence de son monopole sur la distribution, EDF est obligée d'acheter la produc-

mes en été, que certaines primes de qualité appliquées jusqu'ici en toutes saisons sont appelées à disparaître en été, et qu'enfin le mois d'octobre est généralement un bon mois de production, on comprend que cette nouvelle tarification ait pu remettre en cause certains projets d'investissement, ne serait-ce qu'en décourageant les financiers.

Sans doute, du point de vue de la rentabilité des petites centrales, est-on sorti d'un âge d'or que les producteurs privés situent entre 1974 et 1981, période où le prix d'achat du kilowatt-heure croissait bon an mal on de 15%. L'AFME n'en pour- suit pas moins sa contribution à la mise au point de projets tout à fait rentables en réalisant notamment, avec le Bureau des recherches géologiques et minières, une banque de données, baptisée « Prophète », qui fonctionne sur des ordinateurs classiques et permet aux utilisateurs (généralistes non spécialistes) d'apprécier d'une chute d'eau de dimensionner ou mieux les équipements électromécaniques et d'évaluer la recette.

Au cours des prochaines années, l'AFME va accentuer son effort de rationalisation et d'optimisation des productions de matériel électromécanique destiné aux petites centrales. Car il existe aussi un important marché à l'étranger, qui peut nous permettre d'exporter un savoir-faire dont il faut pouvoir montrer des preuves.

En 1985, l'AFME a lancé une vaste enquête auprès des conseillers commerciaux de 68 ambassades de pays pour la plupart en développement. En cours de dépouillement, elle doit permettre de mieux appréhender l'intérêt porté par les gouvernements au développement de la petite hydraulique ou, au travers des plans énergétiques mentionnant au non les microcentrales, et présenter les possibilités financières et les garanties offertes aux bureaux d'études, aux constructeurs et aux investisseurs français désirant intervenir à l'étranger.

A titre d'exemple on peut citer, parmi des marchés potentiels impressionnants, la Chine : le quart de sa production hydroélectrique totale (74,5 milliards de kilowatts-heure en 1981) provient de petites centrales, parfois de conception ancienne, qu'il faut donc renouveler. Les Autrichiens en savent quelque chose : ils viennent de conclure un marché de ce type pour 4,5 milliards de francs. Pourquoi pas nous ?

L I V R E

100 questions sur l'énergie

« Toutes les fleurs de l'avenir sont dans les semences d'aujourd'hui », écrit Max Moreau dans son dernier livre, citant un joli proverbe chinois. C'est dire que ce chef d'entreprise, praticien de l'énergie, économiste, n'est pas de ceux qui baissent les bras devant la crise, fût-elle énergétique. A la recherche d'un « ordre énergétique performant », c'est-à-dire d'une plus grande harmonie entre les diverses sources d'énergie et les besoins des utilisateurs, il distingue sept « clés » pour parvenir à cet objectif :

- la structure de la chaîne énergétique, celle qui va de la production d'énergie primaire à la consommation d'énergie finale ;
- les procédures des choix énergétiques ;
- le style du maître d'œuvre d'énergie, ses propres critères de choix ;
- les acteurs énergétiques ;
- le savoir-faire énergétique ;
- la stratégie d'économie de la « polyénergie », c'est-à-dire la volonté d'accentuer les économies d'énergie et les recours aux énergies nouvelles ;
- enfin, les concepts de la culture

énergétique : l'acquis des connaissances, les valeurs partagées permettant à chacun d'émettre un jugement. Et le serrer sur Moreau, en toute cohérence avec sa doctrine, s'emploie dans cet ouvrage à mettre à la portée de tous cette dernière petite clé magique, celle de la connaissance.

En cent questions, qui vont du rôle des pouvoirs publics à l'entretien d'une installation de chauffage, il développe sa vision d'un système de l'énergie cohérent, en même temps qu'il nous aide à comprendre, à acquiescer, à nous remémorer une foule de connaissances disparates qui concourent toutes au même objectif.

C'est peut-être dans les nombreuses questions qui ont pour but d'aider les décideurs — à tous les niveaux de la société — à définir une stratégie énergétique que ce livre est le plus utile. Il est, en tout état de cause, original et fortement marqué par la personnalité de son auteur, ce qui, en semblable matière, est rafraîchissant !

M.G.

*Energie : un guide pratique en 100 questions, Economica, 205 pages, 95 francs.

L'INVITÉ DE MAÎTRISE

La maîtrise de l'énergie dans l'entreprise est-elle encore d'actualité ?

Les dix années que nous avons vécues depuis le premier choc pétrolier se sont traduites par des changements majeurs dans les structures de notre consommation d'énergie, et particulièrement au sein des entreprises. En ce qui concerne les prix (1) par exemple, multipliés par 11 pour le fioul lourd, par 9,6 pour le fioul domestique.

En ce qui concerne le volume : alors qu'entre 1973 et 1983 la valeur ajoutée de l'industrie augmentait en moyenne constante de 14%, la consommation d'énergie baissait de 11%.

En ce qui concerne les parts respectives de chaque énergie, enfin : baisse des produits pétroliers, hausse du gaz et de l'électricité.

Un changement majeur, comme on le voit. Obtenir notamment par des investissements en franes courants estimés par l'AFME à 1,3 milliard par an de 1976 à 1978 ; 4,9 milliards par an pour 1979 et 1980 ; 2,9 milliards par an de 1981 à 1983.

Or nous lisons dans la presse que le prix du pétrole est à la baisse, que l'énergie est devenue surabondante ; la publicité des producteurs le confirmerait s'il en était besoin.

N'y a-t-il pas aussi la fameuse loi des « rendements décroissants » ? La maîtrise de l'énergie dans l'entreprise est-elle encore d'actualité ?

La réponse est oui, sans ambiguïté ; dans l'industrie comme ailleurs, du reste, qu'il s'agisse de l'habitat et du territoire ou des transports. Cela ressort des faits constatés, et s'explique par diverses raisons.

Les faits d'abord

1) Il est constant que soient encore mis en évidence des investissements à bonnet (et parfois excellent) rentabilité pour adapter les installations existantes aux prix des énergies d'aujourd'hui, bien que les hydrocarbures (fioul et gaz) aient vu leur prix baisser notablement depuis un an dans l'industrie.

Il existe un vrai dire un « continuum » à l'intérieur de l'ensemble des investissements possibles dans les mines, industries de bureau,

Guide pratique de l'énergie dans l'entreprise publié par notre association.

Cette période est loin d'être achevée ; de nombreux programmes de recherche et développement se poursuivent dans le monde, principalement aux Etats-Unis, au Japon, en Europe et dans notre pays, aidés le plus souvent par les Etats, sans oublier la CEE.

Les moyens mis en œuvre sont parfois étonnants. Un exemple : le programme japonais de mise au point de nouveaux types de pompes à chaleur, susceptible d'apporter une mutation dans les possibilités d'emploi de ces équipements (dans l'industrie notamment), est doté d'un budget de 45 millions de dollars sur cinq ans.

Le progrès technique concerne aussi bien l'aide à une meilleure gestion que l'amélioration de l'existence et la conception des installations nouvelles.

On sait aujourd'hui par exemple construire de nouvelles tours à usage de bureaux consommant trois fois moins que les précédentes, ou encore, dans certains cas, des unités de production (dans l'industrie chimique en particulier) qui, pour un coût d'investissement du même ordre, consomment un tiers d'énergie en moins que celles conçues ces dernières années, et deux tiers de moins qu'il y a dix ans.

La maîtrise de l'énergie, on le voit, reste une « longue marche » pour l'entreprise. Un élément clé de sa performance et de sa compétitivité.

Il en est de même pour l'économie de notre pays, comme de nombreux autres. Davantage à vrai dire que pour la plupart de ceux-là, dans le mesure où la France est le troisième grand pays industriel, après le Japon et l'Italie, à être le plus dépendant de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique, malgré des progrès accomplis depuis dix ans.

Au regard des enjeux et des incertitudes géo-

par Georges Fournier

politiques, il ne faut pas s'étonner qu'aient été mises en place, en France comme le plus souvent ailleurs, les structures propres à inciter, épauler et aider les chercheurs, constructeurs et consommateurs dans ce domaine : information objective ; formation des hommes ; recherche, développement et démonstration de nouveaux équipements, techniques et procédés (un enjeu important dans la compétition mondiale) ; aides aux études et aux investissements ; contrats de secteur et contrats d'entreprise qui ont fait la preuve de leur intérêt.

Certes, les prix des hydrocarbures peuvent sans doute encore baisser à court ou moyen terme, et conduire à des choix parfois plus difficiles. Il y a cependant des limites à un tel mouvement. Plus les prix baisseraient, d'ailleurs, plus l'effort de recherche de nouveaux équipements (qui font aller trouver dans des zones d'accès de plus en plus coûteux) se montrerait ralenti, rapprochant d'autant l'époque où la hausse des prix reprendrait. Une raison de plus pour ne pas baisser les bras, sans oublier les besoins des pays moins développés (et d'autres) auxquels — si les conditions générales le permettent — l'industrie et l'industrie françaises peuvent apporter une expérience qui figure en bonne place au plan mondial.

Dans ce domaine complexe et nouveau de la maîtrise de l'énergie, une information concise et objective des consommateurs est un bien fort précieux. C'est la fonction que poursuit avec continuité notre association, sans oublier l'intérêt général du pays, mais en toute indépendance des intérêts en présence et en faisant appel à toutes les compétences qui, Dieu merci, sont nombreuses chez nous.

Une telle action est en voie d'extension au plan européen grâce à la création prochaine d'une fédération qui regroupera l'ATEE et ses homologues des divers pays de la CEE. Ne faut-il pas viser à faire aussi l'Europe de la maîtrise de l'énergie ?

*Président de l'Association technique pour les économies d'énergie.

ATEE, 47, avenue Laplace, 94117 Arcueil cedex. Tél. (1) 46.56.91.43.

(1) régulièrement publiés dans Energie plus, revue de l'ATEE.

« Maîtrise de l'énergie » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis-Victor - 75015 Paris. Rédaction et communication : Hugues Stille et Michaël Gherbrant. Maquette : Claude Ray, TEN et Associés, 10 rue Mayol - 75006 Paris. Composition, maquette, photographie : Holques, 14 rue Vauvauques - 75018 Paris.

SECTEURS DE POINTE

Informatique à tous les étages dans la maison du futur

Les spécialistes, et surtout les Japonais, commencent à dessiner des projets précis de l'habitat de demain en appliquant les derniers progrès de l'automatisation

La maison était jusqu'à présent restée à l'écart de la grande vague d'automatisation qui a touché successivement les usines, les bureaux, les exploitations agricoles. Un colloque récent vient de montrer que les industriels américains, anglais, surtout japonais, ont dans leurs cartons des projets précis de *home automation*, et esquissent ce que sera la maison du futur. Ils travaillent, disent-ils, sur la « domotique ».

L'effort japonais en la matière est sans précédent. Selon Georges Mihales, directeur général de l'interface internationale haute technologie (société française de conseil et développement en haute technologie) (1), les Japonais sont en train de repenser entièrement leurs maisons pour en faire de véritables centres d'information et de créativité, où toutes les techniques existantes — notamment électroniques et informatiques — se conjuguent pour faciliter la vie des occupants. On estime qu'en 1990, le marché japonais du *home automation* devrait atteindre 3 milliards de francs. Tous les grands industriels japonais de l'électronique y sont impliqués.

Centrale d'alarme

Que sera cette maison du futur ? Les différents projets japonais, américains ou anglais consistent à faire de la maison le cœur d'un système informatisé assurant la gestion de tous les équipements domestiques par l'intermédiaire d'un réseau local. Cela concerne aussi bien les machines dédiées à la communication, au travail ou aux loisirs (téléphone, micro-ordinateur, télécopieur, Minitel, télévision) que celles ayant trait à l'entretien et au confort de la maison (air conditionné, chauffage, lavage, cuisine). Peut-on s'ajouter à tout cela un ou plusieurs robots domestiques ?

Il devient ainsi possible de contrôler exactement le chauffage d'un logement — chaque pièce est dotée d'un thermostat et de capteurs — de déclencher automatiquement à distance différents appareils ménagers, ou encore d'assurer la sécurité dans la maison grâce à une centrale d'alarme. Comme l'explique Bruno

de Latour, président de l'Association pour les maisons du futur, « la centrale d'alarme assurera le découpage en zones de l'habitation, chacune d'elle étant visualisée sur écran ; un système de simulation de présence fera « vivre la maison », et des alarmes spécifiques intégrées au système central assureront la détec-



tion d'incendie, d'inondation, de fumée, d'arrêt de chauffage ou d'arrêt de congélateur (2) ».

L'autre grand volet de services offerts par la « maison automatisée » regroupe toutes les activités rendues possibles par les terminaux domestiques : achats à distance, travail et cours à domicile avec accès à des banques de données de textes, de sons et d'images, renseignements de toutes sortes (horaires de transports, programmes de spectacles, état du compte en banque)...

Des projets précis de *home automation* existent déjà, tels le *Home Minder* de General Electric, ou ceux de firmes japonaises, proposés par

Mitsubishi, Hitachi, Matsushita, Toshiba, Sharp. La firme anglaise Thorn Emi doit aussi présenter en 1986 un projet en vraie grandeur. Pour l'instant, chaque industriel propose une version de maison automatisée, mais commercialisable seulement une partie des éléments. Ainsi, aux États-Unis et au Japon, des capteurs

d'intégration câblée de 14 régions japonaises réalisés par le ministère des PTT.

Déjà, plusieurs services à domicile sont prévus, dont le shopping, qui devrait être commercialisé vers 1987. L'éducation, grâce au Captain (Minitel japonais) et à la télévision par câble, sera expérimentée en 1987 — mais l'enseignement des langues à domicile a commencé dès 1982-1983, et des sociétés de services proposent déjà des cours d'anglais. Les jeux sont prévus pour 1986 et le travail à domicile commencera vers 1986-1987 pour se généraliser vers 1992.

En France, il n'existe pas, semble-t-il, de système global de contrôle et d'information pour la maison. Les constructeurs de logements et de maisons individuelles continuent de travailler comme par le passé, sans tenir compte de l'arrivée proche des nouvelles technologies. Mais les industriels de l'électricité et de l'informatique sont nettement plus intéressés. Plusieurs sociétés travaillent déjà sur la normalisation du réseau domestique. Un prototype de réseau vient d'être présenté aux professionnels. Il sera officiellement annoncé début 1986.

De son côté, en octobre dernier, l'Association pour les maisons du futur a présenté au Salon de la maison individuelle deux prototypes de tableau de bord domestique. L'un peut être fixé au dos d'un Minitel ; l'autre est un boîtier que l'on installe dans l'entrée. Tous deux affichent la consommation d'électricité, d'eau, de téléphone, ou de fuel.

CHRISTIANE GALUS.

Japon en tête

Aucun pays, cependant, ne programme l'automatisation de l'habitat d'une manière aussi systématique, et avec une ampleur aussi grande que le Japon. Depuis 1984 est engagé un travail de standardisation sur le réseau local domestique. En 1986 sera terminé un projet

360 conventions industrielles de formation signées en 1984

Comment faire travailler ensemble un ingénieur ou un étudiant, un laboratoire et une entreprise ? Une nouvelle forme de partenariat.

CRÉÉES en 1981 pour permettre aux futurs cadres de l'industrie d'acquiescer une formation par la recherche et de jouer ainsi un rôle moteur dans le transfert des technologies vers le tissu industriel, les conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE) sont en expansion.

De 50 en 1981, elles sont passées à 360 en 1984, et ce chiffre devrait encore augmenter l'an prochain si l'on en croit les déclarations du ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, faites le 11 décembre au Festival de l'industrie et de la technologie. En effet, l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), responsable de la gestion de ces conventions, devrait en accorder près de 400 l'an prochain.

Ce n'est cependant qu'une étape. M. Hubert Curien a fait savoir qu'il espérait bien que leur nombre passerait à environ 500 d'ici à la fin du plan triennal.

Vers les PME

Ces conventions, qui sont « un excellent outil » et dont les résultats sont « encourageants », semblent donner satisfaction aux trois partenaires qu'elles associent, à savoir : un ingénieur ou un étudiant possédant un DEA et désirant préparer un doctorat ; une entreprise disposée à embaucher le thésard sur contrat à durée déterminée ou non ; un laboratoire pour assurer l'encadrement de la thèse. Elles permettent tout à la fois à l'entreprise de faire de la recherche à relativement bas coût compte du fait de la subvention forfaitaire allouée pour trois ans par le ministère de la recherche et de la

technologie, à l'étudiant de compléter, voire de « doubler », sa formation et au laboratoire de recherche d'être en contact avec le milieu industriel.

Chacun y trouve donc profit, et c'est ce qui explique le succès de la formule. Avec toutefois des raisons supplémentaires de satisfaction pour le président de l'ANRT, M. Gérard Worms, dans la mesure où les sujets de recherche abordés n'appartiennent pas uniquement aux secteurs de pointe et où les PME et les PMI ont été atteintes. Une preuve : en 1984, 45 % des conventions CIFRE ont été attribuées à des PMI de moins de cinq cents personnes (1). En outre, il apparaît que tous les secteurs industriels ont bénéficié de ce type d'action, même si l'informatique et l'électronique se taillent la part la plus importante, suivies de près par la chimie, la parachimie et l'industrie pharmaceutique.

Reste que les promoteurs des conventions CIFRE souhaitent élargir leur formule tant en ce qui concerne les sujets traités — les sciences humaines et sociales sont en effet relativement absentes — que leur mode d'application. Si, sur ce dernier point, le ministère de la recherche et de la technologie s'est montré réservé pour étendre ces conventions aux techniciens de haut niveau et aux chercheurs post-doctoraux, il s'est en revanche déclaré favorable à une certaine internationalisation de la formule par le biais — pourquoi pas ? — des programmes industriels retenus pour Euréka.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) 32 % de PME indépendantes et 13 % de filiales de grands groupes.

Demain

Un informaticien dans l'automobile

DIGITAL Equipment Corporation (DEC), second constructeur d'ordinateurs après IBM, investi dans la production, la société américaine était déjà associée à Renault-Automobile et à Comau, filiale de Fiat, pour mener dans le cadre du projet Esprit des recherches sur l'automatisation des productions industrielles. DEC vient de signer un accord avec Comau, qui crée une filiale commune, la SESAM, et devrait conclure à l'avenir dans les usines Fiat d'un système d'intégration industrielle, Baseway.

L'automatisation des productions industrielles, et particulière-

ment des automobiles, s'est faite de façon fragmentaire. Pour chaque étape du processus de production, on a créé des stations automatisées, avec des matériels spécifiquement adaptés à l'étape en question. Il est ensuite apparu difficile de faire fonctionner en harmonie tous ces îlots d'automatisation. Il y a quelques années, General Motors a pris très au sérieux ce problème, après qu'une étude ait montré les coûts importants qui en résultaient. Baseway, résultat d'une collaboration entre DEC et General Motors, est une réponse encore provisoire. La SESAM devrait développer ce système, créer des applications

logicielles pour une production intégrée et conduire des recherches sur les technologies avancées.

L'accord n'est pour DEC qu'une première étape. La société a constaté qu'une part importante de ses ordinateurs est utilisée pour la conception ou la fabrication assistée par ordinateur et a décidé d'engager des collaborations pour l'application de l'informatique à ces domaines, en prenant en charge la partie proprement informatique et en s'associant à des partenaires variés pour les autres aspects.

M. A.

Étoiles de synthèse

Les satellites japonais verront d'abord des étoiles françaises. La SODERN, une entreprise de trois cent cinquante personnes qui a une longue expérience des problèmes de simulation, vient de fournir à la Nippon Electric Company un simulateur d'étoiles et doit en livrer un second. Le simulateur permet de faire apparaître un ensemble d'une dizaine d'étoiles en respectant leur position, leur couleur, leur intensité lumineuse, telles qu'elles seront vues du satellite une fois celui-ci en fonction.

Cela permet de vérifier le bon fonctionnement de détecteurs portés par le satellite, chargés de s'orienter automatiquement en direction de certaines étoiles pour assurer le positionnement du satellite et garantir que ses antennes ou ses organes d'observation sont correctement dirigés.

Automatisation à Angers

L'institut supérieur d'enseignement et de recherche en production automatisée d'Angers est ouvert et reçoit ses premières promotions.

Cet établissement, créé sur l'initiative du conseil général de Maine-et-Loire, s'adresse aux ingénieurs et techniciens, avec ou sans expérience professionnelle, concernés par la mise en œuvre et la gestion de projets d'automatisation. Il assure une spécialisation de haut niveau en production.

La prochaine promotion (option GPAO), réservée aux ingénieurs (niveau d'entrée : BAC + 5), ouvrira fin janvier 1986.

* Pour tous renseignements, contacter : M. Raymond Bitoux, directeur ISERP. Boîte postale 305, 49003 Angers Cedex. Téléphone : 41-44-49-44.

Pour accueillir les ibériques

Au moment où l'Espagne et le Portugal se préparent à entrer dans la Communauté économique européenne, l'université Bordeaux-I organise, du 3 février au 4 juillet et du 1^{er} septembre au 31 octobre 1986, un stage de « formation d'experts sur les pays ibériques ».

D'une durée de 555 heures, cette session de formation continue comporte une partie théorique assurée par des universitaires bordelais, des professionnels français et espagnols et un stage dans une entreprise espagnole. Nombre de places limité.

* SUNFORE, université Bordeaux-I, 73, avenue Rauli, 33405 Talence Cedex. Tél. : 56-80-67-56 ou 56-80-84-50, poste 338.

Collection "Lumière d'argent"

Pavillon
Christoffe

12, rue Royale Paris 8^e - 24, rue de la Paix Paris 2^e
95, rue de Passy Paris 16^e - 93, rue de Seine Paris 6^e
17, rue de Sèvres Paris 6^e - 40, rue de la Paroisse Versailles

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Cabinet Claude Vitet
Une importante société internationale de service de maintenance de télécommunication recherche pour Paris :

DEUX INGENIEURS SUPPORT INTERNATIONAL (Réf. 8532)
Diplômé SUPélec, SUP-TELECOM, ENSI, ISEP ou équivalent, il possède une très bonne connaissance de SNA/SDLC et l'environnement IBM.
Il est très familiarisé avec les techniques de transfert de l'information.
En outre, il possède d'excellentes qualités relationnelles et de diplomatie.
Il est apte à prendre des initiatives et des décisions.
Il aura pour première mission l'installation de 163 systèmes à travers le monde.
Il en assurera la mise en place et le suivi. Il aura à voyager 50% de son temps.
Une formation technique de 3 semaines lui sera assurée.

ASSISTANT DU DIRECTEUR DE LA DIVISION ENGINEERING (Réf. 8533)
Homme ou femme, ingénieur diplômé, il possède une connaissance approfondie des techniques de télécommunication et de l'informatique, ainsi que des transmissions de données et des réseaux.
Une expérience de quelques années est exigée.
Il assistera le directeur dans de nombreuses tâches, telles que : participer à la négociation des contrats internationaux, conseiller les succursales dans l'amélioration des services de maintenance, coordonner les actions de maintenance au niveau international et contrôler les performances, développer de nouveaux services, améliorer ou mettre en place les procédures nécessaires au bon fonctionnement de la division.
Pour ces trois postes, une excellente connaissance de la langue anglaise lue, parlée et écrite est indispensable.
Adresser CV, photo et salaire actuel au Cabinet CLAUDE VITET, 6, rue Lauriston, 75016 Paris, en indiquant la référence.

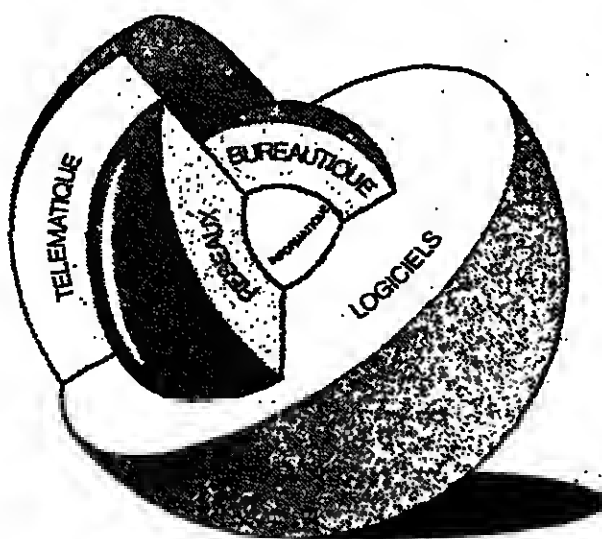
Ingénieurs électrochimistes de haut niveau Notre avenir sera le vôtre !

Notre société, leader dans le secteur de l'électrochimie, recherche deux ingénieurs confirmés Etudes et Développement pour conduire le développement de nos lignes de production au sein de notre nouvelle Direction Technique.
Assistés de techniciens confirmés, vous innoverez pour maintenir la compétitivité des produits existants, et participerez à la recherche avancée qui permettra à terme de porter le groupe au niveau des meilleurs mondiaux.
Installés sur notre principal site industriel à deux heures de Paris, vous aurez également en charge l'assistance technique à la fabrication.
Ingénieur de formation (Supélec, ECP, EEG ...), vous avez acquis une expérience industrielle dans un domaine similaire. Vous saurez donc développer nos relations industrielles et techniques avec l'étranger, et consolidez ainsi l'avenir de notre société.
Ecrivez sous référence 2.88 ALM au Département Ressources Humaines de SIASS, qui nous assiste dans cette recherche.

SIASS

25, rue de Berri 75008 PARIS

Entrez aujourd'hui dans l'ère de l'informatique de demain



des ingénieurs technico-commerciaux

(Paris/Lyon/Grenoble/Strasbourg)
Vous avez en 3 ou 4 ans acquis des compétences informatiques sérieuses : soit dans une SSI soit chez un constructeur.
Vous vous savez dotés d'une fibre commerciale mal exploitée.
Nous sommes faits pour vous entendre. De l'analyse avant-vente, la préparation et la réalisation des démonstrations, la formation sur les matériels jusqu'au suivi des installations, en coordination avec les services Olivetti et les SSI intervenantes, vous contribuerez l'ensemble de l'information de nos clients.
Il va de soi que ce poste vous ouvre des horizons vers le marketing central ou le commercial à haut niveau.
Pour rejoindre l'entreprise très ouverte que nous sommes et évoluer avec nous, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV + photo et prétentions) en indiquant référence et villes choisies à :

OLIVETTI FRANCE - DPH
89 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

Olivetti : la liberté d'entreprendre

Le département logiciel propose à nos clients des solutions informatiques.
La croissance soutenue de Digital Equipment France, nous conduit à ouvrir d'autres postes de

Responsables de Projets

7 ans d'expérience vous ont permis d'acquies une compétence et un professionnalisme indiscutable du management de grands projets. Hommes ou Femmes, le sens de l'organisation est aussi fort chez vous que le goût des relations humaines. De formation supérieure, vous parlez l'anglais.

En entrant chez nous, vous prendrez la responsabilité de projets intégrant les technologies performantes de Digital, une dimension nouvelle.

Nous vous proposons d'envoyer vos lettres manuscrites, C.V. détaillé sous réf. MON 132 à M. CHEVAL QUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - B.P. 136 - 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY Cedex.

Bougez, Vivez...

N° 2 mondial de l'informatique
digital



Pour développer l'activité électronique de puissance de la Branche Espace, nous recherchons :

Responsable du Laboratoire Electronique de Puissance HF

Votre responsabilité s'exerce sur le laboratoire d'électronique de puissance regroupant actuellement 15 personnes.

Votre rôle sera d'animer et d'organiser l'activité étude et développement du labo, d'optimiser la gestion des affaires et de donner de nouvelles orientations techniques en favorisant l'innovation et une véritable stratégie de développement d'activité.

Ingénieur GE (ECP - ESE - ENST ...), vous apporterez votre compétence en électronique de puissance par une expérience de labo acquise en milieu aéronautique.

Ingénieur confirmé vous avez le goût de l'innovation, vous recherchez l'efficacité et vous encouragez la créativité en développant un climat participatif de travail en équipe. Vous avez le souci de l'image de marque et du rayonnement extérieur de votre équipe.

Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo, sous N° NK11281 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY 78182 SAINT-QUENTIN-YVELLES CEDEX

MATRA ESPACE

est une S.S.I.L. de taille moyenne (une centaine de personnes) située en haut de gamme par la QUALITE de ses informaticiens (tous diplômés de l'enseignement supérieur, parcellaire de ses CLIENTS (grands groupes français et multinationaux) et par le NIVEAU DE SES INTERVENTIONS (logiciels de base, système, télématique, avionique, traitement d'image, robotique, etc.). Compte tenu de sa TRES FORTE EXPANSION, elle crée un poste de

CHEF DE DEPARTEMENT

(Réf. KM 6 D)

Qui sera responsable de son équipe, de ses clients, de son budget et de son investissement.

La personne recherchée a une expérience d'au moins cinq ans en qualité d'INGENIEUR LOGICIEL ou de CHEF DE PROJET EN INFORMATIQUE TECHNIQUE, de préférence en SSI ; elle a une grande facilité de contact et l'ambition de dépasser son rôle technique pour accéder à une fonction de direction, assortie d'une rémunération élevée.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre salaire actuel, en indiquant la référence sur l'enveloppe, à :

EGS INFORMATIQUE
20 Boulevard de la République - 93000 PARIS

RESPONSABLE DE LA MAINTENANCE : TOUT EST A FAIRE

Paymateg, division du groupe Schlumberger, occupe une place prépondérante sur un marché prometteur et en pleine expansion : les cartes à mémoire. Sa production actuelle est de 200 millions par an.

Convaincu de la rentabilité d'une chaîne de fabrication tournant en continu, il est à présent indispensable de créer un véritable service maintenance, service dont vous assurerez l'entière responsabilité.

Nos équipements sont extrêmement sophistiqués, coûteux ; vous veillerez à leur entretien, dépanner rapidement les anomalies, ayant préalablement mis en place toutes les procédures de maintenance. Ingénieur Grande Ecole vous avez à 30 ans environ, des bonnes connaissances en électronique, mécanique, pneumatique, que vous avez effrénées dans des fonctions semblables, et possédez, proches de nos compétences, l'anglais nécessaire pour ce poste à pourvoir à Colombes.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions au Service du Personnel de Paymateg Schlumberger, 420 rue d'Estienne d'Orves, BP 84, 92704 COLOMBES.

PAYMATEG
Schlumberger

Nous sommes dans le secteur en développement de l'informatique - la Bureautique.

Dans le cadre de notre expansion notre Direction Technique recherche un

ingénieur micro-logiciel HF

A la tête d'une petite équipe il devra prendre en charge des projets de développement micro-logiciels de terminaux.

L'ingénieur que nous recherchons doit avoir une expérience confirmée dans ce domaine.

A terme : nous proposons une évolution vers un autre domaine de compétence ou vers l'encadrement d'une équipe de développement.

Le poste se situe en Banlieue Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 8909 M, à préciser sur l'enveloppe, à l'agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine 75008 PARIS - qui transmettra.

FEUS
Jeune
Ingénierie
Votre métier

SODENH
2 rue Saint-Antoine
75002 PARIS

TURBOMEC

INGEN

mic

FONCTIONS

PROFIL

PERSPECTIV

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

GELUS

MECHINE

Jeune Ingénieur Grande Ecole
Notre métallurgie n'est pas ce que vous croyez!

Vous êtes ingénieur diplômé (Grande Ecole et/ou thésard) métallurgiste. Vous souhaitez débiter dans un environnement scientifique de haut niveau, réputé mondialement, tout en étant dans une affaire de taille humaine.

Notre Centre de Recherche, en Savoie, vous offre cette opportunité; nos chercheurs sont jeunes, passionnés par ce qu'ils font; c'est pourquoi nous sommes aujourd'hui le n°1 mondial du Zirconium et le n°1 français du Titane. Nos autres produits s'appellent Hafnium, Tantale... nos équipements de recherche microscope électronique à balayage, micro sonde, radiocristallographie... et, bien sûr, informatique.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 415 à notre Conseil: Alain LEROUX.

SODERHU22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.**Soderhu**
MEMBRE DE SYNTIC**PARTAGEZ
NOS
AMBITIONS**

TEL : 43.47.60.78

**INGENIEURS
COMMERCIAUX**

HAUT NIVEAU

Entreprise à taille humaine, nous sommes leader dans le domaine des RESEAUX et de l'INFORMATIQUE REPARÉE.

Notre expansion nous amène à recruter des Ingénieurs Commerciaux de haut niveau. Des postes sont à pourvoir à PARIS et STRASBOURG.

De formation supérieure, vous avez une expérience de la vente commerciale de 3 ans minimum, l'aisance des contacts commerciaux, l'aptitude à une équipe commerciale technique et performante, vous devez posséder nos valeurs supérieures d'une clientèle Grande Compagnie.

Contactez Claudette RENAUD, chargée de recrutement, à votre adresse de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et références à: MDS FRANCE S.A., TOUR GAMMA 12, 197 rue de Bercy 75562 Paris Cedex 12.

MDS
MDS FRANCE S.A.
GROUPE RECOGNITION**SODETEG****CARRIÈRES INTERNATIONALES
POUR TECHNOLOGIE DE POINTE**

Piloter des projets d'investissements dans des secteurs industriels ou tertiaires porteurs, concevoir et réaliser des installations clés en main, mettre en place des systèmes de maintenance informatisée, apporter une assistance technique aussi bien dans le domaine de l'aéronautique que de la santé.

SODETEG a acquis une compétence reconnue dans tous ces domaines, tant en France qu'à l'export (plus de 80% de notre C.A.) et occupe une des premières places au sein de l'ingénierie française.

Nous développons nos équipes et recherchons:

**INGÉNIEURS
CHARGÉS D'AFFAIRES**

Vous assurerez la Direction complète de projets tant sur le plan technique (conception, organisation, suivi de réalisation) que dans la gestion des contrats. Vous intervenirez en France (maîtrise d'œuvre industrielle ou tertiaire) ou à l'export (maintenance, assistance technique...).

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous justifiez déjà d'une expérience de notre métier et possédez le goût des contacts et de l'animation d'équipes techniques.

Merci d'adresser - en précisant la référence du poste choisi - à Ch. SANCHEZ - SODETEG - 9, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

**INGÉNIEURS
COMMERCIAUX EXPORT**

Vous devrez vendre des réalisations et des services de haut niveau à l'export (Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique, Asie du Sud-Est...) en bénéficiant d'une large autonomie et de réels moyens.

Ingénieur de formation, parlant évidemment au moins l'anglais, votre expérience commerciale à l'export dans des secteurs proches du nôtre (ingénierie, service) vous autorise des objectifs professionnels ambitieux.

THOMSON
INDUSTRIE ET INFORMATIQUE

Les trois points forts de CENTAURE :

- une entreprise jeune (née en 1984, moyenne d'âge 30 ans)
- un très fort développement (en 1984 : 10 personnes, fin 85 : 80 personnes)
- une activité hypersophistiquée dans un secteur de pointe : conception, construction et commercialisation de systèmes informatiques et robotiques liés à la vision artificielle.

CENTAURE recherche aujourd'hui pour son
DEPARTEMENT RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT plusieurs

**INGENIEURS ELECTRONICIENS
SPECIALISES EN INFORMATIQUE**

De formation ingénieur grandes écoles (Supélec, école supérieure d'optique...), vous êtes débutant ou possédez 2 à 3 ans d'expérience. Vous participerez à la recherche et au développement de nouveaux projets dans le domaine de la vision artificielle.

Si ce poste vous intéresse, merci de nous adresser un courrier dans lequel vous nous parlerez de vous, mais aussi de votre approche de cette mission dans une entreprise telle que la nôtre.

40-44, rue des Meuniers, 93100 Montreuil.

**CENTAURE
ROBOTIQUE**

Société du secteur aéronautique
située à Bardes (Pyrénées-Atlantiques)
proposant

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU
centrale ou sup. aéro

Le candidat que nous recherchons évoluera dans un environnement technologique performant (CAO - programmes de calculs).

Au sein d'une équipe d'ingénieurs et de projecteurs du bureau Etudes Moteurs de la Direction Technique, sa mission consistera à concevoir et étudier des composants et des ensembles mécaniques de turbomachines aéronautiques. Son travail s'effectuera en relation avec les services Aérodynamiques - Calculs de Structures et Fabrications Prototypes. Dans le cadre de coopérations, il collaborera éventuellement avec des motoristes étrangers.

La réussite à ce poste nécessite de réelles aptitudes à la communication. La maîtrise de l'anglais est impérative. Le candidat pourra être débutant ou mieux posséder une première expérience industrielle.

Une évolution à moyen terme vers de plus larges responsabilités dans l'usine est tout à fait envisageable pour un ingénieur prêt à s'impliquer. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à

J.-C. ALESSANDRINI - Direction du Personnel
TURBOMECA - Bardes 64320 BIZANOS

INGENIEUR COMMERCIAL HP
micro-électronique

Groupe de dimension internationale recherche pour sa division électronique un ingénieur commercial.

FONCTIONS :

- Vente de semi-conducteurs III-IV et de photo-masques optiques pour applications micro-électroniques.
- Zone géographique : Europe de l'Ouest.
- Coopération étroite avec la Division.

PROFIL :

- Ingénieur spécialiste micro-électronique et semi-conducteurs.
- Possédant de préférence une première expérience industrielle, commerciale ou recherche dans ce secteur.
- Maîtrise parfaite de l'anglais, la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.
- Aptitude aux relations à tous niveaux et à opérer avec le minimum de supervision directe.
- Grande disponibilité.

PERSPECTIVES DE CARRIÈRE :

- Une carrière internationale pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. en anglais + photo, sous la référence 3780/LM, à

AMEIA BA
4, Bd des Toléants, 75002 Paris
tél. 75002

**LE CENTRE DE FORMATION HP :
POUR FAVORISER L'EXCELLENCE DES
COMPÉTENCES.****Ingénieurs électroniciens training**

HEWLETT-PACKARD Grenoble, centre de développement, de production et de marketing de matériel et de logiciel de haute performance, est le centre Européen de support Informatique. Son département Training (16 ingénieurs training) assure la formation technique des ingénieurs de maintenance de l'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

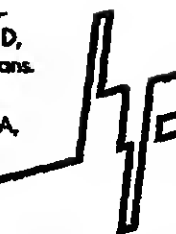
Il s'agit, après une période de 6 mois environ de formation, d'enseigner le «Hardware» et le «Software» aux ingénieurs de nos services après-vente : préparer et élaborer des cours, développer des exercices pratiques sur unités centrales, périphériques et systèmes mini-informatiques, faire évoluer les méthodes de formation.

Permettant et exigeant la connaissance et la

maîtrise technique de tous les matériels HP, amenant à des contacts variés et de haut niveau, nécessitant une pratique quotidienne de l'Anglais (les cours sont assurés dans cette langue), ce poste est en conséquence très formateur. Pour cette raison, c'est une fonction qui permet d'évoluer vers beaucoup d'autres départements (R & D, Marketing, Production) cela au bout de 3 ou 4 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - à Jean-Philippe DARA, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, 5 av. Raymond Chanot - 38320 EYBENS.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
3,3 MILLIARDS DE C.A.,
3 EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.

**HEWLETT
PACKARD**
PERFORMANCES A L'APPEL**COMSAT
INTERNATIONAL
(OVERSEAS)
CORPORATION**

UN DES LEADERS
MONDIAUX EN
TELECOMMUNICATIONS,
DANS LE CADRE DE SON
DEVELOPPEMENT
EUROPEEN,
recherche

FIELD SERVICE ENGINEERS

Votre mission : Installer et assurer la maintenance d'équipements terminaux variés chez les clients et en atelier. Tester les circuits internationaux téléphoniques et de transmission de données en relation avec les centres de maintenance de transmission américains et européens.

Votre profil : BTS, DUT Electronique ou expérience civile/militaire équivalente. 5 ans d'expérience minimum dans le domaine des équipements TDM (Time Division Multiple), FDM (Frequency Division Multiple), modems, télé-imprimés ou autres équipements terminaux. La connaissance des services et réseaux par satellites, câbles sous-marins et faisceaux hertziens est également souhaitée. Bilingue anglais-français. La pratique de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste, basé à Paris, des déplacements en France et dans d'autres pays européens sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo sous référence M 8523 à Chantal MAHEUX Multiconsult Recrutement, 94, avenue de Villiers - 75017 PARIS, qui traitera confidentiellement votre candidature.

501 من الامم

سكنا من الامم

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



**Nous plaçons les hautes compétences avant la technologie.
Résultat : de très hautes technologies.**

SFENA TESTS AUTOMATISES : une division performante, des équipes très qualifiées.
Nous réalisons une gamme de systèmes de test capables de contrôler électroniquement dans un environnement statique et temporel proche de la réalité. Produits de haut niveau technologique, ils couvrent les besoins de contrôle de production et de maintenance depuis le système simple jusqu'aux cartes électroniques.
Les applications traitées : transports, télécommunications, informatique, armement, électronique embarquée, etc. Nous avons une expérience très étendue en informatique appliquée aux tests haut de gamme.
Nos objectifs sont ambitieux : +40 % de progression en 1986 sur une base de 95 millions de CA en 85.

Ingénieurs d'application

Ingénieur électronique de formation, votre expérience professionnelle vous permet de bien maîtriser les problèmes de l'industrie électronique (production, contrôle et maintenance).
Votre goût du contact et de vos capacités d'adaptation et d'un sens pédagogique et de la communication vous permettront d'assurer l'assistance de la clientèle dans l'utilisation de nos tests automatisés.
Cette mission vous amènera à coordonner les activités entre les clients et le département technique.
Vous avez une bonne pratique de l'anglais, une formation à nos produits favorisera votre intégration au sein de notre équipe. RAL IAF.

Ingénieur d'affaires

Vous avez acquis une solide expérience professionnelle en électronique (fabrication, production ou commercial). Vous souhaitez le valider en exerçant de plus larges responsabilités.
Dans le cadre de notre projet DADÉC nous recherchons l'ensemble des technologies électroniques (applications : avionique, télécommunications, systèmes d'arme), votre mission sera de proposer et de négocier des contrats de vente et d'achat avec des fabricateurs de test rigoureux techniques et d'un solide savoir-faire.
Vous serez responsable d'un volume d'affaires s'élevant à environ 300 millions de Fca sur 5 ans.
Vous contribuerez également à la promotion d'applications nouvelles des produits de la division tests automatisés. Vous avez une bonne pratique de l'anglais. RAL IAF.



Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à SFENA, Division des Carrières, BP 89, Aéroville de Villacoublay, 78141 Villacoublay.

TANT QUE LES HOMMES INNOVERONT

Important
Centre d'Études
dans le domaine
du bâtiment et
des travaux publics,
recherche un
PHYSICIEN

- formation Ingénieur diplômé ou universitaire,
- spécialisé en thermo-dynamique (DEA - Doctorat etc.),
- une pratique de quelques années de l'expérimentation et de la mesure en laboratoire est indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo au CEBTP - 12, rue Brancion 75737 Paris Cedex 15.

INGENIEUR EN CHEF

Lieu de travail :

SAINT REMY LES CHEVREUSE

pour assurer la direction d'un important service d'études expérimentales et de recherches appliquées dans le domaine des structures (béton, béton précontraint, métal).

- formation d'un haut niveau scientifique,
- expérience importante dans la conception des ouvrages et leur réalisation,
- références de gestion d'un département technique indispensable.

Merci d'envoyer en joignant un C.V. détaillé au CEBTP - 12, rue Brancion 75737 Paris Cedex 15.

Groupe informatique internationale
recherche pour son activité
CALCUL SCIENTIFIQUE
en forte expansion

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Responsables d'études et de développements en

MÉCANIQUE AVANCÉE

(Dynamique des Fluides, Choix/Impacts, Ruptures) pour Applications Industrielles de Pointe (Aéronautique, Défense, etc.)

Débutants : 1 ou 2 ans d'expérience

Connaissances : Anglais, FORTRAN.

Envoyer C.V. et prétentions à : ENGINEERING SYSTEM INTERNATIONAL 101, rue Réaumur - 75002 PARIS Cedex 02.

USSI INGENIERIE

Société spécialisée dans la conception et la réalisation de grands ensembles industriels de technologie avancée.

CHEFS DE PROJET

- CHEF DE PROJET AUTOMATISME
- CHEF DE PROJET GENIE CHIMIQUE REGION SUD-EST

Responsables des études et de la réalisation de projets d'ensemble, de petite et moyenne dimension, à haute technicité. Ingénieurs Grande École, ENSAM, ENSI ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire.

Pour le poste de Chef de Projet Automatismes, la pratique de l'anglais courant, une expérience en milieu industriel des automatismes et techniques de planning seraient appréciées. La capacité de diriger une équipe de techniciens et de dessinateurs est indispensable.

INGENIEUR RADIO PROTECTION DEBUTANT BAGNEUX (92)

Pour sa division PROCEDE - FONCTIONNEMENT Vous serez chargé des calculs de radioprotection et des études de sûreté. Vous êtes de formation INSTAN ou 3^e cycle universitaire en physique nucléaire.

INGENIEUR INFORMATICIEN REGION SUD-EST

Pour son équipe chargée de la prestation d'ingénierie en informatique industrielle, notamment dans le domaine de la conduite des grands ensembles industriels : analyse fonctionnelle et fabrication des logiciels d'application, conseil, assistance technique. Ingénieur informaticien diplômé des Grandes Ecoles SUPELEC, IEC, ENSI, INSA.

Vous avez :
• 2 à 3 ans d'expérience sur des matériels tels que 68000 ou 8086, MITRA, SOLAR, VAX avec les systèmes MM2, UNIX, VMS en utilisant le PASCAL, le FORTRAN ou l'assembleur,
• des notions d'automatismes (automate programmable) et d'électronique (interface E/S calculateurs).
Anglais apprécié. Possibilité de déplacements de courte durée. Les candidatures de débutants seront également examinées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel USSI - 116, avenue Aristide-Briand, B.P. 72, 92223 Bagneux. Discretion assurée.

INGENIEURS SYSTEMES RESPONSABLES MAINTENANCE ET DEVELOPPEMENT ANALYSTES ANALYSTES-PROGRAMMEURS HF

Nous développons notre Direction des Systèmes d'Information dans le cadre d'un plan informatique à 5 ans. Notre environnement informatique est basé sur un matériel performant : IBM-300X, DCS/VSE, CICS avec évolution vers IBM base de données, DB2, Informatica et Réseau temps réel important sur tout le territoire.

Compte tenu de ce développement, nous recherchons des INGENIEURS SYSTEMES (R&I, IS) des RESPONSABLES MAINTENANCE ET DEVELOPPEMENT (R&I, MD), des ANALYSTES (R&I, A), des ANALYSTES-PROGRAMMEURS (R&I, AP).

Vous avez quelques années d'expérience en informatique, télématique, bureautique. Vous êtes diplômés de l'enseignement Supérieur (DUT minimum).

Vous êtes dynamiques, rigoureux, professionnels. CETTE ANNONCE VOUS CONCERNE.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence du poste envisagé, au

Département Développement des Ressources Humaines - AIR INTER - 1, av. du Maréchal-De Gaulle 91550 PARAY-VIELLE-POSTE.

AIR INTER

CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE LEADER COMME CONCEPTEUR ET DEVELOPPEUR DE PRODUITS BUREAUTIQUES ET PERIPHERIQUES, RECHERCHE

PLUSIEURS INGENIEURS SPECIALISTES SUPPORT HF

à forte expérience dans ces domaines pour leur confier la responsabilité des produits suivants : "Télécommunications, applications bureautiques, périphériques magnétiques et d'impression, terminaux".

Missions : ils devront acquies la connaissance des produits développés et effectuer le transfert de compétence auprès des réseaux commerciaux sous la forme d'action d'assistance de haut niveau.
Qualités humaines : émaner les contacts, ouverts et communicatifs, ils devront savoir promouvoir nos produits aux corps technico-commercial et maintenance. Anglais indispensable. Ces postes, disponibles en proche banlieue sud, permettent un enrichissement technique et personnel permanent grâce à une collaboration avec des équipes pluridisciplinaires et par la variété des contacts à entretenir. Salaire motivant.
Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 8853 M, à préciser sur l'enveloppe à l'Agence AFFLUENTS, 48, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Storno

RADIOTELEPHONES PROFESSIONNELS

Dans le cadre de la fructification de son activité STORNO S.A. FILIALE DU GROUPE DANOS STORNO vient de créer son propre centre de développement et maintenance de logiciels microprocesseurs de ses équipements radiotelephones destinés aux réseaux privés de radiocommunications d'entreprise et au nouveau service radiocom-2000 privé et public.

DES INGENIEURS EN ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

de formation ENSI, INSA ou équivalente, ayant un an d'expérience en développement informatique (systèmes temps réel).

Les applications sont à réaliser dans un environnement VAX 11/750 et INTEL/MDS. Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée.

LIEU DE TRAVAIL : Aubervilliers Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et en Europe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : STORNO S.A. SERVICE DU PERSONNEL 69, rue André-Karman 93300 AUBERVILLIERS.

S.E.E.E.

Importante société d'applications électroniques et micro-informatiques. C.A. 300 millions, effectifs 650 personnes recherche

TECHNICIEN DE PLATE-FORME AYANT PARFAITE CONNAISSANCE DES SYSTEMES MICROPROCESSEURS 8 BITS (800-805) CONNAISSANCE DES CIRCUITS ANALOGIQUES EXPERIENCE EXIGEE

Lieu de travail : MONTROUGE. Adresser C.V. et lettre manuscrite à : M. BERGEAT, S.E.E.E., 11, rue Paul-Bert, 92240 MALAKOFF.

RECHERCHONS INGENIEUR ELECTRONICIEN expé. Libre de suite. 47-84-74-82.

Constructeur informatique offre 2 postes à INGENIEURS orientés système ou réseau. Libres de suite. 47-84-74-82.

Vous êtes libre de suite INGENIEUR LOGICIEL en bureautique. Tél. pour R.V. 47-84-74-82.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN INFORMATIQUE ET TÉLÉCOM (HARD ET SOFT) recherche

INGÉNIEURS LOGICIELS OU TECHNICIENS SUP

Compétences : Assembleur 6809. Tél. 39-46-82-82.

A Grenoble

Filiale d'un groupe américain bien connu, notre unité de fabrications mécaniques (2.000 p., 1,3 MMF de C.A./an) va résolument vers l'usine de demain. Voulez-vous nous aider à aller plus loin ?

ingénieur process

Vous connaissez les robots et les ateliers flexibles, la productique est votre métier, venez la mettre en œuvre chez nous. (réf. 1077 LM).
Ingénieur de formation, généraliste, électronicien-informaticien, bilingue anglais, fort d'une première expérience en process, dans une entreprise de constructions mécaniques, vous savez faire passer le message et êtes ambitieux. Alors,

notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire



ALEXANDRE TICSA
6, RUE BILLEREY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEUR PRODUCTION

Nous sommes une Société industrielle filiale d'un grand Groupe français (C.A. 3 milliards). Nous fabriquons dans une unité située au Nord de Paris des produits de grande série destinés principalement à l'industrie.

Nous recherchons un ingénieur de Production dont la première mission sera de regrouper l'ensemble de nos productions dans un seul atelier. Ce transfert s'accompagnera de modifications d'équipements et de changement de technologie. Cet ingénieur assurera ensuite la responsabilité de la fabrication dans cet atelier.

Nous confions ce poste à un jeune ingénieur Mécanicien, type A.M., ayant obligatoirement une première expérience réussie dans la production et les méthodes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo en précisant sur l'enveloppe la référence 3618 à : RSCG CARRIERES - 48, rue Saint-Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

FRAMENTEC**L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

FRAMENTEC, filiale de FRAMATOME, conçoit, réalise et commercialise sur les marchés européens, des systèmes experts.

Ces systèmes sont mis au point par des jeunes ingénieurs, passionnés par le développement de l'intelligence artificielle.

Cette équipe souhaite coopter de nouveaux :

INGÉNIEURS DE LA CONNAISSANCE

Votre spécialisation en Intelligence Artificielle (connaissance de LISP ou PROLOG) vous permettra de développer des systèmes experts, à partir des cahiers des charges définis avec chaque client, et ce, en contact avec les experts de la clientèle.

Nous comptons sur votre créativité et votre implication, mais aussi sur votre ouverture intellectuelle et vos qualités relationnelles qui vous permettront d'aborder des sujets variés.

Le contexte international de FRAMENTEC exige l'anglais courant. Ces postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud-Ouest (LE PLESSIS-ROBINSON).

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sont à adresser sous réf. 79354 à notre conseil MILO MIRA, 43 bis, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Nous sommes un grand Groupe International disposant d'un centre d'études informatique, dans la région ouest de la France.

C'est là que sont créées les applications informatiques de demain, concernant les secteurs clé de la gestion industrielle et financière des sites de production.



- vous plonger dans les réalités industrielles,
- vous exprimer en langue anglaise,
- vous déplacer en France et à l'étranger,
ne sont pas des obstacles pour vous,
REJOIGNEZ NOTRE ÉQUIPE D'INGÉNIEURS INFORMATIQUE.

**CONCEPTEUR
CHEF DE PROJET**

Vous avez la maîtrise d'œuvre complète d'un projet que vous pilotez de A à Z. De formation MIAGE ou ingénieur, vous avez deux ans d'expérience dans la conception et l'application. Réf. 81702/LM

**ANALYSTE
D'APPLICATION**

Vous êtes responsable de la définition technique des projets et en contrôlez la réalisation. Vous êtes de formation MIAGE ou avez un DUT avec expérience. Réf. 81703/LM

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Vous êtes responsable des performances et de la qualité des applications.

Vous définissez des normes de qualité et de performances afin d'homologuer des produits de centre. Vous avez une formation Ingénieur ou MIAGE avec 2 ou 3 années d'expérience. Réf. 81704/LM

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence de votre choix, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

CENTRE DE GESTION AGRIÉE
recherche

PUPITREUR

Mandat BULL 61 DPS.
Contrat à durée déterminée.
Expérience minimum requise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au CENGECEVI,
17, rue Goubet, 71018 PARIS.



L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
32000 personnes - C.A. 11 Milliards de Francs - 45% réalisés à l'étranger
recherche pour développer son potentiel humain

**Ingénieurs Diplômés Grandes Ecoles
(Centrales, Mines, A.M.,...) + Gestion (I.A.E., Cesma,...)
Débutants ou Première Expérience****Ingénieurs Gestion**

Valeo Direction Centrale Gestion (Paris - 17ème)
Valeo Thermique (Le Mans - 72)

Dans nos équipes de gestion, vous prendrez la responsabilité d'études économiques sur les éléments d'exploitation (activités, résultats, stocks, investissements, prix de revient...), développerez de nouvelles méthodes d'analyse et participerez à la diffusion ou l'application de principes de gestion retenus dans le Groupe. Anglais indispensable, allemand ou espagnol souhaités. Réf. 59456/1/M

Ingénieur Etudes d'Installations

Valeo Matériaux de Friction (proximité Caen - 14)

Vous souhaitez débiter votre carrière ou valoriser une première expérience industrielle. Nous vous proposons, au sein de cet important établissement de production en grande série (1200 personnes), de prendre en charge la responsabilité de l'étude complète :

- de l'amélioration d'un process ou d'une machine existante, - de la construction d'une nouvelle machine... depuis la conception, la réalisation et la mise en service jusqu'au contrôle de l'objectif tant sur le plan coût, délai que qualité et la formation des utilisateurs. Réf. 59456/2/M

Ingénieur Méthodes Qualité

Valeo Embrayages (Amiens - 80)

Avec votre équipe d'une vingtaine de techniciens, vous serez chargé dans cette unité de production (1600 personnes) des études et de la conception des machines de contrôle pour les mécanismes d'embrayages, butées ou frictions, de la mise en place des procédures de qualité et des études statistiques en utilisant les moyens de l'informatique technique. Connaissances en électronique appréciées. Réf. 59456/3/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à : Valeo Service Recrutement I & C - 43 rue Bayen - 75017 PARIS

DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Organisme international de grande renommée
recherche

UN DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Travaillant en étroite collaboration avec le Directeur Général et le Président, il(elle) aura la responsabilité de l'ensemble du secteur des relations publiques, des relations presse, de la publicité, de la communication interne.

Agé(e) d'une trentaine d'années au moins, il(elle) doit avoir une bonne expérience antérieure dans ce domaine et parler anglais.

**UN DIRECTEUR DU MARKETING
ET DU DÉVELOPPEMENT**

Titulaire d'un diplôme d'une grande école de commerce ou équivalent, il(elle) aura pour mission de promouvoir le développement financier de l'organisme par une action innovatrice et performante auprès de ses partenaires (institutions nationales et internationales, entreprises, grand public).

- Une bonne expérience préalable est impérative.
- Une connaissance du marketing direct est souhaitée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. avec photo et prétentions à : CATHERINE DAMESIN, 68, boulevard Saint-Marc, 75005 PARIS.

Dans l'Eure, proximité d'Evreux, entreprise de fabrication et de distribution du secteur agro-alimentaire, C.A. 60 MF, effectif 130 personnes, associée à un groupe de dimension nationale

**DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER
DECS OU ÉQUIVALENT**

+ en - 240 000 F.

Responsable du contrôle de gestion et de prévisions de résultats, de la trésorerie, il dirige un service de 4 personnes disposant d'un environnement informatique puissant : IBM 36 (Jans, gestion immo., paie et prévision de trésorerie) + micro informatique (multiplan, framework).

Le poste conviendrait à un jeune diplômé justifiant d'une expérience de 4 à 5 ans en entreprise, ce profil étant peu fréquent, en liaison directe avec le PDG, sa rigueur et sa volonté d'évolution contribuent au développement de l'entreprise, à ce titre il peut être amené à de fréquents déplacements.

Envoyer C.V., photo, prétentions à :
Monsieur Hédan C.F.P.E.
ZI N° 2, rue Jacquard, BP5332
27035 EVREUX CEDEX

Annecy: jouez l'expansion Sopra!

Nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises de services et d'ingénierie en informatique.
Implantés à ANNECY depuis 1968, nous recherchons pour prendre la responsabilité de l'agence SAVOIE un

Directeur d'agence

■ Diplômé d'une Grande Ecole Scientifique ou Commerciale, vous avez une solide expérience professionnelle acquise de préférence dans le secteur services et ingénierie en informatique.

■ Votre tempérament commercial, vos réussites en tant qu'animateur d'équipes importantes feront de vous le responsable du développement et de la gestion de notre agence.

■ Votre rémunération annuelle sera supérieure à 300.000 F à objectifs atteints.

Si cette mission vous intéresse, merci d'adresser lettre, CV et photo, à Christian Cordonnier, SOPRA LYON, 2 Bd de Saint-Exupéry 69009 Lyon.

SOPRA.
Ingénierie Informatique

IMPORTANT ENSEMBLER INFORMATIQUE (3 500 personnes)
implanté dans les marchés militaires, signalisation, communication
recherche pour son Centre d'Etudes (proche banlieue Sud)

INGENIEUR SIMULATION

pour étudier des simulations de systèmes informatiques complexes, mettre au point les algorithmes nécessaires, rédiger les spécifications logicielles. Réf. 562

**INGENIEUR PRODUIT
«ELECTROTECHNIQUE»**

pour assurer la maîtrise d'œuvre du développement de produits nouveaux dans notre activité asservissements, électronique de puissance, actionneurs électriques. Réf. 557

Pour tous ces postes, une première expérience de la fonction est nécessaire. Adresser CV détaillé et prétentions s/réf. 20828 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**INGENIEUR PRODUIT
«ANALOGIQUE»**

Pour prendre en charge le développement de produits depuis l'étude jusqu'à la réalisation dans le domaine du traitement du signal et de la signalisation. Réf. 556

INGENIEURS ETUDES LOGICIEL

Pour développer des logiciels temps réel sur micro-processeurs 16 bits pour des systèmes d'armes ou des ensembles d'automatisation de process. Réf. 555

صلى الله عليه وآله

سكنى من الاصل



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

CARRIÈRE Internationale

Avec un chiffre d'affaires de plus de 125 milliards de francs, nous nous plaçons parmi les plus premiers groupes mondiaux de l'industrie chimique.

Présents sur les 5 continents, notre groupe comprend plus de 250 sociétés industrielles ou commerciales. Pour renforcer nos équipes de financiers, nous recherchons des jeunes cadres confirmés et de haut niveau, diplômés HEC, ESSEC, ESCP... parlant

aisément l'allemand et l'anglais, ayant déjà 5 ans d'expérience acquise en Cabinet d'audit ou en entreprise et motivés par une carrière internationale.

Après environ 3 ans d'activité à LUDWIGSHAFEN en ALLEMAGNE, siège du Groupe, ils seront affectés à un poste de responsabilité financière dans l'une des sociétés du Groupe en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier, s/réf. FALUM à
BASF
COMPAGNIE FRANÇAISE BASF
140, rue Jules-Guesde - 92303 LEVALLOIS-PERRET.

CARRIÈRE Internationale

Après environ 3 ans d'activité à LUDWIGSHAFEN en ALLEMAGNE, siège du Groupe, ils seront affectés à un poste de responsabilité financière dans l'une des sociétés du Groupe en France ou à l'étranger.

SORGEM S.A.
Cabinet Français d'Organisation
recherche

3 CONSULTANTS EN ORGANISATION

respectivement spécialisés en :

- COMPTABILITÉ
- CONTROLE DE GESTION
- APPROVISIONNEMENTS

Pour séjours de longue durée en Afrique transsaharienne dans le cadre d'une mission d'intervention au sein d'un important organisme public de développement rural.

Avec une personnalité affirmée, une formation supérieure (École de commerce, DECS ou équivalent), capacités d'analyse, un intérêt marqué pour les problèmes de l'initiative et des relations humaines, capacités techniques et qualités de formation, les candidats devront avoir une expérience de plusieurs années dans une entreprise ou une expérience professionnelle, et posséder une maîtrise de l'anglais, et posséder un permis de conduire.

Nous leur proposons un statut d'ingénieur avec tous ses avantages. L'indemnité de départ de l'entreprise, des responsabilités importantes.

Merci d'adresser votre dossier, s/réf. SORGEM à
SORGEM - 182, boulevard Pasteur, 75017 PARIS.



emplois régionaux

COFROR
13 rue Grégoire - 69289 Lyon Cedex 02

Au sein de notre direction financière holding : une responsabilité opérationnelle et d'organisation

Coté à la Bourse de Paris, le groupe SEB développe une stratégie d'innovation et de développement international, concentrée prioritairement sur ses produits de base pour lesquels il est leader mondial ou national (Marques SEB, TEFAL, CALOR). Il réalise un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de francs dont 50% à l'international, emploie 7 500 personnes et compte 25 sociétés dont 16 filiales étrangères.

Animant une équipe de 7 personnes, dont 4 cadres, vous assurerez la responsabilité pluri et entière de :

- l'élaboration des principes Groupe (comptabilité, fiscalité) - mise en place et suivi dans les filiales,
- la consolidation des comptes - analyse et commentaires,
- la coordination des missions de contrôle interne et externe,
- le développement des applications informatiques et bureaucratiques de votre service.

Rattaché au Directeur Financier Holding, vous analyserez également sur certaines opérations clés.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez acquis une expérience solide - 7 à 10 ans - en Cabinet et en Entreprise. Vous parlez anglais et avez une bonne connaissance des opérations de consolidation, de la fiscalité, de l'environnement informatique et de la gestion. Vous avez fait vos preuves sur le terrain dans des responsabilités opérationnelles. Votre exigence personnelle de qualité et d'efficacité, votre souci d'autonomie et d'engagement, votre aisance relationnelle tant vis-à-vis de l'intérieur que de l'extérieur, votre hauteur de vue, complétée par une approche très pragmatique, vous permettront pleinement de vous exprimer, et d'évaluer au sein de l'équipe financière de notre Groupe, à Lyon.

COFROR, notre Conseil au recensement, étudiera votre dossier en toute confidentialité et vous renseignera de la loi qui régit votre référence SP 901 M.

CARNAUD KERPLAS
recherche

CHEF DE PROJET C.A.O. - MOULERIE H/F

CARNAUD KERPLAS, filiale du groupe CARNAUD numéro 1 de l'emballage métallique et plastique, est spécialisée dans la fabrication de bocaux en plastique pour la pharmacie, la cosmétique et la parfumerie.

Ce spécialiste confirmé aura complète délégation au sein de la Direction Technique, pour mettre en place des équipements et des méthodes de travail conditionnant la productivité et la fiabilité dans la création des outillages, et notamment pour l'installation d'un système de C.A.O. appliqué à la moulure des bocaux en plastique extrudé. Ses principales tâches couvriront : la pré-étude, le choix des systèmes, la conduite du projet, les relations avec la sous-traitance, l'harmonisation du parc matériel en fonction des nouveaux choix et méthodes de travail.

Cette création de poste est aussi une opportunité de carrière pour un ingénieur grande école, capable d'introduire la C.A.O. au sein d'un environnement industriel particulièrement performant. Le principe de l'anglais, et si possible de l'allemand, est nécessaire. A terme, le poste peut évoluer vers des fonctions de direction technique ou d'usine. Lieu de travail : DIEPPE.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, CV complet et rémunération actuelle, sous réf. B/1370 B, à EGOR TECHNOLOGIES, 19, rue de Berri, 75008 Paris.

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERSE POLINA VERONA GENEVE LONDRES MADRID TOKYO MONTREAL

ISM SEMA-SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Chefs de projets informatiques dans la banque

Nantes - Cette grande banque nationale française met en œuvre le plan informatique qui doit organiser et régir, dans le futur, l'ensemble de ses systèmes d'information. Pour la conservation et la gestion des valeurs mobilières, elle développe un ambitieux projet auquel elle consacre des ressources importantes dans un environnement gros systèmes (IBM 43XX, CICS, JIMS...). Elle souhaite associer aux ingénieurs de la SSI intervenant deux chefs de projet de fort potentiel destinés à s'intégrer par la suite à ses équipes informatiques.

Dépendant du responsable des Études, ils ont en charge le développement de sous-ensembles bien définis du projet global; en liaison constante avec les services utilisateurs, ils assurent la conception des nouvelles applications; avec des équipes de 5 à 6 analystes et programmeurs qu'ils dirigent et animent, ils supervisent et encadrent la réalisation, veillant au respect des procédures, des méthodes et des délais.

Les candidats, de formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs, université), sont des concepteurs haut niveau; ils possèdent au moins 5 ans d'expérience en conduite de projets; ils sont ouverts à une méthodologie. Ils sont motivés pour participer à un projet complexe et de grande envergure. La connaissance de la banque, du secteur financier en particulier, serait un atout.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous réf. P 116/M à B. Beaunoir.

ifcam
Institut de Formation du Crédit Agricole Mutuel
recherche pour PARIS

Le Responsable de son Service Formation-Management

Dans le cadre d'une large autonomie de fonctionnement à l'intérieur d'un ensemble marketing-management-développement des aptitudes personnelles, le candidat devra, avec son équipe de formateurs conseillers dont il aura la responsabilité, prendre en charge les programmes existants et explorer le marché pour créer et proposer de nouveaux produits.

Sa mission relationnelle aura pour objectifs d'assurer des contacts permanents entre l'IFCAM et les Caisses Régionales de Crédit Agricole, mais aussi avec les partenaires formateurs extérieurs à l'Institut.

En outre, il devra préparer l'évolution de la formation au management afin qu'elle soit conçue et intégrée dans la stratégie des Caisses Régionales comme un élément moteur de leur développement.

Le candidat que nous recherchons sera un professionnel confirmé du management et de la formation qui aura eu une expérience du marketing, du milieu bancaire et qui a déjà exercé des responsabilités d'encadrement.

Il sera un concepteur de programmes, un animateur de sessions mais aussi un interlocuteur et un négociateur auprès des Directions des Caisses Régionales. Ce poste nécessite de nombreux déplacements en province.

Adresser votre candidature manuscrite indiquant C.V. et prétentions, sous référence 448 M, à Corinne VAN LOEY.

degré Conseil
11, rue La Boétie 75008 PARIS

ANTONY (92)
PME DYNAMIQUE (20 pers.)
Secteur technologies de pointe.
Fortement exportatrice crée le poste de

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Pour prendre en charge en environnement informatique :

- budget annuel,
- supervision de comptabilité automatisée diversifiée,
- tenue de la comptabilité dématérialisée,
- suivi bancaire,
- établissement des bilans,
- administration du personnel + déclarations,
- participation aux formalités Import-Export (Crédit, transit, etc.).

BONNES NOTIONS D'ANGLAIS
TITULAIRE DES OUV. DES + savoir-faire à l'information.
Si possible, disponibilité rapide.
Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre dossier, s/réf. 555507 M
à notre conseil
EGOR ET ENTREPRISES
11 bis, rue de Berri, 75008 Paris.
Tél. : 43-63-18-72.

LE CENTRE LEON BERNARD
Centre régional de lutte contre le cancer
28, rue Lénine, 69373 Lyon Cedex 08, recherche

UN INTERNE

ou futur interne d'interne pour son service de radiologie.

Poste titulaire, 600, ou 650, ou 700-80-28-38 poste 3702

OPTICIEN (NE)

Diplômé pour création magasin AVIGNON
Poste à plein temps à pourvoir immédiatement.

Envoyer C.V. manuscrit à :
STI COOPÉRATIVE D'OPTIQUE
78, avenue Pasteur-Carnot
94000 Anglemont, T. 30-88-42-30

ANIMATEUR

Centre socio-culturel recherche

DUT, DEFA, informatique, Env. s.v. + photo 28 A, rue de Philabourg, 67250 Saint-Jean.

S.E.V.A.L. INFORMATIQUE
Z.I. Les Palmiers
702, av. de la Floride, 13855 Aubagne Cedex, 42-82-60-05.

Recherche URGENT :

- 1 technicien-commercial, très bon niveau, branche télécommunications.
- 1 ingénieur pour se spécialiser en informatique, bonne connaissance des ordinateurs et logiciels.

Si vous êtes **INGÉNIEUR GENERALISTE** à dominante mécanique, voici **NOTRE PLAN, NOTRE CARRIÈRE**.

Nous sommes une PME (330 personnes) travaillant les métaux en feuille, soûlement imprimée (en général), et performante dans sa commercialisation, ses investissements, son innovation.

Le développement technique, et la recherche de produits et procédés nouveaux sont notre souci constant. En ce domaine, et parce que les spécificités de nos clients sont très variées, il faut du temps pour se mettre dans le bain.

Ce temps, nous voulons le prendre avec vous. Pour réussir ensemble.

Vous passerez donc 2 ans par diverses responsabilités, avant d'intégrer la Direction Technique. A ce poste, vous serez alors vous-même se dessiner les contours de votre avenir : large et ouvert. Et vous serez tout juste 35 ans.

C'est dire dans quelle tranche d'âge nous cherchons cet Art et Métiers créatif, approfondisseur, réaliste, homme de long terme (sans oubli du quotidien...).

Merci d'adresser, sous identification F 924, votre C.V. détaillé, avec photo et identification de sélecteur au

BRETAGNE SUD

CEIP Conseil d'Entreprises
56270 PLOMEUR.

winterthur assurances

ESC, ESCAE, SCIENCES ECO, IAE...

débuter par l'organisation

Nous sommes la première Société d'Assurances Européenne sur le marché français. Notre département ORGANISATION et INFORMATIQUE se développe... nous recherchons de nouveaux collaborateurs, jeunes diplômés à qui nous souhaitons confier des postes d'ORGANISATEURS.

Une fonction où, au sein d'une équipe jeune et dynamique, ils participeront à des actions telles que l'agencement et le développement des méthodes de travail, le perfectionnement des systèmes de traitement, etc.

Une posture d'organisateur dans son cadre informatique, n'est utilisable que complétée dans un environnement d'avenir.

Une formation complémentaire sera naturellement dispensée. La rémunération proposée sera déterminée en fonction du parcours universitaire suivi et, éventuellement, de l'expérience acquise.

Adresser C.V., photo et prétentions au Service Recrutement
WINTERTHUR ASSURANCES - Tour Winterthur - Cedex 18
92085 PARIS LA DEFENSE.

LA CHAÎNÈRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTMENTALE
Val-d'Oise - Yvelines

CONSEILLERS EN GESTION INDUSTRIELLE

Profil :

- diplômé d'ingénieur + école de gestion,
- expérience PME indépendante (5 ans min.).

Missions :

- Conseil aux PME de la chaine de production.
- Développement des actions mises en place par le service transmission et création d'entreprises, innovation, etc.

Postes basés Val-d'Oise (95) et Yvelines (78).

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et réf. au service du personnel
21, av. de Paris, 75011 Versailles.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La Filiale Française d'un Groupe International qui vend ses services à l'industrie recherche pour la direction de l'une de ses divisions à PARIS.

INGENIEUR

Il dispose d'une expérience industrielle confirmée dans le secteur Pétrole et Chimie, a déjà exercé des responsabilités commerciales, techniques et de gestion d'un centre de profit.

Il est nécessairement bilingue anglais et a la volonté de mettre son esprit d'entreprise au service de notre groupe.

Le fait d'avoir appartenu à l'engineering constitue un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer CV et prétentions sous N° 9488 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris - qui transmettra.



Mazda Eclairage

Leader dans le domaine de la fabrication de matériels d'éclairage, recherche pour son centre industriel de NEVERS (fabrication de matériels d'éclairage intérieur et de sécurité).

2 JEUNES INGENIEURS

• bureau d'études

Il sera responsable d'un groupe de 2 à 3 dessinateurs BTS-DUT. Il devra être capable d'étudier seul un projet complet répondant à un cahier des charges et de rechercher des adaptations optimales sur le plan technique comme économique.

• organisation industrielle

Il prendra en charge le suivi de l'amélioration de la productivité (machines et process) : amélioration des temps, coûts et suivi technique... en étroite collaboration avec la Production, l'Industrialisation et la Qualité.

Une première expérience dans le domaine industriel et une bonne maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires pour de jeunes ingénieurs de valeur souhaitant pouvoir évoluer dans une grande entreprise à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre, CV et photo) en précisant le poste choisi à MAZDA ECLAIRAGE - Service du Personnel 1, rue des Champs Pécus, B.P. 1, 58018 NEVERS Cedex.



SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, (91) MASSY

recherche pour son département commercial spécialisé dans les équipements et composants inertiels pour systèmes embarqués

INGENIEUR D'AFFAIRES

diplômé SUP AERO, SUPELEC etc..., ayant quelques années d'expérience sur le marché international des équipements pour l'aéronautique et l'armement.

Il aura la responsabilité de liaisons techniques et commerciales avec les clients ainsi que l'animation des contacts avec les services études et développement de la Société.

Une expérience des relations avec les grandes administrations techniques serait appréciée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
Direction des Affaires Sociales - B.P. 74
91301 MASSY CEDEX

TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche CHEF COMPTABLE

Rattaché au Responsable de la division valeurs mobilières de la Direction des Activités FINANCIERES :

- vous dirigerez une équipe de 15 à 20 personnes,
- vous prendrez en charge la tenue et la comptabilité des portefeuilles institutionnels
- âgé de 35 à 45 ans
- titulaire du D.E.C.S
- vous avez une solide expérience d'encadrement
- la rémunération sera essentiellement en fonction de l'expérience.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prét. sous réf. 20842 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONSULTANT

Vous avez la trentaine, et vous voulez devenir Consultant.

Aidé par la diversité des problèmes, vous savez les aborder avec une intelligence aiguisée. Avec un diplôme d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, et une première expérience industrielle réussie, vous disposez d'une forte puissance de travail et d'une bonne capacité de persuasion.

Notre Cabinet, membre de Syntex, possède une notoriété de premier ordre et peut vous permettre d'évoluer rapidement vers un poste de responsabilité, comportant de larges initiatives et une réelle autonomie dans l'action.

Nos bureaux sont à Paris et Lyon. Votre domicile est en France. La rémunération que nous proposons sera très attractive, à la mesure de votre potentiel et de votre ambition professionnelle.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, écrivez à Axial, 27 rue Talbot 75009 Paris, tél. 1202, en adressant lettre manuscrite, c.v. et photo. Votre dossier sera examiné de façon confidentielle.

Gérer et développer un portefeuille de clients

Parce que notre approche internationale des problèmes de présence et de retraite est une garantie de notre performance.

Parce que notre capacité d'innovation selon les besoins de nos clients, nous place en tête des couleurs françaises.

Parce que nos deux atouts majeurs sont notre dimension et notre imagination, nous apportons un soin tout particulier à choisir nos collaborateurs.

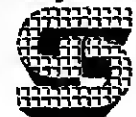
Le CHARGE DE CLIENTELE que nous recherchons est à l'image de notre philosophie.

Au delà du traitement et du suivi de dossier, nous comptons sur son goût des contacts, sur son esprit d'analyse et sur son aptitude à négocier pour définir une stratégie sociale.

des régimes de retraite et prévoyance en relation avec les Directions du Personnel.

De formation sciences Po, ESC, vous justifiez d'une première expérience dans la fonction personnelle. Si l'opportunité d'intégrer l'un des tout premiers Courtiers d'Europe vous

intéresse, adressez votre candidature (lettre + CV) en précisant vos prétentions au Directeur du Personnel, 2 rue Ancelle 92200 Neuilly-sur-Seine.



Gras Savoye

DES IDEES ET DES HOMMES

Importante société Informatique recherche

UN CHEF DU PERSONNEL

Une entreprise de taille humaine (140 personnes), basée à Paris, filiale d'un important groupe dans le domaine informatique, recherche son Chef du Personnel pour prendre en charge l'ensemble des activités de la fonction.

Il participera avec le Président à l'élaboration de la politique sociale, prendra en charge les relations avec les partenaires sociaux, le CE, les DP et le CHSCT, supervisera l'administration courante. Une sérieuse connaissance du droit du travail est requise.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure, âgé d'environ 30/35 ans, ayant une expérience solide de la fonction Personnel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
Pierre Rigollier SA, A l'attention de M. JP Anselmo
20, rue Chirpaz, 69130 Ecully.

UN CENTRE DE RECHERCHE TECHNIQUE (PARIS SUD)

cherche dans le cadre d'une nouvelle politique de DEVELOPPEMENT

UN INGENIEUR CONFIRME EN MECANIQUE DES FLUIDES

chargé d'études scientifiques et techniques en gestion de l'AIR :

ECOULEMENTS, FILTRATION, VENTILATION, MACHINES TOURNANTES.

Envoyer C.V., rémunération souhaitée à :
CONSULTANTS ASSOCIES
C. LEMAGNAN
19, rue Blanche - 75009 PARIS

ORGANISME BANCAIRE recherche

FISCALISTE

ayant une bonne maîtrise de la fiscalité et des rétroactions. Il justifiera d'une expérience d'au moins 5 ans acquise dans l'administration fiscale et/ou dans un Cabinet Conseil.

De formation supérieure (IEP, Maîtrise de Droit Privé, ENI), il collaborera à toutes les activités de l'équipe existante. La disponibilité, la créativité constituent des atouts nécessaires pour évoluer dans la spécialité ou dans le groupe.

Adresser C.V., photo, salaire actuel et prétentions s/réf. 20989 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

SYNDICAT PROFESSIONNEL D'INDUSTRIES METALLURGIQUES recherche :

SECRETAIRE GENERAL

pour succéder à l'actuel titulaire du poste.

La candidate âgée de 35 ans minimum, de formation Grande Ecole ou équivalent

devra être rompu

AUX RELATIONS PUBLIQUES tant nationales (administrations et entreprises) qu'internationales.

Il aura acquis une solide expérience en matière d'analyses statistiques et rapports de synthèse.

La pratique courante de l'ANGLAIS et de l'ALLEMAND est indispensable.

Poste basé à PARIS

REMUNERATION MOTIVANTE

Adresser C.V. manuscrit détaillé indiquant dernière rémunération perçue à

B.E.O. 34, rue de l'Arcade 75008 Paris

ERNST & WHINNEY, l'un des grands cabinets d'Audit et de Conseil, recherche, pour participer à l'encadrement et à l'animation de son équipe de Juristes-Fiscalistes :

Un Fiscaliste de très Haut Niveau - Futur Associé-

justifiant d'une expérience d'au moins huit ans dans l'administration et/ou un Cabinet de Conseil. Les perspectives d'un développement très important de notre cabinet offrent à un candidat de valeur une réelle possibilité d'accès à l'association à court terme. Ce poste sera basé à Paris. (réf. CO36)

Un Fiscaliste Confirmé

justifiant d'une expérience de trois à cinq ans. Ce poste sera basé à Lyon. (réf. CO37)

Vos compétences techniques, votre connaissance pratique de l'anglais et votre ouverture d'esprit faciliteront votre réussite au sein d'un groupe solide et prestigieux. Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), en précisant la référence du poste, à Jean-Marc Thirard, ERNST & WHINNEY Fiscaliste, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney

Importante société internationale recherche au sein de son siège social à Paris, un

Jeune Juriste HF

AFFAIRES INTERNATIONALES

Venant compléter l'équipe de juristes et de fiscalistes internationaux, il sera chargé :

- du suivi juridique des filiales du Groupe implantées en France et à l'étranger.
- de la négociation et de la rédaction des contrats et accords commerciaux signés par l'entreprise.
- de l'assistance juridique aux directeurs de projet.

Ce poste s'adresse à un jeune juriste diplômé de 3^{ème} cycle, familiarisé avec le monde du travail et des affaires à travers une première expérience professionnelle réussie. Cette fonction exige naturellement des qualités de rigueur, le sens des contacts humains et une grande disponibilité liée aux nombreuses missions à l'étranger. Votre anglais est impérativement opérationnel, espagnol souhaité. Rémunération et évolution motivantes au sein d'un groupe dynamique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. 3489, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

Aucun de nos clients ne nous a demandé de passer cette annonce !...

mais ils en seront les premiers satisfaits. Ils attendent beaucoup de notre cabinet de recrutement, tant et plus qu'aujourd'hui nous étions notre équipe de

Consultants

Avec nous, ils interviendront auprès des entreprises, analyseront leurs besoins, définiront avec elles les actions à mener pour trouver le profil optimal. Bien sûr, il mettront en oeuvre l'ensemble des moyens dont nous disposons pour mener à bien leurs missions, du recrutement à la parfaite intégration des candidats sélectionnés.

Consultant expérimenté ou cadre commercial dans une société de service vous voulez vous impliquer au sein d'un cabinet dont le développement est basé sur l'efficacité communicative. Efficacité prouvée en 3 ans, à Paris comme à Lyon, auprès de clients exigeants, grâce à une équipe de 10 personnes, enthousiastes et motivées.

Olivier Chauvette vous remercie de lui écrire sous réf. SH 82 M, en indiquant votre intérêt pour Lyon ou Paris. OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

OC conseil

Ressources humaines

PARIS LYON

BTS comptabilité + 1^{re} EXP.

POUR LA GESTION DE SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

Une importante banque, Paris-2^e, recherche pour son DÉPARTEMENT FINANCIER des collaborateurs diplômés.

A un candidat titulaire d'un BTS comptabilité ou équivalent, nous confierons la gestion administrative et comptable de

sociétés financières (SICAV, FCP...). Une expérience préalable de la fonction serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prét., en précisant sur l'enveloppe la réf. 3899/LM, à



PATRIMOINE

POINT DE VUE

La résistible passion des plans-reliefs du roi

Par MICHEL PARENT (*)

Le Musée des plans-reliefs du roi a été fermé lundi 16 décembre. Et pour des mois, des années peut-être, la plupart de ses ouvrages vont être soustraits à l'intérêt de ses cent cinquante mille visiteurs annuels sans motif plausible. Que son histoire, l'ancienne (illustrée) autant que la récente (attestée), plaide sa cause, tandis que commencent sa mise en cause, comme on dit chez les entrepreneurs de pompes funèbres.

A partir de 1568, Louis XIV et Louis XV ont voulu, pour assurer la connaissance globale de notre défense stratégique et tactique, de fabriquer ces portraits en relief au 1/6000^e des places fortes que, simultanément, le grand ingénieur dispose à la périphérie du royaume. Ces images, aussi fidèles que raffinées, associant avec minutie tout l'environnement rural et urbain des lieux, ont été pour objet la pédagogie militaire que le prestige propre à impressionner les amis de la France et à dissuader les moins sûrs.

« Il dit Grouchy ! C'était Blücher »

Pour Pierre le Grand c'est merveille (1717). Pour le pauvre Louis XVI, d'une jeunesse moins assurée : « Ce n'est (dépêché) que cahiers qui ne méritent pas d'être conservés » (1774), et quoique son ministre Du Roy assure, avant de prescrire leur déplacement, qu'il « n'entend pas que trop de précipitation expose ces plans à être détériorés », en voilà douze d'entre eux qui périssent au cours du transfert du Louvre aux Invalides dirigé par Soufflot (1777).

Ce général Blücher (de Waterloo), occupant prussien de Paris, en 1815, voit d'un mauvais œil ces plans détruits en 1944 dans les bombardements de Berlin. Le tsar Alexandre I^{er} empêche la spoliation de se poursuivre. Son neveu Alexandre II vient le admirer à son tour : c'est le clou de l'exposition universelle de 1867. En 1870, retour prussien : le conservateur mure les salles voisines. En 1940, mais hélas ! de l'excuse, les plans redonnent en pièces détachées. Depuis, avec la même technique minutieuse que les ouvriers de Vaucluse, leur restauration se poursuit avec des moyens de plus en plus réduits.

Mais quelque Belphegor rôde au quatrième étage des Invalides. Dès lors qu'en 1870 l'intérêt historique s'est substitué à l'intérêt stratégique, le général André, ministre de la guerre, brade sans repentir Douai et Arras à leurs villes, pour « faire de la place » (1901). Allez y voir, si ce n'est encore les montres, l'un d'eux a été restauré à la « mie de pain » (sic). En 1927, nouvelles destructions. Alors, mon prédécesseur, l'inspecteur général Jean Varier, s'écrit : il les fait classer en tant que collection « une et indivisible », comme la République, et blâme en fait la propriété de notre service des monuments historiques.

Du rêve de Versailles au refus d'obéissance

En 1946, je deviens l'un de ses jeunes collaborateurs. Jean Varier me charge d'explorer les Petites Ecoles du Roy à Versailles - autre invalide du patrimoine - l'époque - pour en faire, à partir de la collection des plans, « la grande musée des villes de France et de l'urbanisme ». Quel excitant projet que de confronter, en préface à la visite de la France profonde, le pôle de la centralisation royale avec la périphérie protectrice de la France qui rend la constitution de notre pays irréversible (et son territoire, un siècle durant, inexpugnable). Occasion, aussi, de recueillir des centaines de nouvelles modernes pour témoigner du développement actuel de nos villes, depuis les projets avortés jusqu'aux réalisations... malheureusement réalisées : quel

instrument pédagogique exceptionnel pour le public et les professionnels eût-on ainsi possédé !

En 1950, le ministre de l'Éducation nationale, Yvon Delbos, consacre le projet. Un peu plus tard, un de mes successeurs, Louis Grodecki, est à l'œuvre et va reconnaître les premières salles libérées de ces immenses écuries au fur et à mesure de leur restauration. Mais Malherbe, il met fin au projet en 1964 et au rêve. Sera-ce Chambord le nouvel élu ? Je n'ai pas de peine à démontrer, outre l'incompatibilité d'humeur, que les murs intérieurs situant en automne et que les salles sont plus exigües que les plans. Alors, la dispersion est ordonnée, et, à cette fin, une commission ad hoc est constituée dont le secrétaire sous la présidence de mon oncle L.-P. May, mais nous refusons, ainsi qu'en témoigne mon rapport, de nous soumettre à de tels ordres, contraires à la déontologie des fonds d'archives, à l'avenir de la collection, à sa signification centrale et unitaire, et nous invoquons la réserve consciente. Malheur, enfin, se rend à nos arguments... Mais hélas ! il écoute bientôt ceux qui lui empruntent la galerie Fourcroy ; amputation nouvelle du musée à la base de la situation actuelle : 15 % d'espaces perdus, une grande partie de la collection à la vente, et non exposée au public. J'ordonne du moins, un peu plus tard, le jumelage avec le Musée de l'Armée. Les visiteurs passent progressivement de cinq mille à cent cinquante mille. Mais pour autant, pas plus d'argent que de Suisse.

Toujours Belphegor

En 1977, Belphegor a changé de repaire. Il siège peut-être dans une commission administrative qui, elle, est souveraine, et qui, sans le renoncement des spécialistes, décide de « décentraliser » les plans-reliefs. Où ? N'importe, pourvu qu'ils dégringolent de Paris ! Va pour Mont-Dauphin où, sous ce climat, ils ne passeraient pas l'hiver. Dégringolent de Paris, ou d'Indisensable à l'étude des formes urbaines issues du centre du royaume, dégringolent : symbole de notre unité et de notre histoire ! D'ailleurs, l'histoire, les petits Français ne la connaissent plus, alors les technocrates ! (Du moins certains...)

En revanche, en 1979, le directeur du patrimoine de l'époque, Christian Patten, qui a réussi à différer l'effet de cette délicate décision, persuade le ministre Lecat non seulement de lui donner les moyens de l'opération de restauration de tous les plans-reliefs « pour sauver les plans sur place (les gardiens jouent parfois au jeu des sautes et de la serpente), mais de reprendre des travaux que j'avais jadis amorcés, avec M. Paquet, de dégagement des charpentes pour réaliser sur place un aménagement moderne définitif. A son tour, Jack Lang poursuit et achève cette opération et, sur surplus, consacre 700 000 F à faire repindre et déclarer le musée, qui ne connaissait pas encore l'invention de l'électricité.

Les ! Le contordre suit l'ordre : est-ce aussi commun à la culture qu'aux armées ? Demit nord. Le niveau d'incommunicabilité de la direction du patrimoine se situe-t-il à celui des conditions d'un sécurité d'un tel transfert, aux motifs de sa hâte, à l'espèce immédiatement disponible à Lille, à la durée du séjour en caisses des non-premiers élus, à l'état de santé des voyageurs et des incarcérés ? Et ce au point que des associations de sauvegarde doivent introduire une action en rétro-accès de M. Vuitton ?

Monsieur le ministre, nous vous demandons de revenir à votre premier mouvement. Nul n'est diminué de changer d'avis quand c'est pour choisir le bon. (*) Inspecteur général honoraire des Monuments historiques, président de l'Association Vaucluse.

ÉCHECS LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Londres et Leningrad candidates pour organiser le match revanche

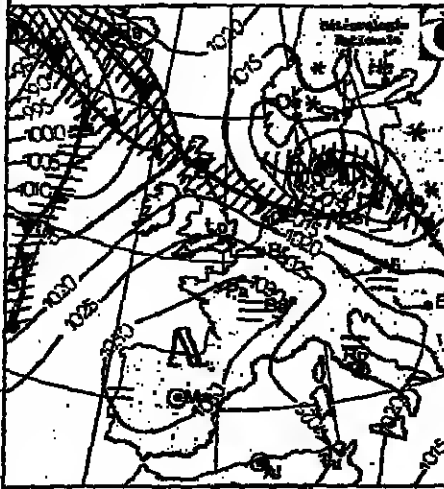
Londres et Leningrad sont les deux seules villes à avoir fait officiellement acte de candidature pour l'organisation du match revanche entre le champion du monde Garry Kasparov et l'ancien détenteur du titre Anatoli Karpov. C'est par un communiqué, publié le 16 décembre à Lucerne, que la Fédération internationale des échecs (FIDE) a annoncé la clôture officielle du dépôt des candidatures.

La bourse proposée par Londres aux deux joueurs est de 1,8 millions de francs suisses (6 570 000 francs environ) et celle offerte par Leningrad, de 1 million de francs suisses (3 700 000 francs environ). Il serait cependant bien surprenant que la capitale britannique, malgré son offre supérieure, soit choisie. Quant à la candidature de Leningrad, elle porte la marque de Kasparov, hostile à Moscou depuis toujours.

En attendant la décision de la FIDE, qui devrait être prise avant la fin de l'année, le champion du monde poursuit brillamment son match contre Timman. Lundi, il a remporté la deuxième partie en 35 coups, et même donc 2 à 0.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17.12.1985 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 17 décembre à 9 heures et le mercredi 18 décembre à 24 heures.

Le champ élevé de pression sur notre pays va regagner vers le Sud, permettant le passage atténué d'une perturbation sur les régions au nord de la Loire.

Mardi 17, le ciel sera très nuageux dans le Nord-Est, avec quelques averses de pluie ou de neige, et au Nord-Est avec des brumes ou brouillards matinaux (pouvant être givrants dans la Manche). Ces faibles brumes gagneront en cours de journée les régions du Poitou au Nord-Est et seront plus importantes sur le nord du Massif Central et le Jura. Sur les autres régions, l'exception des régions méditerranéennes, où le ciel sera plus nuageux, les brouillards seront nombreux, localement givrants sur les reliefs.

En cours de journée, de belles éclaircies se développeront, sauf dans la vallée de la Garonne et le Centre-Est, où elles seront moins nombreuses. Le soir, des nuages apparaîtront près des côtes atlantiques. Le mistral faiblira en cours de journée.

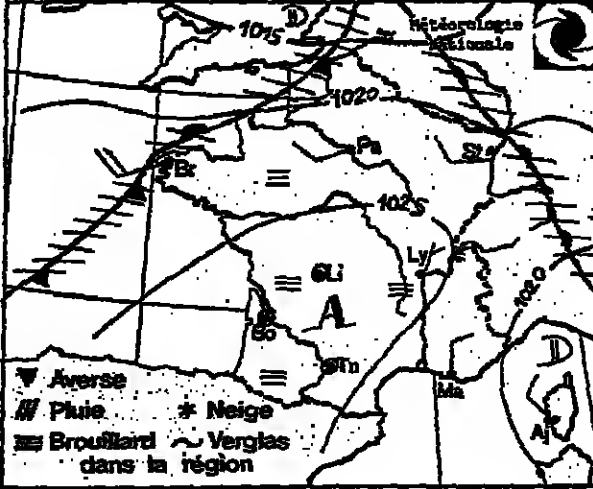
Les températures évolueront peu. Sur la moitié nord, de 3 à 5 degrés le matin, 9 à 10 degrés près des côtes, de 8 à 10 degrés l'après-midi ; sur la moitié sud, le matin, de 0 à 4 degrés, avec des gelées dans le Massif Central, de 10 à 14 degrés et 16 à 20 degrés près des côtes méditerranéennes l'après-midi.

Evolution prévue pour la fin de semaine

De hautes pressions persisteront sur la moitié sud du pays en s'affaiblissant peu à peu tandis que la moitié nord se trouve en bordure du courant océanique perturbé, les perturbations s'enfonçant progressivement de plus en plus vers le sud du pays.

Jeudi 19, très nuageux le matin du Bordelais au Massif Central et au nord des Alpes. Nuages se décalant dans la journée vers le Sud-Ouest pour atteindre

PRÉVISIONS POUR LE 18.12.85 DÉBUT DE MATINÉE



A l'avant, bien ensoleillé le matin sur le pourtour méditerranéen. Nuages bas maximaux de l'Aquitaine au sud du Massif Central.

A l'arrière, de la Manche à la Loire et au Nord-Est, ciel variable avec quelques averses près des frontières du Nord-Est, se couvrant dans l'après-midi sur la Bretagne puis en début de nuit sur l'ensemble des régions voisines de la Manche avec quelques brumes côtières. Ailleurs, développement de belles éclaircies dans la journée.

Vent de sud-ouest modéré à assez fort près de la Manche. Minimum : 3 à 7 degrés dans le Nord-Ouest, 2 à 4 degrés dans le Nord-Est, 5 à 9 degrés dans le Sud-Ouest, 1 à 5 degrés dans le Sud-Est. Maximum : 5 à 8 degrés sur la moitié nord, 9 à 14 degrés sur la moitié sud.

Vendredi 20, de la Bretagne au Nord, très nuageux à couvert avec quelques brumes côtières. Ailleurs, nombreux brouillards matinaux (pouvant être givrants de la Lorraine au Morvan et à la Franche-Comté) se dissipant à la mi-journée puis temps bien ensoleillé excepté en Corse où le ciel sera plus variable avec quelques nuages.

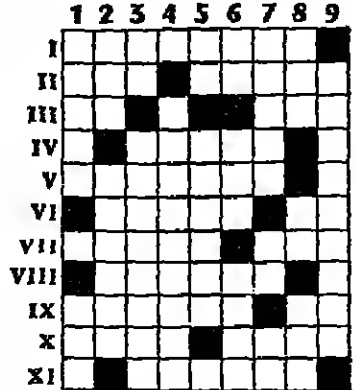
Minimaux stationnaires ou en légère hausse près de la Manche, en baisse de 2 à 4 degrés ailleurs. Maximums sans grand écartement.

Samedi 21, temps très nuageux à couvert avec quelques pluies ou brumes faibles et intermittentes sur les régions voisines de la Manche, gagnant dans la journée l'ensemble des régions situées au nord de la Loire et de la Seine. Pluies à caractère plus continu et modéré en fin de journée en bordure de Manche.

Plus au sud, brouillards matinaux de l'Aquitaine au Massif Central, au Centre et au Nord-Est. Développement de belles éclaircies dans la journée. Temps

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4120



HORIZONTALEMENT

1. Les belles sont plus enrichissantes que les bombes. - 11. Parleur coloré, mais fastidieux. Pour l'écouter, il faut aller à fond de cale. - 111. Négation. Matière à rotation précédant une attaque indirecte. - 1V. Titi ou Toto. - V. Expression de voix silencieuses. - VI. Membres supérieurs. Indéfini. - VII. Associer poétiquement l'utile au futile. Jeu à enjeu. - VIII. Élément de pont. - IX. Contrainte pénitentielle. « Capitales » de Porto Rico. - X. Maître de Rubens. Déborde quand on nage dedans. - XI. Feux d'artifice.

VERTICALEMENT

1. Tomber sous le charme automnal. Grain. - 2. Monnaie européenne. Certain ne peut s'exprimer qu'avec un jeu de baguettes. - 3. Jeu de baguettes. Jeux de billes. - 4. Jeu de baguettes ou de billes. - 5. Traditions. Jeu de billes. - 6. Pièce lyrique ou morceau de piano. Bien établi. Ponctue une apparition précoce. - 7. Commune de Belgique. Duplicateur. Mérite une correction quand il est déplacé. - 8. Pneu pour de maquis. Types complètement ronds. Se vide tout d'une traite. - 9. Iphigénie en Tauride.

Solution du problème n° 4119

Horizontalement

I. Crevasse. - II. Lave-glace. - III. Adonis. Cr. - IV. Paf. - V. Oo. Gns. - VI. Tê-tê. II. - VII. Ecco homo. - VIII. Mbu. - IX. Eploré. Nô. - X. Nic. - XI. Tê. Foulé.

Verticalement

1. Clapotement. - 2. Radioscopie. - 3. Evné. Eculé. - 4. Vénusté. - 5. Agi. Shérif. - 6. Ila. Gode. - 7. SA. Pu. Ma. Tu. - 8. Occasionnel. - 9. Neri. Sole. GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 18 DÉCEMBRE

« L'École des beaux-arts et les salons de l'Hôtel de Chimay », 15 heures, 17, rue Malherbe (M.C. Lasserre).

« Un peintre « pompier » d'acier qui a écrit notre temps : Gustave Moreau », 15 heures, 12, rue de la Rochefoucauld.

« Une vie pour l'art » la collection Thyssen », 15 heures, entrée Musée d'Art Moderne (Paris et son histoire).

« Pour les jeunes : la vie quotidienne du Moyen Âge dans l'hôtel de Clugy », 14 h 30, cour musée, place Paul-Fabert.

« Le mobilier Louis XVI, raffinement et exotisme », 14 h 30, Louvre, porte Denon (Arcus).

« L'Opéra », 15 heures, haut des marches gauche.

« Appartements royaux au Louvre », 14 h 30, devant l'église Saint-Germain l'Auxerrois (C.A. Meaux).

« Le palais de justice en activité », 14 h 30, infirmerie côté marché aux fleurs (Charles Merle).

« Exposition Thyssen Bornemisza », 15 heures, Musée d'Art Moderne (casse) (Approche de l'art).

« Le Marais, la place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 20 h 30, « La Kabalah ou la tradition cosmique ».

5, rue Laffitte, 15 heures, « Les fées, les elfes et les esprits de la nature ».

21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, 15 heures et 17 heures, « Les Mongols : Gengis Khan, Temüjin et le Hord d'Or ».

Donus Medica, 60 boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30, « L'Inconscient collectif ».

Collège de France, 18 heures, salle n° 6, « Propos sur l'identité de l'homme » (professeurs Jean Bernard, Jean Dauterive, André Gavarret, M. Pierre Giraudet, président de la Fondation de France).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel du mardi 17 décembre :

UN DÉCRET

• N° 85-1328 du 16 décembre 1985 pris en application de la loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 portant diverses dispositions relatives aux valeurs mobilières, au droit des sociétés et de la Bourse.

DES ARRÊTÉS

• Du 12 novembre 1985 réglementant l'hygiène de la préparation des viandes attendries destinées à la consommation.

• Du 25 novembre 1985 relatifs à l'organisation et à l'indemnisation des services de garde dans les hôpitaux publics et dans les services de réanimation des hôpitaux publics, et à l'indemnisation des gardes effectuées par les internes et les étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne des établissements d'hospitalisation publics autres que les hôpitaux locaux.

UNE CIRCULAIRE

• Du 30 août 1985 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (installations de transit, regroupement et traitement de déchets industriels).

BREF

COLLOQUE

HORIZON 90. - Un colloque sur l'avenir économique des associations réunira, le 19 décembre prochain au Palais des Congrès à Paris, les responsables associatifs. Des ateliers (activités économiques, développement local, financements du futur) et des communications sur les dispositions nouvelles devraient familiariser les dirigeants d'associations avec les impératifs économiques.

* Service associations, 60, rue de Président-Wilson, 92300 Levallois-Perret. Téléphone : (1) 47-37-92-50.

NOËL

« ALLO, JE SUIS SEUL ». - Dans la nuit du 24 au 25 décembre, des bénévoles du Secours catholique recevront les appels téléphoniques de ceux qui, isolés en cette soirée de Noël, voudront partager leur solitude. De 17 h 30 à 2 heures du matin, il leur suffira d'appeler le (1) 43-20-14-14.

* Secours catholique, 106, rue du Rne, 75341 Paris cedex 07. Tél. : (1) 43-20-14-14, CCP 5620-89 K Paris.

annonces associations

Appels

MAL DANS VOTRE COUPLE ?... SÉPARATION EN VUE ? Un accueil, un conseil personnalisé adapté à votre cas : Le M.A.C.I.D. Tél. : 1-43-06-77-71.

Convocation

L'association Arts au Carré présente une EXPOSITION de MASQUES Comédies d'Art, Carnaval, Japonais. Ouvrez (vous) un cadeau très décoratif. Catalogue (de 140 masques en couleur) 20 F port compris. En décembre de 15 h à 19 h sauf dimanche. Galerie Théâtrale 4, rue Frédéric-Sauton 75005 Paris. Mtro Maubert-Mouton. Tél. : 48-33-91-94.

Sessions et Stages

VOUS PROPOSEZ SES STAGES DU WEEK-END EN COMMUNICATION LECTURE RAPIDE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL Tél. POUR INSCRIPTIONS 48-24-38-81

Si de fond et de forme, hors plans, recourez : tout les séjours aux Pyrénées en une brochure gratuite : CAMES, BP 88, 09200 St-Germain. Téléphone : 81-66-40-10.

FORMASUP

SPECIAL CONCOURS

P.C.E. M1

Préparation intensive Vacances de Noël (22 décembre - 4 janvier) Effectif limité. Tél. POUR ENTRETIEN 48-24-38-81

ANGLAIS-FRANÇAIS

ESPAÑOL-ALLEMAND-RUSSE

Apprenez efficacement, rapide par la suggestion, le français à la source française. Tél. : 43-26-22-64.

Apprenez l'ARABE

Cours tous niveaux. Acteurs et interprètes. STAGES AGÉS par l'ETAT intensifs. Cours-France 18, rue de l'Argenteuil. Tél. : 42-05-42-55.

Premiers pas en économie

ouvert à tous les 18, 19, 20-03-1988 St-Benoit. Coût : 850 F. CEAS 18, rue A. Viala 22000 St-Benoit. Tél. : 96-33-48-78.

PREPABAC

Stage intensif de Noël du 21 au 28 décembre MATHS - PHYSIQUE. ANGLAIS. Tél. : 42-87-07-43

IDEFI

VOUS PROPOSEZ SES STAGES SEP STAGES DU SOIR EN INFORMATIQUE

INITIATION ;

LOTUS 1, 2, 3 ;

WORDSTAR ;

D BASE III.

Séances de 8 semaines

Tél. pour inscriptions :

48-24-38-81.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux

Tous les lundis, dans le journal "Les Annonces"

En Vente Partout 4,00 F et 36 r. Mahe, 75011 PARIS TEL. (1) 325.30.30

سكس من الامال

économie

REPÈRES

Dollar : glissement à 7,67 F

Le dollar a cédé du terrain, mardi 17 décembre, sur l'ensemble des marchés des changes. A Paris, le billet vert est retombé à 7,6755 F en fin de matinée, contre 7,7115 F la veille en séance officielle, tandis que le deutschemark progressait à 3,0610 F, contre 3,0575 F. A Francfort, le devise américaine a également reculé pour s'établir à 2,6060/6070 DM (contre 2,6270/6280 DM), de même qu'à Tokyo : 201,80 yens (contre 202,20). Ce glissement est imputable en partie aux propos de M. Henry Kaufman, le spécialiste de Salomon Brothers, selon lesquels les taux d'intérêt américains devraient légèrement baisser l'année prochaine.

Conjoncture : une récession se profile pour 1987 aux Etats-Unis

La croissance économique américaine devrait s'accroître légèrement l'an prochain pour atteindre 2,9 % contre 2,5 % en 1985 mais une récession se profile à l'horizon de 1987, estime à une majorité écrasante les membres de l'Association nationale des économistes d'entreprise. Seuls 15 % d'entre eux envisagent la poursuite d'une croissance qui entame sa quatrième année. En revanche, l'inflation devrait rester sous contrôle et représenter 4 % en 1986 contre 3,5 % en 1985. Parmi les autres prévisions marquantes des économistes américains d'entreprise, le chômage qui se stabilisera à son haut niveau actuel de 7,2 % et les taux d'intérêt qui ont peu de chance de baisser en deçà du niveau du prime rate d'aujourd'hui de 9,5 %. L'Association fait enfin preuve d'un solide scepticisme face au compromis budgétaire adopté par le Congrès et visant à équilibrer les finances fédérales d'ici à 1991. A ses yeux, de trop fortes réductions de dépenses feront de 1987 une année encore plus difficile que prévue, l'autre terme de l'alternative - un relèvement des impôts - risquant lui aussi d'aboutir à un ralentissement de la croissance.

Café : vers une libération des exportations

Les cours du café sur les différentes places de cotation ont continué à monter, la lundi 16 décembre, en dépit de l'annonce par l'Organisation internationale du café (OIC) d'une nouvelle augmentation du quota global d'exportation de 3 millions de sacs, portant le total à 63 millions de sacs. La spéculation qui s'est traduite par des hausses de 7,5 % à 8 % sur le marché de Londres est encouragée par l'imminence de la publication par l'Institut brésilien du café de son estimation de la récolte. La sécheresse qui sévit dans les Etats du sud du Brésil, affectant l'ensemble de l'agriculture, fait craindre une chute de production d'environ 50 % par rapport à 1984-1985, où elle atteignait alors 30 millions de sacs. L'OIC, conformément à l'accord international sur le café pourrait supprimer le contingentement et les cours persistent à monter au-dessus du prix-plafond (140 cents par livre) fixé par l'accord.

Commerce international : feu vert américain vers la Chine

Décidée à jouer la carte du marché chinois, l'administration américaine va assouplir les restrictions à l'exportation de certains produits vers la Chine. Le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, a annoncé, le lundi 16 décembre, que la liste des catégories de produits exportables sans autorisation préalable va passer de sept à vingt-sept et inclure notamment les ordinateurs, les machines-outils, les semi-conducteurs, le matériel de robotique et les instruments électroniques. Une mesure qualifiée par M. Baldrige de « pas en avant important » pour les échanges sino-américains, qui devraient atteindre cette année 6 milliards de dollars, selon le département du commerce.

SOCIAL

Selon M. Bergeron

Le régime général de sécurité sociale sera en déficit en 1985

M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a exprimé, le lundi 15 décembre, son désaccord avec les chiffres du gouvernement sur les comptes du régime général de sécurité sociale en 1985 et 1986. En 1985, selon FO, il n'y aura pas l'excédent de 5 milliards de francs annoncé mais un déficit de 4,4 milliards (résultat d'un déficit de 9,5 milliards pour la branche vieillesse et de 2 milliards pour la branche maladie, face à un excédent de l'ordre de 7 milliards pour la famille). La différence s'explique de la manière suivante : FO estime qu'on ne peut pas prendre en compte les effets du décalage de versement des allocations familiales et des prestations hospitalières (5 milliards au total), ni l'excédent de

1,8 milliard des accidents de travail - celui-ci entraînant ipso facto une réduction de cotisation l'année suivante, - et prévoit 2 milliards de francs de dépenses supplémentaires sur les hôpitaux et 500 millions sur le secteur vieillesse.

D'autre part, l'excédent de trésorerie annoncé de 24 milliards de francs « n'a aucun sens », selon FO : si l'Etat ne paie pas à la Sécurité sociale les 14 milliards qu'il doit actuellement, la trésorerie du régime général se trouvera « dans le rouge » début janvier et devra compenser à la Caisse des dépôts.

Pour 1986, FO prévoit toujours un déficit de 25 milliards à 30 milliards de francs, par

suite d'une baisse de 0,5 % à 1 % des effectifs cotisants, d'une augmentation d'un mois 5 % en francs constants des dépenses vieillesse et de 2,5 % à 3 % de celles de la maladie. Pour résoudre les difficultés du régime général dues à l'aggravation du chômage, à l'entrée plus tardive sur le marché du travail, à l'allongement des carrières des retraités, « il n'y a », selon M. Bergeron, que trois solutions : augmenter les cotisations, budgétiser une partie des dépenses, ou diminuer les prestations. FO se prononce évidemment pour la première solution, afin de ne pas remettre en cause le système actuel de protection sociale.

Une gestion nouvelle de la trésorerie

Même si les retards de paiement de l'Etat réduisent considérablement les disponibilités de la Sécurité sociale à la fin de 1985, l'innovation la plus marquante de ces dernières années réside dans la nouvelle gestion de la trésorerie du régime général.

Introduite en 1983, cette gestion aura amené, en 1985, la trésorerie du régime général au montant record de 33,5 milliards de francs en moyenne mensuelle (contre 20,1 milliards en 1984) et rapporté 3,4 milliards de francs de produits financiers sur l'année. Un résultat obtenu en rapprochant les méthodes de gestion de celles des entreprises.

Premier moyen : abréger au maximum les délais d'encaissement et de décaissement, afin d'éviter que le régime général ne soit obligé d'emprunter à un taux supérieur à celui du marché monétaire, alors que des réserves existent sur les comptes locaux des URSSAF ou des caisses, rémunérées à 5 % au maximum, comme cela s'est produit plus d'une fois naguère. On y est parvenu en centralisant au plus vite les cotisations perçues, en ne sortant les sommes nécessaires qu'au dernier moment et en accélérant toutes les opérations. Ainsi, le délai d'immobilisation des chèques a-t-il été réduit à quelques heures.

Pour cela, il a fallu sensibiliser les responsables des caisses, pour qui la gestion de la trésorerie ne constituait pas une priorité. Entre janvier et juin de cette année, neuf cents d'entre eux ont suivi une formation ad hoc : une action que vont poursuivre le Centre national d'études supérieures de sécurité sociale (CNSSS) pour les nouveaux arrivants et l'UCANSS (Union des caisses nationales de sécurité sociale) pour les cadres en exercice. Parallèlement, les caisses vont s'informer, de façon à permettre aux responsables de la comptabilité de suivre en permanence la circulation des fonds qu'ils versent et reçoivent.

Corollaire de cet effort : des négociations ont été menées avec les banques pour rémunérer le traitement

des chèques, en fonction du service rendu, au lieu de les laisser jouer sur les délais : le coût du traitement d'un chèque est de 3 francs en moyenne, alors qu'un jour de valeur gagné peut représenter jusqu'à 260 millions de francs.

Second élément, plus connu : le placement par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) des sommes disponibles en SICAV, fonds communs de placement, ou bons du Trésor. Le taux de placement de l'en-cours de trésorerie est passé de 30 % en juin 1983 à 70 % un an plus tard, pour atteindre 90 % (soit 27 milliards de francs) en novembre dernier. La Sécurité sociale est ainsi devenue le premier intervenant sur le marché financier à court terme.

Certes, les produits financiers représentent moins de 0,5 % du chiffre d'affaires du régime général. Mais ils dépassent le montant des frais postaux de l'ensemble des branches. Et un jour de produits financiers, sur la totalité des entrées et des sorties du régime général, correspond au coût de la mensualisation des retraités. Le régime général était amené à consommer l'an prochain tout ou partie de sa réserve de trésorerie, le produit des placements diminuait considérablement. Mais la gestion de la trésorerie ne fera que prendre plus d'importance : dans une période où l'équilibre est particulièrement difficile, il importe non seulement de ne pas perdre le moindre franc de cotisations, mais d'en tirer le maximum.

GUY HERZLICH.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

Sécurité sociale : une réforme limitée et à long terme

De notre correspondant.

Londres. - Il y a des promesses bien difficiles à tenir. M. Thatcher aura attendu six ans avant de préciser son plan de révision du Welfare state, cet « Etat providence » fondé immédiatement après la seconde guerre mondiale par les travaillistes alors au pouvoir. C'était l'un des défis et l'un des objectifs principaux du premier ministre dès son installation au 10, Downing Street, en 1979, et ce n'est qu'il y a six mois que son cabinet en a présenté les grandes lignes (le Monde, du 5 juin). Déjà, à ce moment, on s'était aperçu que ce projet, qui se résume essentiellement à une réforme de la Sécurité sociale, était moins ambitieux que prévu. Certains observateurs préfèrent toujours aujourd'hui parler d'aménagement important plutôt que d'une véritable réforme. Maintenant que de plus amples détails viennent d'être publiés dans un Livre blanc, on constate que le gouvernement

conservateur a dû se montrer encore plus prudent.

Depuis juin, le secrétaire d'Etat aux affaires sociales, M. Norman Fowler, a notamment dû renoncer à l'une des initiatives les plus remarquées et les plus controversées : la suppression du « New system » de retraite financé par l'Etat, le nombre de ses bénéficiaires sera diminué (de moitié en l'an 2033) mais il demeure. Il se confirme, d'autre part, que les principaux éléments de cette réforme ne doivent pas être introduits avant 1988, c'est-à-dire pas avant les prochaines élections. Sans parler des protestations véhémentes de l'opposition travailliste qui jure, « en cas de victoire », d'annuler la plupart des nouvelles mesures, le gouvernement a dû tenir compte des réticences qui se sont manifestées au sein même de la majorité.

Ainsi que la côte du gouvernement a singulièrement baissé dans les sondages, de nombreux députés du parti de M. Thatcher ont été quelque peu effrayés par les « conséquences politiques » que pourrait avoir ce projet. Le chômage qui s'est considérablement aggravé entre-temps a contribué à modifier la situation et l'appréhension que peut avoir une grande partie de l'opinion publique, même si elle était a priori convaincue de la nécessité de reconsidérer divers aspects du Welfare state.

M. Fowler a beau souligner que sa démarche a, avant tout, pour objet de « moderniser » et de « simplifier », tout en augmentant la part

des allocations destinées à ceux « qui en ont le plus besoin », il n'en est pas moins vrai que l'opération a globalement pour but de réduire ou limiter le budget de la Sécurité sociale (40 milliards de livres actuellement, soit un tiers des dépenses publiques) qui a subi une hausse de 11 % en termes réels de 1979 à 1984. D'ailleurs, M. Fowler, en présentant le Livre blanc le 16 décembre devant la Chambre des communes, a reconnu que, tout « en pensant aux plus démunis », le gouvernement devait « défendre aussi les intérêts des contribuables ». Selon les chiffres fournis par le secrétaire d'Etat, quatre millions de personnes devraient perdre tout ou partie des avantages jusqu'à présent perçus, tandis que deux millions recevront une aide accrue. L'« économie » réalisée par l'Etat grâce aux réformes proposées pourrait s'élever au total à 750 millions de livres, selon une étude réalisée par un institut indépendant spécialisé dans la recherche sur la fiscalité.

Porte-parole du Parti travailliste pour les affaires sociales, M. Michael Meacher a déclaré que « quel qu'en dise le gouvernement », l'ensemble des « coupes prévues » seront faites au détriment « des plus pauvres ». Il a indiqué que, d'après ses propres calculs sur les données officielles, « près de 500 mille Britanniques perdront donc 5 livres par semaine et un million deux cent cinquante mille, plus de 3 livres, y compris cinq cent mille retraités ».

FRANCIS CORNU.

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES

Débutants à élèves avancés. Cours longs et courts
Nous nous occupons de l'hébergement
Sels College
Londres
Agréé par le British Council
64-65 Long Aero, London WC2E 9JH (Angleterre)
Tél. : (44) 1-240 2881, Télex : 265312 Wescam Selscol
6 A 9 ETUDIANTS PAR CLASSE COURS INDIVIDUELS

VOUS SOUHAITEZ VOUS SÉPARER DE VOTRE PC PORTABLE*?

APPELEZ ECS: 47 63 12 30.

Votre IBM PC portable ne suffit plus à vos besoins? Chez ECS, nous le reprenons pour 8.000 F; et même 10.000 F si vous achetez un autre micro IBM, BULL ou COMPAQ. Si ECS vous propose aujourd'hui cette opération exceptionnelle, c'est que notre vocation est bien plus large que la simple location de matériel informatique: distribution, conseil, vente, reprise, changement de configuration, formation, assistance, maintenance: autant de compétences qui font d'ECS la plaque tournante entre les entreprises et les constructeurs.

* Offre de reprise valable en région parisienne, jusqu'au 10 janvier 1986, sur les IBM PC-P, 256 K, 2 disquettes, clavier français.

ECS



NOUS RELIONS L'OFFRE A LA DEMANDE

La campagne Fleurs de Coins 1985 bat son plein...

Mais sa clôture est proche : 21 décembre 1985.

Ce millésime est exceptionnel : en plus de l'ensemble des pièces françaises, il comporte les deux pièces commémoratives de l'année : *Emile Zola* (100 F) et *Victor Hugo* (10 F).

Les 12 pièces formant cette série sont frappées hors circuit industriel, à cadence réduite, à partir de coins neufs et polis, sur des flans sélectionnés et spécialement traités.

Chaque pièce de la collection est individuellement protégée pour éviter son oxydation. L'ensemble de la collection est présenté dans une pochette de feutre floqué de couleur bleue.

Le prix de la série est de 850 F.

Il est encore temps de penser aux fêtes de fin d'année. Ce sera le cadeau le plus prestigieux et le plus original que vous pourrez faire.

Pour être rapidement servi, rendez-vous à la Monnaie de Paris ou passez votre commande par retour du courrier, accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de Monsieur l'Agent comptable de la Monnaie de Paris.

C'est un communiqué de la Monnaie de Paris
11, quai de Conti - 75006 PARIS



AFFAIRES

politique

ENTREPRI

accord confit

les Assur

CHEFS L
NE RATEZ
DE VOT

la journée pos

Le rue Segre

AFFAIRES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CNPF

M. Chotard réclame une politique sociale encore « plus libérale »

Au cours de l'assemblée générale du CNPF, ce mardi 17 décembre à Paris, quatre rapports ont été présentés : le rapport administratif et financier de M. Jacques Dermaigne, le budget annuel de l'organisation, soit quelque 80 millions de francs, devant être équilibré, et ceux de MM. Guy Brusa, Yves Chotard et Michel Maury-Larivière, respectivement sur la politique économique, la politique sociale et les initiatives du CNPF dans le cadre de la décentralisation.

Dans son rapport sur la politique sociale, M. Yves Chotard, premier vice-président, ne s'est guère démarqué des principes jusqu'alors défendus par l'organisation patronale. Cette stratégie sociale est toujours fondée sur deux axes : la politique contractuelle et les politiques sociales d'entreprise - qui sont complémentaires et ont « un objectif commun : la recherche d'une plus grande liberté pour l'entreprise ». Faisant un clin d'œil implicite aux projets de l'opposition, M. Chotard souligne qu'il faut aller encore plus loin dans la voie de la souplesse car « une politique sociale plus libérale peut enligner le chômage », mais il ne détaille pas des revendications déjà connues.

Plus rétrospectif que prospectif, le rapport de M. Chotard justifie, dans sa première partie, l'utilité de la politique contractuelle, placée « au service de l'emploi ». Un moyen de rappeler à ceux qui, dans le monde patronal, ne croient plus qu'aux accords conclus dans les entreprises que le CNPF a encore un rôle social important à jouer au niveau national interprofessionnel. M. Chotard évoque l'échec des négociations sur la flexibilité et l'attitude du gouvernement qui, dans un premier temps, avait refusé d'intervenir. « Une pédagogie de l'échec s'est alors imposée », a-t-il déclaré tout en faisant état d'un « quasi-consensus » : « La flexibilité n'est plus un mot tabou, mais un objectif à atteindre ».

La conclusion revient à M. Yves Gattaz, président du CNPF.

Le Figaro, pour sa part, publie le 17 décembre un sondage SOFRES d'où il ressort que 73 % des chefs d'entreprise souhaitent la démission de M. Mitterrand en cas de victoire de l'opposition en mars 1986 et que 67 % s'estiment proches du RPR ou de l'UDF. Mais 66 % des patrons ont une bonne opinion de M. Gattaz.

Le projet de loi du gouvernement sur l'aménagement du temps de travail est toujours jugé « très critiquable ». Pour autant, le numéro deux du CNPF se félicite du renouveau de la politique contractuelle au second semestre 1985 - avec les deux accords sur l'assurance-chômage - et de la mise en place progressive des contrats de formation alternée.

Dans la deuxième partie, le rapport de M. Chotard aborde les politiques sociales d'entreprise « de plus en plus libérales ». En 1985, a-t-il indiqué d'emblée, de nombreuses innovations sociales originales ont été réalisées dans les entreprises, principalement dans les domaines des salaires et de la participation. La recommandation d'une « politique salariale plus libérale », selon lui, est bien accueillie tant par les employeurs que par les salariés. Pour fixer les rémunérations, rappelle-t-il, « il faudra tenir compte désormais d'une pluralité d'indicateurs » (prix, situation de l'entreprise, performances individuelles etc.).

Mais M. Chotard reste silencieux sur le point où on l'attendait le plus, à savoir le SMIC. Aucune position ne devait donc être adoptée par l'assemblée générale sur un sujet qui a plutôt divisé les fédérations professionnelles. Un consensus minimal au sein du patronat tourne autour de deux idées : pas de suppression du SMIC ; mise en œuvre d'une réforme du SMIC qui devrait faire l'objet d'une négociation contractuelle et ne plus être fixé par l'Etat. Encore faut-il qu'en face les organisations syndicales acceptent de négocier ce SMIC.

L'idée d'un « SMIC jeunes », proposée par M. Gattaz, y a eu quelques mois - et défendue par une association comme Echanges et Projets, plutôt de gauche, - a été abandonnée puisque les stages de formation en alternance pour les jeunes sont présentés comme une concrétisation de ce salaire minimum pour les jeunes. M. Chotard conclut son rapport en évoquant l'engagement pour les expériences de participation active, le succès des cercles de qualité, et le mouvement en faveur du projet d'entreprise qui a « le mérite d'apporter une cohérence aux méthodes participatives ». Voilà un rapport qui préfigure les exigences sociales que le CNPF ne manquera pas de manifester en mars 1986.

M. N.

COMPAGNIE DU JOUET CHERCHE PAPA NOËL

Après avoir construit et vendu les jouets, la Compagnie générale du jouet (Cej), se met, à son tour, en quête d'un papa Noël. En effet, elle a besoin d'un repreneur, pour ne pas cesser son activité, à la suite de son dépôt de bilan qui doit être effectué au tribunal de commerce de la Seine-Saint-Denis ce mardi 17 décembre.

Ce dépôt de bilan, signe l'échec du plan de restructuration élaboré en mars 1983, conjointement avec les pouvoirs publics (le Comité interministériel de restructuration industrielle), de ce qui fut, jadis, le premier fabricant de jouets français. Grâce à ce plan, la firme recevait 170 millions de crédits et aides diverses, dont plus de 40 % provenaient de son principal actionnaire, la Compagnie financière Edmond de Rothschild.

La société, sous la direction de son nouveau président, M. Jacques Monbeig (remplacé par M. Jean-Pierre Lalimann, en avril 1985), allait se lancer dans la production de jouets dérivés des personnages d'émission de télévision pour enfants, un secteur appelé à détenir 20 % du marché français. La Cej a même coproduit « Les Mondes engloutis », une série de télévision, avec la société de production RMC Audiovisuel.

Désaccords, lenteurs techniques ? Toujours est-il que la série, programmée sur deux ans, n'a été lancée qu'en début d'octobre, quelques jours avant la mise en place des jouets dans les magasins. Un petit tard pour que les ventes atteignent leur maximum au moment des fêtes (70 % des ventes de jouets ont lieu à cette époque de l'année).

Or la Cej souffre, comme le reste de l'industrie, de la crise qui a fait chuter la consommation de jouets de 10 % en volume, après une progression continue, mais modeste, de 3 % de ventes depuis dix ans. En juillet, elle avait déjà annoncé la fermeture de son siège administratif de Drancy au 31 décembre, ainsi que le licenciement de deux cents salariés (sur des effectifs totaux de huit cent cinquante salariés). Ceci n'a pas suffi à arrêter la dégradation de ses résultats, la firme ayant, en 1984, accumulé 18 millions de francs de pertes pour un chiffre d'affaires, sur la France, de 350 millions de francs.

Avec les possibles succès des héros des « Mondes engloutis » et l'avenir des jouets « dérivés », les restes de la Cej ont encore de quoi attirer des repreneurs potentiels. La compagnie produit notamment les trains Jouet, les engins radioguidés Joustra, les masques Revell. Bref, des jouets qui pourraient peupler encore plusieurs géographies d'arbres de Noël.

D. B.

CONJONCTURE

Et si le prix du baril baissait de 20 %...

(Suite de la première page.)

Les entreprises verront aussi leurs résultats s'améliorer. Elles en profiteront pour se désendetter davantage mais aussi pour investir. La prévision d'un accroissement de 4 % des dépenses d'équipement retenu dans les comptes officiels pour l'année prochaine serait sensiblement dépassée (on pourrait atteindre + 4,3 %) avec un autofinancement en très forte augmentation.

L'euphorie qui naîtrait de cette situation ne serait même plus troublée par un commerce extérieur qui, en volume, se dégraderait (les exportations progressant de 3,5 % contre + 4 % pour les importations) mais qui en valeur s'améliorerait, les termes de l'échange évoluant très favorablement (2) et nous faisant gagner une trentaine de milliards de francs sur l'année.

Tout cela aurait pour résultat d'accroître la croissance économique, qui pourrait dépasser ostensiblement 2 % et atteindre 2,3 %. Quand on sait que le rythme d'expansion d'aujourd'hui dépasse 1 % cette année, on imagine ce que représenterait un tel regain d'activité qui correspond à une quarantaine de milliards de francs

de richesse supplémentaire sur une période de douze à dix-huit mois.

A ce tableau paradisiaque - où presque - deux touches en gris tout de même. La chute des commandes en provenance des pays de l'OCDE pèsera sur le commerce mondial, en même temps que le ralentissement américain. Les Européens devront donc compenser ce manque à commercer, peut-être même imaginer d'autres formules permettant aux « nouveaux pauvres pétroliers » de franchir une étape difficile.

Pour la France enfin, qui pourrait connaître une période de grâce - le chômage se stabilisant en même temps que l'inflation, la balance commerciale s'équilibrant en même temps que la croissance repartirait - le plus gros danger serait de relâcher des disciplines dont l'absence nous trouverait fort dépourvus une fois la bise revenue...

ALAIN VERNHOLLES.

(2) Les prix à l'exportation augmentent plus que les prix à l'importation. Pour un même volume de pétrole importé, la facture de 145 milliards de francs cette année reviendrait à 115 milliards de francs l'année prochaine.

ENTREPRISES

Accord confirmé entre le Crédit agricole et les Assurances mutuelles agricoles

Les deux groupes Crédit agricole et Assurances mutuelles agricoles (AMA) vont créer une filiale commune dont la banque verte aura la majorité. Elle aura pour activité exclusive la création de produits d'assurance à caractère d'épargne. Le Crédit agricole continuera de distribuer les produits de prévoyance (ou comportant une garantie décès) de la société SORAVIE, filiale commune déjà existante, mais contrôlée par les Assurances mutuelles agricoles. Cet accord, qui fixe les frontières entre les deux groupes dans le domaine de l'assurance, avait été annoncé prématurément par la Caisse nationale de crédit agricole, au grand dépit des AMA, d'où une prolongation des négociations (le Monde du 1^{er} novembre).

Volkswagen livrera des camions à Paccar

Volkswagen du Brésil, la filiale brésilienne du constructeur automobile allemand, Volkswagen, livrera à partir de la fin 1986 des camions de 11 et 13 tonnes au constructeur américain de poids-lourds Paccar (le Monde du 27 novembre 1985), qui les vendra aux Etats-Unis sous ses marques Peterbilt et Kenworth, complétant ainsi sa gamme composée des plus de 15 tonnes. Les livraisons de VW du Brésil pourront atteindre 3 500 camions par an, soit plus de la moitié de sa production.

Gazducs américains : OPA de 2,6 milliards de dollars sur Midcon

Midcon Corp., l'une des plus importantes sociétés américaines d'exploitation de gazoducs, fait l'objet d'une offre publique d'achat de 2,6 milliards de dollars de la part de deux compagnies spécialisées dans l'énergie, Wagner and Brown et Freeport-McMoran. Cette OPA intervient peu de temps après que Midcon eut elle-même achevé l'acquisition, pour 1,4 milliard de dollars, de la firme United Energy Resources.

Association américano-coréenne dans l'acier

Le numéro un de la sidérurgie américaine, US Steel, et le sud-coréen Pohang Iron and Steel (considéré comme l'un

des sidérurgistes les plus compétitifs au monde) ont annoncé le 16 décembre la création d'une société conjointe pour produire des aciers de très haute qualité. La nouvelle société investira plus de 300 millions de dollars, au cours des quatre prochaines années, pour moderniser l'aciérie de US Steel à Pittsburgh, en Californie, qui emploie 1 100 personnes.

Boussac va supprimer 2 000 emplois

La compagnie Boussac-Saint Fères a annoncé la suppression de 2 000 emplois, d'ici au 15 novembre 1987, à indiqué le secrétaire du comité central d'entreprise, M. Henri Deroo (CFDT), après la réunion de cet organisme, jeudi 12 novembre, à Wambrechies, près de Lille (Nord). Les compressions de personnel s'opéreront grâce à une convention avec le Fonds national pour l'emploi (FNE), des « retours au pays » par l'intermédiaire de l'Office national de l'immigration (ONI) ou des licenciements. M. Deroo craint également que l'annonce de la cession envisagée des établissements Perenchies (Nord), avec 199 personnes, et Sauloy (Vosges), avec 92 salariés, ne soit le prélude à de nouveaux licenciements. Depuis 1981, les effectifs de Boussac ont déjà été ramenés de 22 000 salariés à environ 12 500 aujourd'hui.

(Publicité)

CHEFS D'ENTREPRISES NE RATEZ PAS LE DÉCOLLAGE DE VOTRE INFORMATIQUE

Une journée pour tout savoir avant, pendant, après :

Qu'est-ce que la micro-informatique ? Comment marche un ordinateur ? A quoi sert un système d'exploitation ? Que fera un micro-ordinateur dans mon entreprise ? Quels seront les problèmes avec mon personnel ? Et moi, responsable, vais-je être démis « subtilement » de mes prérogatives par la « machine » ? Comment choisir l'ordinateur ? Chez qui l'acquérir ? Quels seront les problèmes ou déboires ? En fonctionnement normal ? Communications avec un réseau ? Comment ne protéger des pannes et

m'assurer que je ne me retrouverai pas dans quelques années avec un équipement dépassé ? Comment garantir mon entreprise dans le cas d'une catastrophe survenant à l'ordinateur ? Comment choisir les logiciels ? Qui assurera la formation ? Et quels seront les coûts ? Etc.

Rencontrez des professionnels chaque mardi de 9 h 30 à 17 h. Prix 1100 F.T. Inscrivez-vous dès à présent aux sessions de Janvier et Février 86.

AIDE INFORMATIQUE

13 rue Segnier 75006 Paris Tél. 43.29.72.02 Poste 20

VOUS CHERCHEZ UN PC PORTABLE? APPELEZ ECS: 47 63 12 30.



Vous rêvez d'un portable livré sous 48 heures ? Tentez votre chance chez ECS. La position unique d'ECS, partenaire indépendant qui suit le marché au jour le jour et réagit instantanément, lui permet de vous faire aujourd'hui cette offre. Bien sûr, nous n'allons pas vous faire croire que notre stock est inépuisable. Mais il est certain que nous pourrions satisfaire les premières commandes. Qui d'autre qu'ECS pourrait vous faire une telle promesse ?

ECS

NOUS RELIONS LA DEMANDE A L'OFFRE

سكنا من الامايل

صحة من الامم

LOGEMENT

Le Paris des sans-abri et des logements vides

La capitale connaît une situation paradoxale. Bon nombre de sans-abri y cherchent un toit alors que de nombreux logements restent vides.

Combien sont-ils cet hiver à errer dans Paris sans savoir où coucher le soir ? A tenter de se faire enfermer dans le métro - ce qui n'est pas simple - sans se faire piéger par les équipes de surveillance ? Dix mille, disait-on l'an dernier. Plus encore, cette année. Le nombre, en fait, importe peu. Les exclus de la capitale ne sont plus seulement de folkloriques clochards, bouteille de rouge sous le bras, cartons et sacs en plastique ballottant au rythme de pas incertains. Il y a aussi de jeunes chômeurs attirés sans point de chute dans la grande ville - où il y a du travail - dont le maigre pécule a trop vite fondu, et des familles basculées dans le quart-monde où tout se mêle, le chômage, la maladie, la déprime, en un mot, la misère.

Et, pourtant, il y a des logements vides dans Paris, parfois des immeubles entiers aux volets clos. Les associations charitatives le savent mieux que personne. Mardi 17 décembre, un large « Collectif logements de France pour le logement des populations en difficulté » (1) a invité des journalistes à une « promenade à travers les logements vacants ». « Vides depuis vingt ans ! dit le collectif, combien de logements dans Paris même sont ainsi inoccupés et pourquoi ? »

Combien ? Personne ne le sait. Le dernier recensement de l'INSEE fait état de 111 961 logements « vacants », soit 8,7 % des 1 279 730 logements recensés à Paris intra muros. Mais le vocabulaire « vacant » de l'INSEE ne veut pas dire « inhabitable et inoccupé ». On y trouve de tout, du logement à vendre non encore vendu, ancien ou récent, du taudis inhabitable, du logement laissé vide momentanément, etc.

Pourquoi cette ignorance ? Les adresses données par le Collectif logements apportent, au-delà de la constatation, de premiers éléments de réponse.

Dans le quinzième arrondissement de Paris, au 180 rue de la Croix-Nivert, ce grand ensemble de huit étages de briques, au coin de la rue de la Convention, en bon état, vide depuis des années. Nans n'avons pu découvrir qui en est propriétaire, mais il est pris dans les méandres compliqués d'une affaire de succession inextricable, et tant que le droit n'aura pas été dit, il restera vide.

Dans le treizième, 71 avenue d'Italie, il y a 123 appartements vides (sur 360 que compte l'immeuble), propriété de la Fondation Cognac-Jay, association fondée par les créateurs de la Samaritaine, dont les héritiers familiaux possèdent directement ou par le biais de La Semence (filiale financière du grand magasin parisien) environ 1 500 appartements dans Paris. L'immeuble est l'objet d'une opération de réhabilitation dite « à tiroirs ». L'immeuble est sans confort et habité par beaucoup de personnes âgées : on ne relève pas ce qui se libère pour pouvoir entreprendre des travaux de mise aux normes de confort (w.-c., salles d'eau, chauffage central, voire ascenseur), ce qui suppose, cage d'escalier par cage d'escalier, de restructurer les appartements pour dégager les surfaces nécessaires aux nouveaux équipements.

En attendant les maçons...

Bien sûr, ensuite, on relouera en loyer libre. Les « bâtisseurs sociaux » qui opèrent en centre-ville grâce à des prêts locatifs aidés (PLA) ne procèdent pas autrement, la seule différence étant le montant du loyer à la sortie de l'opération. Et l'on sait que la Ville de Paris, son office public d'HLM et les sociétés anonymes d'HLM qui lui sont liées contrôlent un parc d'environ 180 000 logements. Pour ces opérations d'urbanisme, la Ville reloque quelque 2 000 familles par an : des logements qu'elles occupaient restent vides avant que les maçons n'évacuent les lieux.

Dans le treizième arrondissement encore, 129 rue de Tolbiac, la clinique Marie-Lannelongue est fermée depuis plusieurs années. L'immeuble appartient à la Ville de Paris. Il est en mauvais état, la toiture est à refaire. Il y a plusieurs corps de bâtiment. Divers projets se sont succédés, un restaurant universitaire, un foyer d'étudiants. « On ne peut pas en faire des logements », dit M. Barthélemy Reynaud, directeur de la construction de la Ville, « cela a été fait pour abriter une clinique. C'est à vendre, à une clinique de préférence ».

On pourrait ajouter d'autres raisons à ce pourquoi. Il y a aussi les gros investisseurs qui avaient les moyens d'attendre dix-huit mois pour mettre les loyers au prix du marché, ce qu'ils vont pouvoir faire dès 1986 à la suite de la décision du gouvernement. Il y a les pères de famille qui achètent un logement pour y loger leurs enfants, « dans quelques années » et qui ne louent pas de peur de ne pouvoir se débarrasser du locataire. Il y a ceux qui ont conservé comme résidence secondaire, et elles ne sont pas comptées dans les « vacants » de l'INSEE, leur logement parisien

pour y revenir et qui n'y reviennent plus ou plus guère...

Que faire ? L'an dernier, les rigueurs de l'hiver avaient incité la Ville à louer des locaux à des associations pour y installer des sans-abri, mais, dit encore M. Reynaud, « cela suppose une très grande confiance entre l'association et le bailleur. Sinon, au terme prévu pour la libération des lieux, cela se passe mal, et il faut entamer une procédure judiciaire contre l'association ». Aussi, l'an dernier, la Ville n'a-t-elle loué que des chambres de foyer, pas des logements.

Autre solution : réquisitionner. La loi, qui le permet, n'a jamais été abrogée. C'est donc théoriquement possible, mais totalement irréaliste.

JOSÉE DOVÈRE

(1) Hébergé par le CREAI (Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptées), 20, rue Euler 75008 Paris. Tél. : 47-20-68-62. Le « Collectif » regroupe une trentaine d'associations, mais aussi des promoteurs sociaux tels que l'Union des HLM ou la SCIC, filiale de la Caisse des dépôts, des particuliers, et des représentants de différents ministères.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COLLÈGE DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ haut - bas	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
\$E.U.	7,4710 7,4740	+ 55 + 70	+ 115 + 145	+ 395 + 495
Sch.	5,0811 5,0823	- 20 - 1	- 44 - 18	- 44 - 47
Yen (100)	3,7994 3,8028	+ 22 + 35	+ 64 + 85	+ 136 + 186
DM	3,8620 3,8630	+ 107 + 120	+ 210 + 220	+ 614 + 671
Franc	2,7130 2,7130	+ 69 + 79	+ 133 + 140	+ 403 + 409
F.B. (100)	14,9912 14,9929	- 2 + 56	- 5 + 122	+ 214 + 256
F.S.	3,6494 3,6534	+ 139 + 156	+ 270 + 293	+ 831 + 899
L.(1 000)	4,4755 4,4799	- 446 - 361	- 686 - 574	- 1523 - 1372
E.	11,8693 11,8813	- 274 - 237	- 518 - 452	- 1372 - 1193

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	6/12	9/12	12/12	15/12	18/12	21/12	24/12	27/12	30/12
\$E.U.	7 3/4	8 1/16	8 1/16	7 7/8	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
DM	4 3/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
Franc	5 5/8	5 7/8	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
F.B. (100)	7	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
F.S.	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
L.(1 000)	12	14	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
E.	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8	11 3/8
F. (100)	9 1/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

TRANSPORTS

Aux Pays-Bas

Les transports sont paralysés par une grève des routiers

De notre correspondant

Amsterdam. - Le gouvernement néerlandais envisageait, le 17 décembre, une intervention pour mettre un terme au chaos régnant sur les principales axes routiers et aux principaux postes-frontières, causé, la veille, par une grève de plusieurs milliers de camionneurs membres du syndicat socialiste FNV. Ceux-ci exigent une hausse des salaires que refuse le patronat.

Dans un pressant appel aux chauffeurs-routiers pour qu'ils cessent leur action, le ministre de l'Intérieur, M. Koos Rijkhoff (libéral conservateur), les a menacés d'une intervention des forces de l'ordre.

Cependant le gouvernement attend au préalable le résultat de l'instance en référé que la section « transport » du patronat a engagée contre le FNV, le plus important syndicat, qui compte près d'un million de membres. Le tribunal d'Utrecht devait rendre son jugement précisément ce mardi 17 décembre.

Les principaux axes routiers dans l'ouest du pays et les postes-frontières avec l'Allemagne du Nord et la Belgique ont été bloqués dans leur quasi-totalité par des barrières. Des centres de distribution de plusieurs supermarchés ont également fait l'objet de blocus.

R. Ts.

L'ACCIDENT D'AVION DE GARGES-LES-GONNESSE EN DÉCEMBRE 1984

Les experts penchent pour une erreur d'appréciation du pilote

Le rapport d'expertise sur l'accident d'avion de Garges-les-Gonnesse (Val-d'Oise), qui coûta, il y a tout juste un an, la vie à sept personnes, dont quatre journalistes, a été remis cette semaine aux familles des victimes, parties civiles, par le juge d'instruction, mais n'a donné lieu à aucune inculpation et penche pour la thèse de l'erreur d'appréciation du pilote, causée par les très mauvaises conditions atmosphériques, à l'appui de source judiciaire.

L'appareil, un Piper cheyenne, s'était écrasé en pleine nuit sur la zone industrielle de la ville après avoir manqué son atterrissage, prévu sur l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), à cause du brouillard. Il menaçait d'un voyage d'études à Turin (Italie), organisé par l'Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.), quatre journalistes parisiens, spécialistes de la rubrique sociale, Martine Godoy, vingt-six ans (le Croix), Evelyne Lancé, trente-six ans (les Echos), Marie-France Desgouttes, vingt-deux ans (France-Culture), et Eric Hassan,

treize et un ans (Libération), un membre de l'association, M. Jean-Claude Piro, trente-neuf ans, et les deux pilotes, MM. Marcel Jacquette, quarante et un ans, professionnel depuis dix ans, et Dominique Lavin, vingt-huit ans.

Ils faisaient partie d'un groupe de vingt-deux personnes ayant participé à ce voyage et réparties dans trois avions-taxis de la compagnie « Daria », basée au Bourget.

Le jumelage entre Le Havre et le port chinois de Dalian. - Les ports du Havre et de Dalian (nord-est de la Chine) viennent de signer un protocole de jumelage. Selon la charte de jumelage, les deux villes sont convenues de procéder à des échanges et à une coopération le plus large possible « dans les domaines de l'économie, des activités portuaires, des sciences et des techniques, de la recherche, de la formation des hommes, de la vie culturelle et sportive et pour tout autre objectif d'intérêt commun ».



L'ARTISANAT, UN SERIEUX COUP DE MAIN A LA FRANCE.

L'Artisanat a toujours donné un coup de main à la France. Il concourt à la richesse de la nation. Aujourd'hui, par exemple, il représente cinq fois l'aéronautique ! Avec les nouvelles mesures de modernisation de l'Artisanat, la France a marqué et marquera encore des points : emplois, création d'entreprises, développement régional.

Un sérieux coup de main à l'emploi. Un effort exceptionnel de formation initiale avec un programme de rénovation de l'apprentissage. Un effort de qualification avec la loi sur la formation professionnelle qui permet de former 85 000 artisans chaque année.

Un sérieux coup de main à la région. Avec les régions et les acteurs du développement local, tout est mis en œuvre pour maintenir et développer l'artisanat régional, garant de la bonne répartition des emplois dans chaque région, chaque ville et chaque village.

Un sérieux coup de main à l'avenir. Pour la création et la transmission des entreprises artisanales, l'Etat, avec ses partenaires, donne aussi un sérieux coup de main à la France : incitations fiscales, livret Epargne Entreprise, prêts spéciaux, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

L'objectif à atteindre ? Encore plus d'artisans en France. Parce que demain est entre les mains des artisans.

Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme.

Sch

PARIS

REPUBLIQUE A

Ministère d

ENTRE

AV

NATI

La France a toujours donné un coup de main à la France. Il concourt à la richesse de la nation. Aujourd'hui, par exemple, il représente cinq fois l'aéronautique ! Avec les nouvelles mesures de modernisation de l'Artisanat, la France a marqué et marquera encore des points : emplois, création d'entreprises, développement régional.

Un sérieux coup de main à l'emploi. Un effort exceptionnel de formation initiale avec un programme de rénovation de l'apprentissage. Un effort de qualification avec la loi sur la formation professionnelle qui permet de former 85 000 artisans chaque année.

Un sérieux coup de main à la région. Avec les régions et les acteurs du développement local, tout est mis en œuvre pour maintenir et développer l'artisanat régional, garant de la bonne répartition des emplois dans chaque région, chaque ville et chaque village.

Un sérieux coup de main à l'avenir. Pour la création et la transmission des entreprises artisanales, l'Etat, avec ses partenaires, donne aussi un sérieux coup de main à la France : incitations fiscales, livret Epargne Entreprise, prêts spéciaux, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

L'objectif à atteindre ? Encore plus d'artisans en France. Parce que demain est entre les mains des artisans.

Ministère du Commerce de l'Artisanat et du Tourisme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Le conseil d'administration de Schlumberger a approuvé aujourd'hui l'imputation sur les résultats du quatrième trimestre d'une somme de 485 millions de dollars, soit 1,62 dollar par action. Cette imputation affecte Fairchild semi-conducteurs et comporte pour l'essentiel l'amortissement immédiat du solde des actifs intangibles s'élevant approximativement à 250 millions de dollars. Une provision pour cession de divers actifs de 110 millions de dollars et une provision de 80 millions de dollars pour le regroupement d'installations de production.

Michel Vailland, président-directeur général, a déclaré que ces mesures apportent pour effet d'assurer la situation financière de Fairchild semi-conducteurs.

Il a ajouté que le dynamisme de la nouvelle équipe de direction et l'introduction de nombreux nouveaux produits devraient permettre à Fairchild de participer pleinement à une reprise de l'industrie des semi-conducteurs.

Le conseil a également autorisé la société à racheter jusqu'à 25 millions de ses propres actions, soit environ 8 % des actions en circulation. Les rachats seront échelonnés sur une période de deux ans en fonction des conditions du marché.

Le conseil a déclaré un dividende de 0,30 dollar par action, payable le 17 janvier 1986 aux actionnaires enregistrés le 23 décembre 1985.

PHILIPS

La société a décidé de distribuer au titre de l'exercice 1985 un acompte sur dividende de 0,60 florin par action ordinaire d'une valeur nominale de 10 florins (acompte inchangé par rapport à l'année précédente).



expand

Lors de l'introduction de leur groupe sur le second marché de la Bourse de Paris, Philippe Poiret et Patrick Walbert, les dynamiques dirigeants, espèrent beaucoup du développement de leur division informatique.

Ces entreprises se réalisent puisque Informatique et vous, principale société de cette division, vient de signer un accord de promotion et de distribution avec la société Unimate, permettant l'implantation et la distribution de matériel Bull Unimate sous système d'exploitation Pick.

Cet accord vise essentiellement les PME et PMI pour lesquelles les systèmes DPO Unimate sont spécialement appropriés.

Informatique et vous est le principal distributeur en France des systèmes d'exploitation Pick et a signé des accords de promotion avec les organismes suivants :

- chambre des métiers,
- organisme privé de gestion de santé,
- syndicat viticole,
- Centre technique du bois.

A l'heure actuelle, une quarantaine de réalisations sont en cours.

Tous ces accords devraient permettre à Informatique et vous de voir son chiffre d'affaires multiplié par trois et atteindre environ 60 millions de francs en 1986.

Informatique et vous termine actuellement son implantation régionale qui devrait comporter dix filiales de distribution régionale dans le premier semestre 1986.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Placements sicav

Le 17 décembre 1985 sera ouverte au public la SICAV « Placement J » créée par un groupe de banques, d'investisseurs institutionnels et d'entreprises industrielles et commerciales.

Le tour de table réunit, outre la Société marseillaise de crédit, établissement dépositaire, les membres du Conseil d'administration de la SICAV (cf. ci-dessous), ainsi que la Mutuelle générale française-accidents, la Compagnie française pour l'Afrique occidentale, la Compagnie des machines Bull, l'Office d'assurances (groupe Havas), la Société des bains de mer (Monaco), la Banque Martin-Maurel, l'entreprise Jean Lefebvre, la Société financière de l'industrie du gaz, Victor J.-B. Pastor (Monaco), la Société des eaux de Marseille, Gardelle S.A., l'Union mutualiste des travailleurs, la Siagi et divers autres investisseurs.

Cette Sicav court terme se propose d'avoir une performance articulée sur le marché monétaire de telle sorte que ses souscripteurs trouvent une rémunération significative et régulière de leurs placements même pour des durées très

courtes. Elle se propose également d'intervenir sur le Mafid dès qu'il sera opérationnel afin de pouvoir y trouver des couvertures de risque. Le portefeuille sera essentiellement constitué d'obligations françaises.

Le conseil d'administration et la direction sont les suivants :

Président : M. Jean-Louis Peyrude, directeur financier de la Société marseillaise de crédit ;

Administrateurs :

- M. Amilhat : Banque de Bretagne, représentée par M. Petit, directeur des affaires financières ;
- Banque Courtois, représentée par M. Axel Courtois de Vico, vice-président et directeur général ;
- Banque La Hémin, représentée par M. Meyssonnier, directeur général adjoint ;
- Ciments Lafarge France, représentée par M. Guio, directeur financier ;
- Aéroports de Paris, représentés par M. Amilhat ;
- Banque de Bretagne, représentée par M. Petit, directeur des affaires financières ;
- Banque Courtois, représentée par M. Axel Courtois de Vico, vice-président et directeur général ;
- Banque La Hémin, représentée par M. Meyssonnier, directeur général adjoint ;
- Ciments Lafarge France, représentée par M. Guio, directeur financier ;

- Entreprise Jean Lefebvre, représentée par M. Néouze, directeur administratif et financier ;
- Société financière et foncière (Groupe Renault), représentée par M. Dominique Blanc, directeur financier ;
- Société marseillaise de crédit, représentée par M. Hervé Mocci, sous-directeur ;
- Union de banques à Paris, représentée par M. Yves Jean, directeur financier ;
- M. Jean Cohen, directeur général de la caisse centrale de récompte.

Directeur général :

- M. Alain Gerbaldi, sous-directeur de la Société marseillaise de crédit.

Les souscriptions et les demandes de rachat sont reçues aux guichets des établissements suivants :

- Société marseillaise de crédit ;
- Banque de Bretagne ;
- Banque Courtois ;
- Banque La Hémin ;
- Banque Martin Maurel ;
- Caisse centrale de récompte ;
- Société financière et foncière ;
- Union de banques à Paris.

PARIS PARC S.A.

qui réalise le premier parc de loisirs à thème en France

a porté son capital à 100.000.000 de francs

avec le concours de la Banque Arabe et Internationale d'Investissement B.A.I.I. qui a placé les actions.

Barclays Bank S.A.

En raison du départ prochain à la retraite de Pierre GDMONT, Directeur Général des Affaires Internationales et Financières, les responsabilités au sein de la Direction Générale de BARCLAYS BANK S.A. dont le Président Directeur Général est Pierre de LALANDE, ont été remaniées et sont maintenant les suivantes :

Jacques GOULIN, antérieurement Directeur Général des Agences, devient Directeur Général de l'Administration et des Filiales Spécialisées. Lui sont notamment rattachées les Directions suivantes :

- Affaires Juridiques et Contentieuses,
- Filiales Spécialisées,
- Relations Humaines et Sociales,
- Services Informatiques,
- Organisation,
- Comptabilité Générale,

ainsi que divers services administratifs.

Dominique DEMARQUETTE, Directeur Général Adjoint, prend en charge l'exploitation bancaire française et internationale. Lui sont rattachés les Directions et Départements suivants :

- Les Agences au nombre de 40,
- Clientèle Privée,
- Grandes Entreprises,
- Affaires Internationales,
- Négoce International,
- Marketing et Publicité.

Nicholas MAXWELL-LAWFORD, Administrateur, résidant en France, supervise l'Inspection Générale, le Contrôle de Gestion, le Plan et les relations avec le Groupe BARCLAYS.

La Banque d'Affaires, COMPAGNIE FINANCIÈRE BARCLAYS, dont Eric LICOYS est Directeur Général, la Direction du Crédit, la Trésorerie et les Affaires Financières, sont directement rattachées à Pierre de LALANDE.

ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

ENTREPRISE NATIONALE DE LA PÉTROCHIMIE
Direction études et développement

AVIS D'APPEL D'OFFRES
NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° ETD/02/85

Un appel d'offres national et international est lancé en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité projet Acide acétique et dérivés.

Cet appel d'offres s'adresse aux ingénierings et bureaux d'études spécialisés pour la réalisation de cette étude.

Les soumissionnaires intéressés doivent déléguer, à partir de la date de parution du présent avis et jusqu'au 15 janvier 1986 à 16 heures, un représentant dûment mandaté pour retirer le cahier des charges auprès de l'Entreprise nationale de la pétrochimie, Direction étude et développement, Boîte postale n° 07, SIKIDA, contre le versement de la somme de 300 dinars algériens (300 DA).

Les offres accompagnées des documents exigés par la réglementation algérienne en vigueur seront adressées, sous double enveloppe, à :

DIRECTION ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT
Entreprise nationale de la pétrochimie
Zone industrielle de SIKIDA
B.P. 07 - SIKIDA

L'enveloppe extérieure doit être anonyme et ne comporter que les mentions suivantes :

« Appel d'offres n° ETD 02/85
Confidentiel - A ne pas ouvrir »

L'enveloppe intérieure contenant la soumission comportera le sigle ou la raison sociale du soumissionnaire.

La date limite de réception des offres est fixée à quarante jours (40 jours) après publication de cet avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix jours (90 jours) à compter de la date de clôture du présent appel d'offres.

L'EQUIPE GAGNANTE

TANDY 1000
256 Ko MEV - 2 unités de disque de 360 Ko.
Livré avec DeskMate™
10 programmes en 1).

TANDY 2000
Une (cabinette) réservée de puissance.
256 Ko MEV - Extensible jusqu'à 768 Ko.

TANDY MODELE 4
Le cœur d'un système évolutif.
64 Ko MEV, extensible jusqu'à 128 Ko selon version.

TANDY 200
Portatif, 6 logiciels incorporés.
24 Ko MEV, extensible jusqu'à 72 Ko.

TANDY MODELE 4P
Les avantages du Modèle 4 en version portable.

TANDY MODELE 100
Portatif, 5 logiciels incorporés.
24 Ko MEV, extensible jusqu'à 32 Ko.

TANDY COMPUTERS

Je désire plus d'informations sur :
☐ T1000 ☐ T2000 ☐ M4 ☐ M4P ☐ M100 ☐ T200
☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐
 Cocher la case s.v.p.

Prénoms : _____
 Nom : _____
 Adresse : _____
 Localité : _____
 Tél. : _____ (ou indiquez votre carte de visite)
 A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs
 Immeuble "Les 3 Fontaines" - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE.

صكرا من الامم

Question/Réponse

Combien de vols Air France, par an, assurent la desserte des départements d'Outre-Mer?

La réponse est dans le billet.

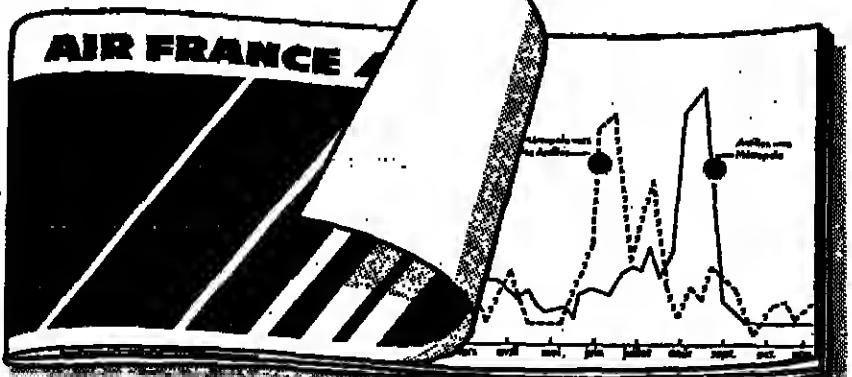


Air France, Compagnie nationale, s'efforce d'assurer dans les meilleures conditions et au meilleur prix le transport des passagers et du fret entre la Métropole et les Antilles, la Guyane et La Réunion. Les devoirs du service public lui font une obligation de mettre

en place tout au long de l'année les vols nécessaires à l'acheminement des passagers et du fret. Mais il est également de la responsabilité d'Air France d'assurer ce service public avec le souci d'une gestion équilibrée sans déficit à la charge du contribuable.

Quelles sont les particularités du trafic entre la Métropole et les départements d'Outre-Mer?

La réponse est dans le billet.



Courbe des coefficients de remplissage sur la ligne Paris-Antilles en 1984.

Les déplacements des passagers entre la Métropole et les Antilles, la Guyane et La Réunion sont très fortement influencés par les vacances scolaires, les fêtes annuelles et les saisons. Il en résulte, à certaines périodes, de très fortes différences de taux d'occupation entre les allers et les retours des vols.

Ainsi, en juin et Décembre, pour répondre à la demande de départ vers les départements d'Outre-Mer, Air France met en ligne de très nombreux avions qui sont complétés dans un sens et peu remplis dans l'autre. En Septembre et Janvier, le phénomène est inversé.

Et si Air France proposait des tarifs encore plus bas aux périodes creuses?

La réponse est dans le billet.



Pour faire bénéficier ses passagers de tarifs encore plus bas, sans compromettre l'équilibre économique de l'exploitation, Air France propose les tarifs Vacances* "Périodes vertes". Ces tarifs aller-retour sont valables dans toutes les périodes "vertes" correspondant au sens "creux" des vols réalisés en période de pointe. Ils sont

donc très avantageux bien que soumis à d'impératives contraintes de dates. Entre Paris et les Antilles, le tarif Vacances "périodes vertes" est de 3800 F, entre Paris et la Guyane de 4475 F, entre Paris et La Réunion de 5590 F. Renseignez-vous sur les dates et conditions d'application de ces tarifs auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

*tarif Voyages pour tous sur La Réunion.

FINANCES

La Bourse de Milan en pleine euphorie

De notre envoyé spécial

Milan. — Le président du conseil, socialiste, choisit cette enceinte pour venir, le lundi 9 décembre, réaffirmer sa foi vibrante en l'économie nationale. C'est la première fois qu'un tel fait se produit depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le quotidien communiste *L'Unità* a commencé, le 1^{er} octobre, à lui consacrer une chronique régulière. C'est un événement sans précédent depuis la naissance du PCI, en 1921. Son adresse — place des Affaires — est désormais connue de toutes les familles qui ont quelques économies à faire fructifier. De quoi s'agit-il? De la Bourse de Milan.

C'est le dernier lien dont on cause — à vrai dire, de façon de plus en plus insistante — depuis deux ans. Avec une hausse de 85 % de l'indice général des cotations, la capitale lombarde, « enfonce » Francfort, Paris, Londres, et même New-York.

Certes, il est plus facile d'atteindre des progressions astronomiques lorsqu'on « cote » un peu moins de deux cents titres (1), que si l'on en offre quarante mille (Wall Street); si l'on « capitalise » 50 000 milliards de lires (225 milliards de francs) que lorsqu'on en propose pour 205 milliards de livres sterling (2 000 milliards de francs). Les étrangers n'ont évidemment pas été les derniers à s'y intéresser. Milan était en 1983 le pèlerinage que devaient accomplir les investisseurs institutionnels européens ou américains.

Certains s'inquiètent d'un tel engouement. Mais rien n'y fait! Le 16 octobre, jour de l'annonce de la (fausse) démission du gouvernement de M. Bettino Craxi, l'indice a aussitôt reculé de plusieurs points. Dans les quatre jours, il avait retrouvé son niveau antérieur, et même au-delà.

Mais, ici comme ailleurs, on craint, à l'égard de la peste, les placements douteux. Longtemps, « la Bourse n'a pas eu meilleure presse qu'une maison de jeux », nous dit plaisamment ce confrère milanaise.

Mais après la création de la CONSOB (Commission des opérations de Bourse), l'apparition plus récente des fonds communs d'investissement « entourés de sérieux garanties est venue « déborder » des « épargnants

Comment expliquer une telle euphorie? C'est que tout d'abord on partait d'un niveau très bas. « A la mi-1983, lorsqu'on a commencé de percevoir les premiers frissons, la Bourse était véritablement à la casse, nous explique un agent français opérant en Italie. Aux premiers signes de redémarrage de l'économie, ça devait donc repartir bon train. »

Il en fut bien ainsi avec cette coïncidence admirable de l'arrivée aux affaires d'un président socialiste. M. Paolo Bonaiuti, membre du comité directeur des agents de change, inclut d'ailleurs « la stabilité gouvernementale » actuelle, assez inédite en Italie, au nombre des facteurs tout à fait positifs pour la Bourse.

« Petite Bourse provinciale, Milan est devenue, en l'espace de deux années, une véritable Bourse internationale », nous explique un industriel.

Les fonds communs d'investissement

Dernier élément capital pour expliquer l'actuelle explosion boursière : la création, en 1983, de fonds communs d'investissement (FCI), équivalents, toutes choses égales par ailleurs, des SICAV françaises. Le niveau d'épargne des Italiens est traditionnellement un des plus forts d'Europe en pourcentage des revenus, à tout le moins.

Mais, ici comme ailleurs, on craint, à l'égard de la peste, les placements douteux. Longtemps, « la Bourse n'a pas eu meilleure presse qu'une maison de jeux », nous dit plaisamment ce confrère milanaise.

Mais après la création de la CONSOB (Commission des opérations de Bourse), l'apparition plus récente des fonds communs d'investissement « entourés de sérieux garanties est venue « déborder » des « épargnants

jusqu'à frileusement abonner aux seuls bons du Trésor (il est vrai particulièrement rentables, compte tenu des énormes besoins de financement d'un Etat dont le financement annuel est abyssal). Les FCI se sont multipliés, tels champignons après la pluie. Il en existe aujourd'hui 41, presque tous « parainés » par des banques ou des compagnies d'assurance.

Les industriels italiens n'ont, quelle évidence, pas été les derniers à s'apercevoir des bénéfices qu'ils pouvaient retirer de cette agilité nouvelle de la Bourse. Au lieu d'emprunter à des banques à des taux prohibitifs (jusqu'à 20 % aujourd'hui), ils se sont tournés vers la place des Affaires, pour y effectuer des placements de titres ou des augmentations de capital.

Sur un marché très réduit (en valeur absolue, et par rapport à l'offre virtuelle), on assiste évidemment à de belles empoignées entre demandeurs d'actions, pour le plus grand profit de l'indice : on trouve d'autant moins de « papier » en déséquence que la plupart des grandes et moyennes entreprises de la péninsule ont opéré, ces cinq dernières années, des redressements spectaculaires, et présentent désormais des bilans à faire pâlir d'envie nombre de leurs concurrents étrangers.

Le plus étonnant est peut-être de voir que d'importantes sociétés publiques (quintze au total, dont Alitalia, Mediobanca, Italcable, Banco di Roma, Credito Commerciale) n'ont pas non plus hésité à s'introduire au listino (la liste des cotations). « Investir en Italie, c'est le bon moment », déclarait, il y a quelques semaines, le président de la Chase Manhattan Bank, M. William Butcher. « Pourquoi qu'on s'ennuie? »

J.-P. C.

(1) Chiffre du début de 1985. De même pour les cotations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE GROUPE CDM AUGMENTE SON CAPITAL

8 décembre 1983 : CDM est introduit en Bourse à 400 F.
9 décembre 1983 : CDM augmente son capital.
Depuis 1983, CDM a continué à se développer activement comme en témoignent ces chiffres clés au 31 mars 1985 :

	Evolution depuis 2 ans
Chiffre d'affaires consolidé	4,9 milliards de F. (+ 28,0%)
Marge brute d'autofinancement	110,0 MF (+ 37,2%)
Bénéfice net	68,5 MF (+ 36,7%)
Dividendes distribués	25,8 MF (+ 32,1%)
Cours de Bourse au 22.11.85	740 F (+ 80,5%)

CDME, leader du marché français de la distribution de matériel électrique c'est en France :
• 253 points de vente (soit 50 de plus qu'en 1983) ouverts

aux emplacements des 42 filiales françaises.
• 80 000 produits techniques distribués et 1 500 fournisseurs.
• 120 000 clients artisans, installateurs, électriciens, entreprises industrielles.
Une stratégie commerciale orientée notamment vers les marchés des nouvelles technologies.
En renforçant ses fonds propres, CDM entend se doter de moyens accrus pour mieux saisir les opportunités de développement tant en France qu'à l'étranger.

CDME

Compagnie de Distribution de Matériel Electrique
Le 1^{er} groupe de distribution en France au service de la modernisation de l'industrie et de l'habitat.
13-17, rue d'Athènes 75009 Paris.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Augmentation de capital de 122 507 800 F à 138 270 300 F par l'émission de 133 633 actions nouvelles de 100 F nominal à souscrire en numéraire.
Prix d'émission : 350 F (nominal 100 F et prime 450 F) payable intégralement lors de la souscription.
Montant brut de l'émission : 64 498 150 F.
Liquescence : 1^{re} octobre 1985.
Dont de souscription réservé aux actionnaires, à titre réductible à raison d'une action nouvelle pour huit actions anciennes. Les souscriptions à titre réductible ne sont pas acceptées.

Délais et lieux de souscription : du 9 décembre 1985 au 9 janvier 1986 inclus aux guichets de :
- Paribas-Warmon Finance;
- Crédit Industriel et Commercial de Paris;
- Banque Worms;
- Banque de l'Union Européenne;
- BNP SCF, Société Générale, Société Bancaire de Paris et leurs succursales et agences en France.

Un mode de souscription est le support officiel de la souscription. Les souscriptions à titre réductible ne sont pas acceptées.

La B.N.P. et le SFOM s'implantent en Guinée

A la demande des autorités guinéennes et dans le cadre de la réforme monétaire entreprise en liaison avec le FMI, la Banque Nationale de Paris et la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer ont élargi leur réseau de BIC(s) en Afrique avec la création de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée (BICI-GUI).

Banque commerciale à statut privé, la BICI-GUI dispose d'un capital initial de USD 7,1 millions, réparti entre l'Etat guinéen et des actionnaires extérieurs représentés par la B.N.P., les partenaires de la SFOM (B.N.P., Dresdner Bank et Banque Bruxelles-Lambert), la Caisse Centrale de Coopération Economique et la Banque Européenne d'Investissement. Une augmentation de capital est prévue prochainement pour permettre à la Société Financière Internationale et à l'institution de développement allemande D.E.G. de participer à la nouvelle banque.

La BICI-GUI, qui se veut être l'un des instruments essentiels de la relance économique et financière initiée par l'Etat guinéen, sera opérationnelle à Conakry dès Janvier 1986, puis s'implantera progressivement dans chacune des 7 provinces du pays. Elle assurera le traitement de toutes opérations nationales et internationales.

B.I.C.I. - GUI
Route du Niger
Carrefour MOUKARIM
B.P. 14.84
CONAKRY - GUINEE
Monsieur Pierre MECHADIER
Directeur Général

LE COUP DE FILET DE NAMUR

La police belge considère Pierre Carette comme le « patron » des Cellules Communistes Combattantes

De notre correspondant

Bruxelles. — Lundi 16 décembre, 13 h 13 : Didier Chevolet (trente ans) et son amie Pascale Vandeguerde (vingt-huit ans) prennent le train à Charleroi, discrètement mais efficacement « filés » par les services belges de sécurité. Arrivés à Namur, ils se rendent juste en face de la gare dans un restaurant express. 15 h 15 : le restaurant est investi par une nuée de policiers en civil qui en bloquent toutes les sorties. « J'ai même pensé à une attaque, je ne savais pas qu'il s'agissait de policiers », raconte un des responsables du restaurant. Sommés de mettre les mains en l'air, les clients voient les policiers cerner la table où se trouvent Chevolet et Vandeguerde en compagnie de deux autres personnes : Bertrand Sasoye (vingt-deux ans) et surtout Pierre Carette (trente-trois ans), considéré comme le « patron » des Cellules Communistes Combattantes qui, en un peu plus d'un an, ont commis vingt-sept attentats en Belgique. Mutilés et fouillés, les quatre terroristes, tous armés et munis de faux papiers, sont immédiatement emmenés dans les locaux de la police judiciaire de Namur.

Craignant une action d'autres terroristes pour tenter de libérer leurs camarades, les forces de l'ordre bloquent le centre de la ville. Dans le même temps, une vaste opération est déclenchée à Charleroi et à Bruxelles. A l'intérieur d'une Golf rouge venant de Namur, qui avait brûlé un barrage dans la banlieue de la capitale, on aurait reconnu Nathalie Menigon et Jean-Marc Rouillan, les chefs historiques d'Action directe.

Les quatre personnes arrêtées sont bien connues des services belges de sécurité, qui avaient filé depuis longtemps toutes les anciennes connaissances de Pierre Carette. Ce homme qui, pour le moment, semble avoir été au centre du dispositif des CCC, a pris apparemment un malin plaisir à se faire voir aux quatre coins de Belgique : on

l'aurait aperçu dans un café de Louvain, dans une cabine téléphonique de Bruxelles, parmi la foule de Charleroi juste après un attentat des CCC. Il est aussi soupçonné d'avoir tiré sur un agent d'une compagnie de gardiennage, au moment de s'enfuir après avoir déposé une charge explosive devant le siège d'une banque bruxelloise.

Né à Charleroi, capitale du « pays noir », d'une mère fonctionnaire et d'un père agent de la sûreté publique, Carette, élève modeste (sauf en... morale et en travaux manuels), obtient à Bruxelles un diplôme d'imprimeur à vingt-trois ans. En 1975, il participe à la création d'un comité de soutien aux prisonniers politiques en Allemagne fédérale. Dès cette date, d'ailleurs, il annonce la couleur et rompt avec l'extrême gauche « classique ». En 1979, son nom est cité dans l'enquête sur l'attentat manqué contre le général Haig, alors commandant en chef de l'Otan. En 1981, il est à l'origine de la création d'une imprimerie militante située rue d'Albanie à Bruxelles, « destinée à promouvoir une plus grande circulation des idées et projets progressistes ». Autour de lui, on retrouve Didier Chevolet et Pascale Vandeguerde, arrêtés lundi à Namur.

En août 1982, Carette est victime d'un accident de voiture sur la route Bruxelles-Paris en compagnie de Nathalie Menigon. Dans le véhicule accidenté, on trouve des milliers de tracts d'Action directe imprimés par Carette et dénonçant la visite en France de Ronald Reagan. Le 3 octobre 1984, au lendemain du premier attentat des CCC, Carette disparaît — officiellement — de la circulation. L'enquête permettra sans doute de déterminer quel a été son rôle exact dans l'action des CCC. Ses empreintes auraient été notamment relevées sur les lieux de plusieurs attentats.

Didier Chevolet et Pascale Vandeguerde, en plus de leur participation aux activités de l'imprimerie de la rue d'Albanie, étaient les animateurs du mouvement Ligne rouge,

collectif d'obédience anti-imperialiste qui avait notamment imprimé des tracts de soutien à l'action des CCC. Bertrand Sasoye, vingt-deux ans, le plus âgé des quatre personnes arrêtées, recherché pour défection, participait — encore avec Carette — à la rédaction de la revue *Subversion*.

Des liens évidents avec Action directe

La préparation minutieuse des attentats perpétrés par les CCC, leur organisation sans faille, laissent supposer l'existence d'un « noyau dur » parfaitement structuré et composé, selon certains, de plusieurs dizaines de personnes. Dès lors des perquisitions ont été effectuées, et ces opérations devraient durer toute la semaine. L'arrestation de Carette et des trois autres militants pourrait ainsi permettre aux enquêteurs français d'avancer dans leur recherche sur le terrorisme d'Action directe. Si les CCC ne semblent pas être, comme on l'a cru longtemps, l'émulation pure et simple d'Action directe, les liens entre les deux organisations sont évidents. Pour preuve : les tracts imprimés par Carette pour les Français, les empreintes de Nathalie Menigon, Jean-Marc Rouillan et Pierre Carette retrouvées dans deux appartements « conspiratifs » de Bruxelles (le Monde du 17 décembre). Et la photo des deux chefs d'Action directe en train de s'embrasser au tir dans une fête foraine retrouvée dans un de ces appartements.

C'est d'ailleurs à partir d'indices recueillis dans ces locaux que les policiers belges avaient arrêté en août Chantal Paternostre, une assainisse sociale de trente-neuf ans, anarchiste, animatrice d'une émission de radio. Un autre suspect était sous les verrous, Louis-Jean Carpentier, proche des réfugiés espagnols antifranquistes, surpris en train de détenir une mitrailleuse dans les environs de Bruxelles.

Les interrogatoires des quatre personnes arrêtées lundi devraient

permettre de déterminer si Chantal Paternostre et Louis-Jean Carpentier n'étaient que des sympathisants des terroristes, ou s'ils ont joué un rôle plus actif. La semaine dernière, un juge d'instruction français, M. Jean-Louis Brugière, chargé des instructions concernant Action directe, avait d'ailleurs interrogé Chantal Paternostre pendant plus de dix heures (la jeune femme continue toutefois depuis plus de trois mois de nier tout lien direct avec les CCC).

Le magistrat français a pris connaissance des nombreux documents saisis dans l'appartement où se seraient trouvés Nathalie Menigon et Jean-Marc Rouillan. Il a d'autre part fait procéder à des tir d'essais de toutes les armes saisies, et a rapporté, à Paris, des douilles et des balles afin de les faire expertiser.

Une immense satisfaction

L'arrestation de Pierre Carette et de ses trois complices a été accueillie avec une immense satisfaction par la population belge, qui commençait à douter de l'efficacité de sa police. Le ministre de la Justice, M. Jean Gol — principal responsable de la sécurité — s'était opposé, la semaine dernière, à la constitution, demandée par l'opposition socialiste, d'une commission d'enquête parlementaire sur les causes du banditisme et du terrorisme.

Cette enquête, selon M. Jean Gol, risquait de paralyser l'activité des services de police. Pour ces derniers, soit les CCC, décapités par l'arrestation de Carette, vont tenter un baroud d'honneur, et la fin de l'année risque d'être troublée en Belgique ; soit elles se font oublier le temps de se restructurer. Soit encore, préparées à ces arrestations, elles poursuivent leurs attentats. Seule certitude : les policiers belges ne commencent pas de trêve des confessions.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire page 7 notre enquête sur « La montée du terrorisme en Belgique ».)

Sur le vif

Protégez-nous des flics

Vous connaissez la dernière ? Ils l'ont racontée ce matin sur France-Inter. C'est pas croyable. Au cours du hold-up dans une succursale de la Banque parisienne de crédit, hier après-midi, l'un des directeurs a reçu deux balles dans le ventre. Et le gangster — drôlement dangereux : le mec — s'est tiré avec la menace du revolver la bagnole d'une jeune automobiliste qui passait par là. Peu après, coup de pot, il a tiré boulevard Beaumarchais. Elle fonce, pantelante, hâletante, au poste de police le plus proche, croyant bêtement que son témoignage risquerait d'intéresser les flics.

Pensez-vous ? Ils l'ont envoyée se faire voir ailleurs : qu'est-ce que c'est que cette histoire ? Ça a eu lieu où, ce braquage ? Boulevard Voltaire ? Ben, alors, qu'est-ce que vous voulez que ça nous fasse. Faut vous adresser au commissariat du quartier. A Beaubourg.

On est super bien protégé, dites donc ! Ils ont du plomb sous les fesses nos brigadiers. Pas facile de les arracher à leurs occupations : pour le Coup de monde, ça ne va pas, c'est que Mexico, c'est haut. Je me fous de Planin. Moi, je te dis

qu'avez-vous ? Ou'est-ce que vous voulez encore, vous ? Porter plainte ? On s'assessera votre vieille mère ? Y a pas le feu ! Moi je te dis qu'avec les Hongrois c'est pas du tout ça...

Vous me direz : ils sont blindés. Grâce à Dieu, nos portes aussi. Et contre qui ? Contre eux.

J'ai un ami. Il interdit à sa femme d'ouvrir à qui que ce soit quand elle est seule à la maison. Et surtout pas aux flics. Chaque matin avant d'aller à son travail, il lui fait la leçon. Alors l'as bien comprise. Si ça sonne, et si on dit : Police ! tu bouges pas. Tu n'ouvres même pas la porte pour leur permettre de montrer leur carte. Les flics, ils se déplacent jamais, mots-toi bien ça dans la tête. Ils se déplacent que dans « Kojac » ou dans « Maigret ».

Sorte de la télé, ils restent vissés à leur bureau. Comme ils n'ont pas de déctylo, ils passent leur vie à taper avec un seul doigt des rapports sur des machines pourries. S'ils surveillent les immeubles, s'ils montent chez les gens, c'est que c'est pas des vagues d'est des faux. C'est des voleurs qui jouent aux gendarmes.

CLAUDE SARRAUTE.

En Afghanistan

Un attentat aurait fait cinquante morts à Kaboul

Islamabad (Reuter). — Entre cinquante et soixante-cinq afghans ont été tués le 8 décembre par l'explosion d'une jeep piégée à Kaboul, selon un rapport, ce mardi 17 décembre, de source diplomatique occidentale à Islamabad. Il y aurait un nombre encore plus grand de blessés.

Après, les autorités afghanes avaient fait état de neuf

morts et cinquante-quatre blessés lors de l'explosion d'une bombe près du bâtiment de l'autorité de l'aviation civile, sur la route de l'aéroport. Mais des diplomates en poste au Pakistan affirment que l'explosion s'est produite près de bâtiments militaires, à quelques centaines de mètres du bâtiment principal de l'aéroport.

« Réunion des ministres musulmans du cabinet libéraux. — Un conseil de cabinet, tenu lundi soir 16 décembre à Beyrouth-Ouest sous la présidence du chef du gouvernement, M. Rachid Karim, a consacré, en quelque sorte, institutionnalisant le dialogue, au sein de l'équipe des ministres musulmans ayant décidé de tenir désormais hebdomadairement de telles séances, théoriquement « dans l'attente » d'un conseil des ministres commun avec leurs collègues chrétiens. Cependant, ils avaient posé pour condition que le conseil se tienne en « territoire neutre » et non à la présidence de la République, par exemple à Dhour-Choutur, sous contrôle syrien, ce que les ministres proches du président Gemayel ont catégoriquement rejeté. — (Corresp.)

(Publicité)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'I.E.P. ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (entrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaines sessions pour la rentrée 1986 : 5-7 mars 1986.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 janvier 1986.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions, BP 105
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. (1) 30-38-38-00
ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

JUSQU'AU 21 DÉCEMBRE 1985

1 MACINTOSH 128 K
+ MACWRITE
+ MACPAINT
+ 1 Extension à 512 K
= 19.990 F.T.T.C.
SEULEMENT!!!
Crédit ou leasing possibles.

Nous accueillons avec plaisir les bons de commande de l'administration.

INTERNATIONAL COMPUTER
Le centre d'achat de la Micro-informatique
26, rue du Renard 75004 (Nce-Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94.8)
à Limoges (102.1 MHz)
à Toulouse (88.6 MHz)

MARDI 17 DÉCEMBRE
« le Monde » reçoit
Jean-Denis Bredin
auteur du rapport
sur les télévisions privées
avec **PHILIPPE BOUCHER**

MERCREDI 18 DÉCEMBRE
« le Monde »
47-20-52-57
présentée
par **FRANÇOIS KOCH**
PRIX DU PÉTROLE
ET PRIX A LA POMPE

Le numéro du « Monde »
daté 17 décembre 1985
a été tiré à 506 323 exemplaires

(Publicité)

9Mach.écri-re poche (?) chez Duriez
Canon, Casio, Brother...
EXTRA PLATES (— 5 cm d'épaisseur) poids plume (— 3 kg) • Très simples ou sophistiquées • Calculatrices • Affichent sur écran avant de frapper • Mémoire corrigible (jusqu'à 14.000 caractères, 10 pages) • Jusqu'à 6 modèles d'écriture • A piles ou 230 V • Imprimantes terminal d'ordinateur • Imprimant par téléphone • Ecritures qualité Imprimerie • 1590 à 4600 F etc.

Duriez, 112 et 132 Bd Saint-Germain, M° Odéon.

A B C D E F G

● Un indépendantiste catalan tué à Barcelone par une explosion. — Un indépendantiste catalan a été tué lors d'une explosion survenue dans une cabine téléphonique à Barcelone dans la nuit de dimanche 15 au lundi 16 décembre au moment de source policière.

Il s'agit de Joaquín Sánchez Navez, vingt et un ans, militant de l'organisation indépendantiste Terra Lliure (Terre libre), indique la même source.

L'explosion a eu lieu quelques instants après que la police ait désamorcé un autre engin près d'un commissariat de Barcelone, qui avait été déposé par cette organisation. — (AFP.)

20 MICROS FAMILIAUX
jugés par des pros
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
35 F chez votre marchand de journaux

NOËL - NOUVEL AN
Beau vêtement **LEGRAND**
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS 590 F
COSTUMES ET PARDESSUS 1 750 F
A partir de

NOUVELLE COLLECTION
3000 pièces
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
21, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

JACQUES TOUR
"un vrai joaillier de toute confiance..."
9, 80 DES CAPUCINES
OPERA - PARIS

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Arax
JOAILLER FABRICANT
La passion d'un créateur,
les prix les plus doux de Paris
18, rue LA BOÉTIE, 75002 PARIS • MÉTRO MONTMARTRE - CLÉA 218

5000 boîtes aux lettres alimentées par micro-ordinateur*
...pourquoi pas la vôtre

En quelques secondes, en France comme dans le monde entier, espérer, recevoir des messages, d'essayer l'absence pour de la communication d'aujourd'hui grâce à MISSIVE, la messagerie électronique.

* ou MINITEL.

A l'aide d'un simple petit terminal, quelques soit votre déplacement dans le monde, MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24h sur 24. Gérez sur 2 fronts : économie et rapidité avec MISSIVE, l'avant-garde de la communication.

Enseignements et documentation à :
F.E.N. - 124, rue Massena
75002 PARIS - Tél. : 42 95 14 77

MISSIVE
MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE